LE MONDE ÉCONOMIE

La précarité en France

■ Emploi: 8 pages

Empiois temporain

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16749 - 7.50 F - 1.13 EURO

MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Notre cadeau pour vos cadeaux

UN OURS mutant et des flaconsbijoux, des souliers-comètes et des raignées en verre fumé, des parures de fées et des bougies géantes, des savons à message et des bagues-planètes, etc. Bizarres, fonctionnels ou ludiques, près de 300 objets colorent ies 76 pages de notre nouveau cahier « Styles », qui donne carte bianche au photographe Mario Testino. A contre-courant des habitudes, du banal et de l'ennui, ce guide « Noël 98 » est notre cadeau pour choisir

Lire notre cahier spécial

22 Ouragan Mitch: bilan contesté

Le décalage entre les chiffres officiels des victimes et les données recueillies sur place par les enquêteurs de RFI de France-Info (14 fois inferieurs) embarrasse les autorités du Honduras. p. 3

■ Les inégalités du sida

Un recul significatif de l'épidémie est constaté dans l'Union europeenne et en Amérique du Nord, mais la progression reste continuelle dans les pays en voie de developpement. et notre éditorial p. 16

■ Voyage en hypnose

Discrètement, elle est utilisée dans certains hôpitaux, par des psychologues, des dentistes, des généralistes : l'hypnose retrouve droit de cité en France. Veronique Maurus a découvert son univers et ses mystères. Une enquête en deux volets.

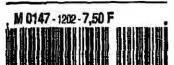
☐ L'audit des 35 heures

Démarche volontariste du gouvernement, la loi sur les 35 heures est majoritairement approuvée par les salariés qui en attendent surtout des creations d'emplois. Mais l'engagement personnel reste faible. Notre page mensuelle réalisée avec le Cecop.

☐ Grève des journalistes

L'intersyndicale appelait, mardi, les journalistes a défendre leur abattement fiscal de 30 %. Diversement suivi selon les régions, le mouvement devait toucher l'audiovisuel public et perturber la parution des quotidiens. p. 19

Allemagne, 3 DM; Artilles-Guyane, 9F; Autriche, 25 ATS; Seightue, 45 F3; Canada, 2,25 S.CAN; Câtro-d'Ivoure, 850 F.CFA, Dansmark, 15 RRD; Espagne, 175 FTA; Grande-Brotagne, 11; Grece, 800 DM; Intande, 1,40 Z., Talio, 2500 L. Luciambourg, 45 F1; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 RRN, Pays, Bas, 3 F1; Portugal CON, 250 PTE; Ramion, 9F; Seragal, 826 FCF4; Sueda, 18 RRS; Spirsa, 2,10 F5; Turisae, 12 Dm; USA (RV), 25; USA (others), 2,50 S.



France et Etats-Unis: objectif Mars

● Un accord va être signé entre les agences spatiales américaine et française ● En 2005, une fusée Ariane-5 emportera vers Mars un « orbiteur » français • L'engin assurera le retour des échantillons saisis par les robots américains • Le projet a été révélé par Claude Allègre

L'ENTRÉE de la France dans l'aventure martienne, aux cotés des Etats-Unis, a été annoncée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, Claude Allègre, lundi 30 novembre au Sénat, lors du débat sur les crédits de la recherche. La participation française, évaluée à 2,5 milliards de francs contre 11 milliards pour les Etats-Unis - a été décidée en réponse à la demande des Américains qui, engagés dans un lourd programme d'exploration martienne robotisée, cherchent depuis longtemps une participation étrangère pour alléger leurs charges financières.

L'accord de principe définitif -« memorandum of understanding » - devrait être signé incessamment, selon l'entourage du ministre. Il prévoit le lancement d'un orbiteur français, chargé de ramener sur Terre des échantillons de sol, prélevés par des engins automatiques américains. L'orbiteur devrait être emmené vers Mars en 2005 par une fusée Ariane-5, qui



seur et un robot américains. Les agences spatiales française et américaine metteut la demière main à ce projet, qui entre dans le cadre d'un programme américain sur dix ans d'exploration de la planète

Lors de sa dernière visite officielle à Paris, en octobre 1997, Daniel Goldin, le patron de la NASA, avait demandé au gouvernement français de fournir une Ariane-5. La requête avait déjà été faite plusieurs années auparavant, sans grande réaction de Paris. Cette fois. pourtant, elle est tombée à un moment très favorable. Le CNES se cherche un grand programme pour 2000-2005 et au-delà, et dispose d'un budget à cet effet. M. Allègre entend affirmer la présence française au sein de l'Europe spatiale. Géologue ayant participé à l'étude d'échantillons de sol lunaire ramenés par les astronautes américains dans les années 70, il est passionné par l'exploration planétaire.

Lire page 22

Les fusions se multiplient

- **■** Rhône-Poulenc et Hoechst créent Aventis, numéro deux mondial de la pharmacie
- Total absorbe le pétrolier belge Petrofina
- Le financier Albert Frère devient le premier actionnaire de Total
- Exxon et Mobil doivent annoncer leur mariage

Lire pages 17 et 18

Les sidérantes « mœurs judiciaires » d'un haut magistrat

CE NE SONT que queíques mots, glissés en conclusion d'un bref article de la revue de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) sur le substitut du parquet de ciaires I », le billet d'Alain Terrail, ancien président de l'APM et avocat général à la Cour de cassation, est consacré à la mise en exa-men de M. Lévy pour « violation du secret de l'instruction ». Alain Terrail y explique que « de l'affaire Lévy, il n'y a pas lieu de faire un scandale, ni de crier à la chasse aux sorcières... ni même au règlement de comptes ». Cet article resterait relativement anodin, s'il ne chutait par ces mots : « Tant va Lévy au four...

qu'à la fin il se brûle ! » L'article a provoqué l'indignation du Syndicat de la magistrature (SM, gauche). « C'est une attaque antisémite déclarée, frontale et totalement inacceptable, souligne son président, Jean-Pierre Boucher. Elle l'est d'autant plus qu'elle émane d'un journal de magistrats, saus la plume d'un avocat général à la Cour de cassation. L'extrême droite dans le magistrature est une réalité. En quelques lignes, l'APM a montré son vrai visage, celui de l'antisémi-

tisme. » Le Syndicat de la magistrature va demander au procureur de Paris d'engager des poursuites pour « provocation à la discrimination raciale ». Il devrait également demander gager des poursuites disciplinaires.

En septembre 1995, Albert Lévy avait déjà été la cible d'un article aux sous-entendus antisémites de l'hebdomadaire d'extrême droite Présent La Licra avait alors engagé une procédure qui est toujours pendante devant la cour d'appei de Versailles. Me Alain Jakubowicz, l'avocat d'Albert Lévy, se réserve au-Jourd'hui le droit de porter plainte avec constitution de partie civile contre M. Terrail, mais il a « la faiblesse d'espérer que la chan-cellerie prendra ses responsabilités dans cette affaire ». Quant à Albert Lévy, il n'a que ce commentaire: « Je suis empreint de dégoût d'appartenir à un corps contaminé pour partie

par l'extrême droite. » Alain Terrail ne retire rien à ses propos, leur déniant au contraire tout caractère antisémite. « C'est une formule qui m'est venue toute seule, déclare-t-il. Je n'ai pas pensé un seul instant qu'elle puisse choquer. J'ai cherché une expression qui associait le proverbe "Tant va la cruche à l'eau au'à la fin elle se casse" avec l'idée d'être à la fois " au four et au moulin", qui me semblait caractériser l'attitude de d'un esprit biscomu. Je suis d'ailleurs insoupconnable à ce propos, ayant moi-même de nombreux amis juifs. » L'actuel président de l'APM (9,45 % des

voix aux élections professionnelles du mois de juin), Georges Fenech, semblait découvrir, lundi 30 novembre, la teneur du texte de M. Terrail. Il ne cache pas son embarras. « Je reconnais qu'il peut y avoir une mauvaise interprétation, souligne M. Fenech, qui est également le directeur de publication de la revue. Mais en aucun cas il n'y a d'allusion à l'origine de M. Lévy. Nous regrettons toute autre interprétation que celle-ci... » Il a toutefois Jugé l'affaire suffisamment grave pour demander à Alain Terrail de se retirer. Lundi dans la soirée, l'ancien président de l'APM a présenté sa démission au bureau de l'association, qui l'a acceptée.

Cécile Prieur

Cohabitation acte II

SI ELLE respecte toujours sie, la cohabitation entre dans une nouvelle phase qu'illustre le différend entre l'Elysée et le gouvernement sur la réforme de la justice, dont Jacques Chirac doit s'entretenir avec Lionel Jospin, mercredi 2 décembre. Candidat « par définition », selon la formule de Philippe Séguin, à la future élection prési-dentielle, M. Chirac se prépare à assumer davantage ce rôle en s'exprimant sur des sujets de long terme, tels que le collège et la dé-linquance des mineurs. Les interventions du chef de l'Etat devraient ainsi prendre davantage de consistance politique. Jean-Louis Debré est l'un des principaux relais de cette sorte de « précampagne ».

Lire page 6

JAEGER-LECOULTRE

21, PLACE VENDÔME PARIS 1 TEL: 01. 42. 61. 11. 17

66, RUE FRANÇOIS 1th PARIS 8 TEL: OL 53. 57. 42. 00

AURA LE PLAISIR DE VOUS REMETTRE CRACIEUSEMENT LE LIVRE DE LA MANUFACTURE JAEGER-LECOULTRE

M. Chirac se protège en défendant M. Dumas

question n'a rien d'iconoclaste, tant le débat sur la nécessité pour l'ancien ministre de démissionner de la présidence du Conseil constitutionnel, afin de protéger la répu-tation et le crédit de cette institution, met en évidence ce paradoxe : si l'on excepte le dernier carré mitterrandiste, ce n'est pas à gauche que M. Dumas compte ses défenseurs les plus zélés, mais dans le camp gaulliste et à l'Elysée même. En empruntant à François Mitterrand une métaphore restée dans les mémoires, le président du RPR, Philippe Séguin, a souligné, di-manche 29 novembre sur TF 1, cette convergence inattendue: souhaitant « qu'on ne puisse pas làcher quelqu'un aux chiens sans avoir un dossier étayé », M. Séguin, se référant explicitement à «l'affaire Dumas », a appelé au respect de « la prudence et [à] la retenue lorsque l'honneur d'un homme est en jeu et que sa culpabilité n'a pas été établie par les juridictions concernées ». Par ces mots, le chef du parti gaulliste ne faisait, en fait, que rappeler une doctrine fixée par Jacques Chirac il y a plusieurs

Le 6 mars, M. Dumas avait réser-

POURQUOI donc Jacques Chirac vé au chef de l'Etat la primeur de soutient-il Roland Dumas ? La sa convocation par les juges Joly et Vichnievsky, qui annonçait sa mise en examen. Il avait ensuite assuré, avec l'acquiescement immédiat de l'Elysée, que M. Chirac lui avait fait part, pour toute réaction, de son attachement à la « présomption d'innocence », applicable au pré-sident du Conseil constitutionnel comme à « tout citoyen ». S'exprimant pour la première fois sur le sujet en public, le 14 juillet, le chef de l'Etat avait, certes, renvoyé M. Dumas à «sa conscience» quant au fond de l'affaire, mais en affirmant, en cette occasion solennelle, que le « bon fonctionnement » du Conseil constitutionnel ne lui paraissait « pas en cause » du fait de la seule mise en examen de son président. Depuis, le message a été martelé par les hérauts les plus en vue du chiraquisme, de Jean-Louis Debré à Bernard Pons,

et jusqu'à Jean Tiberi. Au moins implicites, ces différentes prises de position attestent l'approbation présidentielle du maintien de M. Dumas à la tête du Consell constitutionnel.

Hervé Gattegno

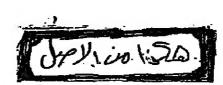
Faire la fête à Rennes



C'EST le plus festif des DJ anglais, Fatboy Slim alias Norman Cook, qui sera à Rennes samedi 5 décembre, au programme de l'édition 1998 des Transmusicales, festival des militants du rock. Ce rendez-vous annuel des découvreurs de sons neufs fête son vingtième anniversaire sans nostalgie, le cap fixé sur l'avenir de la scène rock internationale.

Lire page 27

International 2	Aujourd'hui
France 6	Météorologie
Société	jeax
Régions12	Carnet
Herizons13	Culture
Entreprises	Guide culturel
Aprilonces classées	Kiosque
Communication 19	Aboungments
Tableau de bord20	Radio-Telévising



l'ancienne colonie britannique avaient longtemps affirmé que leur ville par-viendrait à éviter de se laisser entrainer dans la tourmente. Elles sont bien obligées d'admettre aujourd'hui la

réalité de la crise. Déjà, certaines so-ciétés occidentales délocalisent leur siège. • LES HONGKONGAIS, habitués notoires de la surconsommation,

exigences alors que le chômage ne cesse d'augmenter et que les ménages ont de plus en plus de mal à crédits. SINGAPOUR, en revanche, a

su tirer profit de cette crise pour devenir plus compétitif, en prônant une déréglementation progressive de son économie et en abandonnant le terrain des « valeurs asiatiques ».

Hongkong s'enfonce à son tour dans la récession

L'ancienne colonie britannique n'est plus une exception en Asie et connaît une chute spectaculaire de sa croissance. La consommation et les prix de l'immobilier s'effondrent. Les salaires sont réduits et le chômage grimpe. Les sociétés étrangères commencent à se retirer

correspondance Hongkong souffre d'un étrange dédoublement de la personnalité. D'un côté, malgré un fléchissement ces derniers jours, la Bourse est repartie comme si la crise financière n'était plus qu'un mauvais souvenir, gagnant quelque 60 % depuis trois mois. De l'autre, avec des taux d'intérêt réels de l'ordre de 8 %, tous les moteurs de l'activité ont calé, malgré les trois plans du gouvernement destinés à limiter la casse : l'activité s'est contractée de 7% au troisieme trimestre, après un recul de 5.2 % au deuxième, et de 2,7 % au premier. Sur l'ensemble de l'année, la croissance devrait être négative de 5 %.

Après les « charrettes » annoncées dans les sociétés financières, les hôtels, les restaurants, les commerces et les filiales de sociétés étrangères, le nombre de chômeurs officiels a été multiplié par près de trois depuis un an. Même si le taux officiel de 5 % - deux fois plus, selon les syndicats - reste modeste à l'aune des movennes européennes, il constitue une rupture psychologique brutale pour une population habituée à cumuler plusieurs emplois et à diriger une petite affaire familiale. Les Hongkongais apprennent à vivre avec la menace du chômage ou, dans le

meilleur des cas, avec une baisse de leurs salaires, de 10 % à 15 % selon les entreprises, dont certaines profitent clairement de la crise pour

réduire leurs coûts.

Ceux qui, en 1997, se battaient pour s'offrir un appartement à 60 000 francs le mêtre carré et consacraient parfois jusqu'à 75 % de leurs revenus à leur remboursement mensuel ne cessent pas pour autant de rembourser leur emprunt. Certains ont abandonné leurs arrhes sur les préventes immobilières, d'autres ont revendu leur bien à perte. Mais la plupart ont continué à honorer leurs dettes: les Chinois de Hongkong savent qu'au premier défaut de paiement ils seront fichés ad vitam geternam dans la fameuse credit reference agency, la liste noire des mauvais paveurs.

D'où un effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie, phénomène inconnu dans nos systèmes. où les indemnités de chômage permettent aux personnes licenciées de continuer à consommer. Quand la classe moyenne de Hongkong, pour qui le shopping est une seconde nature, se serre la ceinture. c'est toute l'économie qui plonge. car la consommation représente 60 % du PIB du territoire : les Singapour résiste **BOURSE DE HONGKONG** 10 000

Hongkong connaît simultanément une chute spectaculaire de son PIB et

ventes au détail ont chuté de 22 %. les vitrines condamnées se multiplient dans les centres commerciaux, les ventes de voitures out été divisées par deux.

SINGAPOUR - HONGKONG

Même les exportations, qui avaient plutôt bien tenu jusqu'à l'été, sont aujourd'hui touchées, affaiblies non seulement par le fiasco de l'ouverture du nouvel aéroport de Chek Lap Rok, qui a bioqué le fret aérien en juillet et août, et par

les inondations en Chine, mais aussi par les prix pratiqués par le port de Hongkong, devenu outrageusement cher par rapport aux autres ports de la région : alors que l'Asie absorbe les trois quarts des exportations de Hongkong, celles-ci ont chuté de 7 % sur un an.

Après avoir d'abord nié la crise et sa pérennité, puis en avoir attribué la faute * aux autres *, Hongkong ne peut plus se prévaloir de rester

une exception en Asie. Maigré le maintien du « peg » - la partié fixe de 7,80 dollars de Hongkong pour un dollar américain -, Hongkong est frappé au même moment d'une contraction de l'activité de même nature que la Malaisie et la Corée du Sud. Le « peg.» a-t-il été ce « garant de la stabilité économique du territoire »? La réponse est loin d'être évidente : comme les autres économies de la région, Hongkong a connu un retrait massif de capitaux du circuit bancaire, comme de la Bourse. A cette crise de liquidité s'est ajoutée une crise de solvabilité, dans les PME familiales d'abord, dans les émanations de groupes chinois ensuite.

Sans vouloir trancher la question, Jean-François Huchet, économiste au Centre d'études français sur la Chine contemporaine, relève que, « contrairement à la mécanique automatique d'aiustement du prix des actifs, le "peg" n'a pas conduit à la baisse nécessaire du prix de l'immobilier à un niveau qui aurait rendu le territoire à nouveau compétitif ». Maigré la baisse movenne des prix de 50 % à l'achat et de 22 % à la location, par rapport au pic du marché, Hongkong reste la ville la plus chère au monde pour les entreprises, notent différentes enquêtes indépendantes. Pressé par les promoteurs tout-puissants.

et inquiet du rôle moteur joué par la speculation immobilière dans la mécanique de Hongkong, le gouvernement a tout fait pour éviter que cet ajustement se fasse. Tout se passe comme si personne ne voulait crever une bonne fois pour toutes l'abcès de la buile financière. Aussi, le Credit Lyonnais Securities Asia (CLSA), qui depuis le début de la crise avait toujours soutenu que le « peg » tiendrait, vient-il de réviser son jugement: estimant que le pire est à venir, avec un chômage qui pourrait grimper à 12 % de la population active d'ici à la fin 1999, le CLSA estime que Hongkong sera contraint d'abandonner ce système de parité fixe en 2000 pour aider l'économie à repartir.

Après avoir affiché une assurance sans faille lors du transfert de souveraineté et longtemps refusé de reconnaître que cette crise était aussi la sienne, Hongkong cherche aujourd'hui sa voie : le secrétaire aux finances, Donald Tsang, qui a reconnu que l'activité était « déprimante », a cette fois admis qu'il fallait réfléchir à « la stratégie à adopter pour entrer dans le siècle prochain ». Vaste programme, tant chacun se demande si Hongkong est encore capable de fonctionner hors de la spéculation.

Valérie Brunschwig

Un seul mot d'ordre : « Sauvons les patrons » !

posées partout. Les appeis à la soli-

darité existent, mais ils relèvent

correspondance Depuis vinet-trois ans qu'il vit à

Hongkong, des crises, il en a vu. David Coldwell. Mais jamals, du-REPORTAGE_

Le poids des charges immobilières contraint les salariés à accepter les baisses de salaires

rant sa longue carrière dans le shipping, îl ne s'était trouvé sans travail. Impensable dans le premier port à containers au monde i Il y a six mois, sa société, Griffin Shipping, un transporteur sud-africain qui exploite douze bateaux, décide de fermer son bureau de Hongkong. Ce bureau qu'il a lui même ouvert il v a dix ans est devenu trop cher: les navires partent pleins vers l'Europe. mais reviennent vides vers l'Asie.

« A cinquante-cinq ans. mes chances de retrouver une place dans ce secteur à Hongkong sont très taibles », dit-il. Alors, il donne un peu de son temps aux Samaritan Befrienders, le SOS local, et compatit mieux que quiconque aux appels de détresse de plus en plus nombreux de ceux qui ont perdu leur société ou leur emploi. « l'ai vu des gens aufourd'hui au chômage dont le remboursement des prêts sur leur appartement ponctionne jusqu'à 75% de leurs revenus », dit Anne Pasquier, directeur de l'agence de recrutement Adecco de Hongkong.

Le poids des charges immobilières est tel que beaucoup n'ont d'autre choix que d'accepter sans broncher les baisses de salaires im-

Landing Statem

L'anglais à Bristol

L'anglais à Cambridge

OISE est l'organeme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les scages antensifs de

ngues. Selon l'école, les stages s'adressent au adultes, étudismis, lyceem ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loises.

kordenus 65 57 92 34 12 Little 03 20 40 28 38

79 78 44 Strasbourg 03 89 45 38 06

Lyon 84 78 24 60 74 Paris 01 44 19 66 66

c L'anglais aux USA

d'une conception singulière du partage. Tout se passe comme si Hongkong tentait de survivre à la crise avec un seul mot d'ordre: « sauvons les patrons! » Une conseillère municipale a même proposé que le salaire minimum des employées de maison philippines soft réduit de 20 % (soit l'équivalent de 2 300 francs par mois) pour aider les ménages à faire face... Les banques ayant coupé leurs

lignes de crédit à destination des petites sociétés, les petits patrons sont nombreux à tomber. Ceux qui survivent travaillent avec l'Europe. Les sociétés étrangères se restructurent : au mieux, elles taillent dans leurs effectifs, rapatrient leurs expatriés, et réduisent le petit personnel local. Au pire, elles ferment leur bureau, pour gérer leurs activités en Asie depuis le siège. Les demandeurs d'emploi revoient à la baisse leurs exigences: « ceux qui se sont fait licencier acceptent de nouveaux postes à des salaires en général inférieurs de 15 % à 25 % à celui qu'ils avaient, et parfois même divisés par deux », explique Anne Pasquier.

Les années fastes avaient été pour certains des années d'ascension sociale ultra-rapide. Aujourd'hui, beaucoup s'adaptent, sans toujours le vivre comme un retour en arrière : car la classe moyenne disposait en effet d'un niveau de vie très élevé et n'est pas tombée dans la misère aujourd'hui.

Ella X, Chinoise de 38 ans née à Hongkong, vient de se faire licencier d'une grande law firm américaine. En novembre 1997, elle avait acheté un appartement de 100 m² dans un quartier résidentiel de Hongkong pour 7 millions de doilars de Hongkong (5.6 millions de francs). Elle raconte : « Mon mari et moi avons supprimé le départ en vacances annuel, le cinéma une à deux fois nar semaine, les restaurants saut pour les célébrations, les services d'une bonne deux jours sur trois, i'ai rendu mon teléphone portable, et je m'achète désormais rarement des vêtements, et toujours en solde. »

« Notre seule raison de rester à Hongkong était d'avoir un travail mieux pavé et de s'enrichir avec l'immobilier », continue Ella X. «Aujourd'hui, je voudrais partir au Canada, où les conditions de vie sont infiniment meilleures. Mais je ne peux plus. Car nous avons déjà perdu 2 millions de dollars (de Hongkong) sur l'appartement acheté en décembre. Cet appartement, c'était comme notre assurance-retraite pour vivre micux dans un pays moins

Quand Singapour cherche à profiter de la crise

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est Aux prises avec sa première récession depuis 1985. Singapour semble relever le défi en ouvrant son économie et son système financier. La promotion de « valeurs asiatiques » n'est plus à l'ordre du jour, la chute du dollar singapourien n'a pas été enrayée, le marché de l'immobilier se réajuste sans intervention des autorités et le gouvernement a recommandé une réduction de 15 % des salaires pour lutter contre le chômage et

économiser, en 1999, 5 à 7 milliards de dollars. La récession, vient d'annoncer le premier ministre singapourien, Goh Chok Tong, s'est amorcée avec une contraction de 1,5 % de l'économie au troisième trimestre 1998. Si la croissance pourrait encore être positive sur l'ensemble de l'année (de 0,5 % à 1,5 %, contre 7.8 % en 1997). l'économie devrait demeurer « faible pendant les un ou deux ans à venir », a poursuivi le chef du gouvernement. Fin 1998, le taux de chômage est de 4,5 % et pourrait se situer, l'an prochain, selon le Congrès national des syndicats, dans une fourchette de

L'avenir de Singapour demeure, avant tout, dépendant de la santé de l'Indonésie et de la Malaisie ; deux voisins qui, à des degrés divers, sont affectés par la crise ouverte en juillet 1997. L'économie indonésienne s'est momentanément effondrée (une récession de 15 % au moins en 1998), et Kuala Lumpur a fait le difficile pari du contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Mais Singapour, dont le niveau de vie est l'un des plus élevés de la région, ne renonce pas pour autant à devenir un « centre global ». Depuis un an, Lee Kuan Yew, bâtisseur et patriarche de l'île-Etat, recommande une déréglementation progressive des marchés, alors que ceux de Singapour étaient étroitement gérés. Fin octobre, à Los Angeles, il a également pris acte de l'im-V. Br. possibilité du contrôle de l'information. « Les gouverne-

The state of the state of the state of the ments qui tentent de combattre les nouvelles technologies

seront perdants », a-t-il dit. L'île a, d'autre part, mis une soundine à la promotion de «valeurs asiatiques»: quand l'environnement immédiat est rongé par l'instabilité, mieux vaut resserrer les liens avec les partenaires occidentaux. De gros efforts ont été entrepris pour faire de Singapoir un centre culturel souriant et international. Même si la décision est sans lien direct, les autorités ont levé, le 27 novembre, les restrictions imposées à Chia Thve Poh, un ancien député, interné ou en résidence surveil-

TYPHON FINANCIER »

lée pendant trente-deux ans.

L'ile-Etat demeure cependant sur ses gardes. La crise, a dit également Gob Chok Tong, est un « typhon financier » qui a provoqué une série de destructions « bequcoup plus importantes qu'on aurait pu l'imaginer ». Et I a estimé à « 20 % » les risques d'un « deutième typhon ». Contrairement à Hongkong, Singapour semble toutefois saisir la crise comme une opportunité pour devenir encore plus compétitif. Outre celle des salaires, Goh a proposé la réduction d'autres coûts de production, tels

les « loyers, honoraires, impôts, taxes sur l'essence ». Singapour, avec réalisme, n'a pas songé à « isoler » son économie, contrairement à son voisin malaisien, qui s'estime victime d'un complot de spéculateurs étrangers. Il n'a pas été davantage question de soutenir la Bourse de Singapour, alors que Hongkong a dépensé 15 milliards de dollars en août pour éviter l'effondrement de la sienne. Il est vrai, toutefois, que Hongkong peut s'appuyer sur la Chine, alors que Singapour est situé dans une région plus vulnérable, qui a été la première affectée par la crise et qui est encore loin de voir une lueur au bout du turmel.

Jean-Claude Pomonti

La dette privée, un casse-tête pour les Etats asiatiques

HONGKONG correspondance

Qui va payer les pots cassés en Asie? . Le secteur privé doit être impliqué dans la gestion et la résolution de la crise », répètent à l'envi les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du C 7. Ces milliards de dollars de dettes ayant été le fait de personnes physiques et morales privées, l'appel du G7 relève du bon sens: emprunteurs gourmands comme préteurs inconséquents doivent aujourd'hui payer la note de leurs écarts de

Hélas, la résolution de la crise s'avère plus complexe. La baisse des taux d'intérêt et le rebond des places boursières ne peuvent faire oublier que, depuis des mois, l'immobilisme prévaut. Personne ne veut payer l'addition. Refusant de brader leurs actifs pour honorer leurs engagements et faisant face à une contraction du crédit, les grandes familles thaïes et indonésiennes actionnaires

de groupes locaux ont tout simple-ment cessé de rembourser intérêts et principal. « Même celles qui en ont encore les moyens arrêtent de payer, dans l'espoir d'obtenir un jour de leurs banquiers une réduction de leurs créances », confie un banquier français à Bangkok. L'embellie des places boursières ne fait qu'encourager leur résistance passive. Les banques préteuses craignent

avant tout d'avoir à passer par pertes et profits la majorité de leurs encours. Elles ont donc préféré, pour l'heure, reporter les créances impavées. La négociation bilatérale. dans un face-à-face entre créancier et débiteur, fonctionne mal. D'abord parce que les banques sont, en Thaïlande comme en Indonésie, privées de l'arme de la mise en faillite des mauvais paveurs. « Nous ne pourons pas saisir les biens servant de garanties aux preis, sauf à entrer dans une procédure qui pourrait durer dix ans. Nous sommes donc condamnées au rééchelonnement », reconnaît un

banquier français à Hongkong. En Indonésie, une nouvelle loi sur la faillite a bien été passée en août. Mais en pratique, les juges indonésiens n'ayant aucune expérience dans ce domaine, elle ne permet pas encore de faire avancer les négocia-

CRISE DE LIQUIDITÉS

Laisser au privé le soin de gérer la sortie de la crise présente une autre difficulté : le nombre d'acteurs rend le principe d'une négociation au cas par cas inapplicable, sauf à renoncer à une résolution rapide de la crise. Selon les chiffres publiés lundi 30 novembre par sa banque centrale, la Thailande doit encore restructurer 569,5 milliards de bahts (15,8 milliards de dollars) de dettes privées, dont 82 milliards sont dus aux banques étrangères. On estime à seulement 4 % les dettes du secteur privé non bancaire qui ont été res-

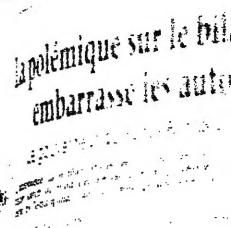
La lenteur du processus menace la

région d'une crise de liquidités durable. Les gouvernements des pays débiteurs comme des pays créanciers sont donc condamnés à intervenir pour réamorcer la pompe de la liquidité bancaire. D'abord en coordonnant et centralisant la restructuration des dettes. Djakarta a ainsi défini, en juin, le schéma d'une restructuration de la dette privée sous la coordination d'un organisme public indonésien, l'Indra. Mais le mécanisme étant ouvert jusqu'en juin 1999, pratiquement aucune société indonésienne n'y a souscrit, espérant obtenir, de guerre lasse, des abandons de dettes.

Mieux, on ne saurait éviter la solution radicale : la prise en charge des « mauvaises dettes » par l'Etat. Une solution à laquelle le gouvernement japonais, après huit années de terversations qui ont coûté fort cher à l'économie, a dû se résoudre. Les petites sœurs d'Asie ont compris plus vite. En Corée, le rééchelonnem des créances interbancaires à la

veille de Noël 1997 n'a été obtenu aussi rapidement que parce que le gouvernement s'est porté garant de ces dettes. C'est lui qui a repris, vio la Korea Asset Management, les créances douteuses de la Séoul Bank et de la Korean First Bank à la moitié de leur valeur. A Bangkok, la réforme bancaire est passée par une nationalisation des banques. En indonésie Pindonesian Bank Restructuring Agency a également nationalisé ou gelé quelque quatorze banques placées sous sa tutelle.

Partout, l'Etat est appelé à la rescousse pour des montants considérables. Qui va payer? Le contribuable? Pas sûr. Car, pour ne pas peser sur la repose de l'activité, les Etats se sont résignés soit à vendre les actris nationalisés (comme en Indonésie), soit à avoir recours à la dette publique. Ce qui, mécaniquement, fait porter le prix sur les générations futures....



12 m

21311

Contactor and a factor of Same for the contract of OR WAR GOVERN 32 M. W. C.

150.00

Maria 25%

La polémique sur le bilan de l'ouragan Mitch M. De la Rua remporte les élections primaires embarrasse les autorités du Honduras

Le gouverneur de Santa Barbara a été suspendu de ses fonctions

La polémique sur le bilan officiel des victimes de l'ou-ragan Mitch au Honduras embarrasse le gouverne-ment de Tegucigalpa. Dans un témoignage pour Le

TEGUCICALDA

correspondance cou avec un petit drapeau américain. Officier de permanence au Coder-1 (Comité d'urgence régional) mis en place pour assurer la coordination des secours après le passage de l'ouragan Mitch, il transpire à grosses gouttes dans la moiteur de cet après-midi tropical à La Ceiba, préfecture du département de l'Atlantida.

Face à lui, un grand tableau, raturé de nombreuses fois, récapitule l'étendue des dégâts et des victimes pour le département, village par village. En bas du tableau, les totaux: 4 568 maisons détruites, 71 103 personnes évacuées, 74 745 damnificados (victimes des dégâts), 69 disparus et 46 morts. Ce sont ces deux derniers chiffres gui posent pro-blème. Selon les bilans officiels de la Commission nationale d'urgence, 1074 personnes sont mortes dans ce département de l'Atlantida et 271 sont portées dis-

CONTRE-ENQUÊTE

Avec une assurance martiale, le '. capitaine Recarte balaie ces chiffres venus de la capitale: « Vous avez devant vous les chiffres réels; ce ne sont pas des racontars ni des rumeurs mais bien des chiffres prouvés. Nous avons maintenant visité tous les villages du département: ces données sont ments voisins. A Trujillo, préfecconfirmées et définitives. » -

Chiffres détaillés en main, il devient alors possible de vérifier ces bilans auprès des municipalités. Les mairies ont recensé les victimes depuis un mois et en connaissent chaque nom. La mai-

rie de La Ceiba confirme le chiffre donnés dans la capitale font pourde neuf morts pour la commune. tant état de 1 113 morts et 627 dis-Le capitaine Recarte s'éponge le Les pompiers disposent également de listes nominatives et

leurs totaux correspondent. Au bar de l'hôtel La Quinta, les officiers du détachement canadien ne se montrent pas surpris. Un verre de bière à la main, le major Balbiuk, porte-parole du détache-ment, confie: «Dieu merci, nous n'avons pas trouvé ici ce que nous attendions. Avant de partir, à la maison, en voyant les premières images, je me suis dit: "Holy Bible! Combien de cadavres va-ton découvrir ?" Finalement, je suis ici depuis un mois et je n'ai pas vu un seul corps. J'ai interrogé nos agents de renseignement : ils ne peuvent pas affirmer qu'il ne reste pas un ou deux villages qui nous aient échappé, mais ils estiment que, sur l'ensemble de la vallée de l'Aguane où nous travaillons, il y a eu environ une douzaine de morts et aucun disparu. Et les antennes chirurgicales ont maintenant été démontées faute de clients. »

Dans ce département, les militaires canadiens et honduriens, les pompiers et les municipalités confirment donc que si les dégâts matériels sont effectivement considérables, les morts ne se comptent ni en milliers, ni en centaines mals en dizames.

Cette contre-enquête sur les chiffres officiels va donner les mêmes résultats dans les départeture du département de Colon, la professeur Tezla Ordonez dirige le Coder avec le colonel Cavallero. Sans hésitation et d'une voix ferme, elle annonce des chiffres que tout le monde connaît lci : 132 morts et 200 disparus. Les bilans

A Santa Barbara (centre), le décalage entre les données officielles et les chiffres recueillis sur le terrain est encore plus grand. A Tegucigalpa, le Centre national d'urgence annonce 1124 morts et 5 333 disparus.

Sur place, Me la gouverneur (l'équivalent d'un préfet), Lucilla Barahona, s'exclame : • Je ne sais pas d'où ils sortent ces chiffres. Ce que le sais, c'est que c'est moi qui suis chargée de faire les comptes pour le département. A l'heure actuelle, nous déplorons la mort de 47 personnes et la disparition de 20

Ces trois départements, Santa Barbara, Colon et Atlantida totalisent, à eux seuls, plus de la moitié des victimes selon les bilans officiels: 3311 morts et 4421 disparus. L'addition des données recueillies auprès des centres régionaux ramène le bilan à 225 morts et 289 disparus. Des chiffres quatorze fois inférieurs.

SANCTION

Lundi 30 novembre, la publication de l'enquête de RFI et France-Info sur les données locales dans les trois départements du Nord a eu des répercussions immédiates à Tegucigalpa. Le ministre de la governacion (de l'intérieur et de la justice) a suspendu le gouverneur de Santa Barbara, accusée d'avoir « de bonne foi exogéré les chiffres des victimes ». Et le bilan pour ce département a aussitôt été divisé par quatre. Le nouveau bilan officiel ne fait donc plus état que de 5 758 morts au

Lucilla Barahona a appris par la radio la sanction qui la frappe et elle ne décolère pas : « On ne me fera pas porter la faute. Tout le monde me soutient ici et je sais bien que ce n'est pas moi qui ai gonflé les chiffres. Je ne me laisserai pas faire. l'ai pris un avocat et je démontrerai que les trucages ne viennent pas d'ici. »

Les autorités du Honduras ont de plus réagi avec véhémence aux révélations des deux radios françaises. Le président Carlos Robetto Flores a tenu, lundi 30 noexceptionnelle consacrée à la question du bilan, à l'issue de laquelle un démenti a été publié.

Le ministre de l'intérieur, Delmer Urbizo Panting, s'est emporté devant les journalistes : « Croyezvous que nous cherchons à vendre nos morts pour avoir plus d'aide internationale? Personne ne conteste les chiffres de l'Holocauste parce que c'est un crime contre l'humanité. De la même façon, on n'a pas le droit de contester nos bilans parce que c'est une catastrophe. >

Propos recueillis par

Gilles Perez (RFI)

au sein de l'Alliance d'opposition argentine

A un an du scrutin présidentiel, le maire radical de Buenos Aires, en tête dans les sondages, apparaît comme le probable successeur de Carlos Menem à la tête du pays

BUENOS AIRES

de notre correspondante Le candidat radical, Fernando de la Rua (soixante et un ans), a gagné les élections primaires - en vue de la présidentielle de 1999 - organisées, dimanche 29 novembre, au sein de l'Alliance d'opposition regroupant l'Union civique radicale (UCR) et le Front pour un pays solidaire (Frepaso, centre gauche). M. De la Rua pourrait succéder au président Carlos Menem si l'on en croit les sondages qui lui donnent, à un an du scrutin présidentiel, un net avantage sur le mouvement justicialiste (péroniste) au pouvoir depuis dix ans. Soutenu par la puissante structure du plus vieux parti du pays - l'UCR de l'ancien président Raul Alfonsin (1983-1989) -M. De la Rua l'a emporté avec plus de 63 % des voix sur sa rivale du Frepaso, Graciela Fernandez Mejide (soixante-sept ans). Il arrive en tête dans tous les districts du pays sauf à Buenos Aires, bien que M. De la Rua soft le chef du gouvernement autonome de la capi-

La différence entre les deux candidats porte plus sur une question de personnalité que sur un programme politique. En matière économique, l'Alliance s'est engagée à poursuivre la politique libérale de M. Menem pour maintenir la stabilité et contrôler l'inflation. Critiquant toutefois les coûts sociaux du * miracle * argentin, elle entend baisser le taux de chômage à 6 % et favoriser les exportations pour corriger une balance

commerciale déficitaire. L'animosité publique entre les deux candidats avait fait craindre une rupture au sein de l'Alliance. M= Fernandez Mejide avait indi-

qué que, si M. De la Rua gagnait les corruption, qui éclabousse régulièprimaires, elle ne serait pas candidate à la vice-présidence. Celle qui remporta, lors des législatives de novembre, une victoire historique dans la province de Buenos Aires - fief traditionnel des péronistes - sera la candidate au poste de gouverneur de la principale province du pays.

A défaut de charisme, M. De la Rua offre l'image d'un dirigeant modéré capable d'effectuer des changements « en douceur ». Il évoque « un nouveau chemin », aui se veut inspiré de « la troisième

rement le président Menem - avec de nombreux scandales impliquant de hauts fonctionnaires du gouvertation « d'honnète homme ». Cette image a pourtant été queique peu ternie, pendant les derniers mois de la campagne, par des scandales qualifiés de « mineurs » dans son entourage. En août dernier, un proche fonctionnaire du maire de Buenos Aires a dû démissionner après avoir été accusé de toucher des pots-de-vin.

Le scandale qui a le plus ébranié

Un magistrat argentin refuse d'entraver les démarches du juge Garzon

Un juge fédéral argentin a rejeté une requête d'ex-militaires visant à contrecarrer les démarches du juge espagnol Baltasar Garzon, qui tente d'obtenis leur emprisonnement pour atteintes aux droits de l'homme pendant la dictature militaire, a amnoncé samedi l'agence de presse privée AA. La plupart des requérants, dont la majorité font partie des 152 militaires argentins dont Baltasar Garzon souhaite obtenir l'arrestation et le jugement, avaient accusé le juge espagnol de porter atteinte à « la dignité de la nation » argentine et à leur Aberté. Le juge Garzon, qui a obtenu l'acrestation du général chilien Augusto Plnochet à Londres et démande son extradition vers l'Espagne, souhaite ob-tenir, entre autres, l'arrestation de l'ex-dictateur Leopoldo Galtieri et des exgénéraux argentins Carlos Guillenno Suarez Mason et Antonio Bussi. - (AFP.)

voie - du premier ministre britannique Tony Blair. Contrairement à Mr Fernandez Meijide, qui s'est lancée tardivement dans la politique - en 1977, à la suite de la disparition pendant la dictature militaire, d'un de ses fils -, il a le profil d'un politicien de « race ». Celui aussi d'un « gagnant », puisque M. De la Rua n'a jamais perdu une élection depuis 1973.

Alors que le principal étendard de l'opposition est la lutte contre la

le « bunker » de l'UCR a été celui d'enregistrements indiquant que deux fils de M. De la Rua auraient fait pression sur le recteur de l'université de droit de Buenos Aires pour obtenir leur diplôme d'avocats. M. De la Rua, qui a une relation amicale avec le chef de l'Etat, a promis d'enquêter sur la corruption de l'administration Menem s'il

Christine Legrand

TROIS QUESTIONS A..... CHRISTIAN CAPTIER

Vous êtes le directeur des opérations d'Action contre la faim, et vous rentrez d'une mission d'évatuation des besoins sanitaires au Honduras. Que pensez-vous de la polémique sur les chiffres réels des victimes de l'ouragan Mitch?

Nous avons travaillé dans les provinces de Churuteca et El Paraiso, une autre région que celle étudi par les journalistes de RFI. Concernant les morts, les disparus, les blessés et les sans-abri, nos données confirment en gros les grilles d'analyse des municipalités locales. Les autorités annoncent environ cino cents morts dans cette zone et d'est le chiffre auguel nous parvenons. Sur la base de ce que nous avons pu vérifier dans notre zone, il n'y a pas de raison de remettre en cause les données globales officielles.

Quels sont les premiers besoins L des victimes ? Le long du rio Churuteca, villages

et champs sont complètement dé-

vastės. Le premier besoin – confirmé par les autorités, là encore - est l'approvisionnement en eau potable. Beaucoup de captages de sources sont détruits et les puits sont obstrués par la boue et les détritus.

3 A l'évidence, la polémique sur le nombre des victimes vous agace... Pourquoi?

Je crains l'amaigame entre des cas locaux, où les données ont peut-être pu être gonflées, et les chiffres réels aux de la tr de l'attention se focalise brusquement sur les chiffres au lieu de tenir d'abord compte de l'état sanitaire des victimes. Aujourd'hui, au Honduras, il y a un risque de famine potentiel dans certaines zones. Les champs sont dévastés. Les prochaines récoltes se feront en juillet. Il faut donc planter dès avril, autant dire demain. On a besoin d'urgence de semences et d'outils agricoles. L'essentiel est là, et pas de connaître le nombre des victimes à l'unité

Sylvain Cypel et Nicolas Poincaré (France-Info)

Mickey et Dingo participent à la vie politique sud-africaine

de notre correspondant

« Mickey » contre « Dingo ». A l'approche des élections de 1999, le débat politique en Afrique du Sud tourne au pugilat verbal, à coups de noms empruntés à l'univers de Walt Disney. Ancien boxeur amateur, le président Nelson Mandela a frappé le premier en qualifiant les partis d'opposition blancs de « partis de Mickeys qui s'opposent à la transformation de la société ». Tony Leon, l'un des chefs de l'opposition blanche, a répliqué sur le même mode. Il a estimé que M. Mandela était le chef d'un « gouvernement de Dingos incapable de tenir la moindre de ses

promesses ». Ces échanges d'amabilités ont quelque peu terni le lancement officiel du processus électoral et la première vague d'inscription des électeurs, qui s'est achevée dimanche 29 novembre dans cinq des neuf provinces. Ils n'ont fait qu'accentuer le climat de polémique et de confusion déjà suscité par la préparation chaotique du scrutin. Le manque d'organisation et d'information a d'ailleurs transformé les premières heures d'inscription en une pagaille indescriptible. Mai renseignés, beaucoup d'électeurs ont eu le plus grand mai à trouver le bureau où s'inscrire.

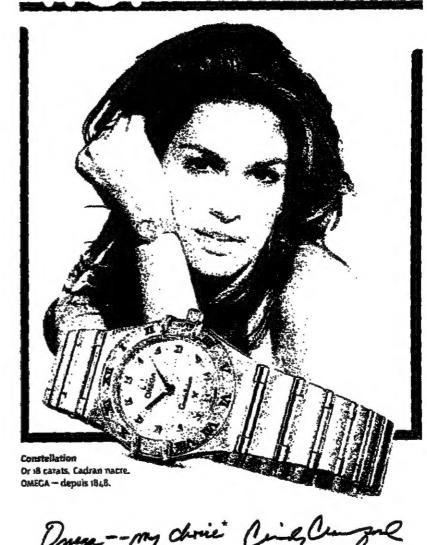
Le président Mandela lui-même a été victime des ratés du processus. Bien décidé à donner l'exemple maigré son départ à la retraite après le scrutin, le thef de l'Etat s'était présenté à son burezu d'inscription aux premières heures du matin. Mais c'était

pour mieux s'apercevoir que lui aussi avait été mai renseigné et qu'il s'était rendu au mauvais endroit. Quelque peu embarrassés, les représentants de la commission électorale ont quand même laissé le président s'inscrire. Ces problèmes se sont en partie atténués au fil des trois jours d'inscription, comme l'ont souligné les autorités qui ont cherché à les minimiser et à les expliquer par le manque d'expé-

Les premières élections multiraciales de 1994, il est vrai, avaient été largement financées et organisées par l'aide étrangère. De plus, le vote s'était déroulé sur simple présentation d'une pièce d'identité, sans inscription préalable sur les listes électorales. Mais le nouveau pouvoir a eu plus de quatre ans pour organiser le prochain scrutin et l'impréparation d'aujourd'hui ne fait que renforcer les a priori de la population blanche à son égard. Il accentue, chez elle, Pidée d'une « africanisation » du pays et l'impression d'un pouvoir noir incapable de le gérer. Teinté de racisme, ce sentiment a largement été exploité par les partis d'opposition blancs.

Les électeurs, eux, ne se sont pas encore exprimés et de nouvelles campagnes d'inscription semblent nécessaires pour leur permettre de le faire en 1999. Sur les 12 millions de personnes appelées à s'inscrire ces derniers jours, moins d'un tiers ont été effectivement enregistrées sur les listes électorales.

Le choix de Cindy Crawford



Le signe de l'excellence

Liste des points de vente : Tél. 03 81 48 14 11

Premier procès en Europe d'un caïd de la mafia russe

Sergueï Mikhaïlov, soupçonné d'être l'un des plus importants chefs de gang de Moscou, encourt une peine de plus de sept ans de prison

de notre envoyé spécial

Des mesures exceptionnelles ont été déployées autour et dans le palais de justice de Genève pour l'ouverture, lundi 30 novembre, du procès de Serguel Mikhailov, soupçonné d'être l'un des principaux parrains de la maña russe. Caméras et policiers surveillent de près les accès au tribunal, il faut montrer patte blanche pour passer dans la rue, les journalistes ont été dûment accrédités et des détecteurs de métal ont été installés à l'entrée de la salle d'audience. La gendarmerle a confirmé que ces précautions allaient jusqu'aux frontières, et qu'elles resteraient en place pendant les quinze jours que devait durer le procès. Au point que l'un des avocats de la défense a commenté, narquois : « Cette mise en scène me fait penser à un film de Rambo! »

Le prévenu, Serguei Mikhailov, arrèté le 17 octobre 1996 et détenu, depuis, en préventive à la prison genevoise de Champ-Dollon, est arrivé au tribunal en Mercedes blindée. menottes aux poignets et revêtu d'un gilet pare-balles. Soupçonné d'être l'un des plus importants chefs de gang de Moscou, il proteste de

DEUX ANS D'UNSTRUCTION

Agé de quarante ans, il se présente comme un simple homme d'affaires, installé depuis 1995 dans une villa achetée 1,3 million de francs suisses (5,2 millions de francs) dans un petit village de la campagne vaudoise, avec sa femme et ses deux filles. En bon père de famille, il les a inscrites dans un collège chic des alentours, et s'occupait de ses affaires sans grand tapage. Mais des rumeurs de plus en plus insistantes, l'associant à des activités olus que douteuses aliant du racket au proxénétisme, en passant par le bianchiment d'argent ont mis la justice helvétique sur sa piste. Il doit aujourd'hui répondre d'appartenance à une organisation criminelle, de falsification de documents et de violation des restrictions à l'acquisition de biens immobiliers par des étrangers en Suisse. Il risque une

de prison. Ses avocats ont annoncé qu'ils plaideraient l'acquittement.

Selon l'acte d'accusation, Serguei Mikhailov serait le caid de la Solntsevskala, l'un des principaux gangs moscovites. Depuis plus d'une semaine, la presse helvétique n'a pas lésiné sur l'espace consacté à ce procès. Dès l'ouverture des débats, la défense a d'ailleurs demandé son renvoi. L'un des quatre avocats du prévenu a estimé « compromise, la garantie d'un procès équitable » et « piétinée, la présomption d'innocence e en raison du battage médiatique. La présidente de la Cour correctionnelle a rejeté la requête. Dans l'après-midi, un autre avocat devait plaider, sans plus de succès, l'irrecevabilité des poursuites au regard de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il aura fallu plus de deux ans à l justice genevoise pour instruire le dossier et boucler l'acte d'accusation d'un procès qui apparaît comme celui de l'infiltration de la mafia russe en Suisse. Les enquêteurs ont demandé de l'aide à leurs collègues américains du FBI, d'autres polices occidentales et des services israéliens. Les autorités russes se seralent montrées peu coopératives. Le prévenu compteralt de solides amities parmi les dirigeants de son pays.

Des pressions auraient été exercées sur des témoins potentiels, et un homme-clé a été assassiné d'une balle dans la tête aux Pays-Bas où il s'était réfugié. Faute de preuves suffisantes sur l'origine de 2.2 millions de dollars bloqués sur les comptes de l'accusé, le procureur a renoncé à le poursuivre pour blanchiment d'argent. Un jury populaire de six personnes a été constitué pour ce procès qui se veut exemplaire, le premier, en Europe, d'un caid de la pègre russe. Une centaine de témoins sont cités dont un ancien cadre de la lutte antimafia en Russie, le major Nicolai Opourov, qui a demandé l'asile politique à la Suisse après sa première déposition en jan-

Jean-Claude Buhrer



jeudi 3 décembre

13h45 - 14h15 ouverture : Jacques Belin, Paul Quiles

14h15 - 15h45 doit-on condamner la guerre? Modérateur : Annette Ardisson : Stefano Bianchini, Françoise Bouchet-Sautnier, Claude Chevsson. François Heisbourg, Pierre Lellouche

16h00 - 17h30 les hommes dans la guerre : responsables ou

Modérateur : un journaliste du Monde : Raymond Germanos. Michel Habib-Deloncle. Bernard Muna, Sylvie Pantz

17h30 - 18h00 conférence Robert Badinter

tel, 01 45 44 51 75, fax 01 45 48 81 1

vendredi 4 décembre

9h30 - 11h00 justice et mémoire Modérateur : un journaliste du Monde ; Nadine Fourie, Antoine Garapon, Andrei Gratchev,

11h15 - 12h45 les médias et les crimes contre l'homanité Modérateur : Daniel-Charles Badache : Rony Brauman, Dominique Bromberger, Catherine Gentile, Ivan Levai

14h00 - 14h15 allocution Jean-Jacques Aitlagon

14h15 - 15h45 comment juger les crimes de la guerre? Modérateur : Dominique Bromberge Cécile Aptel, Bernard Cazeneuve. Gerhard Erasmus, Claude Katz. Didier Patry

16h00 - 17h30 peut-on empécher la guerre? Modérateur : Joseph Limagne : Olivier Abel, Ghaleib Bencheikh, Etienne Copel, Bernard Kouchner

Français et Allemands sont d'accord pour aborder l'Europe sociale avec les Anglais

Paris et Bonn veulent préparer ensemble les échéances de 1999

A dix jours du Conseil européen de Vienne, qui d'accord pour mener une « réflexion à trois » dustrie aéronautique. Pas moins de quatorze mi-mettra fin à la présidence autrichienne de avec les Britanniques, notamment à propos de nistres et secrétaires d'État français ont particil'Europe sociale et de la restructuration de l'inl'Union européenne, Français et Allemands sont

de nos envoyés spéciaux A deux pas de la tombe de Fré-Pour Paris et Bonn, il s'agissait déric II de Prusse - l'ami de Volplus, à dix jours du Conseil européen de Vienne, d'émettre un sitaire -, les gouvernements français et allemand se sont réunis en gnal à l'attention de leurs partenaires de l'Union que de faire des formation de bataille, lundi 30 novembre, à Potsdam, près de Berannonces concrètes. C'est ce que devait refléter la déclaration lin, pour tenir, avec le président commune aui devait être publiée Jacques Chirac, Jeur premier sommet biannuel depuis l'élection du à l'issue des entretiens, mardi chancelier social-démocrate, Ger-1ª décembre. Depuis l'arrivée de hard Schröder. L'ensemble du ca-Gerhard Schröder au pouvoir, des binet allemand et, du côté francontacts intenses ont eu lieu entre

> Le premier entretien, indiquaiton dans l'entourage du président Chirac, a porté sur la mise en

les deux gouvernements pour rat-

traper le temps perdu pendant la

œuvre de l'Europe sociale, la réforme du système financier international et l'Europe de la défense. Encouragés dans ce domaine par le récent changement d'attitude de Londres, les Français estiment qu'«il y a une opportunité à saisir » pour mener une réflexion à trois. Paris y est d'autant plus favorable que la France s'inquiète des projets de coopération entre les industries britanniques et allemandes d'aéronautique et de défense. Ce n'est un secret pour personne que le projet de fusion de British Aerospace et Dasa, la filiale aéronautique de Daimler-Chrysler, est déjà arrêté. Bonn

longue campagne électorale alles'efforce d'être rassurant, estimant qu'une telle fusion ne saurait être qu'une « étape intermé-

digire - vers la constitution d'un pôle industriel européen avec les Francais. Mais l'ambiance à Potsdam

pé à Potsdam au 72° sommet franco-allemand.

était aux retrouvailles, et non à soulever des problèmes. Le diner d'Etat offert à la délégation française avait été dressé dans le grand hall des studios cinématographiques de Babelsberg, repris après la chute du mur par des intérêts français. C'est là que Marlène Dietrich avait tourné L'Ange bleu. Gerhard Schröder a tenu à y célébrer l'anniversaire du président Chirac en lui offrant des porcelaines anciennes du Japon pour ses soixante-six ans.

> Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier

sons que le pouvoir d'achat doit ab-

Bodo Hombach, ministre à la chancellerie allemande

« L'Etat-providence doit être finançable »

« Quelles réformes voulez-vous entreprendre pour les électeurs du "nouveau centre" conquis par Gerhard Schröder?

POTSDAM

çais, pas moins de quatorze

ministres et secrétaires d'Etat, en

l'absence notable de Martine Au-

bry, participaient à cette ren-

contre exceptionnelle destinée à

marquer la volonté des deux pays

de préparer ensemble les impor-

- Il y a un consensus pour estimer que le succès économique est la base de la rénovation sociale et écologique que nous souhaitons pour la société allemande. Notre objectif central est d'assurer la compétitivité de notre économie et de renforcer les conditions structurelies de ce succès économique. Cela afin de combattre le chômage et rectes, comme la baisse des recettes fiscales, le niveau élevé des tranferts sociaux ou l'affaiblissement du pouvoir d'achat. Le pacte pour l'emploi, qui réunira partenaires sociaux et gouvernement, le 7 décembre, et nous accompagnera pendant toute la législature, a pour mission principale de réduire rapidement le chômage.

- Helmut Kohl n'est pas parvenu à réformer l'Allemagne. Comment espérez-vous y parvenir?

 Un des éléments constitutifs de la démocratie allemande consistait à réunir les différents acteurs de la société - syndicats, patronat, gouvernement - pour trouver un équilibre social par le consensus, et pas dans la rue. Dans le jargon international, cela s'appelle « capitalisme rhénan ». Au cours de sa dernière législature, le gouvernement Kohl a cru que l'on n'avait plus besoin de consensus et que le temps de la marche forcée était venu. Il a rejeté brutalement la main tendue des syndicats. C'était une erreur de fond. Car si aucune force en Allemagne n'a le pouvoir d'imposer seule quelque chose aux autres. chacune a un pouvoir de blocage.

-Les Britanniques ont modernisé en force ieur pays, tandis que l'Allemagne, qui recherche le consensus, n'y est pas parvenue.

-On a beaucoup parié de consensus en Allemagne, mais il n'était pas pratiqué, ni organisé politiquement. Aux Pays-Bas, le consensus a été la condition du succès. Consensus ne signifie pas prendre le chemin de la médiocrité, mais trouver un équilibre, pour que chacun obtienne sa part du succès économique. C'est un principe pour motiver les gens, car l'effort doit être récompensé. Cela ne veut pas dire que nous ayons peur des réformes structurelles, au contraire.

Quelles mesures doivent être

- Ce que les Néctlandais ont fait, ans. C'est le problème allemand: nous parlons toujours, alors qu'eux ont agi. La société n'est pas bloquée parce que pous ne savons pas ce que nous devons faire, mais parce que nous n'arrivons pas à mettre en place les réformes, faute de convaincre. Plus ou'une machine à idées, le pacte pour l'emploi doit ètre une machine à éclairer les idées pour atteindre le consensus qui permette enfin de les mettre en

- Au lieu de réformer, vous commencez par annuler les mesures prises par Helmut Kohl, sur les retraites, les licenciements, les congés maladie...

 Les annulations de réformes, Gerhard Schröder l'avait clairement indiqué avant les élections, ne sont pas des réformes, mais elles créent le climat de contiance pour que de réelles réformes de fond soient de nouveau acceptées. Au cours des seize dernières années, ce mot a été galvaudé : réforme a toujours voulu dire réduction des prestations. Le précédent gouvernement avait perdu la réputation d'agir de manière équitable, et la société s'en est trouvée bloquée.

- L'Etat social doit-il protéger tout le monde, ou seulement ceux-qui en ont besoin ?

- L'État-providence doit couvrir les risques de la vie, c'est au cœur de nos sociétés industrielles, mais il doit aussi être finançable. Les sys-

transitoires, en période de chômage ou de convalescence. Ils n'étaient pas concus comme un mode de vie. « Les prélèvements

tèmes de protection sociale ont été

de l'Etat dans le portefeuille des salariés sont demotivants »

» Autourd'hui, nous devons procéder à des réajustements, car le passage d'une personne bénéficiant de la protection sociale au marché du travail est devenu parfois difficile, à cause du système lui-même. Celui qui vit de l'aide sociale calcule s'il est rentable pour lui de travailker. Je ne dis pas qu'il faut ajuster le système par le bas, en abaissant le niveau de l'aide sociale. Il faut donner des incitations au travail, en permettant par exemple aux gens de conserver une part de l'aide sociale. Le filet social ne doit pas être un filet dans lequel on s'enfonce, mais un tremplin, qui permet de rebondir dans le marché du travail. L'Etat doit encourager l'initiative personnelle. On ne doit pas vivre mieux en étant passif qu'en travaillant. L'aide sociale ne doit pas devenir un mode de vie. Cela ne corres-

pond pas à la dignité de l'homme. -Comment allez-vous résondre les divergences entre les partisans d'une politique de l'offre et ceux de la demande, comme le ministre des finances, Oskar Lafontaine?

- Avec Oskar Lafontaine, nous rions de ces débats académiques, dont nous sommes convaincus qu'ils ne sont pas de ce monde. Dans la pratique, offre et demande sont très dures à séparer. Nous pen-

créés après-guerre pour des phases solument augmenter. Pas seulement pour renforcer la demande, mais parce que les prélèvements de l'Etat dans le portefeuille des salariés sont démotivants, donc négatifs, selon la théorie de l'offre. Quelqu'un qui gagne 100 marks supplémentaires se retrouve avec seulement 34 marks dans la poche. Un artisan doit travailler cinq heures pour pouvoir se payer

une heure de son propre travail ! Quel avenir voyez-vous à la

- En Allemagne, nous savons ce que nous devons faire concrètement. Nous ferons les réformes nécessaires, en examinant les problèmes avec pragmatisme. Depuis des années, nous rejetons dans notre programme les petits emplois non soumis à cotisations sociales. Mais il existe des entreprises qui ont besoin de tels emplois et des travailleurs qui en veulent. Gerhard Schröder a pris en compte ce souhait des entreprises et des salariés dans son projet de réforme, en opposition avec le programme du parti, mais en accord avec son président, Oskar Lafontaine, Ce qui nous intéresse, c'est la résolution des problèmes, pas les vieux pa-

12000

2 20154

Transfer of

1

· 123. . .

Dept. 10.25

Stanfall And Long

hage the control of

» Mais nous avons besoin d'une idée pour agir, d'un script pour l'avenir. Le parti ne se contentera pas seulement d'accompagner le travail pragmatique du gouvernement. Il doit faire des propositions pour l'avenir. L'enjeu du XXII siècle sera de synthétiser intelligemment les solutions de gauche - c'est-àdire collectives - et libérales, comme la liberté individuelle. Même le dernier individualiste a remarqué qu'il ne pouvait pas vivre correctement si les comportements sociaux n'étaient pas bien organi-

> Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

Vive polémique en Allemagne sur la médiatisation et la mémoire de la Shoah

L'ALLEMAGNE doit-elle modifier son regard sur la Shoah? En posant cette question au début du mois d'octobre, l'écrivain Martin Walser a déclenché une très vive polémique outre-Rhin. Recevant le prestigieux Prix de la Paix des libraires allemands à Francfort. Martin Walser avait dénoncé oubliquement «la routine de la culpabilisation » et l' « instrumentalisation - d'Auschwitz dans le débat public allemand (Le Monde date dimanche 8-lundi 9 novembre). Il soulignait que la « n'présentation permanente de la honte » dans les médias de son pays l'amenait régulièrement à « détourner le regard » quand des images de camps nazis passaient à

la télévision. Ces propos ont provoqué un déluge de réactions contradictoires. Certains, comme l'ancien bourgmestre de Hambourg, Klaus von Dohnanyi, félicitent l'auteur du Cygne noir d'avoir ouvert un débat nécessaire sur le renouvellement

de la mémoire : « On doit laisser à chacun la possibilité de dire quelle part des crimes il est capable de voir et de supporter », écrivait-il dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 14 novembre. Sans vouloir relativiser ni méconnaître l'ampleur des crimes nazis, Klaus von Dohnanyi dénonçait la « manipulation » de la mémoire allemande par tous ceux qui souhaitent en tirer avantage aux dépens de l'Allemagne : il citait les écoliers allemands traités de « nazis » aux Pays-Bas, l'amalgame « Helmut Kohl-Hitler * régulièrement commis dans certains organes de la presse internationale ou encore l'assimilation de la RFA et du IIIº

Reich par les dirigeants de Serbie. Ailleurs, les propos de Martin Walser ont été très mai perçus. Le président de la communauté juive allemande, Ignatz Bubis, reproche à Martin Walser d'être un « incendiaire », de prononcer un discours évoquant l'« antisémitisme » et de a livrer des munitions à l'extrême

droite ». Dans un entretien, paru lundi 30 novembre dans le Spiegel, Ignatz Bubis reproche à Martin Walser et à Klaus von Dohnanyi de vouloir * refouler et oublier * le

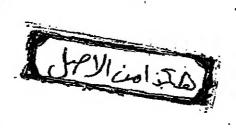
APPEL AU CALME

Ignatz Bubis ne critique pas seulement Martin Walser et Klaus von Dohnanyi (tous deux âgés d'une soixantaine d'années). Il dénonce le « style national » de la génération des soixante-huitards allemands - ceux qui sont aujourd'hui àgés de cinquante ans et qui viennent de prendre le pouvoir avec la nouvelle équipe rougeverte dirigée par Gerhard Schröder. Le nouveau chanceller socialdémocrate ne cesse de présenter son pays comme un « pays adulte » « confiant en lui » et « décontracté ». Il affirme qu'« on doit se rappeler l'histoire, mais elle ne doit pas peser sur nos épaules tous les jours ». Le chancelier a récemment souligné qu'il voulait mettre

un terme aux débats sur l'indemnisation des victimes de la Shoah après l'an 2000. Il a également dit que le futur Memorial de l'holocauste à Berlin devrait être ainsi concu que les visiteurs puissent

« s'y rendre avec plaisir ». « Ces propos font froid dans le dos », dit Ignatz Bubis, « L'Allemagne ne peut pas proclamer unilatéralement la fin de l'histoire », ajoute le président de la communauté juive allemande, qui estime qu'il faudra attendre 2030 et la disparition des derniers survivants de la Shoah pour parler d'un nou-veau chapitre de l'Histoire. Devant la violence du débat, l'ancien président de la République, Richard von Weizsäcker, a appelé au calme et demandé qu'on évite toute escalade verbale. C'est en effet la première fois depuis longtemps qu'on voit s'opposer une vision juive et non juive du passé et de la mémoire nationale.

Lucas Delattre



l'accord

* * -East ... $[\gamma_1\lambda_1^2\cdots \alpha_{j-1}\gamma_{j-1}]$

1.11.3

建筑器 "一点

37 1 17

الأدالإربحيونة

ا ایراحض

L'aide des pays donateurs aux Palestiniens devrait augmenter

WASHINGTON. Les pays donateurs d'aidé aux Palestiniens, réunis lundi 30 novembre à Washington, se sont engagés à verser « plus de 3 milliards de dollars » au total au cours des cinq prochaines années en faveur de la Cisjordanie et de Gaza, a aunoncé la secrétaire d'Etat amé-

ricaine Madeleine Albright. Au cours de la période précédente (1994-1998) les donateurs ont versé 2,3 milliards de dollars d'aide aux Palestiniens, afin notamment d'alimenter le budget de l'Autorité palestinienne et d'améliorer les infrastructures. M. Albright a rappelé que les Etats-Unis avaient promis une alde supplémentaire de 400 millions de dollars pour 1999, « en plus de notre contribution annuelle qui s'élèvera à 100 millions de dollars l'an prochain ». Cet engagement financier fait des Etats-Unis « le premier

pays contributeur » d'aide aux Palestiniens. - (AFP.) Disparition d'un intellectuel iranien

TÉHÉRAN. Le Mouvement pour la libération de l'iran, une formation de l'opposition tolérée en Iran, a dénoncé, lundi 30 novembre, la disparition, depuis plusieurs semaines, dans des conditions « suspectes » d'un intellectuel iranien, Pirouz Davani, présenté comme un « activiste de gauche ». Par ailleurs, la police a dispersé lundi un rassemblement spontané des sympathisants de l'opposant nationaliste Daryush Forouhar et de son épouse, assassinés le 22 novembre à Téhéran. Scandant « sécurité, sécurité », des manifestants ont dénoncé « la répression et l'insécurité ». Plusiers milliers de personnes, dont des universitaires, des médecins, d'anciens responsables gouvernementaux et des proches de l'opposition libérale et nationaliste, avaient auparavant participé à une cérémonie religieuse. L'hodjatolesiam Mahmoud Doal, député et proche du président réformateur Mohammad Khatami, était venu « présenter les condoléances » du chef de l'Etat à la famille des vic-

La désertification menace

un milliard d'êtres humains DAKAR. Le président sénégalais, Abdou Diouf, a ouvert, hindi 30 novembre à Dakar, la conférence de la Convention de lutte contre la désertification. Ce phénomène menace un milliard d'êtres humains, et en affecte 250 millions, selon M. Diouf. Environ 2 000 délégués représentant 500 organisations non-gouvernementales (ONG), 190 Etats et une centaine d'organismes internationaux débattent à Dakar des moyens

de combattre le fléau. Entrée en vigueur le 26 décembre 1996, la Convention est aujourd'hui ratifiée par 144 Etats. La désertification affecterait 3 milliards d'hectares de terres dans le monde. En Amérique latine et en Afrique, considérées comme les ré-gions les plus atteintes, respectivement 74 % et 73 % des terres arides sont « gravement ou modérément désertifiées ». Les participants ont l'œil rivé sur les 2 milliards de dollars du Fonds mondial de l'environnement (FME). Celui-ci, selon eux, privilégie les changements climatiques on la gestion des cours d'eau au détriment de la lutte contre

■ INDONÉSIE : plusieurs mosquées ont été attaquées par une foule en colère à Kupang, la capitale de la province d'East Nusatengara, a-ton appris, lundi 30 novembre, auprès d'un responsable militaire sur place. Selon cette source, le rassemblement avait été organisé pour

qui est partagée avec l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental, est la capitale de l'une des provinces indonésiennes où les chrétiens sont majoritaires. - (AFP.) ■ MALAISIE : Zaimur Zakaria, un avocat de la défense dans le pro-cès de l'ex vice-premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim (accusé de sodomie et corruption), a été condamné à trois mois de prison, lundi

protester contre les violences anti-chrétiennes commise à Diakarta la

semaine dernière. Kupang, dans la partie occidentale de l'île de Timor

30 novembre, pour avoir maintenu que des preuves contre son client

avaient été obtenues par « chantage et extorsion ». - (AFP.) MACÉDOINE : le nouveau Parlement de Macédoine, issu des élections législatives du 1º novembre, a largement approuvé la formation du gouvernement dirigé par Ljubco Georgievski, trente-trois ans, chef du principal parti de la coalition de centre-droit, le VRMO-DPMNE. L'une des premières tâches du gouvernement consistera à autoriser formellement le stationnement en Macédoine d'une force d'intervention rapide de l'OTAN chargée, en cas de nécessité, de secourir les 2 000 vérificateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coo-

pération en Europe), qui seront déployés au Kosovo (sud de la Serbie).

AFRIQUE SAHARA OCCIDENTAL: le plan de résolution du conflit du Sahara occidental, préparé par l'ONU, a été « clairement accepté » par les autorités sahraouies, a affirmé lundi 30 novembre le secrétaire général des Nations unles, Kofi Annan, à l'issue d'une réunion avec le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Mohammad Abdelaziz. Le Maroc, que le secrétaire général des Nations unles a visité début novembre, « a soulevé quelques questions que nous sommes en train de discuter », a ajouté M. Annan. Rabat est notamment opposé à la publication des listes électorales qui doivent permettre l'organisation d'un référendum d'au-

todétermination du Sabara occidental prévu en détembre 1999. - (AFP.) PROCHE-ORIENT ■ CISJORDANIE: près de 3 millions de Palestiniens vivent à Gaza et en Cisjordanie, Jérusalem-Est comprise, révèle un recensement effectue depuis deux ans et dont les résultats ont été publiés hundi 30 novembre. La population dans ces territoires est de 2,89 millions de personnes, précise l'Office central des statistiques palestinien. Environ 1,9 million de Palestiniens habitent en Cisjordanie, 1 million dans la

bande de Gaza et 210 209 dans la partie arabe de Jérusalem. - (Reuters.)

L'armée turque lance un avertissement à la classe politique ANKARA. L'influente armée turque a demandé, lundi 30 novembre, aux dirigeants politiques de « montrer le soin et la sensibilité nécessaires » dans leurs négociations pour la formation du nouveau gouvernement après la

chute de celui de Mesut Yilmaz. « Ces dirigeants doivent informer le public de façon correcte et éviter des déclarations qui pourraient impliquer les forces armées dans la politique », déclare le communiqué de l'état-major. « Il est hors de question de dire que les forces armées turques préfèrent un parti à un autre », ajoutent les généraux. Cet avertissement fait suite aux propos du chef du Parti de la vertu (islamiste), Recai Kutan, qui aurait déclare, samedi : « f'ai de plus fortes chances qu'Yilmaz de former le nouveau gouvernement. Je n'ai pas d'inquiétude au sujet des militaires. Nous décetons des signes que les militaires apprécient la politique de notre parti ».

Le président libanais, Emile Lahoud, fait face à la première crise au sommet de l'Etat

Le premier ministre sortant, Rafic Hariri, refuse de former un nouveau gouvernement

Le nouveau président libanais, Emile Lahoud, a désigner son premier ministre, après que le pré-annoncé, lundi 30 novembre, qu'il procéderait à sident du conseil sortant, Rafic Hariri, eut refusé nomination. Cette mini-crise revèle des tensions

BEYROUTH

de notre correspondant Coup de théâtre à Beyrouth où le premier ministre milliardaire, Rafic Hariri, inamovible depuis six ans et qui, dans l'esprit de tous, aurait dû être maintenu à son poste par le nouveau président de la République, Emile Lahoud, vient de perdre ses fonctions. Un nouveau retournement de situation ne saurait être exclu, qui le ramènerait au pouvoir, mais telle n'était pas la tendance, mardi 1º décembre, moins de vingtquatre heures après que M. Hariri

eut refusé de former un nouveau gouvernement. Comment en est-on arrivé là? Au terme des consultations rituelles avec les parlementaires pour la désignation d'un premier ministre, le chef de l'Etat a informé M. Hariri qu'il le nommait premier ministre, tout en lui signalant que 83 des 128 députés avaient nominalement porté leur choix sur lui, mais que 31 autres s'en étaient remis au président de la République pour désigner la personna-

lité idoine.

changeait rien, puisque M. Hariri confortable majorité. « Inadmissible et anticonstitutionnel! », a rétorqué le premier ministre sortant, invoquant l'une de ces subtilités de la cohabitation à la libanaise qui veut, depuis les accords inter-

de nouvelles consultations parlementaires pour de former une équipe ministérielle. M. Hariri

libanais dits de Taef (du nom de la ville d'Arabie saoudite où ils ont été signés) et au nom de la parité entre les communautés, que le

président de la République (de

confession chrétienne maronite)

ne puisse pas lui-même désigner le

président du conseil (de confes-

sion musulmane-sunnite).

MÉNAGE À TROIS M. Hariri espérait peut-être, en dépit de cet accroc à la cohabitation, être prié d'accepter sa désignation. Ce ne fut pas le cas et le président Lahoud a indiqué qu'il procéderait à de nouvelles consultations parlementaires, dont on annonce déjà qu'elles mèneront à la désignation de l'ancien premier ministre, Sélim Hoss, rival de ra alors perdu la face.

M. Hariri, dont il est l'antithèse:

Sur le plan pratique, cela ne ce dernier, brasseur d'affaires, est à Beyrouth sur la position de la Syflambloyant et fonceur tandis que disposait, sans ces 31 voix, d'une M. Hoss a, lui, un profil d'homme austère et prudent.

Reste à savoir si la querelle au sommet du pouvoir libanais, apparue dès les premiers jours du mandat du président Lahoud, s'apaisera avec un changement de personne, ou si les sunnites, dans un réflexe communautaire, ne vont pas, à l'instar de M. Hariri, défendre la position dominante (par rapport à celle des chrétiens), qu'ils partagent avec les chiites depuis les accords de Taëf. Un ménage à trois complexe et souvent paralysant est, en effet, en place à la tête de l'Etat à Beyrouth, dont l'équilibre est assurément l'enieu de la bataille en cours. Il est possible que l'écueil soit évité par l'élimination, en concertation avec Damas, de son objet : les députés qui, lors des premières consultations s'étalent abstenus de désigner le candidat de leur choix, diraient nominalement cette fois-ci à qui va leur préférence. Nul n'au-

Les spéculations vont bon train

rie, dont l'ombre hégémonique continue de planer sur le Liban. Il est clair que Damas se tient bien plus en retrait que dans le passé, comme si elle laissait vraiment les Libanais vider leur querelle et régler leurs problèmes. Mais il est

nomination. Cette mini-crise révèle des tensions

tout aussi clair qu'il y a eu, de sa part, un agrément au moins tacite au scénario en cours. Parmi les 31 députés qui ont délégué leur choix au président Lahoud, figureraient en effet les plus notoires des prosyriens. La première conséquence de cette mini-crise s'est traduite par une augmentation de la demande

nistre héritent d'une dette pu-

blique de 18 milliards de dollars et

d'un pays en crise économique

dont il faut néanmoins achever la Lucien George

156 731 000 000 francs de chiffre 14 863 000 000 francs devices ultability 33 900 000 lignes telephoniques 4700000 abonies mobiles lineas



Prix définitif de l'action France Télécom dans le cadre de dans le cadre de

l'Offre à Prix Ouvert. pour une valeur d'avenir.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT appelez gratuitement le 1010 ou le 0 800 05 10 10

3614 ou 3623 code 1010FT(0.37F/mm)

http://www.1010.francetelecom.fr

au 31 decembre 1997 publiés

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

délinquants. Le chef de l'Etat répond au souhait de ses partisans, qui craignent que sa situation de président contraint à une longue co-habitation ne l'empêche de se faire

entendre. • PRÉSIDÉ par Jean-Louis . de la « reconquête » chiraquienne. Debré, fidèle de toujours de M. Chirac, le groupe RPR de l'Assem-blée nationale est à la fois l'un des enjeux et un instrument privilégié

• LA COEXISTENCE respecte les apparences de la courtoisie, MM. lospin et Chirac y ayant un égal intérêt. Le différend sur la réforme de la jus-

tice introduit cependant un élément de tension. La cohabitation réelle est une lutte engagée par M. Jospin pour déposséder M. Chirac de ses prérogatives politiques.

yhlimie von ap

gallie et contr

Jacques Chirac prépare son retour sur la scène intérieure

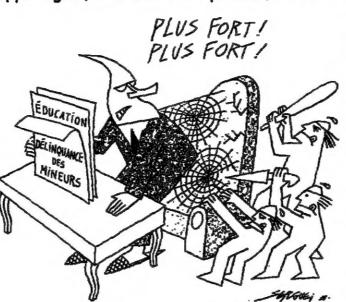
« Moderne » et « sociale » sont les deux impératifs de la communication présidentielle, qui va s'intensifier dans les jours et les semaines à venir. Candidat « par définition », selon Philippe Séguin, à un nouveau septennat, le chef de l'Etat va assumer davantage ce rôle

LA COMMUNAUTÉ JUIVE lundi, l'Europe et le couple franco-allemand mardi (lire page 4), les victimes du terrorisme jeudi, l'Europe et le couple franco-anglais vendredi, les handicapés corréziens samedi: à chaque jour son Jacques Chirac. Au calendrier diplomatique européen chargé de cette fin d'année, avant l'entrée en vigueur de l'euro, vient soudainement s'ajouter une activité débordante sur le front intérieur. On disait le chef de l'Etat absent, muet? Voilà de quoi démentir les insidieuses interrogations sur l'utilité de M. Chirac I Le président de la République est bien la, et le candidat n'est pas très

Les semaines à venir devraient réserver d'autres surprises. Les conseillers de l'Elysée travaillent à la préparation d'une intervention de M. Chirac sur deux sujets de société: la délinguance des mineurs et l'éducation nationale, dans son maillon faible, le collège. La forme n'a pas encore été arrêtée, mais un déplacement en province est à l'étude. La sacro-sainte « plongée dans la France profonde », à l'écoute des préoccupations quotidiennes des citoyens, qui rythme

plus ou moins régulièrement l'acti-vité présidentielle depuis le début du septennat, devrait toutefois changer de nature. L'entourage de M. Chirac semble avoir acquis la conviction qu'il convient désormais de « muscler » un peu ces déplacements, en ajoutant du son aux images.

Depuis plusieurs semaines, la dernière recrue de l'équipe élyséenne, Valérie Pécresse, une conseillère d'Etat originaire de Corrèze, travaille à la préparation d'une expression du chef de l'Etat au sujet de la délinquance des mineurs. Elle a interrogé le groupe des dix députés chiraquiens chaperonné par Henri Cuq à l'occasion d'un diner à l'Elysée, fin octobre, et elle a entendu plusieurs autres interlocuteurs sur le même sujet. Le but est d'assortir désormais les critiques ou les remarques présidentielles de propositions qui dessineront, peu à peu, le socle d'un futur programme de gouvernement de droite. A charge ensuite, pour la task force présidentielle, de décliner ou de relayer les propos de M. Chirac au Parlement ou dans



gie présidentielle de M. Chirac, dont on voit se dessiner les thèmes depuis quelques semaines. Le chef de l'Etat a déjà retrouvé les accents du candidat de la « fracture soclale », comme en témoignent la publicité faite à sa visite d'une épicerie sociale dans un arrondissement défavorisé de la capitale, son intervention au conseil des ministres, le 25 novembre, en faveur d'une mobilisation pour les sansdomicile-fixe après les drames en-

encore son appel - vite nuancé - à des mutins de 1917. Dans les deux créer une « sécurité sociale internationale », lancé à Mexico à propos des désastres du cyclone Mitch en Amérique centrale.

PEUR D'ÉTRE « RINGARDISÉ » A ce thème, M. Chirac devrait en ajouter un autre, opposant les Anciens - M. Jospin et sa majorité « plurielle » - aux Modernes, qu'il se charge, avec queiques nouvelles tèces de droite, d'incamer. La réflexion sur ce sujet est d'ailleurs un legs de Jacques Pilhan, le conseiller en communication de M. Chirac, décédé en juin 1998. Au printemps, en plein débat, avorté depuis, sur la modernisation de la vie politique, celui-ci évoquait ce que devait être, seion lui, la stratégie du chef de l'Etat. « Il faut voir Chirac en compagnie des quinze types qui font la modernité. Le Nasdaq [le marché boursier américain de la haute technologie] contre le Dow Jones (celui des entreprises clas-

Cette obsession de la modernité explique d'ailleurs les hésitations de M. Chirac sur deux sujets d'actualité: le PACS et la polémique

cas, l'Elysée était partagé quant à l'opportunité de s'opposer au gouvernement. Après réflexion, c'est à Bernadette Chirac qu'est revenue la mission d'intervenir contre le PACS, dans un entretien accordé au Figaro-Magazine (Le Monde daté 25-26 octobre), pour rassurer l'électorat de droite sans exposer le chef de l'Etat sur une réforme approuvée par la majorité des unes. De même, sur les mutins, la réaction tardive de l'Elysée s'explique par les désaccords, dans l'entourage de M. Chirac, au sujet de l'importance qu'il convenait d'accorder à cette incursion du premier ministre sur le terrain présidentiel. A ceux qui défendaient l'idée d'un sévère rappel à l'ordre de M. Jospin s'opposaient ceux

qui, comme Claude Chirac, crai-

gnaient que le président ne se

« ringardise » en défendant de ma-

nière trop appuyée une lointaine

2 2 3 4 3 4 4

28 247 - 1

-23 to 100

200

100

Automy Com

93 <u>1,</u> .

State of the state of

S. 75.0

2720

1. 16 m

8 5 72

- 100 Bearing 1 450

· In the second street,

the second

the second of the

- 1. Sum

Les contraintes du plan de reconquête du candidat Chirac ~ faire * social * et * moderne * - ne manquent pas, non plus, de susciter quelques grincements de dents à droite. Parmi les fidèles du chef de l'Etat, certains s'interrogent sur la justesse d'un positionnement politique qui avait fait les belles heures de la campagne de 1995, mais qui, en l'absence d'un adversaire nommé Edouard Balladur, se justifiera peut-être moins si M. Chirac est le seul candidat de la droite à la future élection présidentielle. Ceux-là font valoir qu'il importe d'abord, aujourd'hui, de reconquérir un électorat de droite toujours traumatisé par l'échec de

Ces interlocuteurs gardent en mémoire le triste printemps 1997. Comme le résume l'un d'entre eux, Renaud Muselier, député (RPR) des Bouches-du-Rhône, à propos des stratèges de l'Elysée : « Eux, ils ont longtemps été les conseilleurs, mais pas les payeurs. Nous, on a été les payeurs. Maintenant, on veut être aussi les conseilleurs. »

P. R.-D.

Jean-Louis Debré tient la permanence électorale du chef de l'Etat

se passe à merveille ! A-t-on déjà

vu, en voyage officiel, ou pendant

les muitiples sommets européens,

RÉCIT_

président plus chaleureux que

La courtoisie mutuelle

exclut les coups bas

mais n'empêche pas

retient. Et il n'y a rien de plus dangereux que ces longues traversées de désert électorales pour émousser les fidélités, nourrir les états d'âme ou, pis, éveiller des tentations. Le groupe RPR de l'Assemblée nationale n'échappe pas à ces langueurs. Jacques Chirac le sait, qui craignait plus que tout de voir les députés gaullistes échapper à son influence et qui avait considéré l'élection de l'un de ses plus fidèles lieutenants, Jean-Louis Debré, à la tête du groupe, comme la bonne nouvelle de l'automne 1997. Depuis, l'ancien ministre de l'intérieur se consacre tout entier à la mission confiée par l'Elysée : contenir le « bovarysme » des députés RPR.

Il lui a fallu lutter contre la séduction que pouvaient exercer, sur des troupes dépitées par la dissolution ratée, le président du RPR, Philippe Séguin, voire l'ancien

L'AMOUR, en politique aussi, ça s'en- | premier ministre, Edouard Balladur. Le | té » de la droite (le droit de vote des | cher aux législatives de 1997 – au lendebureau de M. Debré tient lieu, à la fois, de divan de psychanalyste, de guichet d'aide sociale et de QG de-campagne. Il doit gérer les rivalités de clans; remédier à l'amertume, voire aux situations financières difficiles des députés battus; assurer, enfin, la permanence électorale du candidat Jacques Chirac. Depuis qu'au printemps 1998, il a acquis la conviction que le chef de l'Etat est décidé à tenter sa chance pour un nouveau mandat, il met tous les moyens que lui donne sa prési-

dence au service de cet objectif. Le journal du groupe RPR de l'Assemblée n'était qu'une feuille à usage interne. Il se transforme peu à peu en journal de campagne présidentielle. La dernière page est désormais réservée à la reproduction d'interventions du chef de l'Etat. Le numéro de décembre, consacré à la + moderni-

l'avortement, la suppression du service militaire obligatoire, etc.), décline ainsi un des slogans sur lesquels travaille actuellement l'Elysée. Chaque député a été invité à fournir au groupe une liste de cinquante à soixante personnalités influentes de sa circonscription, désormais destinataires de ce journal, dont la diffusion, officiellement, a été multipliée par huit.

CÂLINS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

En plus de cette feuille mensuelle, le groupe produit des dossiers à thème, sur des sujets d'actualité, pour faire connaître la position du RPR et, surtout, diffuser, anticiper ou relayer la pensée présidentielle. Plus de deux mille lettres ont été adressées aux médecins libéraux - une clientèle dont la désaffection avait coûté

main de l'examen du projet de loi sur le fi nancement de la Sécurité sociale. Pour la brochure sur la politique familiale, qui rappelait le discours du chef de l'Etat, en juin, devant l'Union nationale des associations familiales, les députés RPR avaient été priés de transmettre, en plus de leurs réseaux habitueis, les coordonnées d'électrices influentes localement.

En plus de ce travail de propagande électorale chiraquienne, M. Debré consacre ses déjeuners du mardi et du mercredi aux députés RPR et UDF qui ont du vague à l'âme. Si le « petit câlin » ne suffit pas, ces mêmes députés reçoivent une invitation à déjeuner à l'Elysée, par fournées hebdomadaires d'une dizaine. Pour un « gros călin » présidentiel.

Dialogue tendu au sujet de la justice

Après les indications venues de l'Elysée sur l'intention du chef de l'Etat de ne pas convoquer le Parlement en Congrès pour réformer le Conseil supérieur de la magistrature avant que le projet de loi sur la présomption d'innocence n'ait été adopté, Elisabeth Guigou a demandé que Jacques Chirac fasse connaître clairement sa position. Selon elle, si la réforme du CSM relève des prérogatives présidentielles. Il n'en va pas de même des autres textes sur la justice (Le Monde du 1ª décembre). A l'Elysée, lundi 30 movembre, on se disait un peu surpris du tou de M= Guigou, qui ne correspond pas, affirmaît-on, au dialogue entre M. Chirac et M. Jospin sur ce sujet. Le 25 novembre, le chef de l'Etat a indiqué au premier ministre que. faute d'accord avec l'opposition sur la réforme de la justice dans son ensemble, celle du CSM ne recueillerait pas la majorité des trois cinquièmes nécessaire au Congrès. Ils sont convenus de reprendre cette



la concurrence Jacques Chirac avec les ministres d'un souvemement du camp opposé au sien? A-t-on connu un premier ministre si courtois et déférent à l'égard du chef de l'Etat? Et voilă pourquoi cette cohabitation d'apparence si sereine plaît tant aux Français, Il y a pourtant bien, à la tête de l'Etat, une guerre sans merci, mais

elle ne donne guère lieu aux batailles de coulisses ou aux chaussetrapes clandestines dont la chronique des deux précédentes cohabitations, sous François Mitterrand - surtout celle de 1986 à 1988 avec M. Chirac -, était si riche. Le paradoxe de cette guerre est qu'elle est à la fois publique et discrète. Elle se lit dans la gestion des agendas et dans la mise en scène méticuleuse des interventions du chef de l'Etat et du premier ministre, et mobilise une part considérable de l'énergie des équipes de l'Elysée et de Matignon.

conabitation place face à face deux futurs adversaires à l'élection présidentielle ; mais, à la version offensive et frontale choisie par M. Chirac lorsqu'il était à Mati-

Les apparences et la réalité d'une cohabitation impeccable gnon - désigner clairement l'adversaire pour tenter de prouver, ensuite, qu'il était, lui, le meilleur candidat -, Lionel Jospin a préféré une cohabitation d'encerclement et d'étouffement : s'efforcer de dépouiller, à son profit, M. Chirac des attributs de la fonction présidentielle pour mieux l'enfermer dans sa posture de candidat. Les stratèges chinois de l'art de la guerre résumaient cela en une formule: « Tuer le cheval pour at-

teindre le cavalier. » L'Europe est le champ privilégié de la mise en œuvre de cette stratégie de Matignon. De ce domaine partagé du chef de l'Etat et du premier ministre, M. Jospin, aidé en cela par plusieurs de ses ministres. tente depuis plusieurs mois de faire son domaine réservé. Dans cette bataille, le premier ministre a disposé d'un atout majeur : l'arrivée ou la confirmation au pouvoir des sociaux-démocrates dans une majorité de pays européens, au premier rang desquels la Grande-

Bretagne et, surtout, l'Allemagne. La victoire de Gerhard Schröder a donné le coup d'envoi d'une rivalité sans merci entre M. Chirac et M. Jospin. Après la coursepoursuite à laquelle les deux hommes se sont livrés pour féliciter le nouveau chancelier allemand, puls celle, tout aussi acharnée, consistant à se montrer à ses côtés afin de se prévaloir de son amitié, le sommet de Pôrtschach, en Autriche, les 24 et 25 octobre, a été le théatre d'une autre confrontation directe. A M. Chirac qui tentait, au cours d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre, de banaliser les conséquences d'une domination socialedémocrate - « l'Europe n'est ni de droite ni de gauche », observaitii-, M. Jospin répondait aussitôt que « l'arrivée du nouveau gouvernement français e avait permis de poset « un certain nombre de questions qui n'avaient pas été posées

avec autant de force auparavant ». Cette passe d'armes a en une sulte lors de la réunion suivante du conseil des ministres, le 28 octobre. Après que le premier ministre eut rendu compte de la réunion de Portschach à ses ministres, en renouvelant son analyse sur les changements intervenus dans la politique européenne, notamment dans ses priorités sociales, depuis la victoire de la gauche en juin 1997, M. Chirac a pris la parole pour déplorer, courtoisement mais fermement, que M. Jospin s'obstine à passer sous silence sa propre contribution à cet infléchissement social de l'Europe, à Florence en...

STRATÉGIE D'ÉTOUFFEMENT

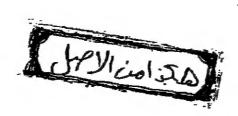
La réplique est venue, lundi 30 novembre, à Potsdam, à l'occasion du premier sommet francoallemand depuis le départ d'Helmut Kohl (lire page 4), au cours duquel les conseillers de l'Elysée se sont efforcés de « vendre » le couple Chirac-Schröder. La porteparole de l'Elysée, Catherine Colonna, a ainsi fait savoir que le chef de l'Etat français et le chance-lier allemand avaient eu un long entretien sur l'Europe sociale, que tous deux ont, sur ce thème, une « sensibilité proche » et qu'ils souhaltent « que les questions sociales et les questions d'emploi soient davantage au centre des préoccupations européennes ».

A cette confrontation directe se sont ajoutées des batailles moins visibles. M. Jospin s'est retiré du champ, pour mieux laisser ses ministres distiller le message-clé des futures élections européennes : au sein d'une Europe « rose-verte », le vrai pouvoir en France est à Matignon. On n'a ainsi pas manqué, à l'Elysée, de s'agacer de la publicité donnée, par Dominique Strauss-Kahn, à la signature d'un texte commun aux onze ministres so-'claux-démocrates de l'économie et des finances, définissant une * nouvelle voie » pour l'Europe et destinée, là encore, à valoriser le gouvernement français au détriment de son président. Cette discrète stratégie d'étouf-

fement présidentiel est encore apparue dans un entretien avec Hubert Védrine publié par Libération le 24 novembre. A cette occasion, le très policé ministre des affaires étrangères s'en est pris à l'un des piliers de l'autorité présidentielle, le « couple » franco-allemand, pour expliquer que le temps des symboles est révolu. « Depuis de Gaulle et Adenauer à la cathédrale de Reims jusqu'à Mitterrand et Kohl à Verdun, les symboles, expliquait-il, ont été indispensables (...) pour refonder "par le haut" la relation franco-allemande. C'est fait. Les nouveaux symboles à trouver seront liés à une approche commune de l'Union européenne de demain. » On ne sauralt mieux faire comprendre, sans l'expliciter, qu'au temps de Jacques Chirac succède à présent celui de Lionei

> Jean-Michel Aphatie et Pascale Robert-Diard

Jospin.



M. Hollande veut apaiser

ses alliés et contrer

le président du RPR

Le premier secrétaire du PS sur tous les fronts

supplémentaires plutôt que l'emploi,

il faudrait corriger ce point ». « La

meilleure dissuasion, souligne-t-il,

est de laisser entendre que les heures

supplémentaires pourraient être ren-

chéries ou qu'on en limiterait l'am-

plitude. » M. Hollande s'en expli-

quera prochainement avec

Emest-Antoine Seillière, qui devrait

être reçu, à la tête d'une délégation

du Medef, rue de Solférico. Une

Second exercice, en début

d'après-midi. Le premier secrétaire

du PS fait une déclaration à l'AFP

sur les sans-papiers. Sans se démar-

quer de sa position en faveur d'un

traitement « au cas par cas », il

adopte un ton destiné à apaiser les

Verts et le PCF et à contrer les pro-

positions de M. Séguin. Assurant qu'« il y avait, en juillet 1997, 150 000

sans-papiers et qu'il n'y en a plus maintenant que 60 000 », il prévient

qu'«il n'est pas question d'aller

chercher chez eux les clandestins qui

refuseraient de quitter le territoire ni

d'utiliser à des fins policières les in-

formations qu'ils ont été amenés à

fournir dans leurs dossiers de de-

mande de régularisation ». « Nous

nous sommes aperçus que certaines préfectures n'ont pas appliqué les cri-

tères avec la même jurisprudence et

le même effort d'humanité », ob-

serve-t-il, avant de conclure: « Il

faut que les recours soient examinés

quec beaucoup de générosité et d'hu-

manité, notamment en ce qui

concerne le regroupement familial. » Du Jospin très légèrement mâtiné

Quelques, heures plus tard,

M. Hollande emprunte la ligne

d'autobus 133, Le Bourget-Gare du

RER/Gare RER de Sarcelles-Saint

Brice, répondant à l'invitation télé-

visée d'un machiniste. Deux heures

durant, le premier secrétaire écoute

les agents de la ligne. Histoire de

qui n'effrayerait pas l'électorat cen-

triste. Sans nier les problèmes de

« moyens », « les questions de sécuri-

té doivent être examinées dans un

souci de cohérence globale », as-

sène-t-il en liant transports, école, logement, emplois-jeunes ou en-

core flotage. Pour une journée,

péennes. Même s'il rechigne tou-

par un « homme d'expérience ». Le

constat était largement partagé à

Matignon où l'entourage du premier ministre insiste sur le fait que

de cabinet a été géré par Mª Voy-

Le choix de Jean-François Collin,

fils de paysan de l'Yonne et ancien

directeur de cabinet du précédent

ministre de l'agriculture, Louis Le

Pensec, répond au souci de

M= Voynet de renforcer son

équipe. Depuis juin 1997, M. Collin

a su imprimer sa marque dans les

choix de la politique agricole. Il a

en effet piloté la préparation de la

loi d'orientation agricole en cours

de discussion au Parlement, et géré

des dossiers sensibles comme la li-

mitation de la pollution des eaux

par les nitrates due aux élevages

porcins industriels ou celui des organismes génétiquement modifiés. Sur tous ces dossiers, il avait déve-

loppé une logique politique don-

nant une large place à l'environne-

ment et l'aménagement du

territoire. On se réjouit d'ailleurs

ouvertement, à la Délégation à

l'aménagement du territoire, de

son arrivée. C'est sous son impui-

sion également que la Confédéra-

Michel Noblecourt

de Cohn-Bendit.

BALADE EN BANLIEUE

S'IL FALLAIT donner une expli-

cation à l'activisme médiatique de

François Hollande, lundi 30 no-

vembre, où, à la manière d'un Da-

niel Cohn-Bendit, le premier secré-

taire du Parti socialiste a été sur

tous les fronts, Jean-Christophe

Cambadelis l'a sans doute trouvée.

Sur l'antenne de BFM, le secrétaire

national du PS, chargé des relations

extérieures, a prôné « un combat

plus centré contre la droite qu'en di-

rection de tel ou tel parti de cette

Avec ses manières rondes et

consensuelles, M. Hollande s'est ef-

forcé d'apaiser ses partenaires de la

majorité « plurielle ». Il a réservé

son humour, un peu corrosif, à Phi-

lippe Séguin, clairement identifié

comme chef de l'opposition. D'un

front à l'autre, il s'est surtout em-

ployé à protéger Lionel Jospin, en

jouant le rôle d'écran tant entre le

premier ministre et ses alliés de la

majorité qu'entre le chef du gou-

vernement et le président du RPR.

A chaque fois, le député de Corrèze

en a profité pour faire passer ses

messages, mettant en avant l'auto-

nomie de propositions du PS par

RTL « Philippe Séguin est un loup qui fait peur aux cabris », lâche-t-il à

propos des réticences de l'UDF face

à une liste unique de la droite aux

élections européennes conduite par

le président du RPR. « J'ai le senti-

ment, assure-t-il, faussement api-

toyé, que, malgré tout, les cabris ne

veulent pas du loup. » Le premier

secrétaire du PS juge « curieux » le choix d'une tête de liste « qui n'a

pas complètement une conviction

achamée à l'égard de l'idée euro-

péenne ». Quant aux sondages pla-

çant une liste de L'Alliance devant

celle du PS, ils ne l'émenvent pas :

< 51 le PS arrivait à faire à lui tout seul plus que toute l'apposition réu-

nie RPR-UDF-DL, ce serait un choc

dans la vie politique française (...). C'est bien de se faire des pronostics

Sur la même antenne, M. Hol-

lande rappelle que la lutte contre la

précarité fait partie de ses priorités.

« S'il n'y a pas un résultat satisfaisant

de la négociation [demandée sur ce

sujet par Martine Aubry], nous,

nous considérons qu'il faudra, à ce

la denxième loi sur les 35 heures en

(ex-CNPF) que s'il avait la « tenta-

tion » d'aller « rechercher les heures

nommé, hundi 30 novembre, direc-

teur de cabinet de Dominique Voy-

net, ministre de l'aménagement du

territoire et de l'environnement. Il

rejoindre le cabinet de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la

solidarité, pour s'occuper des af-

faires internationales. Voici plus de

quinze jours que ce mouvement

annoncé suscitait rumeurs et re-

mous. Pour faire taire les bruits se-

lon lesquels le départ de M. Maire

aurait résuité de divergences avec

sa ministre ou avec les services de

Lionel Jospin, Ma Voynet avait te-

nu, dimanche 15 novembre, lors de .

l'assemblée générale des Verts à

Noisy-le-Grand, à lui rendre hom-

mage en précisant que « la chasse

au directeur de cabinet n'est pas

ouverte, c'est plutôt une espèce

En fait, son départ était évoqué dès le mois de juillet : avant d'abor-

der des échéances importantes

pour son ministère, Mas Voynet te-

nait à renforcer sa présence lors

des arbitrages interministériels.

Dans son entourage, on insiste sur

l'absence de divergences politiques

qui pourraient expliquer ce départ.

L'explication est ailleurs : trouvant

l'aménagement du territoire, le nucléaire ou les organismes généti-

conditionnel -, légiférer. » Evoquant d'une tête de liste aux euro-

Un spécialiste de l'aménagement rural

à la tête du cabinet de Mme Voynet

JEAN-FRANÇOIS COLLIN a été quement modifiés, soient pilotés

remplace Jacques Maire qui devrait le remplacement de son directeur

que son jeune directeur manquait tion paysame, syndicat agricole

de mordant, la ministre souhaitait marqué à gauche, a été reconnue

que les dossiers sensibles à venir, comme interlocuteur du ministère,

comme la loi d'orientation sur au même titre que la FNSEA.

1999, M. Hollande avertit le Medef jours à jouer ce rôle.

qu'on est sûr de gagnet. »

Premier exercice, à 8 heures, sur

IL DOFT DÎNER avec Robert dit », que ce dernier l'avait

hue. Les journalistes ne pensent

qu'à ça, mais « Dany », hii, semble

ailleurs. L'après-midi, entre deux

rendez-vous, il a épluché la presse

française du jour, et il se repaît de

ces noms d'oiseaux, de chevaux et

de légumes dont le Mouvement des

citoyens, lors de son conseil natio-

nal, l'a aimablement affublé (Le

Monde du 1º décembre). « Toutes

ces insultes, c'est un honneur I.

exulte la tête de liste des Verts aux

européennes. Ce sont toujours les

mêmes mots, les mêmes hommes, ça

fait trente que cela dure. » Georges

Sarre! Votlà un ennemi coriace, à

sa taille, qui sait tenir des propos

« bêtes et méchants ». « Sans lui, ma

campagne ne serait pas ma cam-

pagne », songe l'élu européen des Grünen.

ner avec Robert Hue. Il a pris l'ini-

tiative de ce rendez-vous, il y a

quelques semaines. Une lettre est

arrivée place du Colonel-Fabien, Le

secrétaire national du PCF avait

d'autant mieux « pris connais-

sance » de l'invitation, a-t-il répon-

du à ce « cher Daniel Cohn-Ben-

Mais Dany s'égare. Dany doit dî-

M. Hue et M. Cohn-Bendit mettent leurs désaccords

sur la table, avant la campagne des européennes

Le secrétaire national du PCF a répondu à l'invitation du député écologiste

Robert Hue et Daniel Cohn-Bendit, tête de liste 💮 vembre à Paris. Lors de ce dîner, le secrétaire na- 🦂 étaient « dangereuses » pour la gauche « plu-

des Verts aux élections européennes, se sont tional du Parti communiste a rappelé à M. Cohn rielle ». Les deux hommes se sont cependant em-

rageuse face au "communistement

correct" », il y a trente ans, et se fé-

licite de sa clairvoyance de

l'époque: • Je me souviens avoir

pensé alors que les jeunes libertaires

finissent en vieux libéraux. » Daniel

Cohn-bendit a trouvé ca a amu-

sont ». Le secrétaire national jure

que le Verts n'a « pas énormément

Trêves de plaisanteries. Daniel

Cohn-Bendit explique pourquoi il

est pour l'indépendance de la

Banque centrale européenne, Ro-

bert Hue pourquoi il est dangereux

« Dany » reprend Robert quand ce

dernier explique qu'il ne tient pas à

prendre la tête de la liste commu-

niste pour les élections euro-

pennes, puisqu'il lui serait difficile

d'aller sièger à Srasbourg: « A

Strasbourg ET à Bruxelles, Robert, ne

fais pas comme tous les Français qui

pensent que l'Europe est seulement

en France! » « Dany » profite de

l'occasion pour plaider pour son

ami Philippe Herzog, ex-PCF, qui

craint fort de ne pas se retrouver

sur la liste communiste en juin

1999. Robert Hue se montre rassu-

Si man Long champ a des roulettes, c'est pour mieux d'envoler

SAC À RUMLETTES PERRUMET

rencontrés pour la première fois, lundi 30 no- Bendit que ses déclarations intempestives ployé à établir une relation cordiale.

« annoncée à la radio ». « Je n'allais

pas lui refuser, mais je n'attends rien

de lui », confie M. Hue avant le di-

ner. Devant le Terminus Nord, dans

le 10° arrondissement de Paris, une

quarantaine de photographes pa-

tientent. « Ce n'est pas moi qui les ai

prévenus », jure le responsable

communiste. « Ca doit être le pa-

tron du restaurant pour se faire de la

pub », assure sans faiblir Daniel

Les blagues et bons mots ont dé-

jà été mille fois ressassés. « Ré-

conciliés? On n'a jamais été fa-

chés », dit le député Verts. Puis,

bon prince: « C'est avec Marchais

que j'ai eu des problèmes. » « Il y a

trente ans, j'aurais été une crapule

stalinienne », ajoute M. Hue pour

montrer qu'il connaît ses clas-

signes, « Et moi, un anarchiste alle-

mand », répond Daniel Cohn-Ben-

dit. A table. Robert conclut les

festivités soixante-huitardes en

tendant à son convive la dernière

dépêche AFP dans laquelle Alain

Madelin salue celui qui « a contri-

bué à développer une critique de

gauche du communisme assez cou-

rant. Daniel Cohn-Bendit veut par-

ler de tout. « Vraiment, c'est une

bonne chose que la CGT rentre dans

ia CES », dit le Verts allemand, pour

qui le paysage syndical français doit

murir au plus vite. « Mais dis-moi.

Robert, explique-moi comment le PC

est devenu javorable au PACS », de-

mande le député européen. « C'est

vrai qu'il y a trente ans, pour le Parti,

les pédés étaient des malades v. ad-

met Robert Hue, qui met cette heu-

reuse évolution sur le compte de sa

« mutation ». Et de se laisser aller à

raconter qu'il est devenu secrétaire

national - par hasard -, qu'il n'était

L'affaire a duré deux heures. « Il

est vraiment très libéral », confie le

secrétaire national : « Chaque fois

qu'il opérait une dérive libérale ver-

bale, je lui ai sorti une phrase de

Marx dédogmatisée. * « Il est vrai-

ment très sympathique n, commente

Daniel Cohn-Bendit: « Chaque fois

qu'il m'a rappelé qu'il était révolu-

tionnaire, le me suis félicité d'être ré-

formiste. » La campagne ne fait que

Ariane Chemin

PART TO THE OWN

intation impectable

e in the second

Marie Control of the Control of the

By Printing with the second 25 3. 3. 5. 5. C. S.

12 TO 18 TO State of the second

March 1985 Best and a

教師なかず B 25 - 1 - 1 - 1 - 1

And Take Land day . 2 744.00

ARMAN TO 19 10 276 De . 3.6 7 18 A

Markey Section

Mar Albanian population de ser men.

整成年/34/2017

A 75-715 30

Marine Commence







Selon le Commissariat du Plan, il pourrait y avoir plus de sept retraités pour dix actifs en 2040

Le « choc financier » du système de retraite est « inéluctable »

Le commissaire au Plan, chargé d'une mission de sur lesquelles il va s'appuyer pour évaluer les concertation, a transmis aux partenaires sociaux besoins de financement des retraites d'ici à les projections démographiques et économiques 2040. Pour en assurer l'équilibre, il faudrait

presque doubler les cotisations au cours des quarante prochaines années ou diviser par deux le pouvoir d'achat des retraités.

LA MISSION d'exploration et de concertation sur l'avenir du système de retraite que Lionel Jospin a Plan progresse, Jean-Michel Charpin devrait adresser d'ici à la fin de l'année au patronat, aux syndicats et aux directeurs de caisses - associés à ces travaux - les scénarios sur les besoins de financement, d'ici à 2040, des dix-neuf régimes étudiés. En attendant, le Commissariat général du Plan a actualisé, avec l'Insee, la direction de la prévision (ministère de l'économie) et de la Dares (ministère de l'emploi), les projections démographiques et les prévisions économiques à cet horizon de quarante ans.

Ces études seront soumises, jeudi 3 décembre, aux partenaires soclaux. Elles sont d'autant plus importantes que l'équilibre du système de retraite dépend des hypothèses retenues. Les projections de l'Insee indiquent qu'en 2040 « le nombre des plus de soixante ans augmenterait de 10 millions, tandis , que celui des moins de vingt ans diminuerait de 1,2 million ». Un Français sur trois aura alors plus de soixante ans. La baisse de la mortalité observée depuis 1950 entraine une progression de l'espérance de durée de la retraite, qui a doublé entre les générations nées en 1910 et en 1970 pour atteindre vingt-

Autre variable importante: la population active, qui diminuera à partir de 2006. Avec l'arrivée des premiers « baby boomers » à la re-traite, les générations se présentant sur le marché du travail seront moins nombreuses que celles aui en sortent, même si ce déséquilibre n'est pas fatal: l'apport de 150 000 immierés supplémentaires par an entre 2007 et 2025 stabiliserait la population active; un recul progressif de cinq ans de l'àge de la retraite entre 2000 et 2020 maintiendrait le poids des retraités dans la population totale à son niveau actuel jusqu'en 2020.

L'évolution du prélèvement sur les actifs pour financer les retraites dépend, notamment, du rapport entre les personnes en âge d'être à la retraite et celles en âge de travailler. Or, ce ratio ne cesse de se dégrader. Publié en 1995, le rapport Briet estimait qu'il pourrait y avoir, à l'horizon de 2040, 6,3 personnes en âge d'être à la retraite pour dix actifs potentiels. Seion les nouvelles prévisions, le taux pourrait être plus proche de 7,3 pour 10, si vie, et donc un allongement de la l'âge de la retraite et les taux d'activité restent peu ou prou ce qu'ils

Les perspectives économiques sont plus difficiles à tracer. Le Commissariat du Plan a retenu un scénario « central » prolongeant certaines tendances actuelles. La croissance du PIB serait de 2.6% par an entre 2000 et 2004, puis de 2,1 % jusqu'en 2009 et de 1,5 % à 1,6 % lusqu'en 2040. Le chômage serait ramené à 9 % à partir de 2005 et la croissance de l'emploi serait nulle ou légèrement négative à partir de 2010. La productivité progresserait de 1,25 % en rythme annuel (dont 1,7 % pour celle du travail), et la part des salaires dans la valeur ajoutée se stabiliserait à 73 %. La masse salariale sur laquelle sont prélevées les cotisations progresserait de 2,6 % par an jusqu'en 2004, puis s'infléchirait à partir de 2010 (entre 1,4 % et 1,6 %).

PRÉLÈVEMENT « CONSIDÈRABLE » Vieillissement de la population, allongement de la retraite et baisse de la population active à partir de 2010 se conjuguent pour rendre la crise du système « inéluctable », confirme le Plan. Qui paiera? Le prélèvement sur l'activité économique pour financer les pensions

2006, note-t-il, et il sera « considérable » à l'horizon 2040. Pour maintenir une parité de piveau de vie entre actifs et retraités, il faudrait multiplier le taux de cotisation des premiers par 1,6 d'ici à 2040, à moins qu'un effort soit demandé aux seconds. A l'extrême, si les retraités portaient seuls l'effort de redressement, « leur niveau de vie serait divisé par deux en quarante ans ...

Selon un expert, les prévisions financières du Plan ne seront « pos très éloignées » de celles qui ont été faites à l'horizon 2015 pour les sept régimes étudiés dans le rapport Briet. Pour le seul régime général (salariés du privé), cette étude évaluait à 250 milliards de francs le besoin de financement supplémentaire entre 1995 et 2015. L'intérêt du rapport Charpin est de prolonger ces simulations jusqu'en 2040 et de les étendre à douze autres régimes, dont ceux des commerçants, des artisans, des professions libérales la RATP ou EDF-GDF. Après cette opération-vérité, le gouvernement devra engager une concertation régime par régime. Le plus dur reste

Jean-Michel Bezat

Le report du service national pour les titulaires d'un contrat de travail est élargi

Cette possibilité s'applique désormais aux CDD

les jeunes susceptibles d'être ap-pelés sous les drapeaux qui bénéficient d'un contrat de travail de droit privé à durée déterminée (CDD) peuvent demander - et obtenir sous certaines conditions un report d'incorporation renouvelable. Cette disposition s'applique aux Français nés avant le 1º janvier 1979 et aux ex-sursitaires âgés de vingt-deux à vingthuit ans, qui restent soumis à un service national de dix mois. Déjà. un décret du 17 mars avait reconnu aux titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI) le droit de réclamer un report d'incorporation de deux ans renouvelable. Un second décret, en date du 26 novembre, vient d'ouvrir aux tituiaires d'un contrat à durée déterminée (CDD) de six mois au minimum la possibilité d'un report jusqu'au terme du contrat en cours, dans la limite de deux ans. Les jeunes fonctionnaires, protégés par ieur statut, ne sont pas

C'est une commission régionale, présidée par les préfets, qui accorde ou qui refuse le report, à condition de le notifier à l'intéressé dans un délai de deux mois après sa demande. La commission dispose d'une certaine marge d'appréciation. Ainsi, le candidat à un report d'incorporation peut déposer sa requête, mais il lui faudra montrer que son incorporation immédiate a pour résultat de compromettre son insertion professionnelle ou la réalisation d'une première expérience professionnelle. C'est ce qui explique que les abandon total du service en 2002. situations varient sensiblement d'un bureau à l'autre du service

À COMPTER du 1º décembre, national. Par exemple, selon les premières analyses qui portent sur les seuls CDI, soit 5 270 jeunes entre mars et septembre, 100 % des demandes de report ont été acceptées dans la région de Perpignan, mais 70,7 % dans celle de Nancy. En général, dans les onze autres bureaux du service national, les taux varient entre 82,5 % et 99,5 %, avec une moyenne nationale qui s'établit à 93,3 % (soit 4 920 demandes agréces).

> CRAINTE DES ÉTATS-MAJORS Inspiré d'un amendement déposé par Paul Quilès, député PS du Tam, président de la commission de la défense à l'Assemblée nationaie, et repris à son compte par le gouvernement lors du vote, en 1997, de la loi sur le service national, ce dispositif a été vivement critiqué par le général Philippe Mercier. Pour le chef d'état-major de l'armée de terre - dont les effectifs militaires en 1999 continueront d'être, à raison de plus de 36 %, composés de recrues issues du contingent -, la professionnalisation qui se met en place suppose de ne pas diminuer brutalement les effectifs d'appelés sauf à avoir recours - au risque de trop accroître la charge budgétaire - à un volontariat pour un service long. En outre, la crainte existe dans les états-majors, comme le souligne Serge Vincon, sénateur RPR du Cher, que les bénéficiaires d'un report dès 1999, sachant utiliser les articles de la loi, n'échappent, dans la pratique, à toute incorporation avec la perspective d'un

四山河 "本"二月

The same of the sa

Fire the same and a second

STORY OF STREET

to be the property of the state of the

The state of the s

The body and a service of the sea

Commence of the second of the

A STATE OF THE STA

.-- BAJ 3

with the

1800 300

1944

4.5%

-- 18. 46. 44.

30 m

44 2 12V

Sept of the Party of the Party

The same of the same ---

- Jaking

· : ha, we absorbed . -199

Carried States

317 1 1

- - - No. 1

Jacques Isnard

Les préfets vont « moraliser » leurs dépenses de petits-fours

DEVANT l'association du corps préfectohauts fonctionnnaires.

Il y a très longtemps que les préfets réclament des indemnités : alors qu'ils sont les fonctionnaires territoriaux les plus sollicités, ils sont les moins bien payés. Le ministère de l'économie et des finances ne s'est jamais laissé apitoyer sur leur sort, parce qu'il les soupçonne d'arrondir leurs fins de mois grâce aux reliquats des frais de réception que l'Etat leur verse. Leur fonction de représentants de l'Etat leur impose en effet d'organiser des banquets à l'occasion du 11 novembre ou du 14 juillet. L'essor du développement local leur commande de goûter les vins de pays avec les représentants de la chambre des mésion de conciliation les incite à servir des petits-fours aux élus de tous bords.

Or, c'est sur leur compte personnel qu'ils encaissent les deniers publics destinés à payer ces réceptions (en moyenne 20 000 francs par mois). Il est donc difficile de savoir s'ils les dépensent en totalité. L'Inspection générale de l'administration (IGA) fait certes des tournées pour éplucher les factures du fleuriste, contrôler le contenu de la cave, s'enquérir des menus, vérifier le nombre des invités et leur identité. Elle constate que certains préfets fêtent régulièrement la Sainte-Barbe avec la confrérie du taste-vin, mais que d'autres rechignent à honorer les anciens combattants ou les pompiers. A ces hôtes parcimonieux, l'IGA adresse des remontrances, susceptibles de peser lors du prochain mouvement préfectoral qu'organisera la Place Beauvau, mais qui ne seront pas communiquées à Bercy.

Monde du 18 août) qu'il fallait mettre fin à cette opacité, qui jette la suspicion sur l'ensemble du corps et sert, comme l'a dit M. Queyranne, d'« alibi » au ministère du budget pour refuser toute augmentation. Désormais, l'argent transitera par les services comptables des préfectures. Le ministère de l'intérieur veut en outre instituer un barème lié à la démographie, pour remplacer le système, arbitraire, mis en place avant la décentralisation et «figé» en 1982 : les frais de chaque préfecture continuent d'être calculés en fonction de ce que voulaient bien verser les présidents de conseils généraux.

C'est à l'invitation de Jean-Pierre Duport, préfet d'Ile-de-France et président de l'Association du corps préfectoral depuis le 25 novembre, que M. Queyranne a annoncé cette réforme. M. Duport n'a pas dû être surpris, puisque c'est lui qui l'avait préparée lorsqu'il dirigeait le cabinet de M. Chevenement.

Rafaēle Rivais

rai, réunie pour son assemblée générale annuelle les 25 et 26 novembre à l'Ecole militaire, Jean-Jack Queyranne, ministre de l'intérieur par intérim, a annoncé que les pré fets devront désormais « moraliser » leurs frais de représentation. En contrepartie, ils recevront enfin des primes, comme tous les

Jean-Pierre Chevènement avait estimé (Le

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE PROJET d'AMENAGEMENT d'un ECHANGEUR COMPLET, dit de «LA MILLIERE», sur la COMMUNE de SAINT-MATHURIN

Un arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 a prescrit sur la commune de Saintathurin une enquête publique relative au projet cité ci-dessus et porant à la fois :

- sur la déclaration d'utilité publique au titre du code de l'expropriation ;

- sur l'attribution du caractère de route express aux bretelles de cet échangeur ;

- sur la mise en compatibilité du POS de Saint-Mathurin ;

PREFECTURE DE LA VENDEE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Cette enquête se déroulera pendant 33 jours consécutifs du 28 décembre Le siège de l'enquête sera situé à la matrie de Saint-Mathurin, où toute cornce relative à l'enquête pourra être adress

La Commission d'enquête désignée par le Président du tribunal administra-

tif de Names est composée comme suit :
- M. Jean SOURISSEAU, ingénieur de l'Equipement en retraite.

Président de la Commission d'enquête : M. Bernard CHEVAT, attaché d'administration en retraite : M. Charles BISIANI, magistrat en retraite.

M. Roland FERRE, lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite a été désigné comme commissaire-enquêteur sumpléant Le dossier d'enquête ainsi qu'un registre seront déposes à la mairie de Saint-Mathurin du 28 décembre 1998 au 29 janvier 1999 inclus. Le public pourra y consulter le dossier durant cette période aux jours et heures habi-

uels d'ouverture de la mairie au public. Pendant la durée de l'enquête. les observations pourront être consignées sur le registre d'enquête en mairie de Saint-Mathuria, ou adressées par écrit à M. Jean SOURISSEAU, Président de la Commission d'enquête pour la création d'un échangeur complet, dit de «La Millière», mairie de Saint-Mathurin.

Le dossier pourra en outre être consulté, aux mêmes dates, en mairie des Sables-d'Olonne, de Château-d'Olonne et d'Olonne-sur-Mer. Au moins un membre de la Commission d'enquête recevra en personne les

Au mons du public à la mairie de Saint-Mathurin :

- le lundi 28 décembre 1998 de 9 heures à 12 heures ;

- le mardi 5 janvier 1999 de 15 heures à 12 heures ;

- le mercredi 13 janvier 1999 de 9 heures à 12 heures ;

- le vendredi 22 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

- le vendredi 29 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

Le dossier d'enquête est accessible à la préfecture de La Vendée (Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques - 1º bureau) et à la sous-préfecture des Sables-d'Olonne et à l'accueil de la Direction Départementale de l'Equipement de La Vendée à compter de la date de l'arrêté précité.

Une copie du rapport relatant le déroulement de l'enquête et des conclusions motivées de la Commission d'enquête pourra être consultée à la mairie de Saint-Matharin, à la sous-préfecture des Sables-d'Olonne, ainsi qu'à la préfecture (DRLP - 1° bureau) et pourra être communiquée à toute personne intéressée qui en fera la demande au Préfet de La Vendée.

Les emplois de la Ville de Paris sous la surveillance du Conseil d'Etat

LA JUSTICE administrative ouvre une brèche dans le système de défense de la Ville de Paris à propos des emplois dits « fictifs », en examinant les demandes répétées d'un groupe de contribuables, noyau dur d'une association écologiste, qui désire porter plainte à la place de la Ville dans plusieurs dossiers.

Lundi 30 novembre, le Conseil d'Etat examinait le recours d'un de ces contribuables, Pierre-Alain Brossault, contre la décision du tribunal administrațif de Paris qui, le 5 mars, lui avait refusé l'autorisation de se substituer à la Ville en déposant une plainte avec constitution de partie civile pour + faux en écriture publique, prise illégale d'intérêts, destruction de preuves » à propos du contrat établi, de mai 1990 à juin 1995, au profit de Philippe Ceaux, chargé de « centraliser et de relayer les interventions des Correziens de Paris quant aux intérets que ceux-ci peuvent avoir dans la capitale ». La décision doit être

rendue sous quinzaine. Le commissaire du gouvernement, Christine Maugué, a conclu au rejet de ce recours. D'une part, elle a estimé que M. Brossault, en contestant la réalité de cet emploi, manquait - d'indices suffisants et concordants v. sa « source unique » étant un article de presse et le témoignage de ses auteurs ; d'autre part, tout en admettant que l'allégation de détoumement de fonds publics apparaissait plus sérieuse que celle de faux en écritures. M™ Maugüé a calculé que ce délit ne courrait que de mars 1994, date de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, à juin 1995, date de la

fin du contrat, ce qui, estime-t-elle, ne constituerait pas un préjudice

suffisant. Si plusieurs emplois de cette nature avaient été concernés, l'intérêt à agir aurait été apprécié différemment. Ce cas de figure devrait être bientôt soumis au Conseil d'Etat, puisque le maire de Paris a décidé de faire appel d'une décision du 25 novembre, par laquelle le tribunal administratif a autorisé le mème requérant à se subtituer à la

Ville à propos de quelque deux

cents emplois soupçonnés d'être

« fictifs ».

Pascale Sauvage

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la ligue des droits de l'homme (non vendu dans les klosques) offre un dossier complet sur

"Eau et développement durable"

Envoyer 50 F à APRÈS-DEMAIN 27. rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifient le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel, (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Deux élections cantonales partielles

Canton de Blois-1 (second tour).

L, 11 587; V., 4 026; A., 65,25 %; E., 3 799. Jacqueline Gourault, UDF-FD, c. r., 2 478 (65,22 %)... ÉLUE Jean Germanaud, PS, 1 321 (34,77 %).

[Eine très facilement dans un canton traditionnellement conservateur, PUDF Jacqueline Gourault renforce, en entrant au conseil général, son leadership sur la droite locale. La gauche, représentée par le socialiste Jean Germanaud, recule de six points et deml. Cette élection ne modifie en rien l'équilibre de l'assemblée départementale, las gement dominée par les libéraux et centristes. Cette élection faisait suite au décès de

22 novembre 1998 : L. 11 587 ; V., 4 033 ; A., 65,19 % ; E., 3 940 ; facqueline Gonrault, 1807 (45,86 %); Jean Germanaud, 681 (17,28 %); Miguel de Peyrecave, FN, c. m., 477 (12.10 %); Véronique Reineau, RPR diss., 267 (6,77 %); Nicole Combredet, Verts, 254 (6,44 %); Marcel Duthell, MDC, 250 (6,34 %); Gisèle Gachet, PCF, 204 (5,17 %);

27 mars 1994 : L, 11 260 ; V., 5 767 ; A., 48,78 % ; E., 5,453 ; Yves Genet, UDF-rad., 3 200 (58,68%); Marcel Duthell, MDC, 2 253 (41,31%).)

Canton de Clermont-Ferrand-est (second tour). L. 7118; V., 1671; A., 76,52 %; E., 1575. Mireille Lacombe, PS, 950 (60,31 %)... ÉLUE Frédéric Chomilier, DL, 625 (39,68 %).

[12 socialiste Mireille Lacombe succède à Serge Godard, sénateur PS et maire de Clermont-Ferrand, démissionnaire pour cause de cumul de mandats depuis son élection au Palais du Luxembourg. Me Lacombe réussit à faire le piein des voix de la gauche « piurielle », améliorant même de plus de six points le score obtenu par Serge Godard en mars 1994. En revanche, son rival de Démocratie libérale, Frédéric Chomiher, est en net recul. Au conseil général du Puy-de-Dôme, la ganche est largement majoritaire avec 41 sièges contre 20 à droite.

22 novembre 1998: L. 7 118; V., 1613; A., 77,33 %; E., 1558; Mirellle Lacombe, 554 (35,55 %); Frédéric Chomilier, 377 (24,19 %); Thierry Maillard, FN, 157 (10,07 %); Martine Palparuer, PCF, 134 (8,60 %); Gisèle Naudler, MEI, 95 (6,09 %); Alain Laffont, LCR, c. m., 87 (5,58 %); Monique Bonnet, MDC, c. m., 84 (5,39 %); Yves Reverseau, Verts, 70

27 mars 1994: L. 7 070; V., 3 474; A., 50,86 %; E., 3 211; Serge Godard, PS, 1722. (53,78 %); Frédéric Chomilier, RPR, 1 484 (46,21 %).

DÉPÊCHE

BOURGOGNE: le Consell d'Etat a rejeté, mercredi 25 novembre, les recours déposés par François Rebsamen, chef de file de la gauche du conseil régional de Bourgogne, contre l'élection du président de cette assemblée, Jean-Pierre Soisson, et des membres de la commission permanente (Le Monde du 28 octobre).

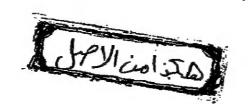


VENTES PAR ADJUDICATION Office Spécial de Publicité 47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex Tel: 01.49.04.01.84 - Fax: 01.43.33.51.36

14

75 Vente au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 10 DECEMBRE 1998 à 14 H 30 UN APPARTEMENT à PARIS 20eme

2 PIECES. CUISINE, SALLE DE BAINS - WC - et une CAVE MISE A PRIX : 120.000 Frs dresser à Maître Jean-Michel HOCQUARD, Avocat au Barreau de PARIS, 7. rue Saint-Philippe du Roule - (75008) PARIS - TEL : 01,45:61,95,77. Sur les lieux pour visiter le 7 DECEMBRE 1996 de 9h36 à 10h36



The second second

DE VERLEN

SOCIÉTÉ

SANTÉ L'épidémie de sida ne cesse de progresser dans la plupart des pays en voie de développement de décès dus au sida, en Europe, et alla sacula de manière significa

· + · · ·

et elle recule de manière significa-a chuté de 80 % en quatre ans grâce tivement sortir du petit club des tive dans l'Union européenne et en à l'introduction des trithéra-

pies. PETER PIOT, directeur général de l'Onusida, estime que « pour lutter efficacement, il faut impéraspécialistes du sida et du monde des

professionnels de la santé (...). Son objectif demeure « d'intégrer la lutte contre la pandémie dans une perspective politique et écono-

Kouchner ont présenté lundi 30 novembre les nouvelles orientations de recherche sur le sida (ANRS). (Lire mique ». Claude Allègre et Bernard aussi notre éditorial page 16)

Le sida en hausse dans les pays pauvres, en baisse dans les nations riches

Les différents bilans publiés à la veille de la journée mondiale de lutte contre le sida du 1er décembre témoignent de ce contraste. En France, on recense 1100 nouveaux cas déclarés au cours du premier trimestre 1998, soit 2,5 fois moins qu'en 1996 pour la même période

LE FOSSÉ se creuse chaque jour davantage : alors que l'épidémie de sida ne cesse de progresser dans la plupart des pays en voie de développement, elle recule aujourd'hui de manière significative dans l'Union européenne et en Aménque du Nord. Les différents bilans publiés à la veille de la onzième Journée mondiale de lutte coutre le sida du 1º décembre témoignent pleinement de cette évolution. En France les dernières domnées du Réseau national de santé publique (RNSP) font état de 1100 nouveaux cas de sida, cliniquement déclarés, diagnostiqués au cours du premier semestre de cette année, soit 2,5 fois moins qu'au cours du premier semestre de 1996, période qui précédait l'intro-duction et la diffusion en France des nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales (ou « trithérapies »), et au cours de laquelle 2 750 cas'de sida avaient été recen-

« AUCUN AUTRE FACTEUR »

On observe d'autre part une diminution du nombre des décès dus au sida, ce nombre passant de 2 000 à 400 entre le premier semestre 1996 et le premier semestre 1998. Ce phénomène n'est pas spécifique à la France. Ainsi l'étude EuroSida publiée dans The Lancet (daté du 28 novembre) établit que la réduction du nombre de décès dus au sida a, en Europe, chuté de 80 % en quatre ans grâce à l'introduction des trithérapies. « Le déclin de la mortalité n'est apparu qu'après l'introduction



de ces nouveaux médicaments. Nous n'avons pu trouver aucun autre facteur », explique le docteur Amando Mocroft (Royal Free Hospital, école de médecine de l'University College de Londres), premier signataire de cette publication qui analyse les statistiques fournies par cinquante centres spécialisés dans dix-sept pays européens. « Après mars 1998, les taux de mortalité ont représenté le cinquième de ce qu'ils étaient au début de la période d'étude, à l'automne 1994 », souligne le docteur Mocroft. Quelle que soit l'importance de tels acquis, tous les spécialistes du si-

da insistent sur le fait qu'il est impossible de prédire si cette tendance générale va ou non se poursuivre, ne serait-ce qu'à cause de la toxicité des molécules antirétrovirales et de l'émergence, fort redoutée, de souches de VIH résistantes aux nouveaux médicaments.

La diminution globale de la mortalité induite par le recours généralisé aux trithéraples fait que le nombre de personnes contaminées par le VIH (ayant ou non développé un sida clinique) a tendance à augmenter. Il serait aujourd'hui, selon les estimations du RNSP, « de l'ordre

de 120 000, 90 000 hommes et consultations de dépistage anonyme 30 000 jemmes », Autre conséquence de l'efficacité des associations antirétrovirales, on estime que le nombre total de personnes vivantes souffrant en France des symptomes cliniques du sida est passe de 6 700 en 1990 à 18 000 en 1996 pour atteindre 20 500 aujourd'hui.

INSUFFISANCES DU DÉPISTAGE

Autres données importantes, les modes de contamination des 120 000 personnes infectées par le VIH vivant actuellement en France. Selon le RNSP, il s'agiraît de « pratiques homosexuelles » dans 50 000 cas, de « rapports hétérosexuels » dans 45 000 cas, d'« usage de drogues par voie intraveineuse » dans 22 500 cas et d'« autres modes » pour 2 500 personnes parmi lesquelles 1 000 enfants de moins de quinze ans infectés par voie mater-

De nombreuses difficultés tiennent aux insuffisances du dépistage. Mises en place, non sans difficultés, vers la fin des années 80, les consultations de dépistage anonyme et gratuit connaissent une baisse de leurs activités. « Le nombre de tests de dépistage volontaire de l'Infection par le VIH diminue depuis 1994, souligne-t-on auprès du RNSP. Ce nombre est passé de 5 millions à 3,6 millions en 1997. On observe d'autre part une stabilité du nombre de personnes qui découvrent leur état de séropositivité, soit environ 5 000 cas chaque année. Il s'agit, plus de deux fois sur trois, d'hommes. » En 1997, les

et gratuit ont dépisté 16 fois moins de cas de séropositivité parmi les moins de 20 ans que parmi les personnes de 30 à 39 ans.

 Un nombre élevé de personnes infectées par le VIH ne découvrent leur

rienne. De telles carences soulignent la nécessité d'informer de façon plus spécifique ces populations sur les bénéfices qu'elles peuvent attendre du dépistage et sur la possibilité d'une prise en charge thérapeutique adap-

Une manifestation pour Act-Up, une chaîne de la solidarité pour Aides

La IIº Journée mondiale de lutte contre le sida devait être marquée, mardi la décembre, par une série d'initiatives. Dénonçant le « retour au silence *, Act-Up Paris appelait à un rendez-vous à 18 heures devant la gare de l'Est pour une manifestation devant s'achever place du Palais-Royal. Cette association se félicite d'autre part du fait que Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, « se soit engagé à ce que les députés observent une minute de silence en mémoire de toutes les personnes décèdées des suites d'un sida , lors de la reprise des débats parlementaires sur le PACS. Dans l'entourage de M. Fabius, on ne pouvait, dans la matinée du 1° décembre, confirmer cette information. Pour sa part, l'association Aides met en place, du 1ª au 15 décembre, une « chaîne de solidarité » réunissant 4 000 commerçants qui s'engagent à reverser 1 franc à l'association pour chaque produit sélectionné vendu dans leur magasin.

parition des symptomes qui caractérisent le sida-maladie, explique au Monde le professeur Jacques Drucker, directeur du RNSP. Ce faible recours au dépistage de la part des personnes a priori les plus concernées est révélateur de la non-perception du risque - ou d'un mauvais accès au système de soins - pour certains groupes de population. Il s'agit essentiellement des personnes contaminées par voie hétéroseauelle et des sujets de nationalité étrangère, en particulier

En d'autres termes, le temps n'est plus où l'incitation au dépistage de certains groupes à risques pouvait être perçue comme une mesure risquant de conduire à une forme de stigmatisation, les bénéfices individuels et collectifs attendus des nouvelles associations thérapeutiques justifiant des actions préventives que l'on aurait, hier, jugées inaccep-

J. - Y. N.

Peter Piot, directeur général d'Onusida

« Lutter contre la pandémie dans une perspective politique et économique »

GENÈVE

de notre envoyé spécial « Étes-vous inquiet devant les derniers chiffres qu'en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé vous venez de rendre publics et qui témoignent d'une progression constante, presque inexorable, de l'épidémie de sida dans les pays en voie de développement (Le Monde du 25 novembre)?

désespérant à dresser et à publier, année après année, de tels bilans chiffrés. Dix millions, vingt millions, trente millions et plus, de personnes infectées par le VIH dont 95 %, aujourd'hui, dans les pays en voie de développement, le constat est dramatique. Et au niveau mondial, en valeur absolue, il est clair que l'augmentation va se poursuivre, ne serait-ce qu'à cause de la présence du virus en Inde et en

- Observez-vous aujourd'hui, près de vingt ans après l'émergence de cette épidémie, une forme de fatalité face à un mal qui continue sa progression?

- Il y a, de fait, une certaine tendance à la fatalité. Mais j'observe que plusieurs nations africaines, qui ne prenaient pas le sida au sérieux, commencent, depuis peu, à se mobiliser. C'est le cas de l'Afrique du Sud, pays riche où le réveil se fait, il est vrai, bien tardivement. Le chef d'Etat du Botswana vient de débioquer un budget au service de la lutte contre le sida. Celui de la Tanzanie a, pour la première fois, décidé le lancement d'une campagne qui débutera dans

quelques jours. Le président du Mozambique prend diverses initiatives en ce sens et ce sera aussi bientôt le cas du Gabon. Une telle mobilisation des chefs d'Etat est sans précédent. Elle est, pour une bonne part, le fruit des actions de lobbying menées auprès des gouvernements pour les convaincre que l'épidémie de sida est devenue une menace importante pour le développement économique de leur pays.

contre cette épidémie, de sortir du strict cadre médical?

- Pour lutter efficacement, il faut impérativement sortir du petit club des spécialistes du sida et du monde des professionnels de la santé. Sans doute, ces experts perçoivent-ils clairement la réalité virologique et médicale présente et à venir mais ils ne peuvent, à eux seuls, faire progresser la lutte. Mon objectif demeure d'intégrer la lutte contre la pandémie dans une perspective politique et économique. Les chiffres fournis par les épidémiologistes n'ont plus guère, à eux seuls, de sens. A l'inverse, si l'on parle de l'impact sur l'économie, les responsables politiques sont beaucoup plus réceptifs. Au-delà des conséquences sur le développement socio-économique, ils prennent conscience du fait que le sida pourrait être un facteur majeur de déstabilisation sociale dès lors qu'il existe, dans leur pays, des millions de personnes infectées, et parmi elles, des très hétérogène. » membres du gouvernement.

- Dans quel délai pensez-vous obtenir des résultats concrets?

- Il faudra, certes, encore un certain temps avant que la mobilisation que l'on commence à observer ait des effets mesurables. L'expérience de l'Ouganda, l'un des pays qui a su agir le plus tôt, montre qu'il faut quatre ou cinq ans avant que l'on puisse mesurer l'impact des actions de prévention. Ce phénomène se vérifie aussi dans le nord de la Tanzanie. Un objectif raisonnable serait d'obtenir, autour de 2005, nouvelles contaminations.

Quelle analyse faites-vous de la situation

présente en Chine et en Inde ? - La question de la Chine comporte de très nombreuses inconnues. Les responsables gouvernementaux chinois ont pleinement conscience des problèmes liés à l'épidémie naissante - quelques centaines de milliers de personnes infectées - et commencent à mettre en œuvre différentes mesures de lutte. En Inde, on compte déjà environ quatre millions de personnes infectées. Dans ce pays, la prise de conscience politique est très différente selon les Etats. Certains, comme ceux du Tamil Nadu et du Maharashtra où se trouve Bombay, ont mis en place des programmes assez importants de prévention. D'autres, comme l'Uttar Pradesh où vivent cent vingt millions de personnes, ne font pratiquement rien. L'évolution devrait donc être, dans les prochaines années,

> Propos recueillis par Jean-Yves Nau

De l'œil et du monde Une histoire du regard au seuil de la modernité Fayard 624 pages Havelange a bien du talent. Il plie son exceptionnelle érudition aux dimensions d'hypothèses

audacieuses et de rapprochements fulgurants. Et il écrit comme un poète...

André Meury, Le Monde

Impossible de dire en quelques lignes la richesse et la nouveauté de ce livre envoûtant, pétillant d'intelligence et de science dominée.

l'Histoire

Les missions de l'Agence de recherche sur le sida élargies à l'hépatite C

l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat a la santé et à l'action sociale, out présenté lundi 30 novembre les nouvelles orientations scientifiques de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS). Créée il y a dix ans, et depuis peu présidée par le professeur Michel Kazatchkine (Le Monde du 12 septembre), ce groupement d'intérêt public coordonne, soutient financièrement et évalue l'ensemble des travaux scientifiques concernant l'infection par le VIH. Rappelant que la recherche sur le sida demeurait « une priorité de la recherche médicale », MM. Allègre et Kouchner ont fait valoir que l'ex- à l'avenir, être accordée dans ce dotension rapide de l'épidémie dans maine aux sciences de l'homme et les pays en voie de développement de la société. MM. Allègre et guine.

CLAUDE ALLEGRE, ministre de forts de recherche clinique, épidémiologique et de santé publique ». « La France est décidée à contribuer de manière active à ce renforce-

ment », ont-ils souligné. C'est ainsi que dans le cadre des actions du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, un nouveau programme de recherche sur le sida dans les pays du tiers-monde va être mis en place. L'ANRS devrait y participer « en collaboration avec les organismes de recherche nationaux - Inserm, Institut de recherches pour le développement, réseau des Instituts Pasteur - et en partenariat avec les chercheurs des pays concernés ». Une place plus grande devra aussi, « exigeait un renforcement des ef- Kouchner estiment d'autre part né-

cessaire de tenir compte des évolutions épidémiologiques. Ils ont ainsi demandé à l'ANRS de développer des recherches sur l'hépatite C.

CO-INFECTION

On observe en effet depuis plusieurs années, notamment chez les toxicomanes ayant recours à des injections intraveineuse, une proportion importante de personnes infectées à la fois par le VIH et par le virus de l'hépatite C. Selon une étude réalisée par l'institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance et financée par l'ANRS (Le Monde du 27 décembre 1996), la moitié des toxicomanes seraient contaminés par le virus de l'hépatite C qui, comme le VIH, est transmissible par voie san-Or cetté co-infection soulève, en

terféron à la ribavirine - efficace contre l'infection chronique par le virus de l'hépatite C. L'une des questions aujourd'hui soulevées est celle de savoir s'il faut ou non traiter les patients co-infectés contre les deux infections dont ils souffrent. Parallèlement à cette élargissement des missions de l'ANRS, le Journal du sida, mensuel de l'association Arcat-sida publié avec le soutien financier de la direction générale de la santé, annonce dans son numéro de décembre qu'il « va étendre son champ d'expertise à d'autres pathologies graves, notamment à l'hépatite C ».

culières depuis que l'on dipose

d'une bithérapie - associant un in-

J. - Y. N.

The state of the s TAKITALINI - CARO

CÉTAIT une priorité du candi-

dat Chirac, que le président de la

République a honorée. L'aména-

gement des rythmes scolaires

(ARS), arme fatale dans la lutte contre les inégalités, fait partie des

figures imposées à la commission

de réflexion sur l'école présidée

par Roger Fauroux, en 1995. Un fi-

dèle du chef de l'Etat, Guy Drut,

ministre de la jeunesse et des

sports, met en œuvre cette ré-

forme avec énergie en 1996: en

quelques mois, sous l'ϔl agacé du

ministre de l'éducation François

Bayrou et de son administration,

324 communes se lancent dans

Le comité d'évaluation et de sui-

vi des aménagements des rythmes

de l'enfant (Cesare) tire un bilan

mitigé de cette expérience, qui or-

ganise différenment la journée

scolaire. Les écoliers travaillent le

matin et se livrent l'après-midi, ou

une partie de l'après-midi, à des

activités sportives et culturelles, en

principe gratuites, prises sur le

temps extra-scolaire. lean-Paul

Delevoye, président de l'associa-

tion des maires de France et

membre du Cesare présentait,

mardi 1ª décembre à la presse, ce

travail qui couvre une période al-

lant de mai 1996 à juin 1998. Le

maire de Bapaume n'a pas dissi-

mulé les obstacles que rencontre

l'ARS, mais n'a pas non plus fait

mystère de prêcher pour cette

l'année 1998? En deux ans, le

nombre de sites est passé de quel-

ques dizaines à 230, engageant 394

communes, maioritairement de

Oue représente l'ARS à la fin de

nouvelle facon de faire l'école.

l'aventure.

M^{me} Royal a été assignée aux prud'hommes de Niort

Trois anciennes collaboratrices de la campagne législative de la ministre déléguée contestent avoir effectué du bénévolat

correspondance

La petite salle d'audience du conseil des prud'hommes de Niort connaît rarement de grandes affluences. Lundi 30 novembre, pourtant, on s'y pressait pour pouvoir disposer d'une des rares chaises présentes. Une classe scolaire était même venue assister aux échanges verbaux entre l'avocat de Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, et celui de trois anciennes salariés qui l'assignent devant cette juridiction.

Evelyne Pathouot est l'ancienne assistante parlementaire de la ministre. Francine Morin et Claude Fouchier étaient secrétaires. Elles semblent génées de se retrouver en première ligne, sous les flashes des photographes et sous l'œil des caméras de la télévision. Leur avocat M Jacques-André Grasseau, du barreau de Poitiers, est là pour les guider. Sur le banc d'en face, Me lean-Pierre Mignard defend la ministre, qui est retenue par un voyage officiel en Inde. Il attend les débats pour prouver son bon droit.

Les faits remontent au mois de mai 1997, au moment où le président de la République, Jacques Chirac, avait décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. La loi impose, dans ce cas, le licenciement des collaborateurs des députés. En cas de réélection, ils peuvent être rappelés. Mais, pour être réélu, il faut faire campagne. Et Sésolène Royal, candidate aux élections législatives dans le département des Deux-Sèvres. avait besoin de personnel. Son mandataire financier, Bernard Couturier, avait donc proposé aux trois femmes un contrat à durée déterminée.

« Il y avait cependant un problème de toille, explique l'avocat des trois femmes, Jacques-André Grasseau. A cette période, elles, étaient toutes les trois en préavis, nième si elles ne l'effectuaient pas. Et la loi autorise quelqu'un qui est dans cette situation à chercher un autre emploi. » Lorsque Bernard Coututier propose devant l'Urssaf des contrats - à durée déterminée - courant du 12 au 31 mai, durée de la campagne électorale, il se voit répondre que ce n'est pas possible, puisque les trois collaboratrices de Ségolène Royal sont en préavis.

La situation se complique après la réélection de la future ministre aux élections législatives, puis sa nomination au sein du gouvernement de Lionel Jospin. Ses trois collaboratrices continuent à travailler pour elle jusqu'à leur prise en charge totale par le suppléant du ministre, le nouveau député Jean-Pierre Marché, à partir de la mi-juillet. Mais, pendant deux mois, Evelyne Pathouot, Francine Morin et Claude Fouchier n'ont rien touché d'autre que leur préa-

Une classe scolaire est venue assister aux échanges entre les avocats

Si le ton reste courtois, les échanges sont vifs. « Ce n'était pas un véritable emploi, mais du bénévolot, clame Me Mignard. Elles savaient bien au'elles effectuaient le même travoil que leurs amies militantes pendant la campaene. » Sur leur banc, les trois femmes secouent la tête en signe de dénéga-

Leur avocat, lui, s'insurge. « Pour rattraper l'erreur, des membres du PS deux-sévriens ont même envoyé des chèques à Me Pathouot pour un total de 20 000 francs. Sans compter les 5000 donnés en liquide par M

Roval à ma cliente, somme que cette dernière a renvoyée. » Mº Mignard rétorque : * Mais il s'agissait là d'avances, de prets, pour aider M™ Pathouat, qui était en situation financière difficile.

Les débats ne parviendront pas à rapprocher les points de vue. Les trois plaignantes demandent au total 200 000 francs au ministre, dommages-intérêts compris. De leur côté, les avocats de Ségolène Royal réclament trois fois 15 000 francs aux trois anciennes collaboratrices. Tout se termine dans une légère cohue. caméras et appareils photo happant plaignantes et avocats. La décision, elle, sera connue le 18 janvier 1999.

PREFECTURE DE LA VENDEE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PROJET d'AMENAGEMENT d'un ECHANGEUR au LIEUDIT «LA BURGUINIERE» sur la COMMUNE d'OLONNE-SUR-MER

Un arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 a prescrit sur la commune d'Okonne-sur-Mer une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aroénagement cité ci-dessus. Cette enquête se déroulera pendant 33 jours consécutifs du 28 décembre 1998 au 29 janvier 1999 inclus.

Le siège de l'enquête sera situé à la mairie d'Olonne-sur-Mer où toute cor-condance telative à l'enquête pourra être adressée.

La Commission d'enquête désignée par le Président du tribunal administra-

tif de Nantes est composée de :
- M. Jean SOURISSEAU, ingénieur de l'Equipement en retraite, - M., Seniard CHEVAT, anaché d'administration en remaite;
- M. Bernard CHEVAT, anaché d'administration en remaite;
- M. Charles BISIANI, magistrat en remaite.

M. Roland FERRE, lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite a été dési-

gné comme commissaire-enquêteur supplé Le dossier d'enquête ainsi qu'un registre seront déposés à la mairie d'Olonne-sur-Mer du 28 décembre 1998 au 29 janvier 1999 inclus. Le public pourra y consulter le dossier d'enquête durant cette période aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie au public.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées sur le registre d'enquête en mairie d'Olonne-sur-Mer, ou adressées pur écrit à M. Jean SOURISSEAU, Président de la Commission d'enquête pour l'échangeur de La Burguinière en mairie d'Olonne-sur-Mer.

Le dossier pourra, en outre, être consulté, aux mêmes dutes à la mairie de Château-d'Olonne, des Sables-d'Olonne et de Saint-Mathurin.

Au moias un membre de la Commission d'enquête recevra en personne les

Au moins un membre de la Commission d'enquete recevobservations du public à la mairie d'Otonne-sur-Mer :

- le lundi 28 décembre 1998 de 14 heures à 17 heures :

- le mardi 5 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

- le jeudi 21 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

- le jeudi 21 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

- le vendredi 29 janvier 1999 de 14 heures à 17 heures ;

Le dossier d'enquête est accessible à la préfecture de La Vendée (Direction de la Réglementation et des Libertés publiques - le bureau), à la sous-préfecture des Sables-d'Olonne et à l'accueil de la Direction Départementale de l'Equipement de La Vendée à compter de la date de l'arrêté précisé.

Une copie du rapport relatant le déroulement de l'enquête et des conclusions motivées de la Commission d'enquête pourra être consultée à la mairie d'Olonné-sur-Mer, à la sous-préfecture des Sables-d'Olonne, ainsi qu'à la préfecture (DRLP - l' bureau) et pourra être communiquée à toute personne intéressée qui en fera la demande au Préfet de La Vendée.

L'aménagement des rythmes scolaires augmente, chez les enfants, le plaisir d'aller à l'école

En revanche, les résultats des cent huit mille écoliers concernés ne progressent pas

Dans un rapport rendu public, mardi 1º décembre, le comité d'évaluation et de suivi des aménagements des rythmes de l'enfant dresse un bilan mitigé de cette expérience qui concerne 230 écoles et 108 000 enfants. Les écollers transmenagements des rythmes de l'enfant dresse vaillent le matin et font des activités sportives un culturelles l'après-midi. Le plaisir d'aller à l'école se trouve renforcé mais les « performances scolaires » restent identiques.

SOCIÉTÉ

Des experiences eraient menées

REPARTITION DES ECOLES
PRATICULANT LES RYTHÉRES SOCIABLES
SELENLATABLE DES COMMUNES REPARTITION DES DE SCIENTIFIQUES 15 % LUDIQUES 8 % GRANDES MOYENNES CITOYENNES 2 % AUTRES 5 % CULTURELLES PETITES ET ARTISTIQUES

Les grandes villes ne sont guare concernées par l'aménagement des nytrimes. Les activités culturel sentent à elles deux plus des deux tiers des ectivités pratiquées.

sation, soit un coût annuel brut de l'ordre de 6,5 milliards.

Le rapport du Cesare s'attache tout d'abord à comprendre comment une telle expérimentation a été possible, en dehors de la volonté politique, déjà soulignée. Il la voit, selon l'expression d'Alain Vulbeau dans l'ouvrage, à paraître. Les Expérimentations sociales comme « le fruit de la décentralisation et des politiques territorialisées ». Des Zones d'éducation prioritaires, à la politique de la ville, en passant par l'émergence de politiques éducatives urbaines, l'ARS ne représente qu'une suite logique. Les rapporteurs estiment que l'ARS vient à point dans l'ère post-industrielle où les frontières se brouillent « entre temos domes-

petite taille. Neuf départements ne tique, temps de travail, de formasont pas concernés, principaletion, de loisits » ment parce qu'ils ont choisi la se-Pour autant, la démarche est holn maine de quatre jours (pas de d'être exempte de critiques : les. objectifs en sont flous (on ne sait cours le samedi matin). En augmentation de 9% par rapport à pas, par exemple, quelle place accorder à la réussite scolaire, ni ce 1997, le nombre d'enfants adentes qu'elle signifie vraiment)et de l'ARS, atteint aujourd'hui peuvent varier infiniment d'un site 108 402, sur plus de 6 millions d'écoliers. Son coût moyen est esà l'autre. Les buts affichés différent des buts implicites et divergent timé à 2607 francs par an et par entre les trois institutions concerenfant en phase expérimentale et à 1604 francs en cas de généralinées, éducation, jeunesse et sports.

collectivités locales. Trop souvent, les intervenants extérieurs et les enseignants se contentent de coexister. Les rapporteurs dénoncent également le danger de « 2apping » des enfants, dispersés dans des activités sans lien entre elles. Enfin, « les effets de l'ARS ne sont pas patents en ce qui concerne les performances scolaires ».

Réduction des incivilités et des actes de violence

S'en tenir à ces obstacles, serait, injustement noircir le tableau. Le Cesare a établi une liste d'effets bénéfiques tirés de l'ARS : cette expérimentation à pennis de faire évoluer les mentalités et a obligé chacun à réfléchir à son métier, souligne d'abord M. Delevoye. Ensuite, les enfants régiés sur ce nouveau rythme « dorment mieux » et retrouvent une appétence pour l'école ou la renforcent. La plupart des enfants apprécient les activités qui leur sont proposées et une majorité de parents sont favorables à

ces nouveaux rythmes. Les enfants de milieu modeste ont ainsi accès à des activités qu'ils n'auraient jamais pratiquées dans le cadre extra-scolaire. De nombreuses évaluations mettent également en exergue la réduction des incivilités. des actes de violence, meilleure écoute des autres, relation plus sereine à l'adulte. Guy Drut, initiateur du projet, a

weed to the

 $T_{i,j}^{-1} \leq 2^{i} \leq (a_{i,j}^{-1} a_{i,j}^{-1} a_{i,$

1.54

DOWN ON

 $\gamma = (\lambda_{ij}^{\dagger} \gamma_{ij})$

The way

a. Alakari ga

The state of the state of

or of Martin 675.

4. The (2.) 基

estimé que ce blian « très positif », méritait d'être pris en compte et l'a fait savoir au ministre de l'éducation, Claude Allègre, à l'Assemblée nationale, le 18 novembre. Bien que ce projet ne lui soit « pas antipathique », M. Allègre lui a répondu que l'absence de résultats scolaires le génait grandement: « figurez-vous, que pour moi, l'école ce n'est pas un jardin d'enfarts, c'est d'abord pour apprendre », a déclaré le ministre de l'éducation. C'est donc à l'inspection générale qu'il a demandé son propre bilan. Et puis, cette expérience, «je la trouve chère » a ajouté M. Allègre. «La charte de l'école du XXP siècle intégrera toutes les expériences», comme les contrats éducatifs locaux, a-t-il conclu.

Béatrice Gurrey

Cinq mille intervenants dans une situation de grande précarité

LE DISPOSITIF expérimental d'aménagement des rythmes scolaires (ARS) a-t-il été créateur d'emplois? S'appuyant notamment sur une enquête menée par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), le rapport du Comité d'évaluation et de suivi de l'aménagement des rythmes de l'enfant (Cesare) dresse un bilan des conditions d'embauche et de professionnalisation des quelque cinq mille intervenants recrutés par les municipalités pour initier les enfants aux nouvelles activités sportives et culturelles. Agés en movenne de trente-cina

ans, plus de la moitié des intervenants sont des femmes. En termes de formation, 60 % sont au moins titulaires du baccalauréat, près de la moitié ont un diplôme professionnel dans le domaine de l'animation et 15 % n'ont aucune formation aux métiers du sport, de la culture ou de l'animation.

Quel que soit leur parcours d'études, ils ont en grande majorité déjà acquis une expérience professionnelle auprès des enfants dans des centres de loisirs ou en milieu scolaire. Une fois recrutés, 30 % des intervenants encadrent une activité sportive, 40 % une activité culturelle ou artistique et environ 25 % assurent des fonctions non spécialisées d'« animateur généraliste » ou d'« accompagnateur ».

Mais ces nouveaux acteurs de l'école connaissent en grande majorité « une situation précaire en termes de temps de travail, de statut et de rémunération », souligne le rapport. Travaillant en moyenne neuf heures par semaine, pour un salaire horaire moyen brut compris entre 68 et 85 francs, leur activité ne correspond, selon le Cereq, qu'à des « bouts d'emplois » très éloignés du modèle « classique » de poste à temps plein.

tion. Mais peut-on à la fois prêner De plus, deux tiers des intervenants sont en contrat à durée déterminée et 15 % en contrats aidés (CES, contrat-emploi-ville). Alors, pour compléter ce revenu très partiel, la plupart ont dû rechercher d'autres employeurs « un peu à la manière des travailleurs indé-MOTIVÉS PAR LEUR TRAVAIL

tions précaires ne laisse pas d'interroger; certes, elle s'inscrit dans une tendance générale du marché du travail et correspond aux caracté-

ristiques de l'emploi dans l'anima-

la pérennité et la qualité des prestations dans l'intérêt des enfants et accepter que les activités professionnelles liées à leur éducation soient aussi peu légitimées et reconnues statutairement », s'inquiète le Cesare. D'ail eurs, bon nombre d'intervenants, pourtant motivés par leur travail, ont du mal à s'affirmer comme de véritables acteurs de l'école du fait de ce manque de reconnaissance sociale et institutionnelle.

Plus généralement, considère le Cereq, « l'ARS est révélateur de la nature des difficultés engendrées

paces professionnels dans la sphère publique et parapublique ». Etablissant un parallèle avec la création massive d'emplois-jeunes - eux aussi en attente d'un travail stable et de perspectives de carrière -, le Cereq estime que « l'enjeu est bien de faire évoluer les nouveaux espaces professionnels en termes de statut, de volume d'activité et de reconnaissance ». Sinon, prévient-il, « ces dispositifs publics seraient considérés au final comme un vivier de petits boulots ».

Sandrine Blanchard

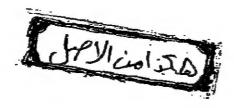


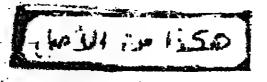
RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Traitement anti-chute au 2,4 DPO®

DIMINUE LA CHUTE DES CHEVEUX : en 6 semaines, 2 hommes sur 3 ont constaté son efficacité.*

*Etude auropéenne réalisée sur 394 hommes.





Des expériences d'unités de visites familiales seraient menées dans plusieurs prisons en 1999

Elles permettront aux détenus de rencontrer leurs familles sans la présence de surveillants

L'administration pénitentiaire aurait retenu trois sites-pilotes pour l'expérimentation des unités de visites familiales, qui devraient per-

hors la présence de surveillants pour des garde des sceaux, Elisabeth Guigou. L'expéripériodes de plusieurs heures, voire de plusieurs

mettre aux détenus de rencontrer leurs familles jours. Le choix ultime reviendra cependant au

LE DROIT à l'intimité des détemus progresse pas à pas. Lancé à la fin de l'année 1997 par l'administration pénitentiaire, le projet de création d'unités de visites familiales (UVF), ces petits appartements exempts de surveillance qui devraient permettre aux détenus de recevoir librement leurs familles (Le Monde du 5 décembre 1997), va faire l'objet d'une expérimentation dans quelques établissements pénitentiaires en 1999.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR AND STATE OF THE PARTY OF THE P

THE PROPERTY AND ADDRESS.

The state of the state of

建筑是一个工程

THE STATE OF THE

THE PARTY

The state of the state of

The State of State of

STATE OF THE STATE OF

the property of

T. Bath State Land

Marie Marie - -

等20亿,扩展的

the in the stage of the same.

THE HAR W.

Service and a

44.200

建物数学工程 100

12.53 18.00 mm - 1 mm - 1

THE TECHNOLOGIC

ment arriverd

4 DPO

LA SMIT DIS LITTLE

RES SE

. 23.3

L'administration pénitentiaire a retenu une vingtaine de sites pour cette expérience, dont, selon le quotidien Libération, les centres de détention de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime), d'Ecrouves (Meurthe-et-Moselle) et la maison centrale des femmes de Rennes

(IIIe-et-Vilaine). Cette liste devrait être prochainement soumise au garde des sceaux, Elisabeth Guigou, afin qu'elle arrête son choix. Longuement muri, ce projet

s'inspire d'un rapport rédigé en juin 1995, qui avait dressé un constat accablant de la misère affective et sexuelle régnant en pri--son. La durée très courte des parloirs - environ une demi-heure est particulièrement traumatisante pour les enfants, leur ôtant toute possibilité d'engager de véritables liens familiaux avec jeurs parents

VOYEURISME FORCÉ Les relations sexuelles étant interdites dans les prisons françaises, les détenus sont contraints de se li-

vrer, aux parloirs, à des relations clandestines avec leurs conjoints. Humiliante pour les prisonniers, cette situation est aussi dégradante pour le personnel, dont la mission de surveillance des parloirs s'apparente le plus souvent au voyeurisme forcé.

Afin de remédier à cette situation, l'administration pénitentiaire a donc décider d'instaurer « dans les établissements pénitentiaires, des lieux privatifs permettant à la famille dont l'un des membres est détenu de

Treize ans de réflexion

La réflexion sur les unités de visites familiales a commencé en 1985, avec un rapport de la commission architecture-prison remis au garde des sceaux de l'époque, Robert Badinter. Le document prônait la création de studios dans l'enceinte des prisons afin de permettre aux détenus de recevoir leur famille en denors de la surveillance du personnel. Cette idée a été expérimentée au centre de détention de Mauzac, mais l'expérience n'a duré que quelques mois en raison des réticences de l'administration péni-

En 1989, le rapport sur les surveillants de prison du député (PS) Gilbert Hormemalson incitals l'administration à « réfléchir, en concertation avec le personnel, qui maintien dans les établissements longues peines des relations affectives et sexuelles des détenus ». Trois ans plus tard, un groupe de travail de l'administration pénitentiaire sur les longues peines proposait la création d'espaces privatifs pour des visites familiales.

vivre intra-muros pendant un certain temps toutes les dimensions de la vie familiale, de la préparation de ses repas à un sommeil partagé en passant par des rapports amoureux ». Si « la possibilité des relations sexuelles n'est pas exclue, elle n'est pas au cœur du dispositif, dont l'objectif principal est le maintien des liens familiaux préexistants, dans un objectif de réinsertion ».

Conçus comme des espaces intermédiaires entre la prison et le milieu libre, les unités de visites familiales seront des petits appartements, équipés de chambres, d'un coin repas et de sanitaires. Leur accès devrait être proposé, « à tous les condamnés affectés en établissements pour peines, non bénéficiaires de sortie ou d'un autre aménagement de peine garantissant le maintien des liens familiaux ». Pour l'administration pénitentiaire, le projet destiné aux détenus condamnés à des longues peines ne doit pas concurrencer le dispositif de permissions de sortir.

tion des UVF soit acquis, toutes les modalités de l'expérience ne sont pas réglées. Quelles durées de visite seront accordées aux familles des détenus qui bénéficient du dispositif? Comment assurer la sécurité au sein des UVF, qui seront privés de surveillance directe? Quelles règles d'hygiène et d'alimentation adopter? Autant de questions que l'expérimentation dans quelques sites pilotes devralent permettre de résoudre, avant une éventuelle généralisation du dispositif à tous les établissements pour peines.

Bien que le principe de la créa-

M. Tapie conteste tout contact avec le président du FN en 1993 et 1994

Il poursuit en diffamation un ex-proche de M. Le Pen

que l'on puisse dire qu'il aurait rencontré Jean-Marie Le Pen au lendemain du premier tour des élections législatives de 1993 pour sceller sa victoire à Gardanne (Bouches-du-Rhône), ni qu'il se serait entendu avec lui avant leur débat télévisé de 1994. Il le dit, bouillonnant, lundi 30 novembre, à la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, où il poursuit en diffamation l'éditeur Hachette et Lorrain de Saint-Affrique, qui fut le conseiller de M. Le Pen pour la communication

de 1984 à 1994. Dans un livre d'entretiens, M. de Saint-Affrique affirmait que M. Tapie et M. Le Pen s'étaient rencontrés, qu'il y avait eu un accord pour Gardanne sur le maintien du candidat du FN et que des tracta-tions avaient précédé le débat télévisé de 1994. « Aucun de ces points n'est vrai », affirme M. Tapie. La rencontre? « Elle n'a iamais existé. Personne ne peut lustifier le contraire. Et Le Pen lui-même a nié. » Gardanne? « Tous les candidats qui avalent obtenu plus de 12,5 % se maintenaient au second tour. > Le débat ? « Comment peuton penser qu'il était truqué? Nous étions tributaires des questions du

journaliste!» Mais M. de Saint-Affrique maintient ses affirmations. Pour le débat de 1994, dit-il, des contacts avec Benoît Bartherotte, alors proche de M. Taple, ont eu lieu pour « poser la règle du jeu ». « Il fallait que ce débat existe, mais qu'il ne se déroule pas comme le précédent, en 1989 [NDLR : ou la discussion avait failli tourner au pugilat]. Il fallait que l'on voie cette fois Le Pen et Tapie faire de la politique.

BERNARD TAPIE ne veut pas J'ai accompagné deux jois Bartherotte chez Tapie dans son hôtel de la rue des Saints-Pères. Bernard Tapie était présent. » Selon M. de Saint-Affrique, il eut alors vent d'une rencontre entre M. Le Pen et M. Tapie en 1993. Ce que ce dernier lui aurait confirmé,

M. Bartherotte vient confirmer la présence de M. Tapie lors de l'un des entretiens de la rue des Saints-Pères avec M. de Saint-Affrique, tout en indiquant « n'être pas au courant » d'une rencontre directe en 1993 entre M. Tapie et

« Il fallait fixer les limites du débat, dit-il. Tous deux avaient le même type d'électorat populiste et populaire, des intérêts convergents - élargir leur assiette commune avant de la partager - et des intérêts opposés, mais ils n'avaient pas les mêmes convictions. Leur intérêt était de ne pas poser certaines questions. » L'un sur les « affaires » et pour l'autre sur le « détail ». « Y avait-il un accord? « demande la présidente Marle-Thérèse Feydeau. . Non. Mais, un intérêt commun à ne pas aborder ces questions. Ce sont des rôles convenus tout cela. .

Fustigeant cette opération de promotion commerciale », l'avocat de M. Tapie, Olivier Merlet, réclame la suppression des passages diffamatoires 200 (00 francs de dommages-intérèts, Jean-Yves Dupeux, pour les défendeurs, s'interrage, quant à lui, sur le point de savoir si, en droit, le falt de dire que M. Tapie a rencontré M. Le Pen relève bien de lugement le 18 janvier 1999.

Jean-Michel Dumay

Les expériences étrangères

 Canada, Expérimentées dès 1980, les « visites familiales privées » ont lieu dans un pavillon ou un mobil-home situé hors détention, sur le site pénitentiaire. La direction peut en accorder tous les deux mois, pour une durée de deux à soixante-douze heures. Menée dans sept établissements, dont une prison pour femmes, l'expérimentation a été étendue après une évaluation. En 1995, il existait quatre-vingts unités . réparties dans quarante-deux établissements au bénéfice d'environ cinq mille cinq cents

 Espagne. Le système du « vis-à-vis » prévoit une visite non surveillée d'une durée limitée à deux ou trois heures, qui se déroule dans une pièce composée d'un lit et de sanitaires. En raison

de la brièveté de la visite et de la configuration des lieux, ce déroulement de relations sexuelles qu'à de véritables rencontres familiales. Allieure. Le Danemark autorise des visites confugales

hebdomadaires d'une durée d'une heure et demie. La Finlande et la Norvège ont imaginé un système de congés conjugant. Les Pays-Bas ont mis en place des visites sans surveillance dans des locaux spéciaux, ainsi que dans les cellules des détenus. En Moldavie, des « hôtels pénitentiaires » permettent au détenu et à sa famille de passer plusieurs jours dans un secteur de l'établissement. En Israël, des parloirs intimes ont été aménagés

Thierry avait fait exploser une bombe pour convaincre sa femme de ne pas divorcer

dans quelques prisons.

de notre envoyé spécial C'est une histoire passionnelle singulière qui vaut à Thierry Serant, trente-six ans, de se retrouver de-



vant la cour d'assises du Rhone. Imai 30 novembre. pour une tentative d'assassinat. Le 12 novembre 1996, I

a fait exploser PROCÈS. une bombe artisanale devant l'immeuble où travaillait Sylvie, son épouse, afin de provoquer chez elle « un choc émotionnel ». Quelques mois plus tôt, Sylvie avait entamé une procédure de divorce et son mari espérait, grace à cet « attentat », l'amener à consulter un psy-chiatre avec le secret espoir qu'elle accepterait alors de reprendre la vie

Abandonné par sa mère biologique, Thierry Serant a été adopté à l'age de trois mois par un couple aisé, des catholiques pratiquants très attachés aux valeurs familiales, dont il est lui-même imprégné. Après une scolarité moyenne dans des intitutions prestigieuses (jésuites, maristes et chartreux), il lui faut cinq ans pour obtenir un DEUG de droit. Au bataillon des officiers de réserve de Saint-Cyr, qu'il intègre avant de faire son service national au 35 régiment d'artillerie parachutiste, il apprend la fabrication et le manie-

ment des explosifs. Lorsque Thierry Serant retrouve la vie civile, il devient attaché commercial dans une société de crédit à la consommation. C'est là qu'il rencontre sa firture épouse. « J'ai été séduit par son tempérament, c'était quelqu'un de très fantasque, avec un caractère qui portait à une certaine outrance, explique-t-il. Elle était très amoureuse, très tendre. J'ai trouvé en elle mon contraire. Je suis plutôt calme, rigide, manquant de fantoisie. » Pourtant, cette idylle naissante pose des problèmes de conscience à l'accusé : Sylvie est en instance de divorce, a déjà deux enfants et Thierry redoute que cette couple. « Il était parfois violent, nosituation soit mal perçue par ses pa-

Mais l'envie de fonder une famille est la plus forte. « Il m'a dit : "Ce ne sera pas un échec, car si c'est un échec, c'est que je me suis trompé sur ma femme et ça, je ne le supporterai pas", raconte Sylvie. On s'est installés dans notre appartement, ou plutôt, il s'est installé. Il avait mis ses photos ae paras dans la chambre, ses galons dans l'entrée. C'était son univers à lui, pas le cadre d'une vie de couple. » Le soir, quand Sylvie essaye de dormir, Thierry tapote pendant des heures sur son ordinateur installé dans la chambre et fume sans se soucier de son épouse.

« Il s'est engagé dans un processus de crescendo passionnel », déclare un expert

« J'avais déjà la perception que ce mariage était une erreur, nous n'avions pas suffisamment de points communs, affirme l'accusé. Je comptais sur mes parents pour me rappeler à la raison » Qualifié de « narcissique » par les experts, Thierry Serant assume rarement ses responsabilités. « Psycho-rigide, abrupt, ne supportant pas la contestation et les frustrations », il rencontre des problèmes dans sa vie professionnelle, mais il en fait toujours

porter la responsabilité aux autres. Quand son couple se désintègre, c'est forcément de la faute de Sylvie. « Elle me faisait des scènes sous des prétextes futiles, comme l'attribution des placards et des tiroirs, indique-til. Le lendemain, elle s'excusait de m'aimer si mal, c'était déstabilisant. Plus elle me faisait des scènes, plus j'y voyais un signe de détresse et plus je me sentais amoureux et responsable. » Car Thierry est convaincu que sa femme ne va pas bien. Pour tenter de recoller les morceaux, il lui suggère de suivre une thérapie de tamment sous l'emprise de l'alcool »,

Un jour de l'été 1993, il joue devant elle à la roulette russe. C'était, raconte-t-il, « pour provoquer un choc psychologique », car le couple se porte mai depuis la naissance de leur fille. Après une nouvelle altercation en février 1995, Sylvie a le nez procédure de divorce et quitte le domicile familial pendant trois mois. Thierry ne le supporte pas. Il est toujours persuadé que sa femme a besoin d'une psychothérapie pour que le couple retrouve enfin la sérénité. «Il a d'abord essayé de me récupérer, précise Sylvie. Après, toute la haine est ressortie. J'ai senti venir la

La jeune femme est alors harcelée: coups de fil anonymes, télécopies envoyées sur son lieu de travail, dégradation de son véhicule, fouille de son appartement. « Tout çu c'est du délire », conteste Thierry Serant. C'est pourtant après ce nouvel échec qu'il prépare son « attentat ». « Il s'est engagé dans un processus de crescendo passionnel, déclare un expert entendu par la cour d'assises. Il n'avait plus qu'une seule chose en tête : faire machine arrière dans le processus de dissolution familiale en cours car il ne voulait pas du di-

Paradoxalement, aucun des deux psychiatres qui l'examinent ne sentent de l'amour dans les propos que tient l'accusé. « C'est une histoire passionnelle, pas un amour passionnel. Sa fille comme son épouse ne sont que des éléments de décor », affirme l'un d'eux.

A sa marraine, Diane, la fille des époux Serant, a un jour confié son désarroi : . Je n'ai que six ans, comment veux-tu que je sache qui dit la vérité et qui ne la dit pas ? » Pouvaitil en être autrement avec ce couple curieux qui semble poursuivre en public de vieilles querelles inachevées? Comme si les faits reprochés à Thierry Serant n'étaient, au bout du compte, que le nouvel avatar d'une relation conflictuelle dont chacun a du mai à se sortir. Comme si la cour d'assises avait à juger d'un divorce, toujours pas prononcé, plutôt que d'une tentative d'assassinat.

Acacio Pereira



Marie Morgenthaler a un enfant. Elle veut lui consacrer beaucoup de temps et si possible moins aux corvées de repassage. Elle imagine qu'elle n'est pas la seule dans son cas. Elle crée "Histoire de fer" une boutique de repassage qui sera aussi une entreprise d'insertion. Quatte personnes ont déjà été engagées. La subvention accordée par la fondation VIVENDI permettra l'achat de matériel professionnel et d'un vehicule de livraison.

Vous avez un projet social utile ? Ecrivez-nous. Si votre demarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons comment aller plus loin

Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08

Les élus locaux s'agacent des contraintes imposés par le Parc de la Vanoise

Un projet d'interdiction du ski hors pistes dans le secteur protégé de l'Iseran a déclenché la grogne des représentants de Tarentaise et de Maurienne. Ceux-ci estiment que le ministère de l'environnement fait preuve d'« intégrisme » et va à l'encontre des intérêts de la population montagnarde

CHAMBERY

de notre correspondant Depuis plusieurs semaines, les relations entre les élus locaux et le Parc de la Vanoise (Savoie) - le plus ancien des parcs français créé en 1963 par l'État sur une zone de 53 000 hectares - sont à l'orage. Les premiers reprochent au second de bloquer plusieurs projets d'aménagement et s'en prennent directement au ministère de l'environnement, accusé de faire preuve d'« intégrisme » au détriment de l'intérêt des populations

Un projet d'arrêté interdisant le ski hors pistes - une pratique courante - dans 2 000 hectares du secteur de l'Iseran situé en zone centrale du parc, entre les stations de Val-d'Isère (haute Tarentaise) et Bonneval-sur-Arc (haute Maurienne), a notamment suscité une vaste levée de boucliers, contralgnant Michel Barnier, sénateur RPR et président du conseil générai de Savoie, à sortir de la prudente réserve qu'il avait observée jusque-là. Dans un courrier daté du 27 juillet, il alertait ainsi Dominique Voynet, ministre de l'envi-

du territoire, sur les conséquences d'une telle mesure, « véritable provocation » pour les élus locaux et les professionnels de la montagne, qui ne manquerait pas d'entraîner. « un phénomène de rejet du Parc national dont votre gouvernement prendra la responsabilité ».

Dans un geste d'apaisement, Mr Voynet a décidé, à la mi-octobre, de surseoir à ce projet d'arrété tout en annonçant la création d'un observatoire présidé par le préfet de Savoie, qui sera chargé d'étudier cet hiver les conséquences du ski sur le milieu naturel. Ce geste de bonne volonté n'a cependant pas été suffisant pour mettre un terme au malaise.

Depuis une dizaine d'années, les municipalités de Val-d'Isère et de Bonneval-sur-Arc recherchent le moven de relier leurs domaines sklables séparés par le Parc où tout équipement est interdit. Elles avaient cru trouver une solution satisfaisante en proposant la construction d'un tunnel emorunté par un funiculaire, dont le coût est estimé à 500 millions de francs. Mais le ministère de l'environnement a bloqué le projet au motif que la législation concernant le



Parc s'appliquait également au

Autre sujet de contentieux, l'implantation d'un système préventif de déclenchement d'avalanches (Gazex) sur la départementale 902 reliant les communes de Bessans

à de fréquentes coulées de neige. « Le département souhaite sécurises cette route. Le Parc s'oppose au Gazex sous prétexte qu'il fera peur aux chamois. Chaque fois que nous trauvans une solution à nos problèmes, on nous met des bâtons dans les roues », se plaint René Girard, vice-président (divers droite) du conseil général de Savoie, maire d'une petite commune de Haute Maurienne et membre du conseil d'administration du Parc.

« CONCEPTION INTÉGRISTE »

Le retour du loup, espèce protégée, ou encore la mise en œuvre de la procédure européenne Natura 2000 - qui prévoit la mise en place d'un réseau d'espaces à protéger – cristallisent également des oppositions contre le Parc, même si ce dernier n'en est pas à l'origine. Entre la zone centrale, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) et les arrêtés de blotope, les élus locaux considèrent en effet que leurs communes ont déjà sacrifié beaucoup à la protection de l'environnement. « On veut nous obliger à restreindre le pacage

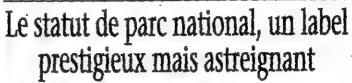
des troupeaux. On nous interdit de construire une digue de protection contre les crues du torrent de l'Arc. Et tout ça pour protéger des petites fleurs...», s'insurge un conseiller municipal de Bessans, affirmant que « jamais la population n'acceptero la présence du loup ».

La polémique est attisée par la Ligue savoisienne, un mouvement indépendantiste que vient de rejoindre Camille Chedai-Anglays actuel président du Parc national de la Vanoise, en fin de mandat. En compagnie du conseiller régional Patrice Abeille, président de La Ligue savoisienne, et désigné par la région Rhône-Alpes pour siéger au conseil d'administration du Parc, il multiplie les réunions publiques pour dénoncer «une conception intégriste de l'écologie » qui voudrait « chasser l'homme de son habitat et réserver la montagne

à la flore, la faune et au tourisme ». *Fal le sentiment que la tension actuelle est plutôt de nature politique. Certains milieux n'admettent pas les lois de l'Etat français et comme le Parc est un établissement public, il est de bon ton de le critiquer, réagit Emmanuel de Guillebon, directeur du Parc depuis

1993. Je trouve cela navrant. Le Parc a une mission fondamentale de protection. C'est un formidable atout pour les communes de Tarentaise et de Maurienne, mais également pour l'ensemble du département. »

De son côté, la section CFDT du Syndicat national de l'environnement trouve « affligeant » que Ja plupart des personnalités qui cri-tiquent l'établissement public appartiennent à son conseil d'administration. « Est-ce parce que l'une des principales raisons motivant la création du Parc fut la protection du bouquetin que cet organisme devient aujourd'hui le bouc émissaire de certains hommes politiques? », s'interroge-t-elle. Le conseil d'administration du Parc de la Vanoise, qui compte quarante membres dont dix représentants des collectivités territoriales, vient d'être totalement renouvelé et devrait élire son nouveau président le 15 décembre. Il aura la lourde tâche de tenter de ramener un peu de sérénité et de confiance envers une institution dont aucun élu savoyard ne se risque cependant à réclamer la suppression.



devrait compter dix parcs nationaux. Le premier ministre a annoncé, devant le congrès de l'Union internationale de conservation de la nature (UICN) à Fontainebleau (Seme-et-Marne), que trois nouvelles zones protégées verraient le jour avant l'an 2000 : en mer d'iroise (Finistère), en Corse et en Guyane (Le Monde du 6 novembre). A cette occasion, le premier ministre, Lionel Jospin, a appelé à une « intensification » de la politique de protection.

Annoncés depuis 1992, ces trois projets ont connu quelques difficultés à voir le jour. Si la perspective d'un label prestigieux peut séduire les élus, les contraintes inhérentes au statut ont néanmoins suscité des réticences.

LINATION HE TOUWISME

Ainsi les étus Iliens du Finistère ont-ils craint que le parc marin de la mer d'Iroise freine la pratique de la pêche. En Corse, les édiles out tardé à se mettre d'accord sur la charte de l'établissement. En Guyane, après avoir surmonté les inquiétudes des Amérindiens, les pouvoirs publics out di faire face à une motion hostile au parc national votée par le conseil régional et le conseil général. Mécontents du sort qui leur était réservé lors de la discussion sur l'avenir des DOM-TOM (Le Monde du 24 octobre), ces élus avaient décidé de bloquer le projet pourtant en dis-

cussion depuis 1975... Même les parcs nationaux installés dans le paysage, dont les plus anciens ont trente-cinq ans d'existence, sont encore l'objet de polémiques. En effet, ces zones protégées ge nèrent souvent un tourisme accru. qui menace des espèces fragiles et rares. Dans celui de la Vanoise. par exemple, les pratiques en vogue de randonnées en raquettes, de sid hors piste ou de déposes en hélicoptère sont monnaie courante. Le ministère de l'environnement tente donc de faire comprendre aux elus locaux que le tourisme doit être maîtrisé : « Quand on va dans les chambres royales de Versailles, on ne court pas avec des talons aiguilles », résume Jean-Pierre Raffin, conseiller technique de Dominique Voynet. Si les collectivités locales ne parviennent pas à résister à la pression économique, certaines mesures d'interdiction de fréquentation pourraient être

prises. Avant d'en arriver là, les conseils d'administration de ces établissements publics peuvent être des lieux de médiation et de dialogue. Quatre d'entre eux (Cévennes, Mercantour, Port-Cros et Vanoise) viennent d'être renouvelés. Les trois autres (Ecrins, Pyrénées occidentales et Guadeloupe) devraient suivre le mouvement début janvier 1999.

Sylvia Zappi

Le développement du rail en Suisse allégera le trafic routier transalpin

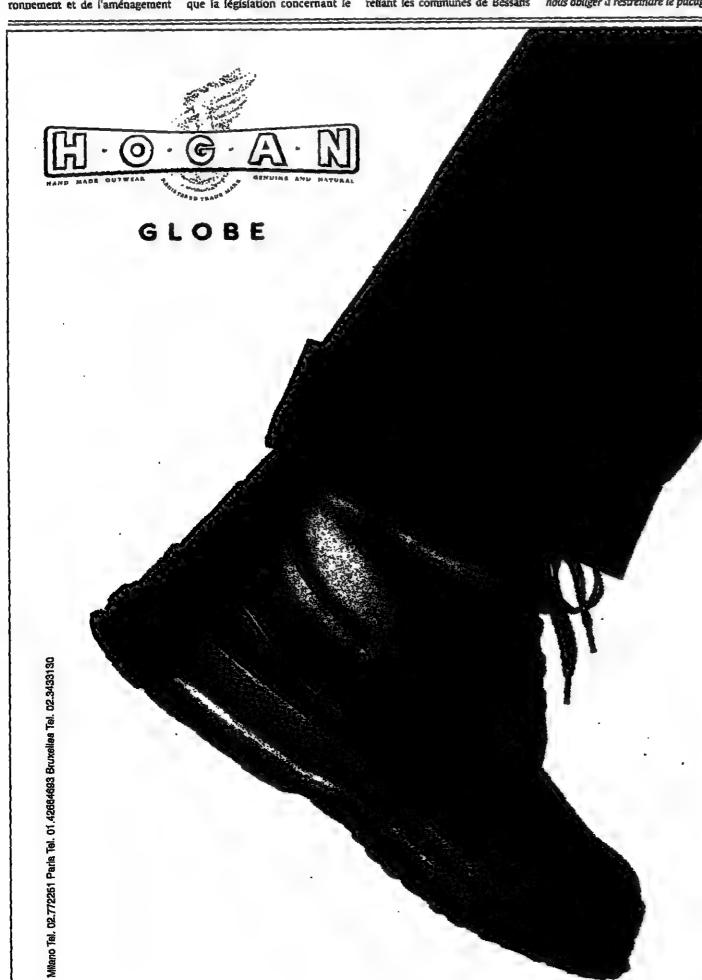
EN APPROUVANT, à 63,6 %, un plan de modernisation du rail d'un coût de 30,5 milliards de francs suisses, soit environ 124 milliards de francs (Le Monde du 1ª décembre) les Suisses ont, d'une certaine manière, validé l'analyse proposée dans un rapport sur « la politique française des transports terrestres dans les Alpes », rendu en mai, par Christian Brossier, président du Comité des directeurs de

transports (Le Monde du 30 mai). L'une des idées centrales de ce rapport, commandé par Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, consistait en effet à attendre l'évolution du contexte international - principalement en Suisse et en Autriche - avant d'entreprendre de nouveaux percements sous les Alpes. Et de tirer, d'ici là, le meilleur parti des équipements existants, tels que la liaison ferroviaire sous le Mont-Cenis et les tunnels routiers du Mont-Blanc et du Fréins.

Le résultat, prévisible, du référendum transalpin donne le feu vert à la mise en œuvre du « plan » de ferroutage suisse, qui vise à transférer sur le rail la totalité du trafic de transit routier. Cet ambitieux projet prévoit notamment le percement de deux tunnels, l'un de 57 km sous le Saint-Gothard - le plus long du monde et l'autre de 33 km sous le

Loestchberg. Les titanesques travaux à venir, correspondant à la création d'« autoroutes roulantes » capables d'offrir quelque 1,4 million de places par an aux camions - jusqu'à présent interdits de passage au delà de 28 tonnes -, devraient faciliter, d'ici dix ans, les liaisons ferroviaires entre le nord et le sud de l'Europe via la Suisse et, du même coup, considérablement alléger le trafic de transit sur les routes et autoroutes francaises.

Robert Belleret



CHEER PARKETS

12000 - 1000

1. Sec. 19.

151 1

- Taking is

🏶 es ser er e

1.450 -

Sec. 34.

 $\lambda_{k} \leq \mu_{k} \leq 1$

网络大海

Salar Salar

La Carrie

A Charles .

· Carrier and

Table . . .

 $2 \lfloor \tau_{2, \pm} \rfloor$

 $\{\tau_{M^{king}}\}_{1\leq i\leq k}$

Bargain.

September 1

S. Jan

(2) ye saye.

Rejete l'hypno de ses clie Dans un sur cette

T 5750 W

10 to 50 to 50

HORIZONS

1. VOYAGE EN HYPNOSE Une histoire à dormir debout

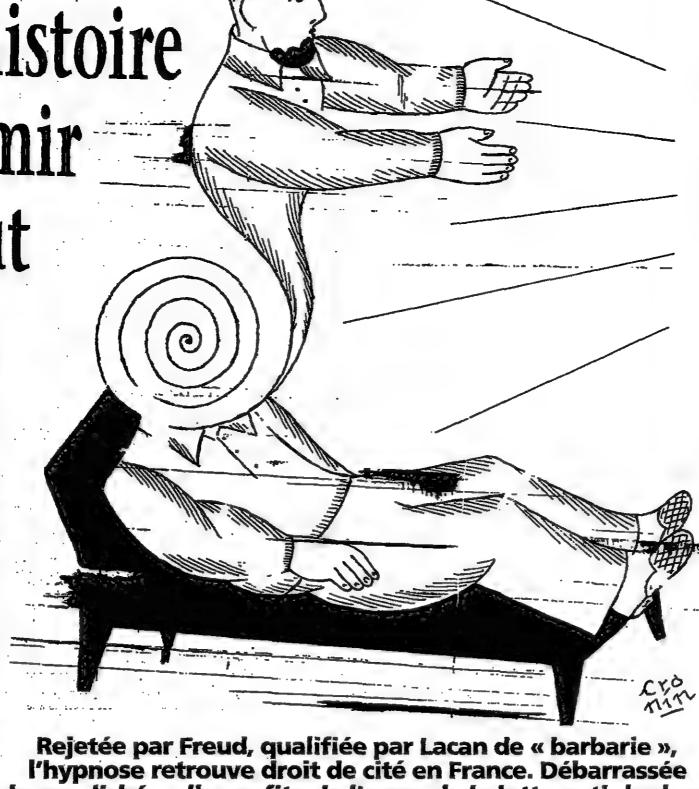
louse, à Caen, à Rouen et dans la région sienne, des hôpitaux : utilisent l'hypnose. Des maternités privé, psychiatres, psychologues. sexologues, dentistes, généralistes et jusqu'aux cardiologues se forment à la « nouvelle » technique. A Villepinte (Seine-Saint-Denis), le docteur Trocmé a appris l'hypnose pour préparer ses patients à la coronarographie. Il a ainsi considérablement réduit les troubles vagaux (chutes brutales de tension) et vient d'ouvrir une consultation anti-tabac.

Rien encore de très spectaculaire: 10 % des psychiatres français déclarent y recourir, pour la plupart occasionnellement, contre 60 % aux Etats-Unis. Et peu d'hôpitaux osent afficher une consultation spécialisée. L'hypnose se pratique mais rarement seule et toujours dans la discrétion. « Elle n'est pas admise culturellement en France. Depuis peu, elle prolifere et devient à la mode; mais ça nechange pas le rapport avec l'idéologie dominante », soupire François Roustang, I'un des rares grands psychanalystes lacaniens converti à l'hypnose et, de ce fait, exclu du cénacle. Mais, il y a dix ans, lorsque Léon Chertok, le plonnier, se bat-tait pour la réhabiliter, elle n'exis-tait pas. Aujourd'hui, les deux principaux instituts de formation refusent du monde et, les guérisons augmentant, la mode s'en mèle : on s'échange des adresses comme on donne celle d'un bon

C'est ainsi que l'infortunée reporter se retrouve, par un bel après-midi d'automne, face à une charmante hypnothérapeute, contrainte malgré elle de devenir acteur de sa propre enquête. Comment décrire un vécu par nature intransmissible? Comment raconter l'hypnose sans l'essayer? Rouletabille est dans l'état d'esprit du cochon d'Inde visitant l'Institut Pasteur, à qui on dérait : « Entrez dans cette cage, mon vieux, on va vous montrer nos méthodes! *

La cage, en l'occurrence, est un confortable fautenil de relaxation. Et la méthode des plus douces. L'hypnologue, tout en parlant, lui a délicatement saisi le poignet, et leve la main qui reste figée en l'air. Elle suggère que cette main si légère, si détendue, va se rapprocher du corps, et que, lorsqu'elle l'attendre tout la section de teindra, tout le corps sera à son tour détendu, léger. Et c'est exactement ce qui se passe. Le cobaye n'a pas perdu conscience, mais, à sa grande stupeur, il sent sa main se rapprocher insensiblement de sa poitrine, mue par une force inconnue. C'est hi et pas lui. Très vite, il flotte, confortable, charmé par la voix de la thérapeute qui l'encourage à se détendre, à chasser en expirant toutes les choses désagréables. Les bruits de fond ont disparu. Seules comptent la voix et cette bizarre impression de s'observer soi-même. Le corps semble doue d'esprit, et l'esprit, médusé, le regarde agir et répondre à sa place...

L'expérience est agréable, pas impressionnance pour un sou. Rien à voir avec les « Dormez, je le veux! » et autres catalepsies magiques des hypnotiseurs de foire. Rien à voir non plus avec la simple relaxation. L'hypnose est ailleurs, elle est « autre », ni sommeil ni veille normale. Qu'est-elle exactement? A vrai dire, on n'en sait rien.



de ses clichés, elle profite de l'essor de la lutte anti-douleur. Dans une enquête en deux volets, « Le Monde » revient sur cette méthode contestée par la science qui, cependant, soulage, soigne et parfois guérit les malades

Depuis deux cents ans, elle échappe à toute explication ration-

Est-elle, comme l'affirment les cliniciens, un état modifié de conscience, un « quatrième état » naturel, distinct du sommeil, du rêve et de la veille, une sorte de rêve lucide où la conscience se replie pour laisser parier l'inconscient? Ou, plus prosaiquement, comme l'assurent les chercheurs, le simple produit de la suggestion, une sorte de jeu de rôle où le patient se comporte comme il s'attend à se comporter? Entre l'hypnose et la suggestion, la frontière est ténue. Le débat existe depuis l'origine. Il n'est toujours pas

'HYPNOSE est probablement aussi vieille que I homme. « Elle s'insère dans une série d'expériences appartenant au potentiel psychologique humain, où les sociétés primitives ont greffé le surnaturel et le religieux », explique Jean-Michel Petot, professeur de psychologie clinique à l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine). La transe magique des sorciers, la méditation des chamans, ou l'extase mystique et les possessions diaboliques relevent, selon lui, du même phénomène. « En ce sens, l'hypnose est la mère de toutes les thérapies », affirme Thierry Melchior dans son

livre Créer le réel (Le Seuil). C'est en France, à la veille de la Révolution, que le phénomène hypnotique perd ses attributs surnaturels. Franz Anton Mesmer, médecin viennois installé à Paris en 1778; croit en l'existence d'un « fluide magnétique » et groupe ses patients autour d'un baquet rempli d'eau et de limaille de fer. Le « fluide », ou « magnétisme animal », en circulant, provoque des la suggestion, ne paraissent avoir

dont le malade est censé sortir guéri. L'expérience est interdite en 1784, après le rapport de deux commissions d'étude royales évoquant, déjà, la « simulation ». Mais, la même année, un disciple de Mesmer, le marquis de Puységur, découvre le « somnambulisme artifi-

ciel », véritable ancêtre de la transe

La théorie du « fluide » est abandonnée avec l'abbé Joseph de Paria et l'Anglais James Braid, qui montrent que les « passes magnétiques » ne sont pas nécessaires pour induire la transe, désormais assimilée à un « sommeil nerveux ». En 1843, Braid remplace le mot « magnétisme » par le terme

le grand Charcot défend la thèse inverse: l'hypnose, dit-il, est un état pathologique, différent de la veille comme du sommeil normal. Freud les met tous deux d'accord en enterrant l'hypnose.

C'est à Paris, auprès de Charcot, que le jeune Sigmund s'initie. Il s'agit alors d'une hypnose autoritaire, du type « Dormez ! », qui ne marche qu'avec moins d'un tiers des personnes, notamment les hystériques (qui somatisent leur anxiété). Frustré par ces maigres résultats et effrayé par la réaction d'une malade qui, au sortir d'une transe, lui a sauté au cou, Freud abandonne l'hypnose en 1896. Elle ne permet pas, dit-il, de « reconnaître

L'expérience est agréable, pas impressionnante pour un sou. Rien à voir avec les « Dormez, je le veux ! » et autres catalepsies magiques des hypnotiseurs de foire

« hypnotisme », forgé auparavant par le baron De Cuviliers à partir du grec hypnos (sommeil). L'assimilation de l'hypnose au sommeil durera longtemps - elle persiste d'ailleurs souvent, alors que l'imagerie médicale a prouvé qu'il n'en est

A la fin du XIX siècle, deux écoles se disputent la vérité sur l'hypnose, dans des termes étonnamment proches du débat actuel. A Nancy, Bernheim soutient que l'hypnose n'est qu'un sommeil naturel provoqué artificiellement par la suggestion. Dans certains cas, ajoute-t-il, les sujets, « trompés par

la résistance qui fait que le malade s'accroche à sa maladie ». Ce faisant, il découvre le transfert et fonde la psychanalyse.

Née de cette rupture, la psychanalyse est responsable du déclin de l'hypnose du début du siècle jusqu'aux armées 50 aux Etats-Unis, et jusque dans les années 80 en Europe. Outre-Atlantique, c'est la seconde guerre mondiale qui remet l'hypnose en selle. En 1943, un mobilisé sur dix est atteint d'un trouble mental. Les psychiatres militaires s'aperçoivent que la psychanalyse n'est d'aucune aide sur un champ de bataille et « dépsychiatrisent » les troubles. Nul becrises convulsives spectaculaires, que l'illusion du sommeil ». A Paris, soin de revenir à la petite enfance l'amnésie et la catalepsie, n'est pas

pour soulager immédiatement les traumatisés! L'hypnose, en revanche, est particulièrement efficace: 70 % des sujets traités peuvent être réintégrés dans les

Après la guerre, le gouvernement consacre 5 millions de dollars aux recherches sur l'hypnose, d'autant qu'avec la guerre froide se développe la hantise du « lavage de cerveau . C'est un mythe, mais il nourrit la recherche. Au début des années 60, un autre souci prend le relais : la santé mentale des plus démunis. Les « désaxés » du West Side n'ont pas les moyens de s'offrir une psychanalyse. Les psychologues et les travailleurs sociaux développent de nouvelles méthodes dites « brèves », qui s'attachent à guérir le symptôme en moins d'un an, plutôt qu'à en découvrir les causes profondes en plusieurs années: thérapies analytiques, comportementalistes, cognitivistes, familiales, analyse transactionnelle, etc. Pragmatiques. mesurables, elles démodent peu à peu la vieille psychanalyse, aujourd'hui quasiment abandonnée – moins de 1 % des thérapeutes américains la pratiquent encore. L'hypnose est revue et corrigée,

notamment par un psychothérapeute de génie, Milton Erickson. Finies les injonctions autoritaires et stéréotypées. La nouvelle hypnose est plus subtile, plus respectueuse du patient. Elle n'ordonne plus, elle suggère, elle accompagne. Chaque patient est différent et relève d'une approche spécifique; l'inconscient, loin d'être maléfique, recèle au contraire les ressources nécessaires à la guérison. Au thérapeute de le stimuler, d'adapter ses méthodes, de faire preuve de créativité. La transe profonde, caractérisée par

nécessaire. Une transe légère, voire une conversation dérivée, suffit souvent. « Un tiers du temps, je fais de l'hypnose : un tiers, le n'en fais pas ; le reste, je ne sais pas », disait Milton Erickson.

Chemin faisant, l'hypnose à perdu de sa spécificité. Tout le monde, à quelques rares exceptions près (paranolaques et psychotiques notamment), est desormais « hypnotisable - à un degré ou à un autre. Où finit la suggestion, où commence l'hypnose? Le débat reste ouvert. Presque tous les cliniciens penchent pour la thèse « étatiste . C'est un état naturel, que chacun expérimente tous les jours, expliquent-ils. « Quand je conduis ma voiture, partois je suis ailleurs. Je fais tout ce qu'il jaut, Je m'arrête, le ralentis. Et pourtant je suis dans un état de conscience très différent de celui d'un pilote de formule I », raconte Sami Tawil, qui dirige une unité d'hospitalisation dans le service de psychiatrie du professeur Ferreri à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris. L'enfant fasciné par son jeu, la foule bouche bée devant un spectacle, l'étourdi qui, plongé dans sa lecture, oublie sa station de métro, l'artiste absorbé dans sa création, vivent la même expé-

«L'esprit oscille tout le temps entre deux modes de fonctionnement, assure le docteur Dominique Megglé. Dans l'un. on est en prise avec l'action, dans l'autre, on décroche, on s'absorbe plus ou moins à l'intérieur. Selon certaines hypothèses, ces phases hypnotiques diurnes interviendraient toutes les 90 minutes, comme le sommeil paradoxal - le rève -, pendant la nuit. Elles permettraient d'engranger l'expérience faite. »

OUR passer de la phase hypnotique courante à la transe le clinicien quide le transe, le clinicien guide le patient jusqu'au point où l'inconscient prend les rênes. « Notre travail consiste à aller plus loin, là où se trouve la créativité », dit le docteur Jean-Marc Benhaïem, qui a recours à cette pratique auprès de fumeurs. «L'hypnose gomme le moi, l'inconscient est à nu e, renchérit le docteur Tawil. A l'appui de la thèse « étatiste », des expériences montrent que certains sujets, particulièrement doués, présentent des stigmates à l'issue de la transe : si on leur a suggéré une brûlure, ils

ont des cloques sur la peau... Face aux praticiens, la plupart des chercheurs, sociologues, ethnologues, doutent. « Tout est dans la suggestion, assure le docteur Bouhassira, neurologue. Elle permet de modifier un rythme cardiaque, la pression artérielle, la température corporelle et surtout la sensation de douleur. Un soldat blessé continue de courir. » « li n'y a pas d'état specifique, ajoute Irving Kirsch, professeur de psychologie à l'université du Connecticut. Les gens expérimentent ce qu'ils attendent d'expérimenter. l'hypnose est une méthode honnête et sûre pour engager le mécanisme psychologique qui est responsable de l'effet placebo. »

Le fait est que, malgré de nombreuses recherches, il n'a jamais été possible de mesurer une modification de l'activité du cerveau liée à l'« état » hypnotique. Plus troublant : les études évaluant l'efficacité de plusieurs thérapies brèves tendent à prouver que seule agit la suggestion, utilisée de façon plus ou moins ouverte dans toutes, et que la technique importe moins que le talent du médecin...

Au cours d'une expérience, on a înjecté un produit à deux groupes de témoins. Le premier groupe a été prévenu que le produit apaiserait son état neurovégétatif. Pas l'autre. Tous ont été placés dans une situation stressante. Les premiers sont restés très calmes, tous les autres ont fait une crise d'angoisse. « L'état de conscience modifié répond à l'idée qu'on s'en fait, explique Jean-Michel Petot. Mais savoir s'il existe ou non dans l'hypnose est une auestion très artificielle. On n'a pas démontré qu'il existe sous une forme mesurable, mais c'est une expérience humaine particulière, qui a sa spécificité, comme beaucoup d'autres. » L'hypnose garde son mystère. Pourtant elle guérit. Comment? On commence à le sa-

> Véronique Maurus Dessin! Brian Cronin

Prochain article: Les chemins de la guérison

ment du raif en lais the routier transact

100

-

教制 3447 一元的

 $\sigma_{ij} = (f_{ij}, f_{ij})$

 $\mathcal{A}_{\Delta} = \mathbb{N}_{\mathcal{A}^{(n)}}$

grå Svigtyrere

 $f_{\mathcal{E}}^{(i)}(\omega)_{i}/\omega =$

200

Nymatris - I

 $\mathcal{A}_{\mathcal{F}} = \mathcal{F}_{\mathcal{F}} = \mathcal{F}_{\mathcal{F}}$

74. "

ما فوجيدي

 $\rightarrow + -\chi^{-1}.$

A 100 100

a. . . .

Les économistes et le PACS

par Hervé Defalvard

écrit au sujet du Pacte civil de solidarité (PACS). Nous ne connaissons pas encore la forme définitive qu'il prendra. De beaucoup de points de vue différents, la forme sociale de relation à l'autre qu'il institue par contrat a été considérée. Toutefois, en dépit d'un examen sous toutes ses coutures, l'un des aspects du PACS est

Pour le repérer et en dévoiler l'extrème importance, nous aurons recours à un dialogue entre deux économistes. Ces derniers ne s'occupent-ils pas, depuis Adam Smith au moins, du lien social tel qu'il résulte de l'accord entre des personnes? Malgré cette bonne raison de faire appel aux économistes, certains pourraient s'étonner qu'ils puissent nous apprendre quelque chose du PACS et de ses enjeux : ce serait là un sujet en dehors de jeur champ de compé-

Ce serait oublier deux choses. D'une part, que depuis plusieurs décennies, les économistes traitent avec leurs outils de l'économie de la famille et du mariage, dans le sillage des travaux de Gary Stanley Becker, qui lui valurent le Prix Nobel d'économie en 1992. D'autre part, que le PACS lui-même est un projet en partie motivé par des problèmes tristement économiques, relatifs à l'allocation des biens entre les per-

Soit l'économiste 1. Il est individualiste au sens où, pour lui, l'accord entre les personnes relève de contrats non contraignants tels que chacun reste entièrement libre de son engagement à tout moment, agissant de manière unilatérale et selon son intérêt. L'économiste 1 place donc ses travaux au sein du programme de mie 1994), où l'accord entre les personnes est rendu par le

CHEZ

VOTRE

EAUCOUP a déjà été des personnes, étant données les décisions des autres, n'a pas intérêt à modifier unilatéralement sa propre décision.

En face de l'économiste 1, l'économiste 2. Lui est un économiste holiste: pour lui, à l'inverse du premier, l'accord entre les personnes relève de contrats appelés « contraignants » dans la mesure où leur réalisation repose sur une autorité. De telle sorte que les parties ne sont plus entièrement libres de le suivre selon leur bon plaisir. Le dialogue qui va s'engager entre eux est déséquilibré puisque l'économiste 1 a la force du nombre avec lui alors que l'économiste 2 appartient à une espèce en vole de disparition.

L'autre, quel qu'il soit, devient un objet jetable

L'économiste 1 engage sans attendre la discussion sur le PACS, sachant qu'il tient là un sujet favorable à ses thèses. Interrogeant l'économiste 2, il lui demande quel est, selon lui, le concept d'accord approprié afin de rendre compte de la relation d'un couple ayant signé un PACS. L'économiste 2 concède sans difficulté que nous avons là un cas de contrat non contraignant puisque le contrat peut être résilié de manière unilatérale par l'une des parties. Il admet qu'il est tout à fait justifié d'appliquer le concept d'équilibre de Nash pour de telles relations contractuelles. Pour luimême, l'économiste 2 se demande ajors si l'économiste individualiste doit cette victoire au fait que son modèle, très largement diffusé, a fini par modeler la gramme de Nash est plus réaliste que le sien puisqu'il s'applique à

et de l'œuf, il s'adresse à son tour à l'économiste 1.

Certes, si tout couple ayant signé un PACS sera nécessairement à l'équilibre de Nash, il lui demande alors si tout équilibre de Nash est optimal socialement s'il est toujours la meilleure situation pour les personnes prises ensemble. L'économiste 1. sachant que l'univers walrasien (dans lequel tout équilibre était un optimum social) est derrière lui, répond que, dans de nombreux cas, l'équilibre de Nash est sous-opti-

Poussant à son terme le raisonnement, l'économiste 1 anticipe alors que les couples n'ayant accès qu'au PACS, du fait de son aspect non contraignant, auront beaucoup plus de chance de connaître un état sous-optimal, de « sous-bonheur » si l'on veut, que ceux qui ont accès à des contrats contraignants, dont la réalisation se réfère à une autorité (qu'elle soit laïque ou religieuse est ici secondaire).

Devant ce retournement qui transforme la victoire de l'économiste 1 en une sorte de victoire à la Pyrthus, l'économiste 2 confie que, pour sa part, fidèle à sa philosophie, il ne signera jamais de PACS, que la personne avec laquelle il vive soit une sœur ou un frère, un homme ou une femme. Car la qualité de l'autre est somme toute hien secondaire par rapport à l'enjeu de savoir si l'autre peut être réductible à un obiet ietable, comme en l'état le prévoit le PACS, faute de référer le contrat à une autorité. Il regrette alors que, les économistes individualistes l'ayant revé, le présent gouvernement ouvre l'époque des contrats non contraignants, laissés aux seuls intérêts des parties et où l'autre, quel qu'il soit, devient un objet jetable.

Hervé Defalvard est éconol'université de Marne-la-Vailée.

Abolir la justice sans appel

par Charles Libman

fonctionnaires de justice, légendaire dans notre pays, cherche une nouvelle victoire facile dans « l'enterrement » de la réforme instaurant une possibilité d'appel pour les décisions de cour d'assises. En la matière, pourtant, le souci de modernité ne falsait que rejoindre l'appétit d'équité et le simple bon sens. Toute décision de justice - de la simple contravention au délit susceptible d'entraîner une lourde condamnation en correctionnelle peut aujourd'hui être examinée en appel et confirmée ou infirmée par d'autres juges que ceux qui ont examiné le dossier en première Il y a là plus instance. Une exception pour le moins paradoxale veut que, pour

d'assises ait à la fois le premier et un reste de barbarie ce qui concerne les crimes, la cour le dernier mot. Il y a là plus qu'un archaïsme : un reste de barbarie. La réflexion avait progressé sur ce point ces dernières années, notamment après qu'une commission présidée par Jean-François

Deniau eut fourni des pistes de réforme, approfondies dans un avant-projet du garde des sceaux. Le gouvernement suivant et la chancellerie avaient ensuite examiné la possibilité de légiférer sur ce projet mais l'ordre des priorités est sans cesse modifié. Les «immobilistes » utilisent en outre, pour freiner le changement, des arguments de nature fort dis-

Lorsque les obstacles financiers et les moyens matériels sont mis en avant pour refuser un progrès nécessaire, le procédé est à la fois on ne peut plus classique et certainement légitime.

Quand, en revanche, d'éminentes plumes de la maeistrature évoquent le caractère circonstanciel - voire passionnel - d'une telle réforme (votre page Débats du m'insurger. Dès 1974, alors que la peine de mort n'avait pas été

CONCESSIONNAIRE

E conservatisme des tice impossible, je réclamais cette réforme. l'en ai rappelé à nouveau l'impérieux besoin dans un ouvrage publié en 1996. On m'accordera - ainsi qu'à tous les citoyens qui luttent pour une justice de pays civilisé - que cette continuité dans la démarche n'a pas grandchose à voir avec l'immeur du mo-

> La cour d'assises a à la fois le premier et le dernier mot. qu'un archaisme:

Il y a plus grave. Le conservatisme judiciaire se veut aujourd'hui protecteur du citoyen contre, en substance, l'alliance des avocats et des journalistes créant «le spectre de l'erreur ». Il n'est pas de dessein plus manipulatoire, en vérité, que celui qui consiste à agiter le spectre du complot. Comme si les avocats et les jour-

rations fermées sur elles-mêmes et épargnées par les oppositions d'intérêt. Les premiers défendent des clients et des causes qui sont tout pour eux, Les seconds informent des citoyens et, le cas échéant, dénoncent des injustices. Si certains dossiers sont dès le départ empoisonnés par le soupçon et les accusations univoques, ce n'est certainement pas à cause des défenseurs. Mais bien plutôt en raison des informations qui « filtrent » des milieux de l'enquête, du parquet et de l'instruction. Veut-on que quelqu'un présenté comme coupable dès sa mise en examen puis pendant des années n'ait qu'une seule occasion celle de son unique procès, souvent peu serein - pour s'adresser à la société qui va l'envoyer à la nuit d'une longue détention? Continuera-t-on à affirmer que les personnes susceptibles d'être jugées le plus sévèrement doivent l'être aussi le plus sommairement? Si c'est cette triste image de la justice que l'on souhaite maintenir, il faut le dire sans faux-

nalistes représentaient des corpo-

Charles Libman est avocat.

AU COURRIER DU « MONDE » LE CNRS FACE AUX MANDARINS

La composition du Consell national de la science qui a été nommé récemment paraît pour le moins étonnante. A côté de huit membres étrangers et de sept personnalités représentant la recherche industrielle ou appliquée, on trouve onze professeurs du Collège de France ou des universités, un seul directeur de recherche au CNRS et aucum chercheur de l'In-

tionale se fait du rapport de leurs valeurs scientifiques respectives.

Ce biais illustre parfaitement les intentions du ministre en ce qui concerne la subordination de la recherche à la hiérarchie universitaire et nous ramène à l'époque d'avant-guerre. N'oublions pas que le CNRS a été créé par un gouvernement de gauche pour permettre à des scientifiques brillants, tel Frédéric Joliot-Curie, à des « juifs aliemands », à d'autres « métèques » et à des femmes de travailler pour la France maigré

OPEL



Les Sal se raid sur la reducti du tem

 $(\mathcal{A}_{\mathcal{A}})^{*}$

de trav plus er de pati s'engai dans ce demari avec re

> Mos CECC

35 heures: les salariés se crispent, les entreprises s'adaptent

la koi du 19 mai 1998 *s*ur les 35 heures est le symbole de la volonté du SUT a gouvernement de Lionel Jospin de vouloir pese: sur le cours économique des choses, au nom de l'intérêt général. De l'issue de ce chantier dépendent non seulement la solidité de la majorité « plurielle » mais aussi la démonstration de l'utilité de la démocratie. Le chômage est la principale préoccupation de nos compatriotes, depuis vingt-cinq ans. Or l'échec des différentes alterpances à le réduire et l'idée dominante dans l'opinion que les politiques, de droite comme de gauche, sont similaires fondent la fracture entre les Français et leurs représentants. Marque de l'exception française, les électeurs ont continué à voter lors des dernières élections législatives en ayant d'abord en tête, pour 75 % d'entre eux, « l'emploi » (sondage CSA sortie des urnes, 27 mai 1997).

Dans l'idée de réduction du temps de travail (RTT) demeurent, bien sûr, la réminiscence de la baisse continue du temps de travail, du XIX siècle (84 heures) aux 40 heures de 1936 et aux 39 heures en 1982, et l'attrait de la conquête du temps libéré. « Avec le progrès technologique et les gains de productivité, il est normal que les gens travaillent moins », acquiescent 72 % des Français (sondage CSA, 3-4 octobre 1997). Mais nos compatriotes retiement d'abord, dans « l'idée d'aménager et de rédutre le temps de travail », les « emplois qui poutront être créés » (54 %). « Le temps libre ainsi dégagé pour sa vie personnelle » et les « réorganisations du travail dans l'entreprise » sont relativisés (18 % et 20 %) (sondage CSA, 23-24 octobre 1998). Le « travailler tous » devance fortement le « travailler mieux » et le « travailler moins ».

Cela explique comment, dans un pays au sein duquel 6,9 millions de personnes sont, seion une étude du Commissariat général au Plan, touchées par le sous-emploi. es Français approuvent (à 49 % contre 41 %) la loi, avec une date- ans, les cadres administratifs et autoir en l'an 2000 pour la mise en commerciaux, ceux du commerce, travail, les cadres optent pour des

Les salariés se raidissent réduction du temps de travail. De plus en plus de patrons s'engagent dans cette démarche avec réserve



Gérard Courtois Jérôme Jaffré .

place des 35 heures par semaine (sondage CSA, 23-24 octobre 1998). Les moins de cinquante ans. les salariés, les chômeurs, les sympathisants de gauche et les écologistes y sont les plus favorables.

Or, si le principe de la RTT est majoritairement approuvé, les 35 heures ne font pas partie des priorités de nos compatriotes. Si les salariés estiment à 70 % qu'il est possible de constater « des avancées significatives en matière de réduction du temps de travail à 35 heures », ce thème n'arrive qu'au huitième rang de leurs attentes à l'égard des syndicats (sondage CSA, 4-5 octobre 1998), et en huitième position des priorités assignées par les Français au gouvernement (sondage CSA, 28-29 août 1998). Cette contradiction entre accord de principe et faible investissement personnel tient sans doute à ce que l'objectif attendu de création d'emplois semble obéré par l'hostilité du Medef (ex-CNPF), l'attitude des cadres et les divergences des syndicats. Qu'il s'agisse de la réduction du temps de travail à 35 heures avec compensation salariale ou sans, une majorité des Français (51 % et 47 %) ne croit pas à son « efficacité pour créer des emplois ». Avec une perception d'un jeu social à somme nuile, les Français ne sont pas prêts à lâcher la proie de la fiche de paie pour l'ombre de la création d'emplois.

Les préoccupations des salariés européens LE SALAIRE LE TEMPS LE MAINTIEN DE L'EMPLOI DE TRAVAIL ALLEMAGNE - ITALIE ESPACNE FRANCE

Dans l'arbitrage actuel entre RTT et salaire, 42 % des Français (et 48 % des salariés) conditionnent leur adhésion aux 35 heures par le maintien du salaire, 30 % (et 34 % des salariés) s'y déclarent favorables qu'il y ait ou non compensation salariale, et 6% (et 3% des salariés) s'y déclarent favorables mais sous condition de réduction de salaire. Enfin, 14 % sont opposés à la réduction du temps de travail quelles qu'en soient les modalités salariales (sondage CSA, 23-24 octobre 1998). Les salariés du secteur public se montrent plus favorables à la RTT et plus polarisés par le maintien du salaire que ceux du secteur privé. Une majorité absolue de salarlés gagnant

moins de 7 500 francs par mois et d'ouvriers veulent les 35 heures sans réduction de salaire. Ceux qui sont favorables à la RTT avec ou sans compensation salariale en espèrent, à 64 %, la création d'emplois: ils sont prets à gagner moins s'ils ont l'assurance du travailler tous >.

Dans un contexte où, en 1997, le salariat n'a jamais fait aussi peu greve depuis cinquante ans (322 840 journées, hors fonction publique, soit - 21 % par rapport à 1996), les réticences des cadres et l'hostilité du patronat fragilisent l'appropriation par les salariés de la RTT. Les cadres des entreprises privées se déclarent à 54 % hostiles au principe de « la loi avec date-butoir en l'an 2000 » (sondage CSA, 27-28 Janvier 1998). Leur résistance provient d'abord de leur anticipation qu'ils travailleront autant qu'aulourd'hui (soit 45 heures en moyennes, et que la mise en place des 35 heures « ra rendre plus difficile l'organisation de leur travail » (60 % contre 39 %). Enfin, l'encadrement estime que les 35 heures ne sont « pas compatibles avec l'exercice de responsabilités » (54 % contre 43 %). Fragilisés, comme nous le révèlent les études qualitatives, par le poids des contraintes financières de court terme sur leur métier, par la concurrence des techniciens supérieurs, et surtout par le constat que leur implication personnelle ne les met pas à l'abri des licenciements, les cadres perçoivent dans les 35 heures un risque de remise

treprise, le contenu de la RTT. Le Medef, critique pour la « rupture des négociations sur la RTT à 35 heures » à l'issue du sommet de Matignon (46 % contre 28 %) (sondage CSA, 23-24 octobre 1998), suscite la defiance de 58 % des Français et de 62 % des salariés pour l'avenir de la RTT. Elle est similaire lorsque l'on questionne les Français sur « la confiance dans les entreprises » (sondage CSA, 29-30 septembre 1997), vocable moins stigmatisant que celui d'organisations patronales ». En vis-à-vis, les syndicats de salariés recueillent la confiance de 46 % des Français et de 50 % des salariés (contre respectivement 44 % et 41 % d'avis contraires dans ces catégories) pour « l'avenir de la RTT à 35 heures ». Les partisans de la RTT sont une majorité absolue à leur faire conflance. C'est également le cas des moins de trente-cinq ans, des employés et ouvriers, de ceux qui gagnent moins de 20 000 francs par mois, des sympathisants de gauche, notamment communistes, mais aussi Depuis le sommet de Matignon les accords signés dans la métal-

Restent comme vecteurs des

35 heures les partenaires sociaux,

patronat et syndicats, invités par

la loi à définir, par la voie des né-

gociations par branche ou par en-

lurgie et les industries sucrières -détournant l'esprit de la loi (la creation d'emplois) ou baissant les salaires - ont crispé les attitudes. En l'espace d'un an, les Français sont plus nombreux à vouloir la RTT sans baisse de sa laire (+ 13 points); ils sont aussi moins nombreux à accepter une baisse de salaire (- 7 points).

OGIQUEMENT, la confiance envers les organisations patronales ou syndicales diminue (-5 et -9 points), alors que celle à l'égard du gouvernement augmente, passant de 49 % à 52 %. Est ainsi renvové au gouvernement le soin de trouver le bon éaullibre entre le souhaitable et le possible, et à la loi le soln d'étendre le champ de ce dernier. Reste qu'existent des levlers, a priori sous-estimés par les salariés en cause de leur statut, spécifique mais que révèlent les études qualitatives en entreprise : le mandatement syndical, le retour du législateur lors de la seconde loi et l'effet de la RTT sur l'amélioration des conditions et de l'organisation du travail, et la redéfinition d'un projet commun.

« Experimentation hasardeuse ». disait Jacques Chirac à propos des 35 heures. Les Français semblent savoir gré au gouvernement d'expérimenter là où le président de la République a semblé abandonner le combat contre la « fracture soclale » six mois après son élection en 1995. Hasardeuse? Au chef du gouvernement de faire la démonstration dans l'Hexagone et auprès de ses collègues européens que le hasard rejoint la nécessité démocratique.

Stéphane Rozès directeur de CSA Opinion

Pour en savoir plus

 Négocier la réduction du temps de travail, de Michel Miné. Edition de l'Atelier, 1998. Dans la mouvance de la CGT. • Du bon usage des 35 heures, de Nicole Notat, Editions du Seuil,

CFDT. • L'euro et les 35 heures ou la compétitivité des entreprises en question, d'Ernest-Antoine Seillière, Editions Forum du futur, 1998. Dans la mouvance du

1998. Dans la mouvance de la

Medef. • La réduction du temps de travail, de Dominique Taddéi. Documentation française, 1997. • 35 heures, le double piège, de Pierre Larrouturou, Editions Belfond, 1998.

• « Le défi des 35 heures ». Le Monde, Dossiers et Documents,

Le cadre, la pointeuse et le portable

vaii nécessite, dans un par mier temps, de le maîtri-de pouvoir le compter. ÉDUIRE le temps de tra-La coutume sociale a voulu que la non-soumission au temps et à la pointeuse soit le signe distinctif du cadre par rapport à l'exécution. Travailler beaucoup est ainsi devenu le signe de son utilité pour l'entreprise. Or le cadre non dirigeant, soumis aux mêmes règles de droit du travail que le noncadre, travallie en moyenne 45 heures par semaine, 36 % travaillant même plus de 45 heures. Les hommes, les plus de cinquante

des transports et ceux des petites entreprises sont les plus occupés.

Ceux qui travaillent le plus sont les plus opposés aux 35 heures. 62 % des cadres ne croient pas à une réduction, pour eux, du temps de travail, et 30 % pensent que la réduction du temps de travail (RTT) leur permettra de travailler entre 35 et 45 heures. Plus on croit à une RTT pour soi, plus on y est favorable. Les dimensions idéologiques ne sont pas absentes. Les sympathisants de la CFDT et de la CGT y croient. Ceux de la CGC et, dans une moindre mesure, de FO n'y croient pas.

A l'heure du portable et du télé-

formules de récupération libérant des plages de vie plutôt que des heures de travail.

Ils souhaitent les congés payés supplémentaires (26 %), la demijournée gagnée dans la semaine (20 %) ou la journée tous les quinze jours (17%), voire le compte épargne temps (15 %), plutôt que l'heure gagnée le soir (11 %) ou le matin (4 %).

Les hommes utiliseront d'abord le temps libéré pour leurs loistrs personnels (65 %), alors que les femmes le consacreront d'abord à la vie familiale. Les pesanteurs ont aussi la vie dure dans la vie privée.

S. R. à notre pays.

Le fossé se creuse entre les moyennes et les grandes entreprises

UR le plan des principes, les trois quarts des chefs d'en-treprise demeurent hostiles ala loi sur les 35 heures, mais, ons les faits, une proportion coissante s'adapte à la nouvelle donne et commence à négocier. L panel des chefs d'entreprise Uine Nouvelle/Sofres, qui porte sy le secteur industriel, permet debien suivre l'évolution des attitutes, les mêmes chefs d'entreprie étant interrogés d'une vague à fautre.

in peut ainsi classer les chefs d'entreprise en trois catégories, sebn leurs réponses de septenbre : ceux qui ont déjà engagé desnégociations sur les 35 heures (185 de l'échantillon), ceux qui diset vouloir le faire bientôt (206) et ceux qui déclarent ne pasl'envisager avant d'y être containts par la future loi (59 %).

L'entrée dans le processus des 35 hures est étroitement liée à la taille des entreprises : 57 % des entreprises de plus de 200 salariés déclaent avoir engagé des négociations ou envisager de le faire. Entre 0 et 200 salariés, la proportion et de 51 %. En dessous de 50 salciés, elle est de 34 %. Même dans le entreprises de 10 à 20 salariés, ion concernées par la datebutoir le l'an 2000, le tiers des patrons atemogés sont déjà entrés

dans me phase active. Deu facteurs jouent dans le décleichement du processus. Tout dabord, le jugement des patrons ur la situation de leur entrepris: 43 % de ceux qui l'estiment a amélioration sont entrés ou voit entrer dans la négociation, ontre 33 % de ceux qui la des actions de leur entreprise.

jugent détériorée. En deuxième lieu, l'appréciation portée sur la politique économique et fiscale du gouvernement n'est pas sans influencer la prise de décision. Les chefs d'entreprise les plus critiques ne sont que 34 % à engager ou envisager le processus de néeociation, les moins critiques sont en revanche 48 % à le faire.

Sur leur vision des 35 heures, les réponses des chefs d'entre-

CONTRE A HÉSITANTS

prise évoluent selon la façon dont lis intègrent le processus de négoque l'augmentation de leur masse ciation. Pour ceux - toulours majoritaires, rappelons-le - qui s'y refusent, les 35 heures vont « beaucoup » pénaliset leur activité (62 % le ressentent ainsi) ; 29 % pensent qu'ils seront conduits à supprimer des emplois, 48 % qu'ils devront développer le travail temporaire, 38 % les heures supplémentaires et 29 % les délo-

les électeurs de droite prêts à accepter les 35 heures ? ENSEMBLE **ACTIFS DE LA** ACTIFS DROITE MODÉRÉE DE GAUCHE **DES ACTIFS**

POUR

Invités à dire s'ils accepteraient les 35 heures dans leur entreprise en échange de la flexibilité et d'une moindre augmentation de salaire dans les années à venir, 45 % des actifs, interrogés par la Sofres, répondent oui aux deux conditions posées, 35 % à une seule (en général, la flexibilité) et 20 % à aucune des deux. La surprise vient du fait que les électeurs de droite ont une opinion à peine différente des électeurs de gauche : 44 % se montrent franchement favorables aux 35 heures.

A la vérité, le clivage est moins politique que social : les cadres supé rieurs se montreut favorables à 69 %, les professions intermédiaires (les anciens cadres moyens) à 53 %. En revanche, les employés ne le sont qu'à 41 % et les ouvriers à 40 %. Enfin, les partisans des 35 heures se montrent les plus disposés au développement de l'actionnariat populaire, prêts en majorité à échanger des augmentations de salaire contre

salariale sera supérieure à cinq points.

Parmi les chefs d'entreprise qui envisagent des négociations mais ne les ont pas encore ouvertes, les craintes sont déjà moins répandues. Certes, ils sont encore 50 % qui s'attendent que leur activité soit « beaucoup » pénalisée, mais seulement 5 % à penser devoir supprimer des emplois et 39 % à fixer l'augmentation de la masse salariale à plus de cinq points. Comme conséquences pour la vie de l'entreprise, ils mettent en avant sa réorganisation (à 64 %) et le développement de la flexibilité

Quant aux chefs d'entreprise engagés dans la négociation, ils citent volontiers une flexibilité accrue (à 80 %), l'accroissement de la productivité (à 54 %), de la durée d'utilisation des équipements (à 46 %) et même un climat social meilleur (à 24 %). En revanche, 61 % d'entre eux avouent que les 35 heures n'auront pas d'effets sur la vie professionnelle de leurs

Tout serait-il donc rose dès lors que les chefs d'entreprise, surmontant leurs craintes, démontrent leur capacité d'adaptation et de récupération? En réalité, parmi les chefs d'entreprise engagés dans la négociation, 57 % déclarent que les 35 heures n'auront aucun effet sur l'emploi, 37 % que leur activité sera « beaucoup » pénalisée (ils n'étaient que 28 % à le penser en juin), et 43 % évaluent à plus de cinq points le surcoût de leur masse salariale.

Au surplus, les 35 heures présentent l'inconvénient d'accentuer le fossé entre, d'une part, les petites et les movennes entreprises (de 10 à 50 salariés) et, d'autre part, les grandes. Parmi celles déjà engagées dans les négociations ou qui envisagent de le faire, les différences sont significatives. Les entreprises moyennes craignent beaucoup plus que les grandes d'être fortement pénalisées (48 % contre 36 %) : elles s'inquiètent davantage du surcoût de la masse salariale (48 % l'évaluent à plus de cinq points contre 38 % des grandes); elles n'accordent aucun effet particulier aux cadres (à 73 %), alors qu'une grande entreprise sur deux engagée dans la négociation s'apprête à rechercher des modalités particulières pour cette catégorie. Enfin, au cours de ces demiers mois, l'inquiétude des grandes entreprises demeure stable (autour du tiers), alors que celle des petites et movennes s'accroît : de 37 % en juin à 48 % en septembre.

Beaucoup d'entreprises s'accommodent des 35 heures en échange de davantage de flexibilité et de productivité, mais elles envisagent peu d'embaucher pour autant (seules 22 % citent les aides de l'Etat pour les embauches) et voient dans le surcoût de leurs charges salariales une véritable bombe à retardement si la conjoncture économique venait à se retourner.

> Jérôme Jaffré directeur du Centre d'études et de connaissances nº 268, 1998. sur l'opinion publique (Cecop)

Building the

Sair Car yeller

ministration is

والمداوية تابن المعاق

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

Le sida, plus que jamais

rable progression de la pandémie, le rituel de la journée mondiale contre le sida est important. Sans elle, se soucierait-on, au moins une fois l'an, des conséquences dramatiques de l'infection par le virus du sida, le VIH, en particulier dans les pays en voie de développement? Audelà du sentiment d'angoisse provoqué par la lecture des données publiées par Onusida, comment ne pas observer, de la part des pays les plus riches de la planète, une certaine gêne à constater qu'à mesure que la situation s'améliore chez eux elle ne fait qu'empirer en Afrique et en Asie ? Cette année, sur les six millions de personnes qui ont contracté le virus, 95 % vivent dans des pays en voie de développement. Et le pire est à venir.

Ainsi que l'explique Onusida, « l'épidémie de sida est encore en pleine gestation : le nombre de décès augmente chaque année [2,5 millions de personnes sont mortes des suites du sida en 1998) et 16 000 personnes viennent chaque jour grossir les rangs des séropositifs ». Dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et du Sud Est - les plus touchés par l'infection -, on commence seulement maintenant, vingt ans après le début de la pandémie, à en mesurer les répercussions démographiques et économiques. Dans les neuf pays d'Afrique les plus touchés ceux où la population adulte aminée représente plus de sauitaires et

E serait-ce que pour ans. « Jamais, déclarent les rappeler l'inexo- ponsables d'Onusida, le : ponsables d'Onusida, le sida n'avait représenté un aussi grand

péril pour le développement, » A cette situation, s'ajoute un paradoxe dramatique : à mesure que recule la pandémie dans les pays industrialisés, la mobilisation et les moyens mis à la disposition de tous ceux - chercheurs, médecins et militants associatifs - qui luttent contre la maladie diminue. Cette constatation vaut aussi bien dans l'industrie pharmaceutique que dans la plupart des grands instituts de recherche où la mise au point tant de nouveaux médicaments que de vaccins efficaces contre le sida n'est plus considérée comme une véritable prio-

Comme si une nouvelle fois s'appliquait la règle non écrite seion laquelle ce n'est pas tant le nombre de malades concernés par une maladie qui détermine une priorité en matière de recherche, mais plutôt le niveau de solvabilité des patients qui en sont ou qui en seront atteints.

La communauté internationale ferait bien de se méfier de tels raisonnements. A trop considérer la rentabilité des programmes de recherche, elle oubile que cette pandémie aura forcément des répercussions économiques et financières pour les pays créditeurs. L'heure n'est plus aux « initiatives-gadgets » et aux beaux discours : faute d'une réelle remobilisation, il y a fort à craindre que l'on assiste, du fait du sida, à la naissance de véritables pôles d'instabilité 10% de la population totale-, quelques-unes des régions les l'espérance de vie a reculé de dix plus sensibles de la planète.

> Le Monde est achte par la SA LE MONDE dent du directoire, directour de la publication : Jean-Marie Color ctoire : Jean-Marie Colombadi ; Dominique Alduy, directour pé Noci-Jean Bergerwer, directour général adjoint Directeur de la réduction : Edwy Plenei

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Farencia, Pierre Georg Directeur arissique : Pominique Roynette Sacrétains général de la rédaction : Alain Fourd Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Israelswicz (Esparious et onabser

Laurent Greitsunger (Supplement an enhant petauan); Michel Kajinan (Débait); Boucher (International); Partick Jamait (France); Franck Nouclu (Socrete); Claire Blandin (Erocques Buot) (Autourd'hull); Josyane Savigneau (Culture); Christian Hassal (Socretarial de rédact Pétalacteur es their sechnique : Erle Alan

Mediateur: Robert Solé Directeur executif : Enc l'allous : directeur délègne : Anne Chauss her de la direction : Alain Rollat : directeur des relations unernationales : Daniel Vertici Partenurum audionisuels : Bertrand Le Gendre Consell de surveillance : Alam Mins, président ; Michel Noblecourt, rue-pré

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Mery (1944-1948), Jacques Parcet (1969-1962), rens (1982-1985), André Foreaune (1965-1991), Jacques Lesoume (19

Le Monde est edite par la SA Le Monde
Dunée de la sociéte : ceré are à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Societé avrile Les Redacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des parsonnels du Monde,
Association Hubert-Beuné-Mery, Sociéte anonyme des fectaurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investeseurs,
Le Monde Presse, lènd Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernand Participation

IL y A 50 ANS, DANS Se Monde

Retour de la fantaisie pour les sacs

toutes les tentations, des étrennes, des surprises et des cadeaux. Cette année, les accessoires se sont renouvelés au point de capter tous les désirs feminins. Le « coup de cœur » vous guette au coin de cette rue du Faubourg-Saint-Honoré où chaque boutique suggère de nouvelles et irrésistibles tentations!

Le sac a les honneurs de l'actualité. Pendant trop d'années, la pénurie des matières premières nous avait vouées à un unique réticule spacieux et utilitaire sans élégance. Il n'est pas d'accessoire plus féminin qu'un sac, et il se doit, plus qu'aucun autre, d'être placé sous le signe du caprice et de la fantai-

Les formes ovalisées triomphent de toutes les autres. Plus de bandoulières naturellement, mais des poignées tressées, torsadées, dra-

DÉCEMBRE est le mois de pées avec un art infini. Pour le matin, voici revenus les reptiles. Le crocodile luisant, le lézard cendré, tous les box doux et moelleux dans des tons délicats : gold, bordeaux chauds comme des bourgognes, verts aux luisances de sapins... Les fermoirs dorés cèdent la place à d'autres recouverts de cuir, plus sportifs et plus adaptés aux élégances matinales.

Voici l'après-midi avec ses mille tentations: aumonières d'antilope, réticules d'inspiration Directoire et Empire, rectangles, losanges, ovales de suede veloutés. Tous sont ornés de fermoirs ciselés comme des bijoux. Pour le soir, satins et moires, brochés et lamés, chatoient, miroitent, scintillent, reflètent les étincelles des lumières auxquelles ils ont été dédiés.

> E. de Semont (2 décembre 1948.)

CeMonde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

A qui la faute?

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« IL N'Y A PLUS DE MORALITÉ! » Tel est le lieu commun offert, avec l'entrée dans le troisième millénaire, par les camelots de la modernité.

Rien de moins vrai! Si le prochain siècle doit être féru de quelque chose, ce n'est pas de religion, mais plutôt de jugement moral, ou mieux: de suites judiciaires. Les records de barbarie du siècle écoulé, la mondialisation des crimes politiques et des jurisprudences pénales, ont entraîné nombre de procès à retardement et une sainte horreur de l'impunité. Il ne se passe plus de jour que les opi-nions publiques de la planète ne soient saisies de repentances, de délibérés et de recours à valeur universelle. Tant de guerres et de massacres, à qui la faute? Qui punir? Qui absoudre? Dans quels délais? On n'avait pas prévu qu'informatique rimerait à ce point avec casuistique l

En un seul week-end (le dernier de novembre), il nous a fallu décider en notre âme et conscience d'une bonne douzaine d'affaires cruciales, dont celles-ci : dans quels délais et proportions remboursera-t-on les biens dont les nazis ont spolié les juifs il y a cinquante-cinq ans? Pinochet doit-il répondre de ses crimes d'il y a un quart de siècle? En Espagne, chez lui, ou nulle part et jamais? Les dictateurs salués sabre au clair sur les perrons de notre République jouiront-ils longtemps du privilège d'immunité accordé à qui n'a pas tini de nuire? Mettre en doute l'honnéteté d'un président défunt, est-ce un droit, pour un expremier ministre, ou une simple faute de goût? A quelle hauteur de responsabilité dans l'Etat est-il loisible de considérer comme

« broutilles » des dissimulations fiscales qui vaudralent enquêtes et redressements au

contribuable de base? Plus généralement, chacun de nous a été sommé de trancher, avant les tribunaux euxmêmes, si le droit des victimes de poursuivre les bourreaux prime ou non cehri des bourreaux de négocier une retraite paisible avec des successeurs de meilleure réputation; si c'est une dérive coupable, ou un caprice légitime, de suspendre un temps la démocratie, ou de faire passer avant le service du pays la jouissance personnelle de régner, comme l'a institutionnalisé en France une sorte d'érotique hédoniste du pouvoir?

A ces interrogations de philosophie politique s'en ajoutent de tous ordres, dites « de société»: la famille, était-ce si bien que cela? Etre élevé par un père et une mère domuant ensemble et ne s'engueulant pas, ne serait-ce pas du dernier ringard? Faut-il se métier d'élus homosexuels, de maires ayant changé de sexe ? Doit-on refouler les émigrés ou accueilfir « toute » la misère du monde ? Achever les mourants? Faire don de ses organes?... Sans parier des appeis continuels à notre bon cœur, qui nous obligent à trier entre les causes déchirantes dont on nous fait quotidiennement témoins ?

Allons plus join: « Sommes-nous coupables de qui nous aimons, de qui nous sommes? » Les confesseurs audiovisuels font mine de découvrir la question, mais elle n'est pas d'hier. Elle hantait déjà Racine, comme nous l'a fait oublier la « modernisation » des programmes scolaires; et avant lui, Euripide. S'agissait-il de la même cuipabilité ? Tandis que des dirigeants

peu recommandables sillonnalent la capitale, sirènes huriantes, et que les ondes sollicitaient à tout propos un sens moral prétendument aboli, notre heliéniste nationale, Jacqueline de Romilly, invitait des amoureux de Racine à comparer les aveux de la Phèdre antique et ceux de la Phèdre du Grand Siècle !

A. The state of the state of

1000

A Section

100

4000

2% - 15

- -

The second

 $\psi_{1,2} g_{3,3,3,p}$

Section 1999

Les laborat

La scène est passée inaperçue, dans une discrétion de catacombe, quelque part au fond de l'Institut. La leçon n'en était que plus intense. Vive l'explication de texte, si bêtement décriée! L'étude comparée de queiques répliques des deux tragédies répandait des clartés essentielles sur l'histoire des interdits et de la mauvaise conscience. Du désir trouble de rejoindre un être qu'on s'imagine hors d'atteinte, l'attention glissait vers le sort de certains sens et de certains sons à traveis les siècles, au travail qu'une langue opère surellemême, modèle de ce à quoi devraient tendre

Ce bonheur d'approfondir la vie des concepts et des sentiments, seul l'autorise l'apprentissage des langues anciennes. Les lespousables décidés à supprimer cette plus-value du plaisir à vivre sont si conscients du tott commis qu'ils s'y prennent en douce, en jurint leurs grands dieux qu'il n'en sera rien. Modernité, que de crimes en tou nom...!

A qui la faute? Il faudra bien qu'un jour soient instruites les plaintes de ces autres victimes encore à naître, plaintes émises en considération du futur - et pon du passé, comme on tente de le faire croire. Priver les lycéens du prochain siècle de la jubilation d'approcher ce qui sépare et rapproche Racine d'Euripide, cela devrait relever ou forfait imprescriptible.

L'ange des casseurs par Ronald Searle



M. Chirac se protège en défendant M. Dumas

Suite de la première page

Mais, à l'inverse des mitterrandistes, qui clament l'innocence de l'un des leurs, les barons du RPR se gardent de contester le bienfondé de la mise en cause d'un adversaire de toujours, et plus encore d'engager le moindre débat moral. Ils se concentrent sur une préoccupation d'ordre institutionnel, que l'on pourrait résumer ainsi : aucune personnalité, même investie d'une haute responsabilité publique, ne doit être contrainte à la démission par le soupçon judi-

Pour expliquer cet empressement chiraquien, il serait vain de rechercher une connivence cachée, voire un pacte secret. Il ne semble pas exister, entre lacques Chirac et Roland Dumas, ces affinités subtiles qui se dessinent parfois, au fil des affrontements politiques, entre combattants d'expérience. Pour comprendre le soutien dont l'Elysée gratifie le président du Conseil constitutionnel, il faut chercher au-delà des relations personnelles, sans doute

même au-delà du dossier judiciaire dans lequel se débat

L'inquiétude grandissante éprouvée par l'entourage du chef de l'Etat, également hanté par la menace des juges, est la clé de cette attitude inattendue. Tout se passe comme si M. Chirac, en défendant l'ancien ministre de son prédécesseur, cherchalt d'abord à se préserver lui-même. Aucun document, aucune note setrète ne reflète cette crainte inavouée. Mais les témoignages et confidences abondent, qui permettent de comprendre comment, au fil de l'enquête menée par un juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, sur le financement du RPR, l'hypothèse s'est peu à peu fait jour d'une mise en cause directe du président de la République, en tant qu'ancien chef du parti gaulliste et ancien maire de Paris.

Longtemps tenu à l'écart des nombreuses procédures judiciaires concernant la gestion de la capitale - qu'il a dirigée de 1977 à 1995 - et le parti qu'il a fondé en 1976, M. Chirac a pu redouter, au printemps, d'apparaître en première ligne après la déposition du trésorier historique du RPR, Robert Galley. Ce dernier avait mis en avant, devant le juge, les e grands efforts d'imagination » qui lui avaient été demandés par le futur président, au titre de leurs « rapports privilégiés », pour paliter « la misère financière du mouveces déclarations avaient été prononcées le 22 avril, soit une semaine avant la mise en examen de M. Dumas. Elles furent suivies par une série de confidences devant des avocats et des magistrats, prêtées au juge Desmure. d'où il ressortait que celui-ci n'hésiterait pas à remonter « jusqu'aux sommets » si son enquête l'exigeait, et qu'il ne se sentait lié par aucune inviolabilité présidentielle. A en croire certains familiers du pouvoir chiraquien, ces propos rapportés ont contribué aux inquiétudes de l'Elysée devant la perspective d'une mise en examen d'Alain Juppé, au point que plu-sieurs collaborateurs du chef de l'Etat se sont alors mobilisés pour tenter d'endiguer les progrès de l'enquête: après l'ancien premier ministre, le juge ne risquait-il pas

Publiées par Le Monde le 5 mai.

Depuis, M. Juppé a effective ment été mis en examen, et les

de s'attaquer au président ?

RÉGRESSION ÉTHIQUE

spéculations se sont poursuivies en haut lieu sur les intentions du juge Desmure, dont la procédure est suspendue à une requête en annulation que l'Elysée a suivie de fort près. Replacée dans ce contexte, l'invocation insistante de la « présomption d'innocence » par le chef de l'Etat et ses porte-parole autorisés paraît relever davantage de la prévention d'une menace que de l'affirmation d'un principe. Si le pire - la mise en cause personnelle du président de la Répu-

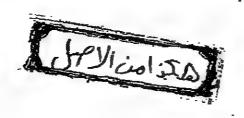
blique - devait un jour se poduire, M. Chirac pourrait ansi invoquer le précédent de M. Dumas pour se maintenr à

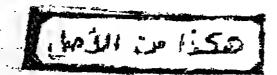
l'Elysée. Quel qu'en soit le fondemen, la tolérance publiquement consutie au président du Conseil consitutionnel par le président à la République ne peut qu'apparêtre comme le signe de l'abandonie la règle jusqu'ici en vigueur, elon laquelle un ministre mis enexamen doit impérativement se démettre. Une règle approvée par l'actuel chef de l'Etat, quiavait déclaré, lors du premier consell des ministres du gouvernment Juppé, le 20 mai 1995, que dans un esprit de rigueur et d'eximplarité, tout membre du gouvernment mis en examen (devrait) dén sionner immédiatement ». Plus qu'aucun autre responsable polique n'avait osé le faire avait lui, M. Séguin, dimanche, a d'illeurs assumé ce revirement en renant ses distances avec la patique imposée par Pierre Bérgovoy, puis Edouard Balladur, Il qualifiant de « choix politique plutôt

que de règle éthique. Si cette tendance de ait se confirmer, l'affaire Dumasen plus des nombreuses question qu'elle suscite sur la compromision des intérêts publics sous l'influence de comportements privés, jourrait constituer un tournant enmatière de déontologie politique, une

régression éthique:

Hervé Gategno





ENTREPRISES

FUSION Jean-René Fourtou, président de Rhône-Poulenc, et Jürgen Dormann, président du directoire de Hoechst, ont annoncé, mardi 1º décembre, leur intention de fusionner

As adentie Bangais,

M. St. Marine

A STATE OF THE STA

-

图

清澈 第章 20 20 42

Finance As by Branch C. Barber, ...

Brighton Co.

Complete Total を発展的 また。こ

the best of a second of Park Bushing

يو په چاد سايونون پيالموا پرونون

神神神神神神神神 かい

THE THE STATE OF THE STATE OF

THE GALL

The later All control

The state of the same of the s

A Comment

The state of the s

THE PROPERTY OF THE

Barriora Corre

127 JANE 1811

AREC BODGE

Belleville Street

と 神楽な 作事など

and the second

Post of the

Comment of

المراجع المستراطة المايهانية

Company Section

when the other

المراجع فالمسواء العوا

Flore Sections

Apple 1992 Office

All Sand Marie Control

A Second

100 Per 100 Pe

ginangan m

AND THE PARTY

المستحدث والمستحددة

Section Section

the state of the state of

10 may - 10 mg

中 安安 一大

44 10 15 5 3 TV

2.2.35.20

 $\operatorname{Constant}(X_{i}^{n}(X_{i}^{n}),X_{i}^{n}(X_{i}^{n}),X_{i}^{n}(X_{i}^{n})) \leq C_{i}^{n}(X_{i}^{n}(X_{i}^{n}),X_{i}^{n}(X_{i}^{n}),X_{i}^{n}(X_{i}^{n}),X_{i}^{n}(X_{i}^{n}))$

ीर्त तम्लाक्ष्य स्टेबर्ट

-er- 1877-12 The second of the second pur Renalds

The state of the s

नेहास्कृत्यः । ज्ञान

leurs activités de sciences de la vie dans une nouvelle entité. • LES DEUX GROUPES détiendront chacun 50 % de cette nouvelle entreprise de droit français, qui s'appellera Aven-

tis, et dont le siège sera à Strasbourg. • CE NOUVEAU GÉANT, dont le budget de recherche sera le premier de son secteur, occupera le deuxième rang mondial des sciences

de la vie derrière le suisse Novartis. Il sera aussi numéro deux de la pharmacie de prescription, derrière l'américain Merck, et numéro un de la protection des cultures. ● LE RAP-

PROCHEMENT se réalisera en deux étapes pour aboutir dans trois ans à une fusion complète. D'ici là, les deux groupes devront avoir vendu leurs activités dans la chimie.

Rhône-Poulenc et Hoechst créent un leader mondial de la pharmacie

Le groupe français et son partenaire allemand donnent naissance à une société commune, Aventis. Celle-ci est appelée à devenir le numéro deux mondial des sciences de la vie (pharmacie, santé animale et végétale), derrière le suisse Novartis

SYMBOLE oblige, Jean-René Fourtou et Jürgen Dormann, respectivement président de Rhône-Poulenc et président du directoire de Hoechst, ont choisi le 1ª décembre pour annoncer la naissance d'Aventis, leur filiale commune, en plein sommet fran-co-allemand de Potsdam. « Notre volonté est de créer une entreprise nouvelle, de culture européenne et d'ambition mondiale capable de profiter des grandes opportunités offertes par les sciences de la vie au XXF siècle », affirment-ils en chœur Réunis dans Aventis, Francais et Allemands se hissent au numéro deux mondial des sciences de la vie derrière le suisse Novartis.

Détenue à parité par les deux groupes, la nouvelle société de droit français a son siège à Strasbourg. Aventis emploiera 95 000 salariés, réalisera 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires (114 milliards de francs) et sera dotée du plus important budget de recherche au monde. Les synergies qui devraient résulter de cette fusion sont estimées à 1,2 milliard de dollars sur trois ans, 60 % dans la pharmacie et 40 % dans l'agrochimie. Aucune estimation de suppressions d'emplois n'aété communiquée.

La fusion se fera en deux étapes. Elle devrait débuter en juin 1999; délai nécessaire pour obtenir l'aval des assemblées générales d'actionnaires, d'organiser les concerta-

Naissance d'un nouveau géant' STRUCTURE **AVENTIS** AVENTIS DE LA DIRECTION Fusion totals DIRECTOIRE : Président et à parité des Dirigen Dormann (Hoechst), Vice-président Jean-René Fourtou (Rhône-Poulenc), et deux autres membres (gor Landau (RP), Horst Waesche (H). AVENTIS/HOECHST AVENTIS/RHONE-POULENC RP et H. Leurs actionnaire deviendront les actionnaire CONSEIL DE SURVEILLANCE: Président Marc Viénot (RP), Vice-président Martin Frühauf (H). Cim personnes sont issues du conseil d'administration de RP et cinq du conseil de surveillance de H. CHIMIE de la nouvelle SCIENCES DE LA VIE société cotée PHARMACIE & (1) Desengagement avant fin 2001 2001 étape 2 COMITÉ EXÉCUTIF : UNITEADER PLANS LA PHIGNACIE ANT DELA PROTECTION DES COLTURES les quatre membres du directoire et cing autres du directoire et cinq autres dirigeants – Alain Godard, directeur général d'Aventis Agriculture (RP), Richard J. Markham, directeur général d'Aventis Pharma (H), Patrick Langlois, directeur financier (RP), René Pénisson, VENTES* 1997 en militards de dollars VENTES 1997 en milliards de dollars AVENTIS (FI/ALL) 12-045

BAYER (AIL) 2,3 HOECHST: Gallus Vermögensverweltungsgesellschaft, société d'investisssement lée au groupe pétroller koweitien KPC (24,5%) ; Frankfurter Gesetlechaft für Chemiewerte (société act hoc regroupant des actionnaires privés, 10,2%); investisseurs institutionnels, notamment allemands (15,1%) et américains (10,6%); personnel (6%).

RHONE-POULENC: institutionnals français (32,7%), dont SG (3%), AGF (2,5%), et BNP (1,5%); Internationaux (51,6%, dont 30% d'américains) ; particulers (15,7%, dont personnel 3,8%)

tions syndicales, et d'avoir le feu vert des autorités de la concurrence européenne et américaine. Elle s'achèvera, dans trois ans au pius tard, en 2002.

ELAKOWELCOME 103

8MS 1 - 2 90

NOVARTIS:

A PFIZER

Dans un premier temp, Hoechst et Rhône-Poulenc créeront Aventis dans laquelle ils apporteront toutes leurs activités dans la pharmacie et l'agrochimie. Pour les

NOVARTIS (Suisse) 1 4.2

MONSANTO (USA) 6. 3,0

ZENECA (GB) 2 27

DU PONT - (USA) - 2.5

parmi les plus performants. ils

Dominique Gallois

Français, cela comprend: Rhône-Poulenc Rorer, les vaccins Pasteur Mérieux Connaught, Rhône-Poulenc Agro, Rhône-Poulenc nutrition animale, la participation de 50 % dans Mérial (santé animale) et Centeon, détenue en commun avec Hoechst. Pour les Allemands, il s'agit d'Hoechst Marion Roussel (HMR), d'AgreVo, dont Schering possède 34%, et de la participation de 32,5 % détenue dans Dade Behring. La nouvelle société sera détenue à 50/50 par les deux groupes qui resteront cotés avec des noms modifiés, précédés

directeur des ressources humaines (RP) et Klaus Schmieder, directeur administratif (H).

- AVENTIS PHARMA : président Igor Landau (RP)

AVENTIS AGRICULTURE:

président Horst Waesche (H) et directeur général Alain Godard (RP).

et directeur général Richard J. Markham (H).

Aventis Hoechst et Aventis Rhône-Poulenc auront trois ans pour céder toutes leurs activités chimiques. En juin, le groupe français a mis en Bourse plus de 30 % Rhin a annoncé mi-novembre son intention de mettre sur le marché toutes ses participations en fusionnant auparavant Celanese et Ticona en une société indépendante appelée Celanese.

Ces désengagements effectués,

les deux maisons-mères disparaî- comme pour l'agrochimie. Dans ce tront en fusionnant à parité dans Aventis. La société sera alors cotée en Bourse. Les structures de direction ont été aménagées de manière à se confondre dans l'étape finale. Les mêmes responsables se retrouvent dans les trois structures Aventis Hoechst, Aventis Rhône-Poulenc et Aventis, à des responsabilités différentes selon les cas.

La nouvelle société aura deux pôles d'activités: la pharmacie (72 %) et l'agrochimie (28 %). L'effet de taille est instantané : respectivement 9° et 17° mondial dans la pharmacie, Hoechst et Rhône-Poulenc talonneront désormais l'américain Merck. Leur part de marché avoisinera 4,6 % sur un marché qui reste encore très éclaté. Dans la protection des cultures, un secteur plus concentré, jusqu'alors 6° et 8°, les deux partenaires prendront la tête devant le suisse Novartis avec 15 % des

Même scénario pour la recherche et le développement où le groupe disposera du plus important budget au monde (2,4 milliards de dollars pour la pharmacie) devant le britannique Glaxo Wellcome (1,9 milliard). Ce potentiel, combiné à une gamme de technologies nouvelles pour la génomique ou la chimie combinatoire, devrait permettre seion le nouveau groupe une croissance à long terme.

En recherche, Rhône-Poulenc et Hoechst se complètent: si le groupe français procède à des lancements de médicaments, son « pipe line de recherche » à moyen terme (trois ans) était moins fourni. La situation est inverse pour Hoechst. La nouvelle société devrait procéder à 30 lancements de produits jusqu'en 2002, et dispose de 60 projets en développement entre la phase 1 après la découverte et l'enregistrement. Les domaines couverts vont des maladies cardio-vasculaires, aux anti-infectieux, l'oncologie, les vaccins, l'asthme, le diabète, le système perveux central, les pro giques et les maladies osseuses.

Aventis renforcera sa « force de frappe commerciale » principalement aux Etats-Unis, premier marché mondial où il devient le cinquième acteur. Ce marché est jugé prioritaire pour la pharmacle

secteur, l'effort sera mis également sur les ressources génétiques et la biotechnolgie végétale. L'allemand Schering, associé avec Hoechst dans AgrEvo devrait rester partenaire dans la nouvelle structure. De même en santé animale, l'américain Merck qui détient 50 % de Merial devrait conserver sa participation.

Au vu des chiffres 1997, la rentabilité d'Aventis est faible, légèrement supérieure à 10 %, join des

Rapprochement imminent entre Sanofi et Synthélabo

Les français Sanofi, filiale d'Elf, et Synthélabo, filiale de L'Oréal, dolvent annoncer lear fusion avant la fin de la semaine. Le mariage du 24 laboratoire avec le 37 mondial renforcerait leur position au myeau européen et se hisserait au 15^a rang mondial. Sa-nofi emploie 28 700 personnes et Synthélabo 8 500. Une nouvelle holding regrouperait les activités des deux entreprises, à l'exception de la filiale parfums Sanofi Beauté, qui possède Yves Rocher et Yves Saint-Laurent. Cette branche serait mise en vente. Les deux principaux actionnaires Elf Aquitaine et L'Oréal – aurait repectivement 30 % et 20 % du nouvel ensemble, au chiffre d'affaires proche de 35 milliards de

22 % de ses concurrents dans les sciences de la vie et des 28 % à 30 % des meilleurs dans la pharmacle. L'une des priorités est de faire remonter au plus vite ce ratio, en profitant des lancements de nouveaux produits, mais aussi des économies d'échelle que pourraient amener la fusion. Face aux craintes des syndicats, du côt français comme allemand, la CGT s'opposant à l'opération et la CFDT exprimant ses doutes, des consultations devraient être rapidement organisées.

D. G.

COMMENTAIRE

LE PARI D'AVENTIS"

En plein sommet franco-allemand, une entreprise européenne est née, saluons-la ("L'allemand Hoechst et le français Rhône-Poulenc ont porté sur les fonts baptismaux feur enfant commun, Aventis. Le montage juridique et le dosage des postes ont su créer un équilibre entre Français et Allemands et éviter toute suprématie ians ce mouveau déant des sciences de la vie. Mais des questions restent posées.

La principale tient à la capacité des deux groupes de mener à bien cette fusion. Il faut donner acte aux dirigeants de la qualité de la

préparation de l'opération. Les deux patrons s'apprédent. Tout a été minutieusement préparé sur le. pian financier, juridique, sans parler de la répartition des postes de direction au sein des différentes entreprises. Une manière de conjurer le sort. Ces demiers mois, faute de préparation, trois rapprochements dans l'industrie pharmaceutique se sont soldés par des échecs.

Tout n'est pas gagné pour autant. Hoechst a eu des difficultés à constituer sa filiale pharmaceutique HMR, née de la mise en ans de se restructurer, en se désengageant du textile, de la chimie lourde pour se concentrer sur les

sciences de la vie. Ces remodelages permanents ont pu désorienter les salarlés et démotiver une partie de l'encadrement concerné. Les deux groupes ne sont pas

n'ont pas de médicaments inscrits dans les premiers du palmarès mondial. Leurs faiblesses réunles donneront-elle une force ? Les promoteurs de l'alliance mettent en avant leur potentiel de recherche et leurs complémentarités. Aventis a trois ans pour prouver qu'elle n'est pas qu'une idée mandes, américaines (Marion) et du Vieux Continent et devenir françaises (Roussel Liciaf). Rhône- « une société aux racines euro-Poulenc n'a cessé depuis douze péennes et aux ambitions mon-

Les laboratoires français sont contraints de sortir de leur isolement

JUSQU'ALORS épargnés par les même la très prudente Suisse, où randes manœuvres qui boulever- Sandoz et Ciba constituaient Nograndes manœuvres qui bouleversaient l'industrie pharmaceutique mondiale depuis cinq ans, les laboratoires français ont fini par chan-

ANALYSE_

Les politiques de santé des Etats et le coût de la recherche poussent aux alliances

ger de stratégie. Le numéro un français, Rhône-Poulenc, annonce son mariage avec l'allemand Hoechst pour constituer un groupe européen, numéro deux mondial des sciences de la vie derrière le suisse Novartis. Simultanément, les deux autres grands laboratoires de l'Hexagone, Sanofi et Synthélabo, contrôlés respectivement par le petroller Elf et le groupe de cosmétiques L'Oréal, étudient les derniers détails de leur rapprochement, pour se hisser au quinzième rang

mondial. Indifférence aux restructurations ou incapacité à trouver un terrain d'entente? C'était la question que suscitait jusqu'à présent l'immobilisme français. En l'espace de cinq ans, la vague de restructurations, partie des États-Unis, a rapidement gagné l'Europe, d'abord la Grande-Bretagne avec la fusion Glazo-Wellcome, puis l'Allemagne avec le rachat par Hoechst de l'américain

vartis. Leur compatriote Roche prenaît le contrôle de l'allemand Boehringer Mannheim. Les transactions n'ont cessé de battre des montants records.

Trois raisons ont provoqué ce mouvement : le durcissement par les gouvernements du monde entier de leurs politiques de santé, le coût de plus en plus élevé de la recherche pharmaceutique et la nécessité d'avoir une présence mon-

Le « krach pharmaceutique » s'est produit en 1993, lorsque les Etats-Unis ont décidé de mieux maîtriser leurs dépenses de santé. Cette décision volontariste du président Clinton, même si elle n'est pas allée au bout de sa logique, a été reprise à leur compte par les pays européens. Ces politiques mettaient fin à la hausse constante des prix des médicaments, qui progressaient de 10 % l'an Jusqu'alors. Ils suivent désormais le rythme de

Conscients d'une baisse potentielle de leurs revenus, les laboratoires se sout retrouvés écartelés entre deux impératifs contradictoires: continuer à innover et augmenter leur présence dans les médicaments génériques, ces copies de médicaments appelées à se développer car elles sont vendues à des prix plus bas que la «molécule » originale, dont le brevet est toires n'ont qu'une dizame d'an-

ont dû se concentrer sur la recherche pour disposer d'importantes ressources financières et focaliser leurs programmes sur quelques axes thérapeutiques en raison de l'ampleur des investissements. Il faut aujourd'hul dépenser environ 300 millions de dollars (1.8 milliard de francs) pour découvrir une moiécule et la mettre sur le marché, avec seulement trois chances sur dix de récupérer la mise de départ. Sur cent molécules découvertes, seules trois peuvent

devenir des médicaments vedettes. COMMERCIALISATION RAPIDE

La taille du laboratoire et l'importance des budgets améliorent les chance de succès, mais elles ne constituent pas une garantie. Le très envié suédois Astra, numéro quinze mondial, en est l'exemple. Son traitement anti-ulcère, le Losec, est devenu le premier médicament vendu au monde (3,8 millards de dollars en 1997). Mais ce dernier devrait être rapidement dépassé par le Viagra, la pilule contre l'impuissance masculine mise sur le marché cette année par l'américain Pfizer, le sixième laboratoire mon-

Découvrir ne suffit pas. Il faut aussi pouvoir assurer la commercialisation du médicament sur les principaux marchés que sont les Etats-Unis (36,1 % du marché mondial) et l'Europe (29 %). Les labora-Marion. La déferiante affectait tombé dans le domaine public. Ils nées pour bénéficier de la

protection de leurs brevets. Le médicament tombe ensuite dans le domaine public et est très vite concurrencé. Le laboratoire Glaxo-Wellcome en fait l'expérience avec la disparition progressive des protections sur son médicament vedette, l'anti-ulcéreux Zantac. Dans une industrie très morcelée

où les dix premiers groupes mondiaux détienment moins de 30 % du marché mondial, estimé à 295 milliards de dollars, les rapprochements et les fusions, après une année de pause, sont repartis de plus belle en 1998, mais les trois derniers projets annoncés se sont soldés par des échecs. Mal préparées, les né-gociations ont été rendues publiques trop vite et se sont heurtées à des conflits de personnes. American Home Products (AHP) a rompu ses fiançailles avec le britannique Smithkline Beecham, puis avec l'américain Monsanto. Smithkline Beecham a, de son côté, abandonné son idée de rapprochement avec son compatriote Glaxo-Wellcome.

Les entreprises pharmaceutiques françaises ont cru pouvoir rester à l'écart. Les petits laboratoires famihaux, qui ont longtemps prospéré sur un marché hexagonal protégé, se refusent à entrer dans la course : ils n'ont pas la taille requise pour discuter d'un rapprochement d'égal à égal. A de rares exceptions près, beaucoup préfèrent attendre que se pose un problème de succession pour réfléchir à l'avenir.

Les trois premiers groupes fran-

çais ont cru pouvoir échapper au mouvement de concentration en privilégiant leur développement interne fondé sur leur recherche, tout en acquérant des firmes - l'américain Rorer et le britannique Fisons pour Rhône-Poulenc -, ou en nouant des alliances commerciales pour Sanoft. La course à la taille n'était pas considérée comme une

ELIDGET RECORD

Cette politique a très rapidement connu ses limites avec les tentatives de regroupement des plus grands. Si le mariage Glaxo-Smithkline avait abouti, le nouveau groupe aurait eu, selon les analystes, le plus gros budget du monde en recherche-développement, trois fois supérieur à celui de la pharmacie française... Un des premiers médicaments français comme l'anti-cancéreux Taxotère de Rhône-Poulenc, malgré sa forte progression depuis deux ans, n'est pour l'instant qu'aux alentours de la quatre-vingtième place dans le classement mondial et pèse près de dix fois moins en chiffre d'affaires que le premier du palmarès.

Ce sont finalement les actionnaires qui ont déclenché le mouvement dans la pharmacie française. En décembre 1996, Elf décidait de se désengager d'une partie de Sanofi pour hii permettre de trouver un partenaire qui assure son développement. Afin de dégager une meilleure rentabilité et d'améliorer

le cours de son action, Rhône-Poulenc était poussé à se séparer de la chimie, à l'exemple des ses concurrents, pour se concentrer sur les sciences de la vie. Le tout sur fond de rumeurs de raids boursiers hos-

Une fusion entre Rhône-Poulenc et Sanofi a été étudiée, puis écartée. Le numéro un français s'est alors tourné vers des groupes présents dans l'agrochimie et la pharmacie: l'américain Monsanto, l'allemand Bayer et le britannique Zeneca. Les discussions se seraient heurtées au souhait français de réaliser une fusion d'égal à égal. La seule proposition retenue sera finalement celle faite, depuis plusieurs mois, par Jürgen Dormann, président du directoire de Hoechst, lui aussi à la recherche d'un partenaire. Pendant des semaines, iu ristes et dirigeants ont discuté des modalités d'une société contrôlée à égalité par les deux partenaires, bien qu'au départ le groupe allemand pèse plus lourd que le fran-

Il faudra au moins trois ans pour juger de la pertinence des rapprochements: . Les acquisitions ne sont pas un chemin de roses », rappelait en septembre Philippe Jaffré, le président d'Elf Aquitaine, en évoquant une étude de la London Business School selon laquelle la moitié des fusions-acquisitions ne créent pas de valeur.

D. G.

Total l'emporte sur Elf Aquitaine en se rapprochant du belge Petrofina

Le financier Albert Frère devient le premier actionnaire du pétrolier français

Total s'apprête à acheter 41 % de Petrofina. L'homme d'affaires belge Albert Frère, qui lui cède sa participation, deviendra premier action-

naire du pétrolier français, avec 8,8 %. Le groupe que dirige Thierry Desmaret prend ainsi d'affaires. L'action Total perdait, mardi 1" déla tête de l'industrie pétrolière française et se

sez ombrageuse, ne cachait pas,

par ailleurs, son hostilité à Elf,

comme en témoigne une blague

qui circulait ces dernières se-

maines dans les couloirs du

groupe beige: « Quel est le nombre

le plus désagréable? c'est onze,

parce que cela se dit « elf » en fla-

Les complémentarités entre les

deux groupes sont également sou-

henées par les observateurs, qui

notent que Petrofina est présent

dans la distribution là où Total est

absent, ou peu représenté, comme

les Etats-unis ou l'Europe du nord.

Les activités pétrochimiques de

Petrofina sont notablement plus

importantes que celles de Total,

avec un chiffre d'affaire de 15 mil-

liards de francs pour le groupe

belge, contre 2 milliards pour To-

tal. « La création du nouvel en-

rer, dans les trois ans, le résultat

opérationnel d'un montant ré-

current d'environ 300 millions d'eu-

ros », affirme le communiqué

conjoint de Total et de Petrofina

Cette prise de contrôle par un

groupe français d'un nouveau

« joyau » de la finance et de l'in-

dustrie beiges provoque l'amer-

tume immussante des derniers dé-

fenseurs de la « beigitude »

économique, qui ont vu, en peu de

temps, des entreprises phares

comme la Royale Belge, reprise

par AXA, ou Cockerill-Sambre, ab-

sorbée par Usinor, passer sous

contrôle français. Elle ne devrait

pas être sans conséquence sur

l'avenir d'une autre entrepris

franco-belge, la Générale de Belgique, par l'intermédiaire de la-

quelle Suez-Lyonnaise contrôle le

groupe énergétique Tractebel. Où

iront les plus-values engrangées

par la cession des titres Petrofina

par Générale de Belgique? Ceux-

de Suez-Lyonnaise.

annoncant la fusion.

semble devrait permettre d'amélio-

BRUXELLES de notre correspondant

On attendait Elf, ce fut Total... A l'issue d'une manœuvre menée, comme d'habitude, de main de maître, le financier belge Albert Frère a accepté de céder, lundi 30 novembre, les 30,8 % d'actions possédées par son holding GBL dans le groupe pétrolier belge Petrofina. Cette opération s'effectuera sous la forme d'une offre publique d'échange, l'ensemble de l'actionnariat de Petrofina étant invité à échanger 2 actions de leur société contre 9 actions de Total.

Outre GBL, les actionnaires appartenant au groupe Générale de Belgique (Fortis, Tractebel et Electrabel), qui contrôlent 11,3 % du capital, participent à l'opération, amenant Total à acquérir environ 41 % du pétrolier belge. L'action Petrofina est ainsi valorisée à 19 482 francs beiges (3 247 FF). alors que le dernier cours enregistré à la Bourse de Bruxelles, avant la suspension, lundi, de la cotation du titre, était de 14 250 francs beiges (2 375 FF).

Albert Frère réalise ainsi une remarquable plus-value en se défaisant au meilleur prix d'une valeur qui se trainait à la Bourse de Bruxelles, en dépit de sa présence obligée dans tous les portefeuilles des pères de famille belges. De plus, poursuivant la simplification des structures de son groupe (lire ci-contre), le « fils du marchand de clous de Charleroi » devient, avec 8.8 % du capital, le principal actionnaire de Total, porté par cette fusion au rang de cinquième détroller mondial selon le chiffre d'affaires, et au sixième par la production de brut.

L'arrivée, en 1990, d'Albert Frère à la présidence du conseil d'administration de Petrofina avait constitué une éciatante revanche du franc-tireur roturier sur l'establishment belge. « J'ai toujours eu envie de Petrofina, mais l'en ai eu encore plus envie lorsau'an m'a fait comprendre que l'on ne voulait pas de moi. Non, il ne fallait pas que l'on excite le taureau », confiait-il récemment à José-Alain Fraion, auteur d'une biographie de l'homme d'affaires belge. Les envies d'Albert Frère se situant

CHIFFRE D'AFFAIRES 1997 DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ROYAL DUTCH/SHELL EXXON (Etats-Units) BP-AMOCO+ (G.-B/Elats-Un MOBIL (Etats-Unis) TOTAL-FINA (France) TEXACO (Etats-Unis) FLF (France) 43.6 13.140.6 CHEVRON (Etats-Unis) ATLANTIC RICHFIELD (E-U.) 19.3

maintenant à l'échelle européenne, voire mondiale, le parcours en solitaire de Petrofina, jugé jusqu'à cet été parfaitement viable par la direction du groupe, a été interrompu.

L'art d'Albert Frère a consisté à mettre, au bon moment, en concurrence des groupes pétroliers européens soucieux d'atteindre une « taille critique » pour faire face à la concurrence mondiale. D'emblée, le français Elf et l'italien Agip avaient manifesté ieur intérêt, mais c'est, in extremis, Total qui l'a emporté. Outre l'offre financière - Elf n'ayant finalement pas chiffré sa proposition - ce succès s'explique par l'engagement pris par Total de maintenir en Bel-

gique des centres de décisions. C'est de Bruxelles que seront gérées les activités raffinage-distribution et pétrochimie de Total-Fina. Des assurances ont été également données, semble-t-il, sur le maintien en activité des raffineries Petrofina d'Anvers, en Flandre et de Feluy, en Wallonie.

COMPLEMENTARITÉS

Quatre nouveaux administrateurs beiges entreront au conseil de Total, et François Cornélis, président de la direction de Petrofina, deviendra vice-président du comité exécutif de Total-Fina, dirigé par le français Thierry Desmarets. Le management de Petrofina, dont la « culture d'entreprise » est as-

Le pétrolier angio-néerlandais Royal Dutch Shell et l'américain Texaco ont annoncé, le 30 novembre, qu'ils renonçaient à leur projet d'alliance qui visait à regrouper ieurs activités en Europe à partir de 1999. « Bien qu'une étude menée conjointement par des équipes des deux compagnies ait confirmé les bénéfices des synergies initialement envisagées, nous sommes arrivés à la conclusion que le projet proposé ne maximiserait pas la valeur des actions », a déclaré Paul Skinner, président de Shell Europe Oil Products. Shell et Texaco avaient signé le 3 septembre un protocole d'accord pour associer l'ensemble de leurs activités européennes dans le domaine du raffinage, de la commercialisation et de la distribution d'essence.

En revanche, les deux premières compagnies américaines, Exxon et Mobil, s'apprêteralent à annoncer dès mardi leur projet de fusion, pour former non seulement le numéro un mondial du pétrole mais une des plus grosses entreprises du monde. Les deux compagnies réunies auraient une capitalisation boursière de 238 milliards de dollars (176 milliards pour Exxon et 61 milliards pour Mobil).

Des actionnaires mécontents portent plainte contre Deutsche Bank et Bankers Trust

Les rumeurs de rachat avaient été démenties

CERTAINS actionnaires de Ban- banques. Ils affirment qu'elles ont kers Trust et de Deutsche Bank sont mécontents. Ils n'acceptent pas que, dans un entretien publié par le magazine allemand Der Spiegel daté du 26 octobre, Rolf Ernst Breuer, le président du directoire de la Deutsche Bank, ait démenti les rumeurs de marchés qui faisaient état de discussions entre les deux groupes. Ces informations avaient été révélées par le Financial Times, dans son édition du 20 octobre. Les deux banques n'ont avoué que le 23 novembre être en négociations, la décision de rachat ayant été finalement annoncée lundi 30 novembre.

interrogé sur son intérêt pour Bankers Trust, M. Breuer avait répondu au Spiegel: « Il n'y a rien là que je puisse dire aux actionnaires. » interrogé plus précisément sur d'éventuelles discussions avec les Américains, il précisait : « Dans ce secteur, tout le monde parle avec tout le monde. Mois il n'y a pas eu de discussions en vue d'une reprise ». précisant, en réponse à une autre question, qu'il n'avait pas eu accès anz comptes de Bankers Trust. Bankers Trust n'avait pas davantage confirmé ces rumeurs. Une fuite dans le quotidien américain USA Today du 27 octobre avait seulement indiqué que Franck Newman, le président de Bankers Trust, avait révélé le 20 octobre aux membres de son conseil d'administration avoir recu une proposition de la banque allemande, mais

l'avoir déclinée. Des actionnaires ont donc décidé « nié faussement qu'elles étaient engagées dans des discussions pour un rachat (...) afin de faire baisser artificiellement les cours des titres ordinaires de Bankers Trust pour que Deutsche Bank puisse les racheter à un prix artificiellement bas ».

HEN NOW COLLECTIF .

C'est ce qu'ont indiqué lundi 30 novembre leurs avocats, du cabinet new-yorkais Bernstein Liebhard Lifshitz LLP. La plainte « en nom collectif » a été déposée devant une cour fédérale du Southem District de New York au nom d'actionnaires qui ont acheté ou vendu des titres Bankers Trust entre le 26 octobre et le 20 no-

A la Deutsche Bank, on relativise la portée de la plainte, soulignant que ce type de démarche est quasisystématique dans les opérations de fusions et acquisitions anticipées par des numeurs sur les marchés. Le porte-parole de la banque, Dierk Hartwig, qui a assisté à l'entretien avec le Spiegel, affirme qu'il ne s'agissait pas d'un démenti et qu'à ce moment, les discussions n'étant qu'à un stade préliminaire, elles ne pouvaient faire l'objet d'une information aux actionnaires. Seion l'agence Bloomberg, la banque allemande aurait commencé à s'intéresser à Bankers Trust dès le mois de juillet, date à laquelle elle étudiait la possibilité d'acquérir une autre maison américaine, Hambrecht and Quist.

3000

20 Acres

380 mg. .

Intente dans les lives

Carry Service

Le passage aux cotations électroniques n'a pas permis de relancer le Matif

ci se répartissent pour moitié chez MALGRÉ LE SUSPENSE EDITE-Tractebel et Electrabel, deux entreprises que Philipe Bodson, le tenu par les banquiers centraux sur PDG de Tractebel, verraient bien une éventuelle baisse des taux en fusionner pour se dégager de Europe, les volumes de transacl'emprise de la maison-mère. Une tions restent très faibles sur le Matif (Marché à terme international perspective qui se heurte à l'opposition de Gérard Mestrallet, PDG de France), où se négocient notamment les produits dérivés sur instruments obligataires. Depuis une semaine, seulement 30 000 à 40 000 Luc Rosenzweig lots sont traités quotidiennement sur le contrat vedette du marché, le notionnel à 10 ans, contre une moyenne de 80 000 lots d'ordinaire. Et cette activité est près de dix fois inférieure à celle observée sur le contrat concurrent, le Bund allemand négocié à Prancfort.

Depuis un an, le Matif est en crise. Le délicat passage à l'électronique s'est achevé, le 6 novembre; par l'arrêt définitif des cotations à la criée. La salle Eurofloor, aménagée à grands frais (150 millions de francs) en 1997 pour rassembler-les différents parquets de négociations, a fermé ses portes. L'automatisation des transactions, entamée le 7 avril 1998, est désormais complète. En avril, la direction de Matif espérait encore que la criée conserverait sa place, mais cette illusion fut balzyée en moins d'une

La révolution électronique des cotations a en un coût social très élevé. Sur le marché à terme londonien, le Liffe, elle conduira à la suppression de 60% des effectifs au cours des seize mois à venir. A Paris, les 450 emplois liés à l'usage de la criée ont dispant. Matif SA, organisateur du marché, en a supprimé à lui seul 101, ramenant ses effectifs à 245 personnes. Dans ses belles années, le Matif a employé jusqu'à 420 personnes, et pas des golden boys ». Les trois quarts d'entre eux avaient moins de trente ans, et la moitié seulement avaient fait des études supérieures. Sur les 101 postes supprimés, 25 personnes ont été reclassées et 60 licenciées : le plan social a coûté 30 millions de

Matif SA a également alloué ime enveloppe de plus de 70 millions de francs aux courtiers pour leur permettre de réduire leurs effectifs. Les deux plus importants, Finacor. et Viei, ont supprimé une cinquantaine de postes chacun. Pinacor, en grande difficulté financière, est en train de négoder un nouveau plan

de licenciements qui porterait sur

50 à 70 personnes. Enfin, les « stars » du « parquet », les anciens négociateurs individuels de parquet (NIP), dont certains gagnaient plus de. 10 millions de francs par an, ont également dû faire face à l'apparition de l'électronique, qui les a privés de leur technique de spéculation. Au terme d'un conflit avec Matif SA, une centaine des 120 NIP de la place avaient accenté de devenir spéculateurs sur le système électronique avec le statut de négociateurs pour compte propre (NCP). Ils out démané avec la gratuité de l'accès au système électronique et des courtages, un prêt individuel de 300 000 francs du Matif, et ils ont été incités à animer le marché en se partageant des primes sur les contrats notionnel 10 ans et Matif 5 ans. Une vingtaine de NCP out déjà jeté l'éponge. 🙏

PERTES COURANTES

i.e problème. est qu'aujount bui tous les acteurs perdent de l'argent: Matif SA (qui a rédnit ses frais de transaction de 60 % sur am volume d'échanges qui a été divisé par plus de deux en un ant, les courtiers et les NCP (rédeits à s'échanger des contrats entre eux). Le déficit de Matif SA pour 1998 devrait atteindre 300 millions de francs, mais les budgets pour 1999. prévoient encore des pertes courantes puisque les coûts fixés restem nettement supérieurs aux

Pour réduire ces frais, la Société des Bourses françaises (SBF), propriétaire à 100 % de Matif SA et de Monep SA, a mis en œuvre une politique commune pour ses neux marchés à terme. Elle a procédé, le le octobre, à la fusion des équipes opérationnelles du Matif et du Monep. La SBF réfléchit à d'autres simplifications de structures, comme une unification des chambres de compensation. Mais les entités SBF, Matif et Monep ne devraient pas être fusionnées pour autant. Car il y a un intérêt straté gique à conserver des conseils d'administration distincts pour inpliquer le plus grand nombre posentants de la place financière parisienne.

Enguérand Renault

Albert Frère achève la transformation de son empire

PREMIER ACTIONNAIRE de Suez-Lyonnaise des eaux, avec plus de 10% du capital, premier actionnaire de CLT-UFA, à égalité avec Bertelsmann, premier actionnaire de Total, avec l'absorotion de Petrofina... Albert Frère a réussi à donner une ampleur à son empire et à prendre un poids dans le capitalisme français dont personne ne l'aurait crédité il y a encore deux ans. Pour parvenir à cette position influente, l'homme d'affaires belge n'a pas hésité à tout reprendre, à dénouer les ailiances passées, et à céder les participations patiemment acquises au cours des années 80 et au dé-

En vendant Petrofina, M. Frère se sépare de la dernière pépite belge qu'il avait dans son portefeuille. Bien que petit par rapport à ces concurrents, le groupe pétrolier belge était considéré comme un des plus rentables de

QUOTIDIEN

GRAND SUD-OUEST

SON RÉDACTEUR

EN CHEF

Femme/homme, expérience,

si potentiel. Écrire s/rél 9890

Le Monde Publicité,

21 bis. rue Claude-Bernard.

75226 Paris Cedex 05.

créalif. Possibilità progres

fait la meilleure offre, non seulement par le prix mais en lui garantissant un poids personnel considérable dans la nouvelle configuration. Il sera le premier actionnaire du nouvel ensemble avec le titre de vice-président du conseil d'administration.

M. Frère a adopté la même logique il y a quelques mois avec ses actifs financiers. Ne se sentant pas de taille à jouer un rôle actif dans la reconfiguration bancaire à l'heure de l'Europe et de l'euro, il a choisi de tirer un trait

SOCIETE EDITION

recherche

SOFT INFORMATIQUE

TECHNICIENS

CONFIRMES

Paribas, mettant fin à une très longue alliance avec le groupe

A l'avenir, Albert Frère pourra

REPRODUCTION INTERDITE

Pour vos entronces dans L'EMPLOI Tél. : 01-42-17-39-33

Fax.:

01-42-17-39-38

Envoyer candidature (sous réf. 9887) à : LE MONDE Publicité 21 bis, rue Claude-Bernard BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

son secteur et un des grands du sur ses participations financières. royaume belge. Mais l'homme Après vendu la Banque de gespeut-être encore simplifier sa cascade de holdings, en supprid'affaires belge savait que Petro-fina n'aurait bientôt plus la taille tion privée (BGP) au Crédit agrimant une ou deux structures incole, il a abandonné le pouvoir de termédiaires, ou souhaiter vendre la Banque Bruxelles-Lambert au Imétal, société française de matésuffisante, et son cours en Bourse était très médiocre. Plutôt que de hollandais ING. Puis, il a cédé sa riaux de construction perforlaisser se déprécier sa participaparticipation de 13 % dans le mante mais de petite taille. Mais tion, il a préféré profiter des resgroupe d'assurance Royale Belge. dans les grandes lignes, la retructurations en cours du monde renoncé à ses liens avec AXAconfiguration de son empire est pétrolier pour vendre la compa-UAP avant de liquider les derniers achevée. gnie au plus offrant. Total lui a vestiges de sa participation dans En Belgique, l'homme d'af-

RECONFIGURATION Mais Albert Frère n'est pas homme à s'embarrasser du passé. Sans remord, il a aussi rompu ses liens historiques avec Vivendi (ex-Générale des eaux). Il a racheté, au printemps, la participation que le groupe de Jean-Marie Messier détenait dans Electrafina. une de ses holdings de contrôle.

faires n'a plus que quelques participations, comme dans les éditions de bandes dessinées Dupais, qui tiennent plus du capital-développement que l'investissement classique. Au Beneiux,

il possède 50% de CLT-UFA qui lui tiennent à cœur et lui permettent d'exercer une grande influence dans le monde audiovisuel. En France, son rôle s'estconsidérablement renforcé: grace à Total-Fina et Suez-Lyonnaise des eaux, il est le premier actionnaire des premier et quatrième groupes français. Dans les prochains mois, Albert

Frère pourrait renforcer encore son poids dans le groupe pêtrolier et porter sa participation autour de 10 %. Au-dela,il ne lui reste plus qu'à gérer ses grandes lignes de portefeuille, et à jouer son rôle d'actionnaire important. Même s'il déteste que l'on évoque son éventuelle retraite, l'homme d'affaires souhaitait cette situation afin de léguer un empire liquide et facilement gérable à ses enfants. Pour le reste, il lui reste encore de nombreuses ressources financières pour satisfaire son penchant de collectionneur d'affaires. Il a racheté ré-cemment le cru bordelais château

cheval blanc.

Martine Orange

TO TORTH

Sec. 22/11/2012 大学 かんという !

mis de reinner le le

Sand Spirit Land 3 Secret 160 Cap 164 C AND THE PARTY IN CO TELESTO Be and the Marian - Trans

Le mouvement lancé mardi 1e décembre vise à éviter que la suppression de l'abattement fiscal de 30 % ne se traduise par une importante perte de salaire. Il devrait créer des perturbations dans les quotidiens et dans l'audiovisuel $\mathcal{M}(L^{p_1,p_2})$ nalistes (Syndicat national des journalistes, CFDT, SNJ-CGT, FO et CGC) a appelé à un mouvement de grève de la profession, mardi TARREST ATE 1ª décembre, pour protester contre la suppression de l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficient les

journalistes depuis 1934. Une manifestation devait avoir. lieu, mardi à 14 h 30, devant l'Assemblée nationale. Le mouvement devrait avoir d'importantes répercussions sur les journaux, mais elles restaient difficiles à évaluer mardi matin. Dans la presse parisienne, Le Figaro et L'Humanité devraient être absents des kiosques mercredi 2 décembre, de même que l'Indépendant de Perpignan, Le Havre-Presse, Le Havre-Libre et L'Yonne républicaine. L'Equipe, Le Parisien et de nombreux régionaux paraîtront dans des versions allégées. Des assemblées générales devalent avoir lieu, mardi, dans plusieurs quotidiens - notamment à Ouest-France, Sud-Ouest, Libération

ou La Tribune. Le mouvement est largement suivi à l'Agence France-Presse

(AFP) et dans l'audiovisuel public :

été trouvé au litige qui opposait

depuis dix-huit mois le groupe de

Rupert Murdoch, News Corp, as-

socié à la compagnie de télé-

communications MCI, au troi-

sième opérateur de télévision par

satellite américain, EchoStar, qui

compre 1,7 million d'abbinés aux

Pour contrer les deux géants du

secteur - les bouquets numé-

rioues DirectTV et Primestar -.

News Corp. et MCI, qui a depuis fusionné avec WorldCom,

s'étaient associés pour dévelop-

per un bouquet numérique

concurrent, American Sky Broad-

cast, et devaient apporter dans

l'alliance avec EchoStar deux sa-

céder à EchoStar-les licences

d'opération de 28 canaux de dif-

fusion, deux satellites et un centre — ce projet

tellites de télévision.

EchoStar et Murdoch

trouvent un compromis

APRÈS UNE TENTATIVE d'al- de diffusion. En contrepartie, le

Finalement MCI/WorldCom va American Sky Broadcast à Pri-

liance avortée, un dénouement a groupe Murdoch et ses alliés rece-

L'INTERSYNDICALE des jour- mardi 1st décembre, France-Info Lyon, la mobilisation est «faible» nales. L'intersyndicale de La Voix comme un élément constitutif du diffusait un programme musical et France-Inter ne prévoyait que trois bulletins (a 7h, 13h et 19h). Les journaux télévisés de France 2 et de France 3, notamment en ré-

gions, devaient être perturbés. Les quotidiens régionaux réagissaient diversement. Au Progrès de Lyon, l'intersyndicale a appelé à un arrêt de travail et n'excluait pas la non-parution du titre, mercredi 2 décembre. « Il faut régler le problème des 30 % une fois pour toutes. Si on doit trouver une conclusion à ce dossier, c'est maintenant ou jamais », souligne Jacques Eloi, du SNJ. Au Dauphine Libere (Grenoble), la direction a proposé un « journal minimum », avec publi-cation des revendications des journalistes et des problèmes rencontrés par la profession, dont des représentants devaient rencontrer, le 1ª décembre, les députés PS de l'Isère, Didier Migaud, rapporteur général du budget, et Michel Des-tot, maire de Grenoble. « Les journalistes du Dauphiné libéré n'ont pas les movens de perdre un mois de salaire », déclare l'intersyndicale

SNJ-PO-CGC et CFDT. A France 3

vront 37 % du capital et 8,5 % des

droits de vote d'EchoStar. Toutes

les actions judiciaires entre les ex-

rivaux seront arrêtées après la fi-

Dans le cadre de cet accord,

EchoStar diffusera pendant trois

ans Fox News Channel, une

chaîne du groupe Murdoch, tan-

dis que ce dernier achètera

500 000 décodeurs EchoStar d'ici

à fin 2002. En ajoutant ces deux

satellites à ceux déjà en service,

EchoStar pourra offrir 500 canaux

sur l'ensemble du territoire des

Etats-Unis. L'an dernier, News

Corp. avait essuyé un premier

revers dans la télévision par satel-

lite aux Etats-Unis. Il souhaitait

dans un premier temps revendre

meStar, mais le département de la

justice américain s'était opposé à

nalisation de la transaction.

surtout besoin d'informations > sur

Les journalistes font grève pour défendre leur pouvoir d'achat

COMMUNICATION

les négociations. Les journaux alsaciens paraîtront mercredi 2 décembre avec une pagination réduite. Les Dernières Nouvelles d'Alsace ont voté la grève, mais avec une faible participation. La direction, avec l'appui d'une bonne partie de la rédaction. a donc l'intention d'éditer le journal en version réduite. L'Alsace (Mulhouse) devrait paraître avec une pagination réduite et publier un communiqué des journalistes. Radio France Alsace et France 3 Alsace devalent se prononcer sur la grève, mardi matin. L'esprit étant plutôt au débrayage, il ne devait pas y avoir de bulletins radio ni télévisé, mardî le. WIDE ANS DE MOBILISATION

La situation est similaire dans le Nord: mardi, il n'y avait pas de iournaux radio ou télévisé dans le Nord-Pas-de-Calais ni en Picardie. La motivation est forte, mais les rédacteurs se plaignent d'un manque d'information de la part des instances syndicales natio- est généralement considéré

selon un technicien, « nous avons du Nord a choisl de faire publier des informations dans ses colonnes plutôt que de recourir à la grève. A Nord-Eclair, en pleine nouvelle formule, la grève n'est pas suivie. A Clermont-Ferrand, la majorité de la rédaction de La Montagne a voté la grève. La Provence (Marseille) prévoyait de paraitre dans une version « aménagée ». Enfin, à Toulouse, si La Dépêche du Midi semble ne pas

être touchée par la grève, les bulle-

tins d'information de Sud-Radio devraient être « allégés ». C'est la troisième année que les journalistes se mobilisent pour protester contre la suppression de l'abattement fiscal de 30 %, plafonné à 50 000 francs. En 1996, Alain Juppé, alors premier ministre, avait décidé de supprimer l'ensemble des abattement fiscaux dont bénéficient 72 autres professions. Depuis, syndicats et gouvernement s'opposent sur les modalités, les premiers se mobilisant pour que la suppression de cet abattement ne se traduise pas par une baisse de

salaire. Le 15 octobre, l'Assemblée nationale a adopté un dispositif qui prévoyait une déduction globale de 30 000 francs sur les revenus annuels, au titre d'une « allocation de frais d'emploi ». Ce qui a déclenché la colère des syndicats qui dénoncent « la lourde perte de pouvoir d'achat des journalistes ». Le Sénat a supprimé cette réduction et rétabli les abattements fiscaux pour un an. Le texte doit être examiné en seconde lecture par l'Assemblée. La commission des finances prévoit de fixer la déduction forfaitaire à 50 000 francs pour un plafond maximum de revenus annuels qui sera fixé entre 300 000 et 400 000 francs. Les syndicats ont maintenu leur mouvement pour dénoncer « la rupture unilatérale » des discussions par le gouvernement. Ils craignent aussi que ce dispositif spécifique aux journalistes soit jugé inconstitu-

> Alain Salles (avec nos correspondants régionaux à Lille, Lyon, Strasbourg et Toulouse)

« Il y a d'autres chemins pour devenir riche »

revenus des journalistes, alors qu'il

THE de notre correspondant régional «La grève, je n'en ai entendu parler que cet oprès-midi, au dernier moment »: Frédéric Delage, journaliste à Nord Eclair, n'a pas eu beaucoup le temps d'y réfléchir, mais il reconnaît que « cela n'aurait pas changé grand-

chose », parce que, dit-il, « ce n'est pas la

période pour nous ». La rédaction du quotidien roubaisien est engagée dans une réforme graphique, véritable révolution culturelle pour un titre très proche de son lectorat, au moment où prenaient forme des possibilités de restructuration de la presse francophone dans les Flandres et en. Belgique, autour des groupes Hersant et Rossel et du quotidien concurrent La Voix du

STRESSANT MAIS MOTIVANT

Frédéric, trente ans, se considère comme relativement privilégié: « Je n'ai pas connu la galère des CDD; J'en vois partout autour de moi. » Il n'empêche qu'il n'a pas eu à faire des choix faciles. Après son bac à Périgueux, hypokhågne à Bordéaux et l'IUT de journalisme de Tours, deux stages à Sud-Ouest et à Midi olympique, il a dû choisir entre Mantes-la-Jolie pour Paris-Normandie et l'agglomération lil-

loise pour Nord Eclair, où il a été embauché après sept mois de CDD. Pas de regrets, même si sa Dordogne natale lui manque. Il a débuté comme localier à Villeneuve-d'Ascq, puis dans quatre ou cinq villes. «Cela m'a permis de m'habituer à l'agglomération. Le plus beau, ça a été Roubaix. Le fait-divers, c'est dur, stressant, mais motivant, dans une ville où les gens défendent leur cité et dans un journal qui se défend lui aussi. Je ne sais pas combien de temps on peut tenir en faisant ce boulot-là. Ça use. »

« On tourne, on fait tout. On n'a jamais fini. Le plus dur, ce sont sans doute les horaires », dit Frédéric, qui ne regrette pas son choix : « C'est sûrement un métier plus intéressant que la plupart des autres. Mais si l'argent vous intéresse, il faut choisir autre chose. Il y a d'autres chemins pour devenir riche, pas celui de la PQR. » Après sept ans de métier, il gagne environ

10 000 francs net par mois, ne sait pas combien d'heures il travaille par semaine. Il n'est pas syndiqué: «Je n'ai jamais réussi à choisir entre la CFDT et le SNJ. » Et il croit bien se souvenir, mais n'en est pas sûr, que l'an dernier il avait déjà suivi un semblant de grève pour protester contre la suppression de

DÉPECHES

■ TÉLÉVISION: Mezzo, chaine opéra et danse, a conclu un accord de partenariat avec Unitel, filiale du groupe Kirch. Ce rapprochement ouvre à Mezzo J'accès au premier catalogue mondial de programmes musicaux. La chaîne thématique française et le groupe allemand sont aussi convenus de collaborer au développement international d'un programme de

musique classique.

■ ITALIE: Telepiù a conclu un accord avec Cecchi Gori, premier producteur et distributeur italien de films. Avec ce contrat, annoncé lundi 30 novembre, la chaine cryptée, contrôlée à 90 % par Canal Plus, acquiert l'exclusivité pour la télévision à péage et le paiement à la séance des films les plus récents du catalogue de Cecchi Gori.

■ ALLEMAGNE: le groupe audiovisuel allemand Kirch a indiqué, lundi 30 novembre, qu'il allait regrouper ses activités de télévision à péage au sein d'une holding à partir du 1st janvier 1999. La société rassemblera les participations dans la chaine Premiere, DFl, la société suisse Teleclub, la société conjointe Discovery Channel et

■ MULTIMÉDIA: le groupe Lagardère et le bouquet numérique Télévision par satellite (TPS) fourniront par satellite des services multimédias éducatifs au profit de l'enseignement et de la recherche Leur offre commune, baptisée SAT et CLIC, vise à « concevoir et diffuser, par satellite et à haut débit, un bouquet de services multimédias éducatifs sur deux cent cinquante sites pilotes (écoles primaires, collèges, lycées, universités) ».

Le quotidien La Tribune lance un « bouquet de sites » sur internet, mardi 1" décembre : La Tribune interactive, Les Marchés et Le Journal proposent de l'information économique en direct et des services, ainsi que l'accès intégral

■ PUBLICITÉ: le groupe français Publicis a acquis une participation de 60 % dans l'agence vénézuélienne 67 Publicidad basée à Caracas. Cette agence, classée au dix-huitième rang au Venezuela, réalise 38 millions de francs de

chiffre d'affaires. ■ ÉDITION: le groupe britannique Pearson a achevé le rachat des divisions éducation, référence et affaires de l'éditeur américain Simon and Schuster à Viacom pour 4,6 milliards de dollars (environ 26 millions de francs). Après l'échec de la revente d'une partie de ces activités à la société d'investissement américaine Hicks. Muse. Tate and Furst, le groupe britannique devient le premier éditeur



Indices boursiers

Var.% 31/12 22,51 22,52 10,27 4,67 8,98 16,41 36,13 14,25 29,97 27,92 10,14

- NASDAQ.

MEXICO BOLSA

BANGKOK SET ...
HONGKONG H...

of the Branch

30/11 -3,27 -3,16 -1,25 1,56 0,07

15 OCT. 1" DEC.

1,19 -2,89 22,65 -6,04 5,99 -2,46

-3,38 -3,06 -1,97 -0,90 -1,13 -2,56 -3,38 -3,33 -2,91 -3,14 -3,57 -2,67

Europe 12h 30 Cours

PARIS CAC 40

LONDRES FT100

BRUXELLES BEL

NO MAR.

AFFAIRES

(lire p 17).

INDUSTRIE · AVENTIS : Rhône-Poulenc et Hoechst devaient annoncer, mardi 1ª décembre, leur rapprochement et la constitution d'une société commune de droit français Aventis

· PETROFINA: en rachetant le belge Petrofina, Total devient le premier groupe industriel français, devant Elf (lire p 18).

● RENAULT : LE constructeur automobile prévoit de céder Rimex, sa filiale de mécanique mexicaine spécialisée dans la fabrication de moteurs, à un consortium nord-américain. La production de cette usine employant 524 personnes a fortement baissé depuis le retrait de Renault des Etats-Unis.

 PEUGEOT: le groupe PSA Pengeot Citroen devrait augmenter de 40 % les effectifs de son usine anglaise Peugeot de Ryton pour faire face à une forte demande du modèle 206. La société se refuse à tout commentaire.

• FIAT : le groupe automobile italien a annonce, lundi 30 novembre, qu'il réduit son capital investi en vendant neuf immeubles pour une valeur totale de 420 milliards de lires (1,4 milliard de francs). Fiat relouera ensuite ces

 BTP: La Fédération nationale des travaux publics (FNTP, patronat) a proposé lundi de titulariser 12 500 salariés précaires en 1999 grace à l'accord sur les 35 heures dans cette branche. La fédération réclame l'extension de cet accord par le gouvernement à toutes les entreprises du bâtiment d'ici fin décembre.

● AEROSPATIALE: le groupe aéronautique français souhaite débloquer la transformation l'Airbus en société intégrée. n'accepterons pas d'être marginalisés » en cas de mariage entre l'aliemand DASA et le britannique British Aerospace, a indiqué hundi le vice-président d'Aerospatiale Jean-François Bigay.

● NESTLÉ : le groupe alimentaire fait de nouveau l'objet d'un chantage à l'empoisonnement. Dans une lettre adressée au bureau de Bonn de l'AFP, les maîtres-chanteurs affirment avoir empoisonné cinq produits émanant de Nestié ou de ses filiales Alete, Maggi et Thomy, et qui se trouveraient dans des supermarchés de la chaîne Edeka en Hesse (centre-ouest).

● BENETTON: le groupe textile italien a affirmé lundi qu'aucun enfant ne travaillait dans le groupe turc Bermuda, qui fabrique des vétements Benetton en Turquie. contrairement à ce qu'avait affirmé le quotidien Corriere della Sera. Benetton va autoriser la reprise des rapports de sous-traitance avec ce groupe. Le journal italien maintient ses affirmations.

FINANCE

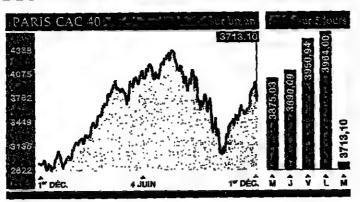
• MET LIFE: le conseil d'administration de l'assureur new-yorkais a décidé d'abandonner son statut de mutuelle et a approuvé le principe d'une entrée en Bourse de la société. La mise en Bourse pourrait avoir lieu d'ici la fin 1999 et permettrait de lever jusqu'à 14 milliards de dollars.

● CRÉDIT AGRICOLE: la banque verte a franchi en hausse le seuil des 10 % des droits de vote dans le capital de Suez-Lyonnaise des eaux, dont elle possède 6.45 %.

• GRÈCE : la Banque du Pirée va acheter 37,3 % de la Banque de Chios pour un montant de 1.5 milliard de francs.

MANDRÉ: le groupe André rres, textile...) a enregistré un bénéfice net part du groupe en hausse de 50,2 % pour l'exercice 1997/98 (clos fin août) à 296 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 10,3 milliards de francs, a annoncé le groupe lundi.

* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site web du « Monde » www.lemonde.fr/bourse



Principaux écarts au réglement mensuel

,							. :'
ausses 🕽	Cours 30/11	Var.% 27/11	Vair. % 31/12	Baisses >	Cours 30/11	Var. % 27/11	Var.:
F GABON	5 8C5 X	+18,38	-18,02	PERNOD-RICARD	370,10	-7,45	+4,5
F.FERRALL	235	+8,39	+ 10,19	BOUYGUES	11080 M	-7,25	+ 55,4
PLEXIP	415.50	+4,21	- ST-47	THOMSON-CSF	214 0	- 6,35	+ 12,8
PEYRE		+ 3,53	+ 34,89	BNP,	435	-8,47	+35,5
50	\$ 500 C	+3,73	+ 1,21	CAP GEMINI	13 302 L	-6,30	+73,
LLORE TECHN.	1430	+3.29	14.00	ALSTOM	£ 123,10	-6,26	-
RAFRANCE	3800 f	+2.85	+46,93	LEGRAND	11542 9	-6,26	+ 28.6
CRIS INDUST	8 243	+273	+18.66	SCHNEIDER SA	a 343,50	- 6,04	+6,9
Z ET EAUX	256	+2.59	+15,77	EIFFAGE	445 5	- 5,67	+ 79.1
LVEPAR (NY)	435	+2.50	+ 6.00	SCE	€ 265.20	-5,60	+70,6
Acres to the state of				V* * * * .	7		٠

LES PLACES BOURSIÈRES

A LA BOURSE DE PARIS, l'indice CAC 40 était en forte baisse à la mi-séance, cédant 2,84 % à 3 738,04 points, mardi 1º décembre. La chute continue du dollar (à 5,6553 francs contre 5,7437 francs vendredi à la ciôture) ainsi que l'annonce des détails des opérations de rapprochement entre plusieurs entreprises ont pesé lourdement sur la tendance. Ainsi, le titre Total, premier volume du jour avec un million de titres échangés, faisalt l'objet d'opérations d'arbitrage et cédait 10,1 % après l'annonce de sa fusion avec échange d'actions avec le beige Petrofina. Le titre Rhône-Poulenc poursuivait sa baisse (~ 6,7 %) après l'annonce des modalités de sa fusion avec Hoechst. Les valeurs bancaires, particulièrement à l'honneur la semaine passée, étaient victimes de prises de bénéfice affectant notamment Paribas (-5,9%), CPR (-5,7%), et BNP (-4,9%).

LES BOURSIERS alment l'odeur

du sang. Depuis le 11 décembre 1997,

date d'entrée de Vincent Bolloré

dans le capital de Bouygues, la valeur

de l'action du groupe de BTP et de

communication s'était envolée. Elle

était passée de moins de 700 francs à

1255 francs le 16 novembre, trois

FRANCFORT.

MARDI 1ª décembre, l'indice Dax a débuté la séance sur une baisse de 1,61 %, à 4 945,18 points. Le groupe Hoechst qui doit confirmer sa fusion avec Rhône-Poulenc ce jour à Strasbourg, a vu son action reculer de 0,50 mark.

La veille, le marché allemand avait déjà perdu 2,58 %, à 5 026,14 points, en raison du brutal recui du dollar face au deutschemark, à 1,69 mark.

LUNDI 30 novembre, l'indice FT 100 a abandonné 1,72 %, à 5 743,9 points, entraîné à la baisse par la mauvaise orientation du marché américain. Les rumeurs de fusions ont encore animé la place londonienne. Ainsi la banque Barclays pourrait intéresser Halifax (crédit immobilier) et l'éditeur musical EMI pourrait être la proie de News Corp ou de Bertelsmann.

Valeur du jour : recul paradoxal de Bouygues

TOKYO

215

192

L'INDICE Nikkei de la Bourse de lite, la veille, de JDC, une entreprise

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a chuté de 2,32 %, à 9 116,55 points, hmdi 30 novembre. La séance a été dominée par des prises de bénéfice dans les secteurs en proje sux rumeurs de restructurations. Ainsi, les valeurs financières notamment Morgan Stanley Dean Witter (-6,9 %), Merrill Lynch (- 6,25 %), Citigroup (- 5 %) et JP Morgan (- 4 %), étalent en repli. Seul le titre Bankers Trust, après la confirmation de son rachat par Deutsche Bank, progressalt de 1.7 %. Les valeurs liées à internet, Yahoo et Ammazon (~11,5 %) et AOL (~7,5 %) chutaient également.

Tokyo a terminé en repli de 0,32 % à 14 890 points, mardi 1ª décembre. limitant sa baisse en dépit de la failde BTP de taille moyenne.

NEW YORK

16 OCT. 1" DÉC



Pétrole



En francs OR FIN KILO BARRE..... OR FIN LINGOT..... ONCE D'OR LONDRES ... PIÈCE FRANCE 20 F

TAUX

• France: le Matif a ouvert en hausse mardi le décembre après la baisse des marchés d'actions sur les grandes places boursières. Le contrat notionnel, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, gagnait 18 centimes, à 110,90 points, quelques minutes après le début des cotations, Le rendement de l'OAT émise à 10 ans s'établissait à 4,09 %.

• Allemagne : le marché obligataire était bien orienté, mardi la décembre, peu de temps après l'ouverture des marchés. Le rendement de l'obligation émise à 10 ans, qui évolue à l'inverse du prix, s'inscrivait en baisse à 3,97 %. • Etats-Unis: hundi 30 novembre, les investisseurs se sont repliés sur les marchés obligataires alors que la Bourse américaine fléchissait sous l'effet de prises de bénéfices. Le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans s'affichait en forte hausse en fin de séance, à 5,070 % contre 5,159 % vendredi en ciò-

ÉCONOMIE

La Banque de France s'oppose à la thèse de la déflation

LE RYTHME historiquement faible de hausse des prix en France « s'explique par les prix importés » et « ne doit pas être interprété comme un symptôme de déflation », estime la Banque de France dans une étude publiée lundi 30 novembre.

« Lorsque le repli des prix internationaux et en particulier celui de l'énergie aura cessé d'exercer son effet modérateur, il faut s'attendre que la hausse des prix retrouve un rythme légèrement plus rapide sous l'effet des facteurs Internes », juge l'institut d'émis-

Pour réfuter la thèse de la défiation, évoquée par certains économistes, la banque centrale souligne que «la modération des prix en France n'est pas le produit d'une compression des marges des entreprises, restées stables depuls 1996 » et « n'est pas non plus la conséquence d'un

manque de liquidités ». # 47 % de Français jugent la politique économique du gonvernement manvaise contre 42 % qui la considèrent bonne, le solde négatif des opinions s'étant toutefois réduit en un mois de 10 à 5 points, selon un sondage BVA réalisé du 20 au 21 novembre pour l'Expansion et

■ Une majorité (84%) des Français voient dans le revenu minimum d'insertion (RMI) «le dernier recours pour éviter les drames », indique un sondage La Croix-CSA publié mardi. Par ailleurs, 71 % se disent « d'accord » avec une question évoquant la suppression du RMI « à ceux qui refusent des travaux d'insertion qu'on leur propose »: Enfin, 65 % estiment que « le RMI crée des situations d'assistance qui font que » les alocataires « ne veulent plus tra vailler > alors que. 32 % sout d'un avis contraire.

The second

S DO TONE .

47 (70 B/E)

金 とのなった 4

255486-

FRANCE-ALLEMAGNE: le ministre allemand des, finances, Oskar Lafontaine, a estimé lundi que l'évolution de la situation économique en Europe « se ressent sensiblement de l'évolution des exportations, et pas de façon positive ».

MUNION EUROPÉENNE: l'Union européenne va accorder aux Palestiniens une aide de 400 millions d'écus (environ 3 milliards de francs) au cours des cinq prochaines années. a annoncé lundi le ministre autrichien des affaires étrangères, Wolfgang Schuessel.

■ JAPON: le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré mardi que l'économie Japonaise demeurait vulnérable et a exborté Tokyo à stimuler la croissance dans l'année à venir.

■THALANDE; la Thallande doit encore restructurer 569,5 milliards de bahts (90 milliards de francs) de dettes privées, dont 82 milliards de bahts sont dus aux banques étrangères et dont la moitié a pour origine la crise financière des entreprises industrielles, a indiqué lundi la Banque de Thailande (banque centrale).

■ CHINE : le gouverneur de la Banque populaire de Chine (banque centrale) Dai Xianglong a indiqué lundi qu'une politique monétaire « relativement serrée » et une certaine « flexibilité » dans l'offre moné taire sont les « bases nécessaires pour garantir » la stabilité de la monnaie chinoise, dans un article du Quotidien du peuple marquant le 50 anniversaire de la fondation de la banque cen-

E La Chine a réaffirmé lundi son intention de mener à bien la restructuration de son secteur public largement déficitaire, tout en donnant à sa bu-reaucratie jusqu'au 20 decembre pour couper tons ses liens avec les entreprises.

MAUSTRALIE: le déficit commercial en Australie a atteint en octobre son plus haut niveau en neuf ans, à 1,11 mds de dollars australiens (4 milliards de francs), a indiqué lundi le bureau des statistiques. 🐬

jours après l'annonce de la fin de l'action de concert entre les Bouygues et M. Bolloré. A priori, donc, la chute de 7,3 % de l'action Bouygues, retornbée à 1 060 francs lundi 30 novembre - la deuxième plus forte baisse de la séance -, malgré l'annonce du rachat par Artémis, la holding personnelle de François Pinault, des 12.6 % d'ac-

tions détenues par M. Bolloré, semble paradoxale, M. Pinault u'a pas plus que M. Bolloré la réputation d'être un tendre, et mi n'imagine qu'il est là comme investisseur « dor-Cette baisse peut être interprétée comme un retour à la normale. C'est aussi le signe de l'attentisme de la place. Aux termes de la réglementation boursière, Artémis dispose de cinq jours francs pour déclarer le franchissement de seuil, puis de deux semaines pour dévoiler ses intentions. M. Pinault ne devrait pas attendre aussi longtemps. L'affichage, d'entrée de jeu, du fait qu'il est désormais un plus gros actionnaire que les héritiers

Bouygues (propriétaires de 14,5 %), est interprété comme

« une déclaration de force » en direction de Martin

Action Bouygues en francs à Paris FMAMJJASON

également, en quelque sorte, « roulé » pour M. Pinault, qui avait regardé avant lui le dossier Bouygues, voici un an. Une hypothèse qui fait hurler, de rire ou d'indignation, les entourages des trois parties. « Totalement farjelu », s'exclame un conseiller de M. Bolloré. « Vincent et François sont deux grands fauves, qui se respectent mais qui sont en compétition », com-roente un proche de M. Pinault. « Si c'était le cas, M. Bolloré serait un grand acteur... », ironise-t-on chez Bouygues. Les deux hommes d'affaires bretons se ressemblent trop, leur par-

cours est trop similaire, pour s'entendre. Même sur le dos de Bouygues. Jusqu'à vendredi, M. Bolloré cherchaît un allié pour poursuivre sa bataille. Découvrant la présence de M. Pinault dans le capital de Bouygues, il l'a considéré manifestement comme un concurrent plus que comme un partenaire potentiel. Du coup, la prise de contrôle du

francs environ. Le marché a salué ce revirement - et la plus-value de 1,5 milliard qu'il a emtraîné - puisque le titre Boiloré Technologies gagnait 3,3 % à la clôture, lundi.

groupe de BTP devenait à la fois problématique et d'un

court prohibitif: une OPA serait revenue à 33 milliards de

Monnaies

• Dollar: Le dollar était en légère baisse, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, mardi la décembre. La devise américaine cotait 1,6910 mark, 5,6755 francs et 122,99 yens. La veille, déjà, le billet vert s'était

Bouygues, le PDG du groupe.

inscrit en net repli face aux de-vises européennes, sous l'effet du recul de l'indice Dow Jones, à New York, et des achats de marks contre livre sterling que certaines rumeurs attribuaient à la Bundesbank. De plus, à l'approche de la réunion de cette dernière, jeudi, les opérateurs semblent écarter la possibilité d'une baisse des taux en Allemagne, et également en France. En revanche, le dollar restait ferme face au yen après les déclarations pessimistes du gouverneur de la Banque du Japon sur la conjoncture et dans l'attente de la publication du PIB nippon, prévue vendredi, qui devrait confirmer ces sombres prévisions.

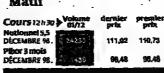
Cours de change

OT/12 (Zh 30) DOLLAR ECLI 6.59 1,96 142,66 2,21 1,61 88.76 1,38 202,01 3.13 2,28 8,44 0,82 0,61 0,86 0,32 0,45 0,53 1,42 1,15 0.72

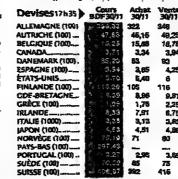
Taux d'intérêt (%)



Taux 30/11) Taux Taux Taux Taux Taux Taux Taux 30 ans 30 ans



Marché des changes...



ECONOMIE

> 44"

⇒.

1.712

B 14 15

4 7 2 2

1

现实

148.4

September -

e 11 to

 $\gamma_{\mathcal{A}}(y, \psi, x) = \gamma_{\mathcal{A}}(y, y) = \gamma_{\mathcal{A}}(y, y)$

188 million 12 11 12 12

. . . .

Application of the second second

A STATE OF THE STA

Best in war a

Service Targeton was to be 用金额条 " - Car

 $\widetilde{g}_{k} \in \mathcal{G}_{k}^{\infty}(\mathbb{R}^{2}) \times \mathbb{R}^{2}$

海飞结节。

CART 127

P 117 7 . -

state de la A ...

3

Constitution of the second

FINANCES ET MARCHÉS LE MONDE / MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1998 / 21 555 - 0,55 221,50 - 4,27 480 - 3,49 223,10 - 2,95 1579 - 2,10 581 - 2,40 581 - 2,40 584 - 2,31 1002 - 1,64 950 - 7,76 25,30 - 0,74 25,30 - 5,13 221 - 1,91 97 - 2,02 35,53 - 0,32 35,53 - 0,32 35,53 - 0,24 415,80 409 12,61 13,95 13,10 11,30 3610 425 281 26,20 493,10 495,20 493,2 - 1,63 - 5,23 - 5,34 - 6,41 - 16,2 - 1 REGLEMENT Comptoir Entrep Ford Motor . 2,16 1,40 2,37 0,20 3,70 1,04 1,17 0,60 0,34 0,21 0,42 2,51 231,50 446,50 229,90 4,40 Sogepare (Fin) _____ 5,60 Sommer-Alliher:___ 9,90 518 3,75 -1,51 507 -2,12 • 0,42 250 20 22 28 10 **MENSUEL** Comptairs Mod 3610 287 90,50 499,10 652 4700 1660-1949 222 298 785 66,95 - 0,33 237,13 393.10 - 1.74 400.10 430 Soir Communic. Cred Fon France Legrand ADP ... 150 PARIS MARDI 1º DÉCEMBRE Credit Lyonnais CI Liquidation: 23 décembre 1102 1141 478 - 1.56 1123 Hoechsz # -3,22 % CS Signates (CSEE)___ 1189 422 214 705 574 753 64 Taux de report : 3,63 · 53,60 31.85 - 3,2E CAC 40 : Danone - 0.82 1450 LCI+_ - 2,46 - 1,94 - 2,70 - 2,31 - 3,82 265,90 636 562 791 717 Cours relevés à 12 h 30 18.50 LVMH Moet Hen. E 1093 - 3,97 3.60 tto Yokado .. 3719,65 Marina Wend
1,15 Metaleump
1,30 Michelin
30 Montapel SA 1030 Dassaut Systemes - 9,92 Kinglisher pic = ._____ Matsushita = _____ - 2.09 - 0.37 De Dietrich _____ Deveaux(Ly)*__ VALEURS FRANÇAISES 245,50 220 99 359 203 Montant Cours Demiers précéd. cours Nerck and Co #_____ COUPOR Union Assur Fdal _____ 717 - 471 62,95 - 1,58 Dev.R.N-P.Callif____ Mitsubishi Corp.s...... (1) Deda France... 853 76,40 166 807 465 709 186 1054 2215 2000 3600 8 1330 7,15 671 120,60 480 495 466 6480 448 356 6480 448 356 266 389 DMC (Dolfus Mi) 650 Mobil Corporate..... S.N.P. (T.P)_ 227,59 - 1,30 172,20 - 1,93 Morgan J.P. 9 630 Nestle SA Nom. # 11760 201.20 - 0.21 17640 - 0.25 230.50 174 Norben Dentres. - 2,05 + 0,38 11658 - 0,55 2610 1135 437 985 51,95 1362 - 1,86 39,50 - 0,11 1284 - 0,46 971 1256 Non-MeatPacker c.___ 535 89,70 + 0,88 Nokia A 71,50 960 1250 337 963 752 133,10 1321 1220 Thomson S.A (T.P) 5050 - 379 - 480 - 530 1264 - 1,16 -232 -200 -200 -159 -1,27 -189 -299 +0,68 -0,74 210,18 2370 204 - 2,90 2850 + 20,25 7,260 Zodiac ex.dx divid Norsk Hydro#.... 750 Paribus

15 Pathe
12 Pechiney Act Onl A
1750 Permod-Ricard
15 Pengert - 250 - 3,98 88,65 Petrofina 770 - 4,34 325,60 367 312 350,10 Philip Morris e... - 4.17 Essilor Inti_____ Essilor Intl.Albe 8 . 185_20 - 2, 1 9 . 365_60 - 1, 1 833 - 1, 1 96 - 0, 4 659 - 0, 3 520 - 0, 3 520 - 0, 3 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 965 - 3, 6 967 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 632 - 2, 9 633 - 2, 9 634 - 2, 25 969 - 2, 56 969 - 3, 06 96 - û,ŏ7, 189.49 Philips N.Y ≥... 185,40 370,10 900 970 490 531 93,60 507 320,50 - 1,60 Eurofrance
Euro Disney
Europe T
Europe T 53 Pinault-Print Red. 1884 Plastic Own (Ly) Altran Techno. 4... - 1,38 Atos CA_ Prima
Promodes
Promodes
Promodes
Promodes
Renati Montant Randforten Cours Derniers & précéd. cours +-ÉTRANGÈRES - 0,69 - 1,63 - 0,16 3719 1002 Bail Investis. Finestel - 0,74 + 0,51 - 1,40 - 4,17 - 5,24 + 1,72 + 10 - 3,10 - 3,10 - 3,10 - 3,10 - 3,10 - 3,10 99,50 364 518 89,05 ASS ASN ARERO H ABN Amro Hola... Fives-Lille. - 2,60 - 0,23 - 2,37 - 0,89 + 5,14 - 1,28 - 0,29 France Telecom

Fromageries Bei

Galeries Lafayette 2580 - 1,65 514 - 0,96 1980 - 5,66 561 - 3,44 45 - 4,25 180,50 - 0,27 263 - 4,01 256 - 1,29 35,30 4,68 Sony Corp. = ______ 1,05 STmicroelectronics.... 23,50 Adidas-Salomon AGe.... 3,70 0,87 250 Adicas-saconon Ace — Alanz AC — 3,75 American Eupres — 4,80 American » — 1,20 Anglo American » — 3 Anglo odd Lid « — 12,56 Ario Miggies App. — 7,56 A.T. — 7,57 A.T. — 7,5 B.N.P. 415.10 Rhone Poutenc A

Rochetorage Com

Self Rochette (La)

Royal Cariar

Rue Imperiale (Ly) Bollore Techno... Bongrain..... 283,53 645 18 337 6240 224 3362 840 492 8015 405 349,50 363,50 36 348 64,05 466,40 267 31,40 450 628 479,80 164,90 8,75 274 251 10,80 562,60 116 113,10 - 2,58 - 2,58 - 2,38 455,50 - 5,22 607 - 5,34 1, *0 451,80 - 5,23 * 168 + 1,27 9,20 + 1 GEOphysique_ 1078 - 0.92 350.60 - 3.30 112 - 3.44 112.50 - 0.53 22(18 317) 116 481 983 33,53 35(10 25) 37(18 27) 233 26(39) United Technol # - 0,30 - 2,52 - 0,67 - 1,01 - 0,74 - 0,78 - 4,47 + 0,18 - 0,48 + 1,70 + 1,17 Can Gemini_ Grandvision
Groupe Andre S.A.
Groupe CTIM
Groupe Partouche I
Gpe Valfond act RI
Gr Zannier (Ly) I 578 6425 455 434,80 1210 2470 1195 506 155,10 145 1795 155,10 145 1795 155,10 145 1795 1471 531 1471 531 1471 Carbone Lorraine Volkswagen A.C. # _____ Yamanouchi # _____ - 250 - 257 - 153 Casino Guichant 217,18 235,40 195 181 533 64,35 353 64,50 255,10 30,45 Section 1 Castorama Dub (Li) September 1997 192 - 0,75 - 3,09 - 2,51 - 1,01 - 0,37 Guilbert ... 1350 5COR____ C.C.F... Cuyenne Cascogne
Hachette Fill Med 2,21 ABRÉVIATIONS \$19 - 2,62 \$4,60 + 0,29 \$39 - 3,96 \$0 - 6,97 \$63 - 4,74 \$6 - 1,47 12,48 Qaimlet@nysler____ 15,06 De Beets #_____ 7,30 Deutsche Bank #_____ - 2,59 - 0,02 - 0,90 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly > Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. IS Settmen IS SETTA 17,58 Setember 15,50 SFIM Setimeg CA... Havas Advertising. SYMBOLES Imeral Immeubl. France Infogrames Enter. - 0,13 - 0,92 + 1,01 Diageo PLC 6.... Dresdner Bank Driefortein f.... - 7,16 - 2,01 - 0,63 1 ou 2 = Catégories de cotabon - sans indication categorie 3 ;

El coupon détache; direit détaché. Chargeurs Christian Dallos Christian Dior 17-13 Sife L. 25. Simo ... 12. Side P. -1.20 24. So ... 356 77 ... - 105,00 - 0,32 1039 - 1 502 - 0,39 1395 - 1,06 - 45,30 + 1,18 - 830 - 4,26 - 3,12 329,50 424,10 1,15 12,50 90,80 320 - 1,47 - 2,79 - 3,75 - 0,56 - 2,40 - 6,38 - 5,46 + 1,41 145 DERNIÈRE COLONNE (1): Dir Port Nemours #..... Eastman kodak #...... East Rand #...... - 6,08 - 2,50 - 4,18 - 1,34 - 3,04 15.18 1901 1902 1903 1900 2.05 Lundi daté mardi : % variation 51/12 8.10 Mardi daté mercredi : montam du coupon CIC - actions A 1,14 12,30 0.15 Mercredi datá Jeudi : palement dernier coupon 6.59 Jeudi daté vendredi : compensation Vendredi daté samedi : nominal Club Mediterranee..... Sids Rossignol... Soc.Fonc.Lyon.a (Publicité) DAT SSIROTRA CAL 585 529 862 2012 129 749 1680 42 66 Pans Orleans 3300 574 343 365 150,20 OAT 10%585-00 CAP COMPTANT 2530 100 PSB Industries L Une sélection Cours relevés à 12 h 30 OAT 7,550,00 OAT 109,75 130 769 1650 42 66 243 200 300,20 1156 MARDI TY DÉCEMBRE DAT 45% FT-10 co. 30% 150,20 OAT 8,5% 85-02 CM. 118,46 du nom, du coupon Sofragi
Tantinger 5000 4090 460 501 1855 545 1680 OBLIGATIONS DAT-8-509/92-23 CA4.... MONA LISA SNCF 8,5% 87-94CA Tour Eiffel ... 243,40 200 300,20 1156 1979 630 205 405 260 680 82 550 470 Nat.Bq. 9% 97-02 CEPME 9% 89-99 CAL CEPME 9% 92-06 TSR F.LP.P. ... Suez Lyon Eaux 90... 103.75 Francarep.
Prons. Paul-Renard......
Generali Fce Assur 7.7. CENTIMETRES 123,25 CFD &6% 92-05 CB.... 650 205 405 255 405 255 405 257 407 700 Caillard (M)_ CFF 10,25%90-01CB4 1780 594 945 400 13900 Grd Bazar Lyon(Ly)_..... ♦ LE CHEF D. CEUVRE CLF 8,9% 88-00 CA-____ 167,25 130,60 715,30 101,16 105,55 ...(TroqenesT) I.T.D Hotel Lutetia_ 508 Hotels Deauville L. Bouiller (Ly)...... Lloyd Continental ... CNA 9% 492-07_ CRH 8,5% TQ94-08. CRH 8,5% 10/82-884 ACTIONS Demies FRANÇAISES COT SANSE-IN CAR..... Armonite EDF 8,6% 92-04 #----5,6% 6,197 **17,10** MLPC International + Moncey Financiere_ 132,51 114,42 103,66 100 · 128,90 Finansder 9%91-064 Part-Dieu(Fin)(Ly)_____ 0 128,90 805 247 10 110 35 299 Bains C.Monaco... Box Transitiant Bidermann Intl... Champes (Ny).... 316 115 582 393 635 315 115 582 395 635 540 750 1308 1557 2760 267 110 35 544 780 1208 Financia 8/893-024 M.R.M.(Ly)_ Navigation (Ne. ONA 100 DH 1999 Bidemarm Ind. 12961 Champes (Ny). 5,855 CLT.RAM.(B) OAT TMB 87/99 CAL____ A GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE LUPO OAT 8,125% 89-99 # Optorg ______ Eua-Clairefont(Ny) _ Petit Boy 1. 199 558: 110 555 275 222,60 10,40 142,10 169 116 200,10 558 108 565 889 225 15 35 347 345 947 CNIM CAL... Cirodet (Ly) # **MARCHE LIBRE NOUVEAU MARCHE** SECOND Gpe Guillin # Ly. Une sélection. Cours relevés à 12h30 Une sélection. Cours relevés à 12h30 MARCHE CA. Hts No. 132 431 700 120. Une sélection Cours relevés à 12 h 30 CA Paris IDF. MARDI 1" DÉCEMBRE MARDI 1º DÉCEMBRE 310,90 65,50 400 Hermes inti. MARDI 1" DÉCEMBRE CALONO ANA N Securiday #... 68,90 Cours preced. VALEURS. **VALEURS** Smoby(Ly)a_ COURS cours CA Obs CCI

CA Somme CCI

CAToulouse(B)

Groupe J.C.Dermon

Devernois (Ly) 360 1957 1957 1959 107 1000 345 55 270 875 125 779 405 précéd 333 628 627 129 6,70 COURS 335 465 403 366 48,50 291,50 324 287 840 18,50 38,50 668 581 89 85 428 12,50 120,50 122,50 120,50 124 124 400 405 134 125 130 130 459 130 276,50 300 160 121,70 38,50 640 Acial (No.) d. CTT-SCETA... 390 471 18 Albert S.A (No.)...... Arkopt:arms V 0 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° 120,50° ABRÉVIATIONS GENERAL III 8 = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. Expand sa... Union Fin.France _____ 2451 665 126 571 SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; 4 cours précédent; il coupon
détaché; droit détache; a = offert; 227 Monners Joseph Naf-Naf 8 NSC Cpe (Ny) SS One: 13 Paul Predauk. Visit Cit I 22,18 1000 625 B1MP___ Villeor, Clause Ciel Assur Bc Populaire

Gautier France Omnicom..... Picogiga...... R21 Santi d = demande; 1 offre réduite; 1 demande réduite; 2 contrat d'animation. 352 135,10 But a second ### STATES | CALL |
STATES |
STAT CDC Management 992019,52 3332,74 2327,39 SICAV et FCP CICPARIS Servedt vocal : 0836683662 (1.23 F/ma) 1091,78 1570,31 267,78 263,48 2380,43 2875,88 16009,78 14655,44 10391,16 39473.89 Une sélection Nord Sud Dévelop. C..... Nord Sud Dévelop. D..... Cours de clôture le 30 novembre 1252,10 1209,91 1074,49 1065,57 424,12 373,41 677,32 329,84 453,54 1158,51 Rachat net Indocara Hor. Eur. D.... VALEURS 985,15 178,17 160,08 837,16 1256,54 167,10 159,14 155,56 158,15 COC TRESCR Management of the second of th Minited: 3616 CDC TRESOR (1,29 Firm) Aggu Actions (Aza)..... 2132,67 1525,84 12379,48 11727,36 620,61 Ampirude Amèrique C...
Ampirude Amèrique D...
Ampirude Europe D...
Ampirude Europe D...
Ampirude Monde C...
Ampirude Monde C...
Ampirude Pacifique C...
Ampirude Pacifique D...
Elanciel France D PEA...
Elanciel Europ D PEA... Indocam Str. 5-7 C _____ 20534,70 36534,70 Mone, C 20401,57 36537,19 Mone, D 1345,30 1345,30 985,04 938,80 BNP 3615 BNP 136,29 135,90 210,21 206,14 1205,08 1726,89 88,25 87,56 254,34 629,06 185,13 738,28 690,91 124,47 114,57 11336,99 1224,82 1147,76 154,08 17761 273 16200.66 11742.09 11127.98 27557.75 24278,66 1760.09 1630.59 2676.74 2452.94 949.03 1628.53 17751,73 16208,66 1172,99 11127,99 17571,75, 12771,66 1745,19 1395,62 2510,74 1995,62 1995,62 1995,62 955,79 1430,32 2574,08 2436,65 2767,71 923399 1/809 402183 5 2251,53 9922,31 186,25 1822,13 132.59 Select PEA 3 ______ 205.09 Sogepea Europe _____ 201.11 SG France opport. C.___ Antogone Trescrie 571.99 Oblifutur D..... 925399 14809 402183 2274,95 4319,94 169,59 196,01 12021,30 1345,89 1154,40 1274,53 1274,53 1247,53 1213,73 123,72 Four. Act. Futur O PEA ... Ecur. Capitalisation C.... Ecur. Expansion C..... Ecur, Expansion C.

Ecur, Schwileurs C.

Ecur, Investis D PEA.

Ic. Monet.C/10 30/1/98 .

Ecur, Trisorerie C.

Ecur, Trisorerie D.

Ecur, Trisorerie D.

Ecur, Trisorerie D.

Ceoptin C.

Geoptin C.

Geoptin C.

Geoptin C. 196.01 182.11 | Car. Geovaleurs Fart. Invests D | 196.01 | 197.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 | 198.01 Natio Euro Oblig. 676,52 273,13 937,53 5275,40 267,77 219,15 5307,70 אלטונדיו פכניי The state of the s 117,63 -1)6,85 Credity Mutuel Nacobio 17 117.16 114.85 Arenir Alzes 114.18 114.94 CM Option Dynamique 109.84 129.89 CM Option Equilibre 110.59 106.40 Cried Mat. Mid. Arc. Fr. Dred. Mat. Ep. Cart. T. Cried Mat. Ep KataObiq MTC..... 298.91 Latitude D
Obligs D
Obl 2654,89 175,88 322,50 173,42 971,34 196,50 23809,87 Latitude D..... 687,07 263,49 15508,65 14919,22 42272,70 Natio Parentest D.____ Créd Mus Epulad. C..... 11492,04 1779,27 252322,49 54253,26 Nate Securiti 1118.07 | Pacte Vert T. Monde | Pacte Vert T 23839,07 536,40 537,59 187237 Revenus Trimestr. D ______ 2091,05 Thesara C ______ 1923,86 5342,16 1101,94 BANQUE POPULAIRE
ASSET MANAGEMENT
96553,53
334,5 5350 27 Crèd Mar Ep Obig. CICBANQUES 110464 Thesons D.... 1126.73 95456 SYMBOLES
2799450 : Cours du jour; • cours precedent. 193,39 - 127,76 Fonds communs de placements 96550,53 96550,53 Coesis____ 116,43 - 176,15 Solstice D. 394.55 259,95

AUJOURD'HUI

ESPACE Le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, a annonce, lundi 30 novembre, au Sénat, l'entrée de la France dans

l'aventure martienne, aux côtés des Etats-Unis. • UN ORBITEUR, chargé de ramener sur Terre des échantillons de sol, prélevés par des engins automatiques américains, devrait être

construit par la France et emmené vers Mars en 2005 par une fusée Ariane-5, qui emportera également un atternsneur et un robot américains.

LE CNES ET LA NASA mettent la demière main

à ce projet qui entre dans le cadre d'un programme sur dix ans d'exploration américain de la planète rouge. Le montant de la participation française s'élèvera à 2,5 milliards de francs, pour

un budget américain de 11 milliards de francs. OL'EXISTENCE d'une vie pas sée sur Mars, avancée par la NASA pour relancer ce programme, semble de plus en plus hypothétique.

La France rejoint les Etats-Unis pour explorer la planète Mars

Une fusée Ariane-5 devrait emporter en 2005 un engin de fabrication française. Mission : récupérer en orbite martienne des échantillons de sol, récupérés auparavant par des robots américains, et les ramener sur Terre en 2008. Une participation évaluée à 2,5 milliards de francs

cette grande aventure. Nous avons signé un accord avec les Américains. » C'est en ces termes que le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, a annoncé. lundi 30 novembre lors du débat sur les crédits de la recherche au Sénat, la participation de la France aux missions de retour d'échantillons de sol martien que prépare la NASA. Une participation qui, a précisé le ministre, coûtera à la France 2,5 milliards de francs.

M. Allègre revelait ainsi publiauement un projet sur lequel les ingénieurs du Centre national d'études spatiales (CNES) travaillent discrètement depuis un an avec leurs collègues du let propulsion laboratory (JPL) de la NASA. Une réponse à la requête des Américains, qui, engagés dans un programme d'exploration martienne (à l'aide de robots) planifié jusqu'en 2005, cherchent depuis longtemps une participation étrangère pour alléger un peu leurs charges financières. Lors de sa demière visite officielle à Paris. en octobre 1997, Daniel Goldin, le patron de la NASA, a demandé au gouvernement français de fournir une Arlane-5.

La sollicitation avait délà été formulée plusieurs années auparavant, sans grande réaction de Paris. Cette fois, pourtant, elle tombé a un moment très lavorable. Le CNES se cherche un grand programme pour 2000-2005 et même après, et dispose pour

« NOUS SERONS présents dans cela d'un budget. Claude Allègre entend affirmer la présence française au sein de l'Europe spatiale. Il est très intéressé par l'exploration planétaire et, en tant que géologue, a participé à l'étude des échantillons de sol lunaire ramenés par les astronautes américains dans les années 70. Il saute sur l'occasion: d'accord pour une Ariane, mais à condition que la participation française soit plus

GROUPE IVE THAVAIL

consistante.

Dès iors, les choses vont très vite. En février, les hommes du IPL viennent à Paris présenter leur projet de retour d'échantillons martiens. Réunis à Arcachon, le mois suivant, pour préparer le programme scientifique spatial des années à venir, les chercheurs francais jettent les bases d'un gros effort sur Mars, susceptible de s'intégrer à ceiui de leurs collègues américains. En mai. M. Allègre signe une lettre fixant les grandes lignes d'une participation française à l'aventure. En juillet et en août, un groupe de travail franco-américain entame ses travaux au siège du JPL, à Pasadena en Californie. En font partie, côté français, Jacques Blamont, conseiller auprès de la direction du CNES, Richard Bonneville, responsable du groupe exploration planétaire au CNES. Christophe Sotia, directeur du laboratoire de géodynamique et de planétologie à l'université de le ministre ».

Michel Courtois, directeur du centre toulousain du CNES, plus particulièrement chargé des évaluations techniques.

Depuis, les réunions se succèdent. Cette semaine encore, la direction du CNES séjourne au IPL pour discuter des coûts et de l'architecture précise des principaux éléments fabriqués par la

Rocard, ingénieur au CNES et une Ariane-5 (valant approximativement 800 millions de francs); l'orbiteur chargé de ramener sur Terre les conteneurs d'échantillons de sol - ramassés par des robots américains et envoyés par eux en orbite martienne - et le Netlander, un réseau de quatre petits atternisseurs d'une cinquantaine de kilogrammes chacun. Dérivées de la capsule européenne Huyghens, ces

« Une valeur symbolique importante »

Dans l'entourage de Claude Allègre, ou précise que ce projet d'accord franco-américain a fait l'objet, en mai et juin, d'un échange de « lettres d'intention » entre le ministre français de la recherche et le patron de la NASA, Daniel Goldin. On ajoutait, mardi 1 décembre, que la signature du « memorandum of understanding » entre la NASA et le CNES est « imminente ». Ce texte, qui a valeur d'« engagement », précisera la part respective de l'Europe et des Etats-Unis dans l'élaboration de ce programme. Un accord plus formel sera signé ensuite par les dirigeants du CNES et de la NASA.

Au cabinet de M. Allègre, on indique que ce projet, outre «sa voleur symbolique importante», témoigne de la grande valeur des chercheurs français et européens dans les domaines de la géologie et de l'analyse des échantillons prélevés sur les planètes du système solaire. Au début de février 1999, un colloque international sur ce sujet sera organisé à Paris par l'Agence spatiale européenne (ESA).

France. Il s'agit d'abord, pour les responsables français, de s'assurer que l'ensemble entre bien dans leur enveloppe financière. Mais, assure-t-on au CNES, « si notre budeet reste constant lusqu'en 2007. nous devrions pouvoir absorber les 2.5 milliards de

Nantes et président du « groupe système solaire » au CNES, Francis tions, le CNES fournit, pour 2005,

ministations sont construites avec « une forte participation européenne », notamment allemande et finlandaise. Elles effectueront des expériences géochimiques et géophysiques et, notamment, des sondages sismiques - analogues à ceux utilisés pour la recherche informations sur la structure

interne de Mars et sur la présence

éventuelle d'eau ou de glace en profondeur dans le sous-sol.

Tout cela, ainsi qu'un attentisseur et un robot américains, seront emmenés par une Ariane-5, qui devrait décoller de Kourou en août 2005. L'orbiteur arrivera en orbite martienne en juillet 2006. Après avoir largué les quatre atterrisseurs du Netlander, il se mettra à la recherche du petit étui sphérique de vingt centimètres de diamètre contenant les échantillons ramassés par la mission américaine lancée en 2003 et qui tournera déjà autour de la planète rouge depuis un an. Si tout va bien, les paramètres de son orbite auront été déterminés par les Américains. L'orbiteur traquera son gibler par radio, d'abord, puis, dès que sa caméra l'aura repéré, par navigation optique. En fin d'approche, un système de guidage automatique fourni par la NASA américain prendra la relève, jusqu'à ce que le conteneur soit « gobé» par une sorte de cône situé à l'extrémité de la capsule de rentrée atmosphérique (terrestre) - américaine elle aussi – dont sera doté l'orbiteur.

MISSION AMERITEUSE

Cette mission est extrêmement ambitieuse et risque d'être difficlle. La France, ni méme l'Europe, n'ont jamais réalisé ce genre d'exploit. « C'est un peu l'équivalent du concept Apollo, mais en automatique, milie fois plus loin de pétrolière -, qui fourniront des la Terre, et avec des budgets sans commune mesure », estime Prancis Rocard. « Avec de la chance, il nous restera suffisantment de temps pour récupérer le second conteneur, celui de la mission 2005. Sinon, nous l'abandonnerons, poursuit-il. Car la date de rentrée (avril 2008 sur Terre] est impérative. Si on ne la respecte pas, on manque d'ergois [le

carburant utilisé] pour le retour ». Ce superbe scénario verra-t-il le jour? Pour l'instant, rien ne permet d'en douter. Les Américains sont extrêmement coopératifs. Ils ont des raisons pour cela : la participation française devrait leur permettre d'économiser plus de 700 millions de dollars, soit près de 4 milliards de francs (sur un budget de 2 milliards de dollars sur dix ans). Conciliants, ils sont allés jusqu'à modifier un peu leur programme pour satisfaire les Français, désireux d'axer davantage leurs recherches sur la géologie et la structure de Mars que sur la recherche d'éventuelles traces de vie fossiles, explique Christian Sotin. Confiants, les planificateurs de la NASA ont aussi déjà porté, sur leurs propositions de planning des missions identiques à celles de 2003-2005 pour 2007-2009 et pour 2011-2013. Mais, pragmatiques, ils ont aussi prevu une solution de repli en cas de défection française.

Une décennnie sous le signe de la planète rouge

Après le succès de la mission du petit robot Sojourner durant l'été 1997 et celle, encore en cours, du satellite Mars Global Surveyor, qu renvoie d'étonnantes photographies du soi de la planète rouge, les Etats-Unis prévoient d'envoyer désormais des engins sur Mars tous les deux ans , avec la collaboration des Européens. Mars Climate Observer, Lancé par une fusée Delta-2 le 10 décembre, cet engin de 633 ke doit arriver autour de Mars en septembre 1999. Placé sur une orbite quasi circulaire survolant les pôles, il étudiera pendant deux ans le climat et l'interaction entre le soi et l'atmosphère martienne. Mars Polar Lander, Prévu pour partir avec son compagnon, cet « atterrisseur » sera lancé le 3 ianvier 1999 et entrera dans l'atmosphère martienne onze mois plus tard. Il doit se poser à la limite de la calotte glaciaire sud où il étudiera les changements climatiques et analysera quelque échantilions de soi. Une « micro-sonde » sera aussi du

Mars 2001 Orbiter. Ce satellite

d'observation et de reiais devrai

être lancé en mars 2001. Il

piongera dans la haute

atmosphère martienne pour raientir sa course et se placer immédiatement en orbite. Mars 2001 Lander/Rover. Réplique de Mars Pathfinder, cette d mission prévoit l'envoi d'un « amarsisseur » en avril 2001, qui servira de base de départ pour Marie-Curie, un petit robot motorisé similaire à Sojourner. Mars Express. L'Agence spatiale européenne devrait lancer en juin 2003 un satellite héritier de l'engin russe Mars 96, retombé dans le Pacifique, qui pourrait emporter un atterrisseur d'une soixantaine de kilos. Mars 2003 Lander/Rover, Lancé an printemps 2003, il comporte un' robot motorisé évolué, et une raicro-fusée capable de rapporter des échantillons en orbite, dans l'attente de leur récupération. Mars 05 Sample Return. Réédition de la mission précédente, sur une autre-région martienne. Les échantillons renvoyés en orbite seront récupérés en 2006 par une sonde développée par le Centre national d'études spatiales (CNES) français et lancée par une Ariane-5, Retour prévu: 2008. Des « micromissions » lancées par la fusée européenne proposées par

Applied Miles Committee of the

The San Property of the Con-

Share and the second of the second

Mary Mary Co. Co., 1841 Care Co.

And the state of t

Edward Caller

Sept Committee of the

with the first and a second from

Called the Control of the Control

Art better the second

a comment of the same of the

Transport Same and

The state of the s

The Control of the Control

Report of the accessory

River to the second

The second second second

The state of the s

The second second

Part Contractor

A Roberts Committee

- New Agency Committee of the Committee

L'espoir d'une vie sur Mars recule

Le 6 août 1996, Daniel Goldin, administrateur de la NASA. annonce que l'agence américaine a * foit une découverte surprenante qui tendrait à prouver au'une forme primitive de vie microscopique peut avoir existé sur Mars il y a plus de trois milliards d'années ». Deux ans plus tard, après un intense débat médiatico-scientifique, la messe est dite : les prétendues « bactéries filamenteuses fossiles » oul ornaient la météorite originaire de Mars, ALH 84001, tombée dans l'Antarctique il y a 13 000 ans environ, et retrouvée dans les glaces en 1984, ne sont que des artefacts, ou des traces de contamination terrestre. Au cours d'un colloque récent de la NASA à Houston, les principaux protagonistes ont reconnu qu'il n'a pas été possible de confirmer les hypothèses avancées par les partisans de la vie sur Mars. Ce qui n'a das empêché qu'un nouveau programme d'exploration martienne soit lancé.

Les scientifiques de l'ESA cherchent des fonds

SI LE BUDGET du programme scientifique de l'Agence spatiale européenne (ESA) continue à baisset régulièrement, « nous ne pourrons ni aller sur Mars ni continuer nos activités au rythme actuel ». Roger Bonnet, directeur scientifique de l'ESA, est formel : les économies sur les coûts ont atteint leurs limites. Une rallonge budgétaire va être demandée aux membres du conseil de l'Agence, qui, les 13 et 16 décembre, doit se prononcer sur le niveau des ressources.

En 1995, à Toulouse, lors de la dernière assemblée générale de l'ESA, le budget du programme scientifique de l'Agence avait été maintenu en euros courants. L'inflation aidant, « notre pouvoir d'achat baisse d'au moins 3 % par an, explique Roger Bonnet. Le manque à gagner est déjà de 40 millions d'euros [1 euro équivaut à 6,50 francs environ] et atteindra 71 millions d'euros en 2001 si cela continue. » Antonio Rodotà, directeur général de l'ESA, et Roger Bonnet comptent donc demander dans quinze jours aux délégués du conseil scientifique « un engagement de maintien du budget scientifique à niveau constant à partir de 1998 pour les cinq prochaines années et, si possible, pour

En dépit de ces restrictions, « nous avons fait plus que dans le passé et, dans certains cas, nous avons ahtenu des résultats meilleurs que ceux des Américains », plaide Antonio Rodotà. La révision du calendrier et du contenu de certaines missions n'a pas empêché quelques beaux succès. D'autres projets sont en préparation : les observatoires spatiaux à rayons X (XMM) et à infrarouge (First); Planck, un

satellite pour l'étude des traces du Big Bang ; le successeur du télescope Hubble, en coopération avec les Etats-Unis. Tous ont été approuvés par le comité du programme scientifique de l'ESA, qui s'est tenu au

début de mois. Cette instance - dont les délégués ont rang d'expert – a aussi « approuvé à l'unanimité les grandes lignes de la mission Mars Express, à la condition, toutefois, que les fonds nécessaires soient débloqués et que les autres projets déjà approuvés n'en souffrent pas, précise Roger Bonnet. J'ai indiqué clairement aux délégués durant les discussions qu'il n'était pas question pour l'ESA de proposer un report des missions First et Planck pour faire de la place à Mars Express. »

MAUVAIS EFFET

L'annulation de la participation européenne à l'exploration martienne ferait assez mauvais effet. La NASA compte en effet sur Mars Express, qui devrait être lancé en 2003, pour servir de relais à des missions retour d'échantillons. En outre, affirme Roger Bonnet, « son coût, 150 millions d'euros tout compris, en fait la moins chère des missions martiennes jamais engagées 🥦 Il n'empêche. Si onze délégués sur quatorze sou-tiennent la demande de maintien de pouvoir d'achat qui sera présentée au conseil de l'Agence, l'un d'eux a voté contre - le représentant de l'Allemagne, plus gros contributeur en matière scientifique - et deux se sont abstenus - ceux de la France et de l'Espagne...

Jean-Paul Dufour

ce calendrier déjà chargé. Des grottes ornées de peintures rupestres découvertes à Bornéo

Des centaines d'empreintes de mains relancent le débat sur le peuplement de l'Asie du Sud-Est



PLUSIEURS grottes ornées de peintures rupestres vienment d'être découvertes à l'est de Kalimantan la partie indonésienne de Bornéo par Jean-Michel Chazine, ethnoarchéologue du CNRS (université d'Aix-Marseille), Luc-Henri Fage, spéléologue, et Pindi Setiawan, chercheur à l'université de Ban-

Les trois hommes avaient entrepris d'explorer, à la demande du ministère du tourisme indonésien, cette zone ravagée par une exploitation forestière intensive et les récents incendies qui ont dévasté file. La progression dans ce secteur mal connu a été très pénible.

Une première grotte, omée d'une frise de mains négatives, avait déjà été inventoriée en 1994 par la même équipe. Les représentations picturales observées dans deux nouveaux ensembles de grottes - mis au jour

en septembre -, distants l'un de l'autre de 80 kilomètres, ouvrent des perspectives passionnantes, affirme Jean-Michel Chazine.

Le premier comporte deux grottes situées à mi-falaise, à une trentaine de mètres l'une au-dessus de l'autre, qui présentent chacune un panneau d'une trentaine d'empreintes de mains en négatif. Dans le second ensemble, également en haut d'une falaise très difficile d'accès, trois salles en enfilade contiennent plus de 200 motifs: environ 140 mains négatives, disposées en éventail, un « bouquet de mains » qui forme un ovale, des animaux - dont trois bovidés de plus d'un mètre d'envergure et deux cerfs -, ainsi que des représentations authropomorphes.

ENTRE 6 000 ET 20 000 ANS d'une telle qualité, disposées de

manière aussi esthétique, était inédite à Bornéo », indique Jean-Michel Chazel. Un épais voile de calcite recouvre certaines d'entre elles. Ce qui indique leur ancienneté. En attendant des mesures au carbone 14, leur datation reste aléatoire. Leurs découvreurs évoquent une fourchette imprécise: entre 6 000 et 20 000 avant notre ère.

Pour le chercheur aixois, il est probable que ces mains négatives en éventail, ces tracés linéaires aux couleurs ocre, se détachant sur des parois ou des platonds plus clairs, ont une « analogie formelle avec l'art rupestre ancien des Aborigènes australiens ». De plus, certains tracés au pochoir évoquent des tatonages « encore fréquents chez les Aborigènes vivant dans l'archipel indonésien ». Enfin, comme en Australie, on remarque une absence de céramiques dans les sites.

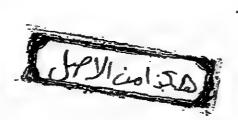
Ces découvertes, qui « demandent 🔻 rapidement un programme d'investigation beaucoup plus important que ce qui a été entrepris jusqu'à présent », fourniraient donc une image nouvelle de l'occupation de l'espace en Asie du Sud-Est.

les Français pourraient s'ajouter à

On estimait jusqu'à présent que ce type d'expression rupestre, n'apparaissant qu'entre l'archipel des Célèbes et les îles orientales de l'Insulinde, ne pouvait provenir que d'Australie

Le fait de trouver des peintures à l'ouest du détroit de Macassar (entre Bornéo et les Célèbes) montre que cette influence pré-austronésienne s'est étendue beaucoup plus à l'ouest. Ou qu'elle s'est développée, en sens inverse, à partir de Boméo. Une nouvelle expédition est prévue

Emmanuel de Roux



Salée, moins salée

Certains chefs concoctent des notes plus légères

C'EST aussi par la table que le refroidi, crémé, croustillant. A mescandale arrive. Pendant que le sure que nos chefs se battent pour hiver de 1684, dévore les écus du royaume, ses sujets sont à genoux grattant la terre pour en extirper les dernières racines qu'elle veut bien encore leur donner. Les paysans succombent à la famine, le roi se goberge; aux cuisines, le droit divin est encore tout-puissant. Il n'est d'ailleurs pas dit que les affamés qui mouraient en silence n'auraient pas trouyé scandaleux que leur souverain puisse être soumis à la moindre contrariété gastronomique. Par les armes et les lois, mais aussi par l'immaculé de la nappe blanche et la ballottine de faisan en volière, les grands sont les grands. Vivons-nous sous un régime si différent ?

We do be

Mary Mary 1

THE PERSON AS

28 -

A CONTRACTOR OF THE

A PARTY AND

THE RESERVE OF

The state of the state of

Part & Control of

12 TE - 6-147 ...

The state of the state of

The state of the s

ALC: NO.

1 1 1 a.

Control of the Contro

The state of the s

A Company of the Company

To be the second of the second

The state of the s

The state of the s

4.0

The state of the

·

1000

Sanda Suffer Land

The state of the s

Marie Control of the Parket The second second

The state of the same of the same of

Profession white

A PARTY OF A PARTY OF

The second second

神経 海州ケンス

the state of

De toutes les tentations que développe l'arsenal du luxe, celle ayant trait aux exploits de bouche reste la plus confidentielle, la plus mystérieuse. Un rivage à jamais vierge de l'empreinte de tout godillot. Ses postes d'octrol veillent au partage des entrants et des enviants avec une indiscutable autorité. On pourrait imaginer des moments de grogne ou de jacquerie devant ces portes si largement ouvertes pour les uns et si remarquablement closes pour les autres. Pas du tout ; de la fatalité seulement, agrementée de larges festons de reve. Tout se passe comme si la permission du succulent était en priorité à réserver aux autres. A ceux qui savent et qui ont les moyens de pénétrer dans ces forteresses du goût, offrant des miettes de récit comme on jette du pain aux oiseaux.

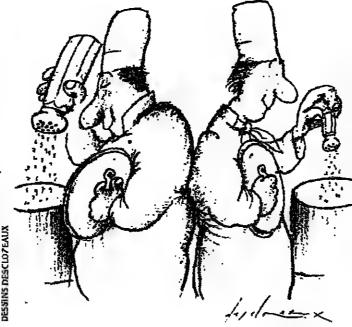
« Que font-ils de tout cet or, se demandaient les Incas devant la gloutonnerie des conquérants, ils le mangent? » Aujourd'hul, on peut vraiment manger de l'or. De l'or-truffe, de l'or-caviar - les * restorators * en mettent partout -, de l'or-homard, de l'or-chapon. Sur pattes, à pinces, en ve-louté, à la thermidor, braisé,

prince, emmitouflé dans l'atroce décrocher médailles et croix d'honneur, à force de pousser leurs recherches jusqu'au point de rupture entre la réalité et l'exces, les voilà contraints de partir en expédition de plus en plus profonde vers les dernières loges écologiques où poussent, paissent, nagent et gigotent les merveilles encore en bonne santé que la 5 sainte nature a su protéger. Certes, la course-poursuite est louable, 2 mais elle n'est pas non plus sans

DECERVELAGE

Curieusement, il semble que cela n'ait plus d'importance; quand on aime, on ne compte pas... Les listes d'attente sont en crue, on tuerait père et mère pour prendre la place du voisin, pour serrer la main du maître, pour un mot, un geste, un regard de lui. C'est violent comme démangeaison. Le repas en ville chez une star de la table sert désormais de certificat de bonne conduite ; on serait tout prêt à élever le geste au rang de devoir, d'acte patriotique. On sent passer ici comme un leger courant d'air de décervelage. Longtemps patron des four-

neaux aux Ambassadeurs, le restaurant de l'Hôtel de Crilion, place de la Concorde, Christian Constant n'ignore rien des soucis et des demandes de cette clientèle de précieux fringalés pour laquelle Il a beaucoup donné. Homme de Montauban, il s'est amusé durant des-années à troubler son monde en lui imposant des plats de sa région, qu'il adoucissait de préciosités mondaines pour que le compte soit rond. Mais on se lasse de tout. Le voilà depuis quelque temps déjà chez hul, dans ses murs, rue Saint-Dominique, au Vioion d'Ingres, établissement où il tente



AUJOURD'HUJ-GOÛTS

de faire la jonction entre ses anciennes additions et des douloureuses plus acceptables. La middle-class n'a pas tardé à lui emboiter le pas et semble n'avoir qu'à se louer des efforts consentis par ce vieux grognard aux armées muté des rótissoires de l'état-major à l'auberge salonnarde de ville. Au tableau d'avancement, on le

Mais, mieux que ce revirement de carrière, on lui doit surtout d'avoir su astucieusement apprendre à toute une génération de toques brillantes l'art de faire bon et néanmoins pauvre, modeste et néanmoins bon. Franchir la barre des I 200 francs par couvert est un exercice délicat, mais dont on peut se tirer avec du talent et beaucoup d'entregent ; passer sous celle des 120 francs est une tout autre af-

devine bien placé.

Quand il demandait à Anne Desplanques de relever le pari, en n'oubliant rien de l'attention que I'on doit mettre dans le polissage d'un bouillon de crabes verts ou d'un gigot de sept beures, il savait le boulot de galérien auquel il l'astreignalt. Elle le fit. Rue Amelot, à

ce même Camelot, avec en ce moment à l'ardoise, pour 30 francs de plus, un autre disciple de Constant, le courage est exactement le même et le lapin au romarin aussi vaillant.

COQUELUCHE DE PARIS

Plus fort. C'est aujourd'hui l'un des bistrots coqueluche de la capitale: La Régalade, avenue Jean-Moulin, dans le 14. Aux commandes, Yves Camdeborde, toujours issu de la squadra du Crilion, Palois ardent et cuisinier persuadé qu'avec un peu d'idée et le sens du devoir on sauvera le coup de l'addition courte et du repas réussi. Exemple : saint-jacques rôties en coquille, canard sauvage préparé en deux services, soufflé chaud au Grand Marnier, total 175 francs. C'est bien, c'est très bien. L'ennui, c'est que l'endroit commence à être connu et que l'on devra s'y prendre sérieusement à l'avance pour y être reçu. A visiter tout de même.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Camelot, 50, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01-43-55-54-04. ★ La Régalade, 49, avenue Jean-Moulin 75014 Parls. Tél.: 01-45-45-

BOUTEILLE

AOC Côtes-du-Rhône-Villages

Cairanne Rouge 1997 Domaine Richaud

La cavée l'Ebrescade du domaine Richaud, qui provient d'une parcelle de 4 hectares en limite de Rasteau, a assuré une telle renommée à son propriétaire qu'il est désormais contraint d'en limiter la vente à six bouteilles tant la demande est forte. Le rendement, il est vrai, est limité à 25 hectolitres. Voilà une bonne raison de s'intéresser à l'AOC « grand ordinaire » rouge 1997.

Ce vin est élaboré avec des vignes de quarante à cinquante ans en moyenne, et un rendement de 35 hectolitres à l'hectare. C'est un assemblage de grenache des Combes avec des syrah et des mourvedres du quartier de Chantal, deux zones aux sols maigres et graveleux, situées en milieu de côteaux, sous le vent. La robe de cette bouteille est pourpre. Le vin développe, au nez, un arôme déjà volumineux de fruits bien murs et, en bouche, l'équilibre parfait des vins de Marcel Richaud, à la fois gras et limpide, avec une finale de tanins très doux. Il sera judicieux d'attendre cette bouteille deux ou trois ans ; mais son potentiel de garde est bien supérieur. A boire à seize, sur quelques oiseaux doucement rôtis à la broche, dans la cheminée. * Cairanne rouge 1997 : 37 FTTC la bouteille à la propriété.

Domaine Richaud-Route de Rasteau 84290 Cairanne, Tel.: 04-90-30-85-25. Télécopie : 04-90-30-71-12.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

LA MARE AU DIABLE

■ Du « petit castel jeté en pleine Brie, à deux lieues de Melun » (George Sand). subsiste l'inimitable atmosphère campagnarde qui imprègne son œuvre. C'est un manoir du XV siècle, aux poutres d'origine, avec cheminées et combles aménagés. Un lieu douillet, enchâssé dans un grand parc boisé, où Aurore Dupin, baronne Dudevant, avant de devenir le célèbre écrivain romantique, venait plus aisément qu'à Nohant. La cuisine embrasse la tradition bourgeoise (mironton de queue de boeuf aux aromates), une forme plus actuelle (escalope de foie gras chaud au cidre et au miel), et s'aventure avec succès jusqu'au gratin de langoustines aux blancs de polreaux et jus d'huîtres. Un chef à la solide formation classique assure avec sa brigade un fort honnète travail appliqué aux légumes du potager et à des produits de qualité. Quelques soirées de découverte des vins rythment les saisons. L'accueil de la propriétaire est fort courtois et le service consciencieux et plaisant. Cave généreuse en bonnes surprises.

Formule jardin : 95 F (déj. sem.). Menu 155 F-215 F (vin et café compris, en semaine, 245 F). A la carte, compter 350 F.

★ Réau. La Plessis Picard. RN 6 (77550). Tél.: 01-64-10-20-90. Fermé dimanche soir et lundi.

AU CHAPEAU GRIS

■ Lieu de mémoire versaillais, cette auberge fut créée en 1774, et les chapeaux gris des cochers encombraient les patères. Une valeur sûre de la ville depuis deux lustres déjà, avec un décor fleuri délicleusement provincial. Plerre Brown, artisan chevronne, présente une cuisine traditionnelle, qui au fil des ans est devenue limpide, les vielles recettes se sont affinées. En entrée, le mille-feuille de moules de bouchot, crême de Noilly, ou bien la parfaite tête de veau sauce tartare, petits légumes à la vapeur. Tout le monde en fait, elle est souvent quelconque. Saluons ici la réussite I Civet de marcassin, poule faisane braisée, c'est de saison, mais nous avons apprécié un simple gigot d'agneau dominical aux flageolets. Signalons aussi la chiffonnade de rale à la crème et au vinaigre de cidre, la vaillante bouillabaisse du pêcheur et un dessert charmant, les pruneaux d'Agen au coulis de vin, glace à la cannelle. Ici l'expression « comme au bon vieux temps » n'a rien perdu de sa saveur. Une carte des vins riche en bordeaux, et pour le menu un beautolais 1997 fera l'affaire. Menu-carte 160 F et 200 F. A la carte, comptez 250 F. ★ Versailles. 7, rue Hoche (78000). Tél.: 01-39-50-10-81. Fermé mardi solr

et mercredi.

Brasserie LE CANARI

PARIS 14°

LA CREOLE

Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12 Spécialités des îles, dans une lucuriance

de verdure et de sourires. Le rendez-vous du show-bizz, des arts et des

lettres, L'un des plus anciens restauran

untillas de la capitale, Carte 220 F env.

122, boulevard du Montparnasse

■ Quand la grande brasserie Marty, aux Gobelins, justement réputée pour 23 heures, l'aimable Canari accueille sous son aile protectrice les amateurs de solides portions auvergnates, les charcuteries de Saint-Flour, la terrine et saucisse seche de l'Aveyron et, naturellement, le tripoux d'Auvergne pommes vapeur, moelleuse préparation de tripes de mouton dans une sauce aromatique et onctueuse. L'andouillette parfaitement grillée, le saucisson de Lyon, le confit de canard assurent l'ordinaire, ainsi que les belles pièces de viande (aloyau, tournedos, tartare). Avec une « fillette » d'Anjou, moulin de chateaupanne (40 F). L'addition se maintient dans des limites parfaitement raisonnables. Service dégourdi. A la carte, compter 140 F.

* Paris. 119 bis, rue Monge (75005). Tel.: 01-45-87-06-00. Fermé le di-

PARIS 14º ·

AU MOULIN VERT

À 5 minutes de la Porte de Versailles, cette accueillante chaumere propose un menu-carte exceptionnel à 185 F, loir malson,

accueillante charmere propose un menu-carte exceptionnel à 185 F, kir malson, vin et café compris. Douze entrées (terme de lore gras, saumon marmé ...), un grand chout de vandes et poissons (escalope de Saumon aux morilles, magrel aux baies de casse ...) et le choit entre fromage ou dessert lorit de retité adresse un des meilleurs rapports qualite-pra de la capitale. En semaine menu "express-midi" à 109 F. Ouvert T.J. - Métro ALESIA 34 bis, rue des Plantes - 01.4539.31.31

77 SEINE ET MARNE

LA MARE

AU

DIABLE

le restaurant romanuq

de George Sand

Jean-Claude Ribaut

Les ravioles

Se payer une grosse pour 10 francs, c'est ce que font régulièrement les habitants de Romans, dans l'Isère. Rien de sexiste en cela puisque ce terme, qui remonte au Moyen Age, correspond simplement à une unité de mesure. Déguster une grosse à soi tout seul ne fait d'ailleurs pas peur dans le Dauphiné à un homme digne d'appétit : Il s'agit simplement de trois plaques de 48 ravioles farcies d'un mélange de fromages et de persil.

Dans l'inventaire du patrimoine culinaire de la France (éditions Albin Michel), l'hist Marie Hyman raconte que, si le nom de cette spécialité est attesté depuis le XVP siècle dans la région Rhône-Alpes, ce n'est qu'au début du XIX siècle que la raviole fut fabriquée à Romans et alentour selon la recette que nous lui connaissons actuellement. « Contrairement qu ravioli italien, la raviole du Dauphiné ne contient pas de hachis de viande mais un mélange de comté, de fromage blanc, d'œuf et de persil », explique-t-elle. « Ce plat en apparence simple demandait en fait beaucoup de patience pour être réalisé. On a beau les surnommer



aussi "oreilles d'âne", les ravioles sont en réalité minuscules : des carrés d'à peine 2 centimètres de côté et qu'il fallait à l'époque réaliser entièrement à la main. Au siècle dernier, on louait donc dans la région, aux veilles des mariages et des communions, des "ravioleuses" qui venaient à domicile pour prendre en charge

C'est en 1873 que l'une d'entre elles, la mère Maury, vint s'établir sur la place de la mairie à Romans et se mit à vendre ses ravioles dans son café des Allées. Il existe d'ailleurs tonjours dans cette petite ville une fabrique à son nom, l'une des dernières dans la région à utiliser encore exclusivement du persil frais et non pas surgelé. D'autres ravioleuses s'établirent à leur tour, même si le produit resta encore relativement confidentiel pendant près d'un siècle. Au début des années 50, cette spécialité ne se

Grenoble ou de Valence. Si la raviole du Dauphiné vient d'obtenir, en septembre, l'attribution d'un label rouge et que l'on en trouve maintenant dans presque tous les supermarchés, c'est que l'objet n'a pas échappé à la sagacité des consommateurs, ils trouvent en lui un compromis idéal entre terroir et restauration rapide. Un produit régional, authentique, et qui se prépare en moins de deux minutes, poché dans un peu d'eau saiée ou un bouillon de volaille. Au Salon Saveurs, qui se tient à partir du vendredi 4 décembre à Paris, le plus de tons les ra oni fabrique les ravioles du Royan, viendra faire goûter ses produits. Nul doute que, parmi toutes les gourmandises proposées lors de ce rendez-vous gastronomique, certains succomberont, eux aussi, au charme des grosses.

vendait réellement que dans la région de

Guillaume Crouzet

★ En grandes surfaces, ravioles Saint-Jean. 17 F environ les 250 g. Renseignements: Salon Saveurs, tél. 01-46-05-80-77.



PARIS 5º MENU d chasse ou tear ness GASTRONOMIE RUSSE RAFFINÉE Dans une authentique isba Spectacle - Chants et Guita -CAVE A VODKA DU XVI*-*** - * ******* Res. 01.43.31.84.64

PARIS 5º SUSAN'S PLACE :

Tex Mex
ler prix Europea du
mailleur Chili Con Carnel *
Marmite d'or pour
le TEXAS NACHOS *
21. verterrers marazans *
51. rue des Esales (cire St-Ahchel) * 01.43.54 23.22 - See 52 23:15

PARIS 50

"Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA) MAHARAJAH 72, bd Saint-Germain 5e
127 F - 169 F - Climal.
01.43.54 26 07 01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 60

"Tugaraj demeure, dans sa entégarie, i un des plus nius représentants parisiens". Gault Millan 99 - 14/20 A midi le Delhi-Express 130 F Carte environ 180 F à 190 F 14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91 Ferme lundi midi

PARIS 6º

Menu 169 F 4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6 Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du matin

Parking rue de l'Ecole de Médecine

<u>PARIS_7</u>e

LES MINISTERES depuis 1919 un brin de Paris

Menn 169 F apéritif et vin compri 30, rue du Bac - Tel. 01.42.61.22.37 LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 7º

LE BOURBON

"Ses confits, magrets, cassoulet et choucroutes. Sa bouillabaisse poissons fumés et truits de mer..." Menu 162 F, Menu Gostro 185 F et Carte I place du Palais Bourbon. Tél.: 01.45.51.58.27 - Jusqu'é 23h30

PARIS 7º

Le Bistrot de Breteuil Sérieux - Qualité - Prix Une adresse qu'on ne peut que vous one soresse qu'on ne peut que voes recommander : le haut de gamme des formules tout compris. Jugez vous-même : une sélection de produits fraits de première qualifé parmi les plus chers), des vins directs de produits frait les plus chers), des vins directs de produits frait les plus chers), des vins directs de premiérit le trut cour 187 5 (and propriété, le tout pour 182 F (apé-ritif, vin et café compris). Très rare, dans un tout compris, 6 superbes fines de claires de Marennes Oléron =°2. Ouvert 71/7.

3, place de Breteuii 曾 01.45,67.07.27

<u>PARIS 8º</u>



99, avenue des Champs-Hysées Tel. 01-47-23-70-60 - Fax 01-47-20-08-69

PARIS 15° à 200 m d'atilitude au 56 cm² étage (sussisse deci) une Vine de Paris à trons comper le sossité loss les jours, decurer dints Ba-Cocktal

35, Av. du Maine 15' -Tel. 81 40 54 77 54 "



Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité. Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.

Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin. Réservation : 9 01 43 42 90 32 * l'entree, l'plut, l'dessert.

Animations avec chanteur pres de la cheminée pour les uns et disk jockey pour les autres. Ambiances assurée... Cotilions, soupe à l'oignon à l'aube Manuel Moet et de Jour de l'An 150 F. (35 km de Paris) Accès direct autoroute A5a, sortie 12 • RN 6 • Meium Sénart 01,64.10.20 90 • Séminaires, Héisurface

"GASTRONOMIE", renseignements publicité: 2 01.42.17.39.40 - Fax: 01.42.17.39.25

Boxe: Laurent Boudouani conserve son titre de champion du monde

LE BOXEUR FRANÇAIS LAURENT BOUDQUÂNI a imposé sa puissance et sa technique pour conserver son titre de champion du monde des poids super-weiters (WBA), en battant l'Américain Terry Norris par jet de l'éponge à la 9 reprise, lundi 30 novembre, à Paris. Superbe de clairvoyance et d'intelligence, le Français a livré un match très accompli prenant sans arrêt de vitesse l'inlassable danseur que fut Norris, mais qui ne mérite plus son surnom de « Terrible ». Laurent Boudouani a notamment réussi une perfection de sixième round, en enchaînant les droites au visage et en éprouvant sérieusement Norris sur une terrible direct du gauche. Au neuvième round, après un enchaînement de gauche et de droite au visage, l'Américain était à la dérive et son coin a choisi de Jeter l'éponge, C'est la 38° victoire (la 32° avant la limite) de Laurent Boudouani, qui a défendu son titre victorieusement pour la quatrième fois. Lors de cette soirée de réouverture du Palais des sports de la porte de Versailles, le Français Mamadou Thiam s'est imposé en deux rounds face à son compatriote Said Bennajem pour le titre de champion d'Europe des super-welters. - (AFR)

■ FOOTBALL: Gigi Simoni, l'entraîneur de l'Inter de Milan, a lui-même annoncé son licenciement par le club italien, lundi 30 novembre. « J'ai été renvoyé, voilà la vérité », a dit Gigi Simoni, qui, à cinquante-neuf ans, venait de recevoir le Banc d'or du meil-

leur entraîneur du championnat italien. - (AFR)

Beux cents personnes ont été arrêtées par la police de Buenos Aires dans la solrée qui a suivi la victoire de Boca Juniors dans le championnat d'Argentine. Invaincu après dix-sept journées dans le tournoi d'ouverture du championnat argentin, le club entraîné par Carlos Bianchi a assuré son premier titre en six ans grâce à un match nui (0-0) obtenu face à l'Independiente, lundi

RUGBY: Paul Thorbura, le directeur de la Coupe du monde 1999, a assuré que le rendez-vous mondial sera propre. « L'International Rugby Board va revoir les procedures du contrôle antidopage au début de l'année prochaine », a-t-il affirmé. Dimanche 29 novembre, l'ancien arrière gallois JPR Williams avait dénoncé le dopage dans le rugby. « li est de notoriété publique que certains joueurs ayant pris des stéroïdes anabolisants sont passés au travers des contrôles », avait-il déclaré au Sunday Times.

■ DOPAGE : le parquet de Berlin a requis 14 400 marks (environ 48 800 francs) d'amende à l'encontre de Bernd Pansoid, un ancien cadre sportif de la RDA soupçonné de complicité de blessures corporelles sur neuf nageuses mineures par administration d'anabolisants, entre 1975 et 1984. L'ancien médecin sportif du SC Dynamo de Berlin-Est travaille aujourd'hui pour le champion de ski autrichien Hermann Maier.

[UDO : Djamel Bouras risque l'exclusion du PSG-Judo après avoir refusé de combattre en championnat de France pour cause de « fatigue », dimanche 29 novembre à Marseille. » Djamel s'est mis hors-jeu tout seul. Il peut chercher un autre club », a déclaré Thierry Rey, le président du PSG-judo, à Libération.

MOMNISPORTS: Maurice Bruzek, président de la Fédération française de randonnée pédestre et du Conseil national des sports de nature du comité sportif et olympique français, vient d'être élu membre du groupe de travail européen Sport et Environnement, lors de l'assemblée générale des comités olympiques

Vente de boissons alcoolisées dans les stades : le Conseil d'Etat annule le « décret buvette »

Pour le commissaire du gouvernement, le texte est « entaché d'illégalité »

Les dix dérogations annuelles à la loi Evin du cret du 8 août 1996, le fameux « décret bu11 janvier 1991 interdisant la vente de boissons alcoolisées dans les stades, prêvues par un dé2 gouvernement, selon lequel le texte a « aftéré la la protection de la santé des jeunes.

d'aucune disposition expresse » de LE « DÉCRET BUVETTE » n'a pas résisté à l'examen du Conseil

d'Etat: ce texte réglementaire du

8 août 1996, qui a porté de une à

dix le nombre des dérogations an-

nuelles pouvant être accordées à

l'interdiction de la vente d'alcool

dans les stades, a été annulé, hindi

30 novembre. Le Conseil d'Etat

considère en effet qu'il est « enta-

ché d'illégalité » parce qu'il a « alté-

ré la portée de l'interdiction » édic-

tée par la loi Evin du 11 janvier 1991

et « méconnu l'objectif poursuivi par le législateur », qui entendait assu-

rer la protection de la santé des

Paradoxalement, c'est à la de-

mande d'un lobby de l'alcool que

ce texte a été condamné: le

Conseil d'Etat avait été saisi par la Fédération nationale de l'industrie

hòtelière. Ce syndicat des cafetierslimonadiers estime que l'ouverture

de débits de boisson dans les

stades limite les recettes de ses

mandants. Il demandalt l'annula-

tion du décret au nom du respect-

Cette loi du 11 janvier 1991, rela-

tive à la lutte contre le tabagisme

et l'alcoolisme, a interdit la vente

de boissons alcoolisées dans les

stades. Mais elle a prévu que des

dérogations temporaires, liées notamment à des événements spor-

tifs, pourraient être accordées.

« dans des conditions fixées par décret ». Un décret du 26 août 1992 a

autorisé une dérogation par an et par club. Le décret du 8 août 1996 a

porté ces dérogations à dix par an

En présentant l'affaire, le 13 no-

nement - magistrat indépendant -, Didier Chauvaux, avait noté que le

décret attaqué « ne vo à l'encontre

saire du gouver-

vembre, le commis

ieumes.

de la loi Evin.

la loi, puisque celle-ci ne précise pas la nature des dérogations pouvant être accordées. Mais il avait rappelé que lorsque le gouvernement « n'est pas guidé par de telles précisions », il doit « respecter l'esprit de la loi »: « Le fait qu'une habilitation législative n'encodre pas le pouvoir qu'elle attribue au gouvernement ne signifie donc pas que ce-

lui-ci a corte blanche », avait-il in-

THE FOR SUR DELIX

En l'espèce, Didier Chauvaux avait estimé que la loi avait été « dénaturée ». Pour arriver à cette conclusion, que le Conseil d'Etat a faite sienne, il avait rappelé les objectifs du législateur : Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité de Michel Rocard, avait voulu mettre fin à une pratique illégale, qui consistait à vendre de l'alcool dans les établissements sportifs. «Le législateur a certainement tenu compte du problème de la violence dans les stades », avait affinné Didier Chauvaux, en faisant allusion à l'affaire du Heysel. En outre, l'intention du législateur était d'« éviter autant que possible que la pratique du sport puisse être associée à la consommation d'alcool ». Or le décret du 26 août 1992 a eu

des conséquences très sensibles sur les finances des petits clubs locaux, dont les ressources provenaient, à hanteur du tiers environ, des recettes des buvettes. Leurs responsables out vivement fait pression sur les pariementaires, afin qu'ils fassent santer ce verrou. La discussion de la loi du 28 mai 1996. portant diverses dispositions d'ordre sanitaire, social et statutaire, a donné lieu au dépôt d'un amendement, dit « amendement buvette », qui autorisait la vente d'alcool dans les stades pendant vingt week-ends par an. Une discussion très vive avait opposé ses partisans, qui associaient sport, alcool et convivialité à la française, et ses adversaires, qui insistaient sur la gravité de l'excès de consommation d'alcool chez les jeunes.

L'amendement, adopté par l'Assemblée nationale, repoussé par le Sénat, rétabli en deuxième lecture

au Palais-Bourbon, avait finalement été supprimé en commission mixte paritaire. Trois mois plus tard, le gouvernement prenaît un décret (Le Monde du 30 août) dont Didier Chauvaux estime qu'il n'est pas compatible avec la position du Parlement. Il calcule en effet qu'il offre des possibilités de dérogations proportionnellement plus importantes que ne le laisse croire le nombre de dix.

Dans un sport comme le football, l'année sportive ne dépasse pas quarante semaines, du fait des interruptions observées de l'été et de l'hiver. Un club joue une fois sur son terrain, une fois chez ses adversaires. S'il ne compte qu'une seule équipe, il n'organise pas plus de vingt rencontres par an, quinze en milieu rural. Le « décret buvette » autorise donc la présence d'alcool une fois sur deux, voire deux sur trois. Une telle générosité dénature la notion même de dérogation, qui est érigée en règle, et altère le principe d'interdiction po-

Rafaële Rivais

Permanan.

L'avenir du basket-ball américain reste suspendu à la signature d'un improbable accord salarial

correspondance

« L'important, c'est d'abord de communiquer. » Cette devise nalades de la série Alerte à Malisemble être devenue le credo des basketteurs professionneis américains soucieux de conserver la forme. Depuis le début du lock-out, le 1ª inillet, la destinée hypothétique du championnat de la National Basketball Association (NBA) est suspendue à la signature d'un accord salarial entre les propriétaires de club et le syndicat des joueurs. Mais, depuis leur « licenciement économique », les rois des paniers pe châment pas. Sans toucher le moindre ballon, la plupart des vedettes américaines de la balle orange entretiennent leur image de marque seion leur lubie du

Karl Maione, le meneur de jeu des Utah Jazz, anime une émission de radio sur la bande FM de Los Angeles. L'attaquant des Charlotte Hornets, Anthony Mason, a débuté une carrière cinématographique en acceptant un rôle dans Celebrity, le dernier film de Woody Allen. Dennis Rodman, enfin, l'Indomptable « rebondeur » tatoué des Chica-

Les équipementiers sont aussi victimes du lock-out

Aux Etats-Unis, la situation de la NBA a précipité la récession commerciale qui touche, depuis un an, le secteur de la chaussure de sport. Pour la première fois de son histoire, à l'issue du premier semestre 1998, Nike a vo ses bénéfices américalus fondre sur le marché du basket-ball. Cette crise, qui frappe également Recook, Adidas, Converse et Fila, a ses raisons. Outre-Atlantique, les consommateurs hésitent à se chausser au prix fort sous prétexte d'imiter Michael Jordan, Grant Hill on Kobe Bryant. La persistance du lock-out de la NBA n'arrange pas les affaires. Les stars n'ont plus la cote. Les équipe-mentiers se sont adaptés. Reebok, par exemple, a refusé de renouveler 45 des contrats passés avec des basketteurs professionnels avant d'annuler l'accord d'exclusivité liant la firme à Shaquille O'Neal, la vedette des Los Angeles Lakers. « Les conséquences du lock-out sont désastreuses, a reconnu, pour sa part, un des responsables de Nike. Mais nous avons prèvu des solutions de remplacement publicitaire en cas d'annulation de la saison. » En attendant, le siogan de la marque est clair: « Start the saison. Hurry! »,

contrat, s'est marié avec l'actrice bu, avant de demander le divorce, neuf jours plus tard. Sous l'emprise de l'alcool, il aurait été contraint.

Les exemples de ce style foisonnent. D'autres basketteurs, conscients de la gravité de la crise, ont préféré éviter ces dérives hollywoodiennes pour retrouver les sensations rugueuses des parquets et l'atmosphère musclée des séances d'entraînement. Depuis un mois, un gym-nase privé de Houston s'est ainsi transformé en repaire de champions «inactifs». Plusieurs fois par semaine, les propriétaires du Westside Tennis Club ont le privilège de voir virevolter Anfernee Hardaway (Orlando Magic), Shaquille O'Neal (Los Angeles Lakers) ou Tim Duncan (San Antonio Spurs) sous des paniers la Saison, approche vierges de publicités. Dans l'espoir d'une reprise du championnat, une cinquantaine de joueurs ont éiu domicile dans la métropole texane pour mieux affliter leur physique en suivant une thérapie de groupe. D'autres préférent lever de la fonte en solitaire ou «shooter» entre amis, ailleurs. Dans ce même esprit, l'ancien arrière des Dallas Maverick, Kenny Smith, a mis sur pied un match de charité qui opposera, samedi 5 décembre, à Dallas, deux équipes de basketteurs professionnels.

Cette agitation ne change rien. Le championnat est dans l'impasse. L'entêtement des deux parties paralyse les négociations et la crise salariale s'éternise depuis cent cinquante-quatre jours. Instauré par les proprié-taires de franchise au début de l'été, cet interminable lock-out vise à enrayer la spirale inflationniste que subissent les budgets de certains clubs. Selon David Stern, le commissioner de la NBA, plus de la moitié des franchises seraient devenues déficitaires et, pour mieux contenir cette hémorragie financière, ce dernier souhaiterait faire chuter de 57 % (en 1997) à 50 % la part colossale des salaires dans la trésorerie des clubs. Bien entendu, les basketteurs contestent cette analyse. La volonté des propriétaires de clubs, soutenus par la NBA, demeure toutefois d'imposer un plafond salarial au syndicat des joueurs, qui refuse systématiquement d'obtempérer.

Depuis le début de la crise, les avancées n'ont pas été concluantes et trente journées de championnat ont déjà été annulées par la League, soit un total de 190 matches. Les joueurs

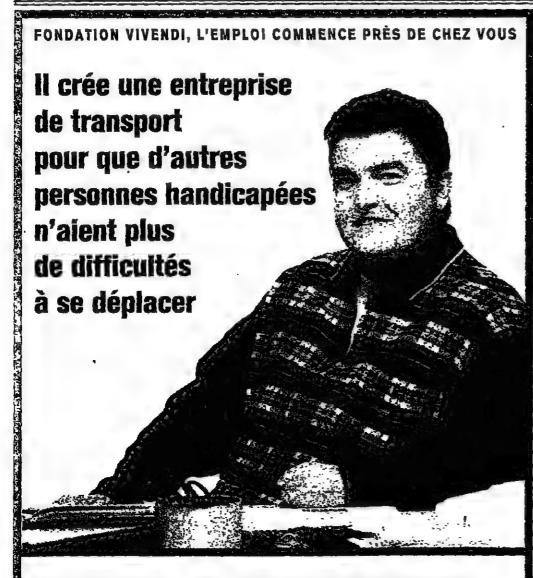
go Bulls, actuellement hors ont perdu l'équivalent de 1,8 milliard de francs de salaire et Carmen Electra, l'une des l'opinion publique commence à manifester son mécontentement. Selon un récent sondage. organise par le reseau cable ESPN auprès de 7 515 personnes, 79,9 % des supporteurs américains estiment que la saison 1998-1999 devrait être purement annulée. Les fans traditionnels de la NBA ont d'ailleurs choisi de s'intéresser à la NCCA, le championnat de basket-bail universitaire, qui a débuté il y a deux semaines.

> Seul souci: le « point de non retour », synonyme d'annulation de

Les conséquences négatives du lock-out sur la réputation de la NBA sont désormais tangibles. Pourtant, la perspective d'un inéluctable manque à gagner financier n'a pas mis fin à l'immobilisme qui paralyse les pourparlers et menace la saison. Pour certains observateurs, cette situation ressemble au lock-out qui, en 1995, avait gelé le champlonnat américain de hockey sur glace. A l'époque, Gary Bettman, le commissioner de la National Hockey League (NHL), avait attendu le dernier moment pour signer un accord avec le syndicat des joueurs. Or Gary Bettman est un ami de longue date de David Stern et l'un de ses conseillers les plus avisés. Seul souci : le « point de non retour », synonyme d'annulation de la saison, approche.

Si un accord est signé dans les prochains jours, un championnat « allégé » pourrait débuter vers le 25 janvier 1999. Le marché des transferts s'ouvrirait alors en décembre dans une atmosphère de foire d'empoigne. La majorité des équipes ont en effet des effectifs réduits et doivent à tout prix renforcer leur cinq majeur. En attendant cet improbable denouement, le traditionnel match de Noël qui devait opposer les Chicago Bulls aux Los Angeles Lakers a été rayé des programmes de télévi-sion. La rencontre a été remplacée par l'inévitable film de Frank Capra, It's a Wonderful Life, avec James Stewart. La vie est belle,

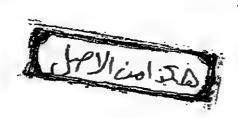
même sans basket. Qui l'eût



La fondation VIVENDI lui accorde une subvention de 150 000 francs. Frank Vialle a 29 ans. À la suite d'un accident, il est paraplégique. Pendant ses études, ses difficultés de déplacement sont considérables. Il apprend que, dans la région de Nice, beaucoup de handicapés ont les mêmes problèmes. Il crée l'entreprise "ULYSSE" qui leur offrira un service de transport de qualité. Frank a sollicité la fondation VIVENDI en 1996 pour l'achat d'un véhicule, permettant de créer 4 emplois de chauffeurs. Grâce à lui la vie tourne un peu plus rond

dans la région. Vous avez un projet social utile? Ecrivez-nous. Si votre démarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons comment 'tondation'

Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08



Tell market with

Pluie sur le sud-est, gris ailleurs

MERCREDL Un vaste anticy-cione est situé des lles Britanniques à la Russie et dirige sur notre pays de l'air froid et humide. Une dépression en Méditerranée apporte de la pluie sur le sud-est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera gris le matin, puis l'après-midi, il y aura quelques belles éclaircies. Le vent de nord-est sera sensible près des côtes. Il fera de 2 à 6

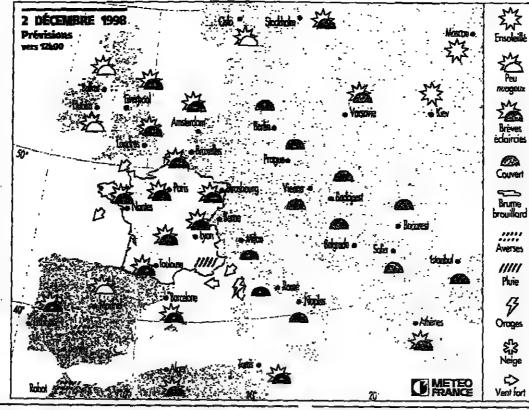
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages resteront nombreux toute la journée, mais quelques éclaircies se dessineront par endroits l'après-midi. il fera de 0 à 4 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -La grisaille persistera une bonne partie de la journée, mais le soleil brillera largement en montagne au-dessus de 800 mètres. Il fera froid avec 0 à 3 degrés l'après midi.

Poltou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera très nuageux, avec de plus belles éclaircies l'après-midi des Charentes à l'Aquitaine. Il fera de 4 à 7 degrés au meilleur moment de la journée.

Limonsin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages bas seront nombreux, avec quelques belles éclaircies l'après-midi. Il fera beau en montagne. Les températures maximales avoisineront 2 à 5 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, - Sur la Corse, il pleuvra fortement, surtout sur la côte orientale, Ailleurs, il pleuvra faiblement en général. Il neigera au dessus de 700 mètres sur le relief. Le vent de nord-est souffiera à 80 km/h en rafales entre la Corse et le continent, Il fera de 12 à 14 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ATHÈNES. Airhéliades, filiale du voyagiste Heliades, spécialiste de la Grèce, lance des vols à bas prix entre . Paris-Beauvais et Athènes, chaque jeudi et dimanche, entre le 13 décembre et 28 mars 1999. L'avion de Princesse Airlines, loué par Heliades, propose un prix unique : aller-retour à partir de 1 291 F, taxes inclues. Une liaison supplémentaire est assurée vers Stuttgart, deux fois par semaine, pour 990 F. L'aéroport de Beauvais, à une heure quinze de Paris, met à disposition des automobilistes un parking gratuit quelle que soit la durée du séjour. Les navettes partent de la porte Maillot (50 F par trajet) 2 h 30 avant le décollage. Réservation au 0803-885-885.

■ ISLANDE. La fusion Alantours-Comptoir d'Islande a permis en 1998, à deux mille six cents clients de découvrir l'île. Ce succès explique la décision de Icelandair d'exploiter, à partir du 29 mars 1999, des vols di-

						L		Sec. 45 - 5 - 3 This . 1 de	No.	7.24		ZU'		
PRÉVISIONS :	POUR L	2 DÉCEMBI	E 1998	PAPEETE ·	24/29 P	KJEV	-16/-13 S	VENISE	3/7 P	LE CAIRE	15/23 5	- CON 10.50	3 22 32 022	7
vme par vme, i	les minin	ia/maxima de ta	The State of the last	POINTE-A-PIT.	23/29 C	LISBONNE	3/12 N	VIENNE	-6/0 C	MARRAKECH	6/13 C		1101111	
et l'état du ciel. C: couvert; P ; p	a : enzon	ille; n ; miagem	ις .	ST-DENIS-RE,	23/28 N	LONDRES	1/4 N 0/3 N	AMERIQUES BRASILIA	19/27 C	nairòbi Pretòria	14/24 S 18/26 C	1/1/2013	2 3/1/19	Λ
FRANCE métr		'NANCY'		AMSTERDAM	-7/-4 N	LUXEMBOURG	-6/-4 C	BUENOS AIR.	21/35 5	RABAT	5/15 P	11 11(65%	JAN MAS	1
AJACCIO	5/13 P	NANTES	-3/0 N -1/4 N	ATHENES BARCELONE	11/17 S 7/12 S	MADRID MILAN	-3/7 N 1/6 C	CARACAS CHICAGO	23/27 S 10/15 N	TUNIS ASTE-OCÉAN	10/17 N		AL AN	4
BIARRITZ BORDEAUX	-1/6 N -2/4 N	NICE	6/13 P	BELFAST	5/7 N	MOSCOU	-17/-11 \$	LIMA	14/22 C	BANGKOK	26/32 P		A PART IN	459
BOURGES	-2/3 N	PARIS -	-1/2 C -1/4 C	SELGRADE BERLIN	-2/2 C -9/-5 C	MUNICH NAPLES	-8/-3 C	LOS ANGELES MEXICO	11/15 5	BOMBAY	20/32 \$	16/2 //		1
BREST CAEN	4/8 N	PERPIGNAN	4/13 P	BERNE	-5/1 C	OSLO	1/4 N	MONTREAL	2/19 \$ 2/12 N	Djakarta Dubai	26/31 P 17/28 N		2 2 2	4
CHERBOURG	-2/2 C 3/7 N	RENNES ST-ETIENNE	-1/3 N	BRUXELLES BUCAREST	-7/-3 N -8/-5 C	PALMA DE M. PRAGUE	9/13 P	NEW YORK *	6/14 S 11/15 C	HANOI HONGKONG	25/29 P	2///C		1
CLERMONT-F.	-3/2 C	STRASBOURG	-2/0 C	BUDAPEST	-4/3 C	ROME	8/14 C	SANTIAGOICH	12/29 5	JERUSALEM	22/24 C 14/23 S	Torres X		1
GRENOBLE	-2/0 C -2/2 C	TOULOUSE TOURS	-2/3 C	COPENHAGUE DUBLIN	-2/0 N 6/8 N	SEVILLE SOFIA	2/15 P	TORONTO	5/12 5	NEW DEHLI	9/24 5	Nava Salar		
LILLE UMOGES	-2/0 N	FRANCE outre		FRANCFORT	-4/-2 C	ST-PETERSB.	-1/1 C -6/3	WASHINGTON AFRIQUE	3/19 5	PEKIN SEOUL	-10/-6 N -2/6 ₽	, Mark		.\
LYON	-4/3 N -2/1 C	CAYENNE FORT-DE-FR.	24/30 P 23/29 C	· GENEVE HELSINKI	-4/1 C	STOCKHOLM TENERIFE	-1/2 5	ALGER	9/15 N	SINGAPOUR	26/31 P			1
MARSEILLE	2/12 P	NOUMEA	23/28 P	ISTANBUL	. 8/11 C	VARSOVIE	12/17 N -12/-9 N	dakar Kinshasa	24/29 S 22/29 P	SYDNEY TOKYO	14/22 \$ 7/11 C	Situation le 1 ^{er} déce	mbre à 0 heure TU	ر

in resieur PRATIQUE

e accordigio

1.1

47.45

Fre .

36.00

4-

ψ.

 $-\gamma_{\alpha, \gamma_{\alpha}}$

 $\beta \Delta_{i} \in \mathbb{R}^{N}$

185.45

1.00

4:14

240

21,200.00

45.00

Nordmann, épicéa ou sapin artificiel, qu'offrirez-vous à vos guirlandes pour Noël?

VOUS avez déjà acheté votre sapin de Noël? Tant pis i S'il s'agit d'un arbre naturel, il risque fort de perdre sa parure avant le 25 décembre. Véritable calamité pour les maîtresses de maison, la chute des alguilles est provoquée par le dessèchement du pédoncule dû à l'absence de sève. On limitera les dégâts en se procurant un sac à sapin pour recueillir les aignilles et la dépouille de l'arbre, tout en accomplissant une bonne action. puisque 10 francs seront reversés à Handicao International.

Pour éviter de voir le conifère se déplumer prématurément, il faut l'acheter le plus tard possible, et être attentif à son degré de fraîcheur. La durée moyenne de conservation d'un arbre coupé est de deux à trois semaines. Il est généralement présenté dans un pot rempli de sable, que l'on peut hufier régulièrement : cet expédient est préférable au traditionnel croisillon de bols.

On trouve aussi des sapins arrachés dont les racines sont enfouies dans du terreau humide, ou encore des arbres cultivés en containers. Un arbre arraché n'aura que 5 % de chances de survie. Un sapin cultivé en pot ou en container aura 100 %

MOTS CROISES

balcon ou dans un jardin, si on ne le laisse pas plus de quinze jours à l'intérieur de la maison. Pour reconnaître le sapin élevé en pot, il suffit de le prendre par le tronc et de le soulever, en passant outre aux protestations du vendeur ; si le pot vient avec, c'est bon signe; si la motte se détache facilement, c'est

qu'il y a eu transyasement. La variété la plus robuste est le Nordmann. « Originaire de Norvège, avec des alguilles rondes, dure et brillantes, fermes sous la paume, le Nordmann possède un taux de résine très élevé qui retarde le dessèchement » explique Jean-Piere

de chances de s'acclimater sur un Bayard, président de la fédération qui a fait baisser les prix. nationale des fleuristes. Seul problème, le Nordmann est cher: de 150 à 500 francs selon la taille qui peut aller de 80 cm à 2 m 50, contre seulement 25 à 240 francs pour son concurrent, l'épicéa, qui peut mesurer de 60 cm à 3 m 50.

Selon l'enquête de la Sofres réalisée en 1997, un foyer sur trois achète un sapin de Noël. Les adeptes du Nordmann se recrutent dans la frange la plus aisée de la population. Sa diffusion progresse. avec 16,6 % des achats en 1997 (contre 9,9 % en 1993) grâce à l'augmentation de la production francaise dans les Vosges et le Morvan,

L'épicéa, bon marché, mais fragile, a l'inconvénient de se dessécher rapidement. D'autres variétés ont fait leur apparition. D'abord, l'Ables koster originaire d'Europe du nord, aux alguilles fermes et bleutées; acheté en coutainer, il a 80 % de chances de survie à l'extérieur. Ensuite, le Cupressus Arizonica (cyprès de l'Arizona), en forme de cône, plus dense que l'épicéa. Et le Pinus nigra, pin noir d'Autriche, dont les longues aiguilles sont particulièrement accueillantes aux guirlandes, Enfin, certains choisiront un « sapin floqué », recouvert d'une matière synthétique qui

250 francs seion la taille et les

Au Cotilion moderne, Ballon

Planet Balloon à Montpellier.

Normes. Les guirlandes

le câble (NFC-32204 et

(NFEN-60598-2 et 20).

Balloons, Balloon et Compagnie à

lumineuses dolvent répondre à des

normes de sécurité électrique pour

NFC-322011) et pour les luminaires

Paris. Tout en ballon à Bordeaux.

boutloues.

imite la neige. Il faut vérifier s'il est bien estampillé « sapin ignifugé ».

Les adeptes du sapin artificiel (23 % des acheteurs en 1997) s'épargneront blen des tracas, et feront un achat de plus longue durée, puisqu'on peut le démonter après les fêtes, et le conserver plusieurs années. Ils devront cependant renoncer au parfum de la résine: les bombes aérosois odorantes ne sont que de páles imitations. La taille peut aller de 90 cm à 3 m. Les prix varient de 79 à 700 francs. La qualité dépend de la densité des branches : le sapin de luxe est très bien fourni et plus agréable au toucher. Fabriqués en Asie, certains sont vendus entièrement décorés, ou même avec un éclairage intégré. Enfin, ils doivent respecter les critères de qualité imposés par la norme Afnor

branches.

PÈRE NOËL EN LATEX Les sapins artificiels ne sont pas ignifugés, contrairement à ceux qui décorent les lieux publics. Quant aux sanins naturels, pour peu que les aiguilles soient desséchées, lis sont hautement inflammables.

C'est pourquoi, il ne faut être at-

(NFS-54200), pour la flexibilité des

tentif au choix des gulriandes lumineuses. Elles doivent répondre à des normes de sécurité électrique attestant qu'elles ont subi des tests (viellissement accéléré notamment), que toutes les parties sous tension sont correctement isolées, et qu'un dispositif assure la continuité électrique si le filament d'une lampe venait à se rompre. Ces indications figurent rarement sur l'emballage. Seul le marquage CE garantit la conformité du produit aux normes européennes.

Certaines guiriandes de moindre qualité cessent de fonctionner lorsqu'une ampoule s'éteint. Il est difficile de trouver des lampes de remplacement. Aux Etats-Unis, il existe même des détecteurs d'ampoules défectueuses.

Les Parisiens qui ne veulent passe déplacer peuvent commander leur sapin par minitel ou par fax à Telemarket. Enfin, on peut même acheter chez les décorateurs en ballons, un sapin en latex, gonflé d'air (de 300 à 700 francs) et. comble du raffinement, un Père Noël gonfié à l'hélium, qui tiendra debout tout seul et bondira autour de l'arbre, sur ses grosses galoches.

Michaëla Bobasch

Exposition au Parc floral de Vincennes

■ Exposition. La direction des Parc floral de Vincennes une exposition « Le sapin et Noël ». Au cours d'une promenade féctique, les visiteurs découvriront l'histoire du sapin, les décorations traditionnelles, et neuf sapins imaginaires. Du 2 décembre au 6 janvier, Entrée : 10 F. Artisanat, Animations au

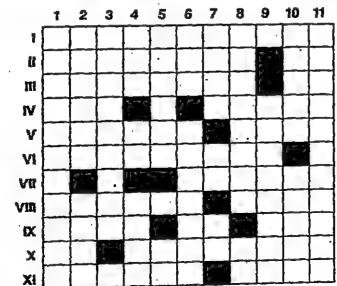
Viaduc des arts (avenue

PROBLÈME Nº 98287

Daumesnil, 75012 Paris) sur le espaces verts de Paris organise au . thème du « sapin imaginaire », du 7 décembre au 4 janvier. Dégustation des produits de la Chocolaterie royale d'Orléans au Viaduc casé et su Père tranquille. A domicile. Telemarket : 08-03-00-70-00 ; de 190 à 320 francs pour un sapin norvégien. Livraison gratuite les 5, 8, 9 ou 10 décembre. Ballons. Pères Noël gonflés à

l'hélium (Anagram) : de 150 à

SOS leux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min). SCRABBLE ® PROBLÈME Nº 98



HORIZONTALEMENT

L En marge elles prennent de l'importance. - Il. Préparer les aveux. Conjonction. - IIL Sort des profondeurs de l'Atlantique. Tracé pour le promeneur. - IV. Mesure d'energie. Musicien militaire. - V. Fausse, elle est belle mais dangereuse. Fait beaucoup, - VI. Jeu où le parieur a toutes chances de perdre. - VII. Attaqua sur les côtés. - VIII. Tombera comme la bobinetie. Apporte son eau à la Monde quand il est gros. Sont au

Garonne. - IX. Peintres nippons. Négation. Peut consoler. - X. Indicateur de liaison. Grouse en Ecosse. - XI. Décide rapidement.

VERTICALEMENT

], Fait vinaigre. - 2. 98287 aujourd'hui.Reçoit ou est reçu. ~ 3. Madame Butterfly et ses amies. -4. Fait le saut. Aux bouts du neutron. Manifeste. - 5. Bon pour Le

départ et à l'arrivée. - 6. Ignorant. Sort de l'ordinaire. - 7. Moitié de voiture ancienne. Points en opposition. Envoyée dans les prés. – 8. Qui attaque les tissus. Forme de pouvoir. - 9. Simples et sans excès. 10. Porteur de plume discret. Attaque en surface. - 11. Agres-

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98286 HORIZONTALEMENT

I. Improductif. - II. Mouise. Elle. III. Priseur. - IV. Rat. Exhaiât. -V. Elsa. Pu. Obi. - VI. Ci. Stomacal. - VII. Attiriez. TL - VIII. Te. Lin. Aras. - IX. Dentelure. - X. Omo. Isle. Dé. - XI. Natal. Fétis.

VERTICALEMENT Imprécation. - 2. Moralité.

Ma. - 3. Puits. Dot. - 4. Ris. Asile. -5. Osée. Trinil. - 6. Deux-points. -Rhume, Elf. - 8. Ce. Azalée. -9. Tlaloc. Ru. - 10. Il. Abâtardi. - 11. Fertilisées.

1. Tirage: EEMNSTU

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres. b) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de huit lettres en le complétant avec cinq lettres différentes appartenant à l'un des

mots placés sur la grille. N. B. Des que vous avez trouve une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine

c) INOPRSV: tropvez deux sept-lettres. A D E L N N R. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettres. Solutions dans Le Monde du 9 décembre

Solutions du problème nº 97 paru dans Le Monde du 25 novembre Chaque solution est localisée sur

la grille par une référence se rap-

Company est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord

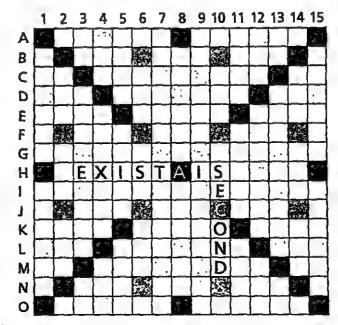


PAINTED IN FRANCE

le Monde

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
73224 PARIS CEDEX (15 T월 : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26 HUATENT.

Le troisième mot



portant à sa première lettre. Lorsque la reférence commence par NABLE. 7 C, 66-ALLEMAND. 8 G. une lettre, le mot est horizontal; 61-ALDERMAN, magistrat anglolorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) MANDALE, coup (argot), 2 H, val, 10 B, 66. 94, en collante à gauche de

b) FLAMANDE, C4, 66-DAMsaxon, 10 D, 66, ou l'anagramme MALANDRE, dermatose du che-

Michel Charlemagne



Président-érecteur géneral : Dominique Alduy Vice-président : Gérard Morax Directeur général : Shiphane Corre

IOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 29 novembre sont publiés:

• France Télécom : un arrêté fixant les modalités du transfert au secteur privé de participations minoritaires de l'Etat au capital de l'entreprise nationale France Télécom: 20 492 292 actions détenues par l'Etat seront cédées de gré à gré à Deutsche Telekom, au prix unitaire de 390 francs par action; deux avis de la Commission des participations et des transferts.

• Parcs: plusieurs arrêtés por tant nomination au conseil d'ad-Cévennes, du Parc national du Mercantour, du Parc national de Port-Cros et du Parc national de la

AU CARNET DU . MONDE » Naissances

Ferdinand

est pë le 27 novembre 1998.

Jean-Thomas RENAUD el Hélène de BONIS.

Le cercle des familles Renaud, de Bonis, Picard, Nife Necker et Vincenti applaudit à grands cris.

- Saint-Michel. Angeac. Mindelo. Tobago Cays. Cap Canaveral. Poitiers.

Anniversaires de naissance

2 décembre 1980 - 2 décembre 1998.

Alice, Quels beaux souvenirs d'enfance tu

Reste toi-mèroe. Page et mamen.

- Bon anniversaire, les filles !

Gwenola, trente ans, Marion, vingt-cinq ans. Salomé, cinq ans.

Armelle, Jacques, Franck, Christopho, Aurélia et Benjamin.

- 2 décembre 1948 - 2 décembre 1998.

Cher

Jean-Paul.

Bon vent pour un autre demi-siècle de

Maman, Marie-Françoise. Geneviève et

Nos abonnes et nox actionnaires. benéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnes du Monde ». sont priès de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.

De Laval à Ajaccio. de Paris à Angers, en passant par Saint-Cloud et Corte.

Flo-Flo et Zabou.

Toute la famille se joint à nous pour te souhaiter un joyeux anniversaire.

Juliette, Louis et Baptiste ouhaitent un très joyeux anniversaire à leurs grands-parents,

pour leurs cent vingt ans, les le ét 4 décembre 1938.

Décès

 M™ Marc Archambault de Montfort, son épouse. Sophie Archambault de Montfort.

M. et Mar Bernard Lheureux. Ses peuts-enfants et son arrière-petite-

M= Claude Handelsman. M= Anne-Marie Kitabei Khan, ses sœurs et leurs enfants et petits-enfants. M. François Archamhault de Montfort.

M. et M= Jacques Corpechot, M. et M= Frédéric Reliquet. ses beaux-enfants et leurs enfants.

ont le chagrin de faire part du décès de

Marc ARCHAMBAULT de MONTFORT,

avocat honoraire

à la cour d'appel de Paris,
ancien secrétaire de la Conférence,
président des anciens combutants

officier de la Légion d'honneur. médaille militaire. officier de l'ontre national

croix de guerre 1939-1945 avec palmes croix du combattant volon croix du combattant de la Résistance. commandeur de l'ordre Polonia-Restituta.

survenu à Paris, le vendredi 27 novembr

La cérémonie religieuse sera célébrée e jeudi 3 décembre 1998, à 14 à 30, en l'église Saint-Louis des Invalides (Esplanade des Invalides, Paris-7').

L'Inhumation aura lieu dans la stricte

46, avenue des Terres,

75017 Paris.

3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

QUIZ: testez vos connaissances et gagnez

des billets d'avion ou des guides de voyage

Ce Monde:
DOSSIERS DOCUMENTS

La Ve République a 40 ans

Faut-il reformer ou changer

la Constitution?

De Gaulle en majeste, Chirac deshérité deux

images pour dire la continuité et la souplesse de

Mais la cohabitation, situation désormais

coutumière, ouvre et nourrit le débat sur la

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

nécessaire réforme de la Constitution

UNE PUBLICATION DU MONDE

COMPAREZ TOUS LES

500 DESTINATIONS...

TARIFS ARRIENS SUR

VOLS REGULIERS.

CHARTERS,

la V⁵ République.

PROMOTIONS

Vous pouvez nous transmettre

vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h

- Mireille Bensimon

Hélène Rozemblum et Stéphani M= venve Raymond BENSIMON, née Julie STIRN.

survenu à Paris, à l'âge de quatre-vingt-

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 décembre 1998, au cimetière

Réunion à 10 b 45 précises, porte principale tentrée par la porte de La Villette).

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni lieurs ni couronnes,

37, rue Victor-Massé,

M= Aifred BOUCHER, née Marie-Jeanne BARRAU,

s'est éteinte dans la paix du Seigneur, à quatre-vingt-dix-sept ans, chez elle, entourée de ses enfants, le 10 novembre 1998. Elle a rejoint

Alfred BOUCHER. contrôleur général de l'armée, mmandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

qui l'avait précédée le 2 février 1960.

L'inhumation a cu lieu à Versailles, le Et quand je serai allé vous préparer une place, je reviendrai vous prendre avec moi, afin que.

là où je suis, vous sevez, vous oussi. » Jenn XIV. 3. Cet avis tieut lieu de faire-part.

 Francine. n epause. Michel, Dominique et Frédéric. Et lours familles

ont la tristeuse de l'aire part du décès de Georges BRUTIN.

survenu à son domicile. le 25 novembre

Georges sera incinéré le jeudi décembre, à 13 heures, au rématorium du Père-Lachaise.

9, rue du Val-de-Grâce,

- M= Colette Cohade. son épouse, Catherine et Pierre Dufins, Isabelle et Jean-Christophe Barjon. Ame et Philippe Zivkovic, François (†).

Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland COHADE,

survegu le 28 novembre 1998, à Paris, La cérémonie religieuse sera célébrée le mecroedi 2 décembre, à 9 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, à

147, rue de Rome, 75017 Paris,

- Le président, Marcel Bluwal.

Et les membres de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques font part de leur tristesse après la

Huguette DEBAISIEUX, leur consœur et arme, scénariste, écrivain,

lls adressent à sa famille et à ses proches l'expression de leurs sent

SACD. 11 his, rue Ballu. 75009 Paris. (Le Monde du 1º décembre.)

- Alain Gervais de Lafond, Marie et Ses enfants. Sa familie.

ont la douleur de faire part du décès de

Andrée GERVAIS de LAFOND, procureur général près la cour d'appel de Dijon, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le dimanche 29 novembre 1998.

La cénémonie religiouse sera célébrée le jeudi 3 décembre, à 15 heures, en l'église de Mondonis-sur-Loire, suivie de l'inhumation.

Famille Gervais de Lafond. 21. rue Maréchal-Foch. 37270 Montlouis-sur-Loire.

- M" Asa Roussel. n épouse. M. et M= Dominique Roussel.

ses enfants. Mª Fanny Albony. sa secu. ont la tristesse de faire part du décès de

Clande ROUSSEL, ancien PDG de l'Agence France-Presse.

urvenu à Antibes, le 29 novembre 1998 Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde du 1º décembre.)

- Erwan et Alan, M= Rose Guillais

Françoise, Marianne, Nicolas, Mélanie et Léo.

son frère. Elizabeth et Catherine. ont la douleur de faire part du décès de

> André GUILLAIS. conseiller régional des Verts de Bretagne,

Vannes, dans sa cinquante-huitième

survenu samedi 28 novembre 1998, il

Les obsèques auront lieu le mardi décembre, à 15 keures, au cimetière du Bono.

- Ciana, Camilla, Sozama Kuni. Et Hervé This ont la très vive douleur de faire part de la disparition de

Nicholas KURTI,

à Oxford.

- René La Borderie et Marie-Claude Bietry, Fernande et Serge Dellontaine,

Véronique La Borderie et Alain atouz. Christian et Frédérique La Borderie, Luc La Borderie, Ciclia La Borderie, Christine Deffortaine Eric Deffontaine,

ses petits-enfants.
Léonard, Lucrèce, Antoine. Arthur, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quaire-vingt-treizième année, de

Félicie LA BORDERIE, no DELPY-SAINT-MARTIN.

le 26 novembre 1998. La Touizanie.

46330 Saint-Martin-Labouval. - Richard et Isabelle Ducousset,

Laurent et Alix Laffont, es enfants. Adrien, Jeanne, Félix et Eloise,

Joan-Piorre et Marie-Odile Faye Ses frère, belle-steur, neveu et nièce ont le chagrin de faire part du décès de

M™ Simone LAFFONT-FAYE,

dix-sept ans. La messe d'obsèques aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chaillor, 35, avenue Marceau, Paris-16, le mercredi 2 décembre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière du Montpar-

Cet avis tient lieu de faire-part. 27, rue Augusto-Vacquerie, 75116 Paris.

- Paris, Bamako, Dioro, Saint-Louis du

M= Amineta Moineau-N'Diaye, Mélagie N'Diaye et Ismael-Gael

Monique Moineau, Jean Moineau, Therèse et Dominique Reinhard, Geneviève et Jean Reinhard, Philippe et Annie Moinem. Hernardette Monteau. Chantal et Jean Sebillotte. Cannas et sean Sentioue, Marie-Françoise et Daniel Penet, Luc et Maryvonne Moineau, Morie-Odile et Philippe Mayand, ses sours et frères, belles-sœurs et beaux-

Ainsi que ses nevens et nièces, familie N'Diaye (Bamako, Dioro, Saint-Louis du Sénégal). Et toutes les familles Emîle Moineau et Léon Aubin, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MOINEAU, ingénieur agronome (INA),

survenu, à cinquante-sopt ans, le samedi 28 novembre 1998, à Paris. Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 décembre, à 9 h 30, en la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse (sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse), 34, place Raoni-Dantry, Paris-15, métro Montparnasse.

L'enterrement aura lieu à Laignes (Côte-d'Or), le même jour, à 15 h 30. Cet avis tient fieu de faire-part.

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numero vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

<u>Formations</u>

Pacile, agréable et très pratique Formations courtes réculturations

Jean SCHMITT, Saint-Cyr 1937-1939, office XC 1940-1945. Réservé uniquement aux entreprises.

survenu, le 26 aovembre 1998, à l'âge de Une cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 2 décembre, à 11 heures, en

L'inhumation sure lieu, à 15 heures, au cimenère de Vinets (Aube), son village

l'église de Saint-Honest, à Yerres

30 bls, rue Paul-Doumer, 91330 Yerres.

- M= Lise Schmin,

See sept enfants.

Et ses sept petits-enfants. Ses belles-filles et ses gendres.

Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

- Le Groupe Dupont, groupe de recherche en géographic a la tristesse de faire part du décès de

Michel VIGOUROUX. membre fondateur du groupe, enseignan-chercheur de qualit

Le Groupe Dupont assure la ferome et les filles de Michal de sa profonde - Les membres de l'unité mixie de recherche Espace (Aia. Avignon,

font part avec tristesse du décès de Michel VIGOUROUX.

géographe. Cet ami chaleureux demetre dans not

Anniversaires de décès

- Saint-Cloud Suède.

Il y a un an, le i décembre 1997, Eric CARLSTÉN, interprète AIIC.

Le 2 décembre 1996,

Flavie CHAILLET est entrée dans la Paix de Dieu.

elle avec amour.

- Il est entre dans me vie le 10 février 1951 pour ne jamais en sonir. . Pierre KNEIP. 14 décembre 1944 - 2 décembre 1995.

Marie. « Mon corps ne fut jamuis que le creux de tes mains. »

Pierre KNEIP, bre 1995.

- Le 2 décembre 1995, disparaissait Pierre KNEIP, directeur-fondateur de Sida info service.

Le comité d'entreprise et les représentants des salariés ont toujours une pensée solidaire à su mémoire et à celle de tous les salariés et volontaires de Sida info service décédés du sida.

Cérémonie religieuse

- Il y a un mois, décédait Marc ARON, président d'honneur du B'nai B'rith de France, ancien président du CRIF Rhône-Alpes,

officier de la Légion d'honneur Les shloshim seront célébrés à la synagogue. 12, rue Ancelle, 1

SOUTENANCES DE THÈSE **67 F HT** la ligne **Tarif Etudiants 98**

PARLEZ CHINOIS Du débutant au chinois des affaires

CHINA LANGUE EXPRESS 01-42-23-12-53

- L'université Paris-VIII et le Centre universitaire de thérapie familiale orga-nisent du 25 janvier au 16 décembre 1999 une formation aux thérapies familiales et pratiques systémiques, qui débouche sur un DESU (bac + 4). nts au 01-49-40-65-59. Renseignements a fm: 01-49-40-65-57.

LA SHOAH EN ROUMANTE

Mardi 1ª décembre 1998, à 20 b 30 TÉMOIGNAGES Avec Claude Lanzmann, cinéaste : Carol lancu, professeur à l'université Paul-Valcry-Montpellier-III; Edgar Reichmann, écrivain; Charlos Gruber, avocat, et Tudor Banus, artiste-peinne.
Au centre communausaire de Paris,
5, rue de Rochechouart, 75009 Paris,
M* Cadet (PAF.). Renseignements: 01-49-95-95-92.

Conférences

- Conférence de Dominique Noguez « Pris/pas pris en photo », la 2 décembre 1998, à 18 b 30.

Centre national de la photographic. 75008 Paris. Entrée libre.

Colloques

- Le comité parisien de vigilance contre l'extrême droite organise un débat sur le thème : Connaître et combattre la presse d'extrême droite, samedi 5 décembre. A 15 heures, à l'Espace Regards, 15, rue Monuments, Paris-le.

 Le colloque « L'enfant dans la théraple familiale » organisé les 4 et 5 décembre 1998, à l'occasion des vingt ans du CEFA avec la participation de: S. Cirillo, S. Hirsch, D. Flagey, C. Martin, T. Nathan, R. Neuburger, M. Soule, anna lien au Contre Chailloi-

inscriptions, contacter le CEFA au 01-43-54-98-84.

19 décembre 1998, sallé Louis-Ligro.

L'Istituto Indiano di Cultura organise un colloque le 4 décembre, de 9 h 30 à 13 heures, et le 5 décembre, de 9 h 30 à 13 heures. Hôtel de Gallifet,

Communications diverses - L'ANCEF - Association nationale des cearres de ski de fond - informé ses adhéreus de la tenue de son assemblée générale le 11 décembre 1998, à partir de 9 h 30, à l'ibètel Climat de France, à

 Maison de l'hébreu : pour line en deux heures ou s'initier efficacement au biblique et au moderne en dix séances Professeur Jacques Benaudis: 01-47-97-30-22.

- Géraldine Gaudefroy-Demombynes soutiendra sa thèse de mu-sicologie: « Proposition d'une édition critique et Essai sur la tragédie ly-rique : l'Exempte de « Didon » (1693) de H. Desmarest et M^{**} de Saintonge », le 7 décembre 1998, à 14 heures au Centre d'étude : conférence de la Proposition de la Centre le 7 décembre 1998, à 14 neures de la Remaissance à Tours, salle Rapin. Jusy:

M= M. Biget-Mainfroy. G. Durosoir,
S. Bouissou. MM. J. Duron,

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 TARIF à la ligne

DÉCÈS. REMERCIEMENTS. AVIS DE MESSE. **ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS**

95 F HT **500 F TTC**

Forfait Toute ligne suppl. : 60 F TTC THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

31

109 F HT

TARIF ABONNÉS NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES

COLLOQUES - CONFERENCES : Nous consulter 2 01.42.17.39.80 - Fax: 01.42.17.21.36 01,42,17,29,96

ongt ans de fête e

The same and the s

THE DAY OF THE PARTY OF THE

And the second second

Charles and

The second of the

The second of the second

13 at 1 at

444 1

1.785

4. . . .

Marine .

7.8-4

115 CG A

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF

Start Chick of

11 200 mg 101 mg 14.

to lange

SERVING MAIN

2

Pour tous renselgnements et

- Université Paris-IV, colloque international, La poésie de langue d'oc des troubadores à Mismal les 17, 18.

9 h 30 à 13 heures. Hôtel de Gallifet, 50, rue de Vareme, Paris-P. Union europérant. crise de l'Etat, réformes économiques : mae comparaison entre Italia et France. Avec la participation de Michel Agliena, Tito Boeri, Andrea Boltto, Daniel Cohen, Franco Debenedetti, Andrea Goldstein, Claude Henry, Jacques Le Cacheux, Ginseppe Nicoleni, Pippo Ranci, Mark Res, Nicola Rosai, Michele Salvati, Stefano Scarpetta, Stefan Schirm, Ignazio Visco.

Ignazio Visco.

Avec le soutien d'Eridania-Beghin-

Meylan (Isère).

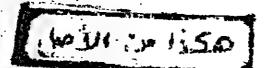
Thèses

- Kitzgela " "CET

and the same of the same and the southern applying to

a a company

a say Mark to



CULTURE

MUSIQUE Du 3 au 5 décembre, gramme de l'édition 1998 conti-les Transmusicales de Rennes fête.

Gramme de l'édition 1998 conti
autres courants (chanson, rap. mu
souvient de ses débuts aux Trans
des DJ anglais. Sa prestation, mêles Transmusicales de Rennes fêteront leur vingtième anniversaire en restant fidèles à leur consist la restant fidèles à leur consist le res

A part

restant fidèles à leur esprit. La nos-portés par la vague punk, le festival

talgie n'y aura pas sa place, le pro- s'est imposé en s'ouvrant aux CIEN LEADER du groupe rennais Pionnier du « big beat », Fatboy

lant rock, hip-hop, reggae, house, gner la confiance du public.

AN- année sous le nom de Pascal, rhythm'n'blues, devrait épuiser le

Vingt ans de fête et de rock au festival des Transmusicales de Rennes

L'édition 1998 de ce rendez-vous annuel des découvreurs de sons neufs aura lieu dans la capitale de la Bretagne du 3 au 5 décembre. Aucune place pour la nostalgie, le cap restant fixé sur le futur de la scène internationale

JEAN-LOUIS BROSSARD, programmateur des Rencontres transmusicales de Rennes depuis leur origine, a décidé que les « Trans », comme on le dit presque affectueusement, ne souffieront pas leurs vingt bougies dans la facilité. Le plus bel hommage que le festival pouvait se rendre à lui-même était de continuer à prendre des risques, Le menu de l'édition 1998 - programmée du 3 au 5 décembre - s'annonce comme l'un des plus aventureux de l'histoire, d'un événement qui parie pourtant depuis longtemps sur l'inattendu. Ce refus de la nostalgie artistique n'empêche pas le souvenir. Depuis le 20 novembre, et jusqu'au 20 décembre, l'Ubu, club-concert emblématique, s'est transformé en petite salle d'exposition. Cent trente clichés retracent une histoire folle. Aucun autre festival consacré en France aux musiques populaires n'aura généré à ce point sa propre culture. Affaire d'audace, de convivialité et_ d'inconscience.

Il en fallait sans doute à trois copains - les étudiants Béatrice Macé et Jean-Louis Brossard et leur camarade disquaire Hervé Bordierpour créer, au milieu des années 70, l'association Tetrapia, destinée à organiser des concerts. Rennes est alors une ville morte pour les amateurs de rock. Grâce au trio, Higelin, Can et Nico passent bientôt par la préfecture d'ille-et-Vilaine. Les compères foncent ensuite dans le mouvement punk quand la France se complait encore dans is rock babacool. En Juin 1979, un déficit pousse Terrapin à organiser un concert de soutien qui réunit la fine fleur du rock local, alors en plein boom. On le baptise Rencontres transmusicales, sans qu'il soit destiné à devenir un festival. Douze groupes (dont Marquis de Sade, la première formation de Philippe Pascal, qui donna un spectacle impressionnant), deux soirées, participation

libre, 1 800 personnes réunies salle de la Cité. Un an et demi plus tard, le concept ressurgit, et l'impact de la new wave rennaise - Les Nus, Ubik et le tout premier concert d'Etienne Daho - fait de cette deuxième édition un événement. Les Trans naissent au bon endroit, an bon moment.

UNE HISTOIRE D'AMBIANCE

La complémentarité du duo de programmateurs Bordier-Brossard ita en s'affirmant. Peu à peu, le festival élargit ses curiosités à la France, puis à l'Europe, Les Transmusicales militent d'abord pour le rock; il s'agit de prouver (les premiers concerts de Litfiba, Stephan Eicher, Minimal Compact...) qu'il existe une alternative à la dominante anglo-saxonne. Plus tard, les organisateurs traverseront la Manche et l'Atlantique, effaceront les frontières des genres musicaux, toujours à la recherche d'intuitions décisives. La seule liste des groupes invités - généralement quasi inconnus lors de leur passage - est un bel hommage à la sensibilité de ces découvreurs : Noir Désir, Fishbone, Mano Negra, les Négresses vertes, IAM, Stereo MC's, Nirvana, Ben Harper, The Prodigy, Portishead, The Propellerheads, Yann

Tiersen, Daft Punk... Le succès des Transmusicales est une histoire d'ambiance. Les orgapisateurs s'impliquent souvent physiquement dans l'animation des concerts. Ils out du se mettre à genoux pour que Portishead joue un rappel, mais aussi bombarder de cannettes une bande de provocateurs britanniques (Sigue Sigue Sputnik, en 1985). Jean-Louis Brossard n'hésite jamais à prendre le micro pour communiquer son enthouslasme. Danny Briottet, membre de Renegade Soundwave, se souvient de l'entrain du programmateur : « Jean-Louis se tenait en bordure de scène avec des bouteilles de champagne. A chaque fois



dans les coulisses de la salle de la Cité, en 1980.

que nous essayions de sortir de de noctambules. Pendant les Transscène, il me tendait une coupe en me disant: "Allez Danny, encore

une!" » Ce goût du décalage, partagé par les artistes, les organisateurs, les médias (près de 500 journalistes aux Transmusicales 1997, dont beaucoup d'étrangers) et les spectateurs, a toujours fait le charme des Trans dans une ville prompte à la fête. « Les Trans sont organisées par des Rennals dans leur ville », précise Jean-Louis Brossard, sousentendant que des festivals comme les Francofolies de La Rochelle, le Printemps de Bourges ou les Eu-rockéennes de Belfort n'ont pas la même authenticité, leurs programmateurs étant tous parisiens. Forte de ses 60 000 étudiants, la capitale bretonne compte un public avisé

musicales, leur énergie est décuplée, les bistrots allant jusqu'à organiser leur festival parallele, ces « bars en Trans » très fréquentés. Le succès du festival tient aussi à

la confiance que le public accorde aux organisateurs. Jamais acquis d'avance à la cause des groupes, les spectateurs réagissent d'abord à l'aune de leur plaisir. Cela a pu provoquer des fiascos mémorables, de véritables révélations comme des enthousiasmes sans lendemain (les triomphes bretons de Screaming Target, des Mint Juleps, de Doctor and The Medics ou des Chevalier Brothers...). Ce caractère imprévisible est aussi un gage de tolérance. Edmond Hervé, le maire (PS) de Rennes, aime à se rappeler cette soirée de 1992, saile de la Cité. « Au

milieu d'une succession de groupes de rock dur, Bordier et Brossard avaient programmé Denez Prigent, un jeune chanteur de gwerz, ces blues bretons traditionnels chantes a capella. En quelques secondes, il s'est imposé, le me suis rendu compte de la générosité de ce pu-

Depuis le milieu des années 80, la municipalité est le principal bailleur de fonds d'un festival qui n'existerait plus sans son soutien. Car le succès des Transmusicales s'est aussi accompagné de spectaculaires crises de croissance. A partir de 1990, la mairie a accepté de financer les projets à l'année de l'ATM (Association trans-musicales): gestion d'une salle de concerts, production de spectacles. publication d'un magazine, pro-

gramme d'action et d'éducation artistique... . Nous etions devenus boulimiques, regrette Béatrice Macé, administratrice des Trans. Nous avons surévalué nos compétences, » En 1995, l'effet cumulé de la grève des cheminots et d'une programmation incomprise a fait plonger le déficit. Début 1996, un trou de 2,7 millions de francs obligealt l'ATM a une restructuration drastique. Hervé Bordier annonçait son départ. La mairie a continué d'épauler l'association mais en s'appropriant le nom. Edmond Hervé ne voulait pas risquer de la voir lui échapper. « Les Transmusicales font partie du patrimoine rennais », dit le maire de la ville.

L'ÉCLECTISME TOUJOURS

En 1997, l'apurement de la dette a été de nouveau mis a mal par une perte de 1 million de francs. L'organisation de cette vingtième édition en a été un peu chamboulée. Le budget global reste à peu près le même (9 millions de francs, dont 4,4 millions venus de la mairie, 1.6 million du ministère de la culture, 110 000 francs du département et 200 000 francs de la région), même si l'enveloppe artistique a diminué de 1 million de francs (7,5 millions cette année). Il n'y aura pas de rave géante au Parc des expositions. Maigré son succès public répéte - près de la moltie des 25 000 entrées du festival -, les investissements techniques étalent difficiles à rentabiliser. Désormais seul aux commandes de la programmation, Jean-Louis Brossard a de nouveau fait preuve d'éclectisme. Un peu de rock, du folk, des musiques traditionnelles de Bretagne et de beaucoup plus loin, moins de techno, plus de hip-hop et beaucoup d'alchimistes électroniciens dont on ne sait pas s'ils passeront l'épreuve de la scène. Le public Jugera. En toute amftié.

TROIS QUESTIONS A...

PHILIPPE PASCAL

Control of the

BU MONDE . TARIFIS

《大学》

DE COMMENTAL STATE

The State of the S

1 En 1979, vous étiez le leader de Marquis de Sade, le groupe vedette de la première édition des Transmusicales de Rennes. Quel souvenir en avez-vous gardé ?

le me souviens d'abord d'un concert, donné à Rennes, un an auparavant. Nos cheveux courts, nos costumes sombres, nos références nevrvieve et européennes ont scandalisé le public baba cool de l'époque. Le sonorisateur avait fermé le rideau de scène au bout de trois morceaux. Une personne est pourtant venue nous encourager: Herve Bordier, futur co-organisateur des Trans et notre futur manager. L'année d'après, nous étions Queiques semaines après ce concert passionne, nous enregistrions notre

Vous avez déjà joué six fois aux Transmusicales, que ce soit avec Marquis de Sade, Marc Seberg ou sous votre nom. En gardaz-vous aussi des souvenirs de spectateur ?

Comme Picasso, le festival a eu ses périodes bieue, rose, cubiste... Chacune est intéressante. J'ai toujours aimé partir à l'aventure après l'un de nos concerts. Débarrassé de ce poids, on peut entrer en résonance avec la ville. Je me souviens de bouts de concerts incrovables comme ceux d'Orchestre rouge, Yargo ou Morphine, Je me souviens surtout y avoir apprécié pour la pre-

Après plusieurs années d'absence, vous allez vous produire à nouveau aux Trans sous le nom de Pascal. Qu'attendre de ce concert ?

Avec ma femme, Pascale Le Berre, nous nous sommes passionnés pour les musiques électroniques. A la maison, nous avons înstallé un home-studio. Nous avons donné quelques performances sous des pseudos. L'une d'elles a plu à Jean-Louis Brossard, qui nous a programmés, Ces vingtièmes Trans n'invitent que le fantôme de Philippe

> Propos recueillis par Stéphane Davet

tête d'affiche des Transmusicales, mière fois les nouvelles musiques Le programme de l'édition 1998

 Jeudi 3 décembre. Villejean, à 16 h 30 : Maniacs vs Sharklat, Clotaire K, Aīsha Kandisha's Jarring Effects, DJ Cheb Aziz. Le Liberté Bas, à 19 heures : Tryo, Amadou & Mariam, Baaba Maal, Cypress Hill, Karlang Vibes featuring Prezident Brown, Donild, Kulcha Knox, Terry Ganzle with The Shashamani Band, DJ Zebra, DJ Morpheus. Le Liberté Haut, à 19 beures : High Tone, Dr Israel, Digicay, Purity, Sidestepper, DJ Rodriguez.

• Vendredi 4 décembre. La Cité, à 16 heures : The Little Rabbits with Purple Penguin, Bediam Ago Go, Delakota, DJs Richard Cameron & Karin Ras. Cleunay, à 16 h 30 : Kyu, Tahiti 80, Petit

Vodo, Virago. Triangle, à 19 h 45 : Imperial 35, Black Blanc Beur, DI Mouss, Maison du Champ de Mars, à 19 heures : L'île électrique, Pink liced Club, Bed, Bruno Green. Le Liberté Bas, à 19 heures: Nitin Sawhney, Les Frères Morvan, Denez Prigent, Johnny Dowd, P18, El Gran Silencio, Mich Gerber, DJ Benoit de Grooves. Le Liberté Haut, à 19 heures: Doctor L & The Explorers, Pascal, Seven Dub, Subsonic Legacy, Indian Ropeman, DI Morpheus. Samedi 5 décembre. La Cité, à 19 heures: Godspeed You Black Emperor I, Rhudabega, Père Ubu. Princess Superstar, Nashville

Champ de Mars, à 19 heures : Bed, Bruno Green. Le Liberté Bas, à 17 heures : Richard Cameron & Karin Ras, Faze Action, Terminalhead, Rasmus, Basement Jaxx Sound System. Di Da Lua, Freestylers, Fatboy Slim, Dave Clarke, Richle Hawtin AKA Plastikman, Stacey Pullen, Le Liberté Haut, à 17 heures : DI Stix. The Scartch Perverts. Rae & Christian, DJ Krush, The Wiseguys, DJ Spinna feat. ligmastas, Kurtis Mantronik, Dee Jay Punk-Roc, Trumystic Sound System. Du 4 au 6 décembre. Théâtre de l'Aire Libre, à 19 h 30 : Mathieu Boogaerts. Renseignements et vente par

Fatboy Slim, le DJ hédoniste de Brighton

LASSÉES de la robotique techno, les Transmusicales de Rennes ne continuent pas moins de valoriser la culture des DJ. Mais derrière leurs platines, ces bricoleurs es-

PORTRAIT_

L'ancien Housemartin Norman Cook danse aujourd'hui derrière ses platines

sentiels feront preuve d'une sensualité plus organique. Symbole de cette rendance nouvelle: Fatboy Slim, alias Norman Cook, le plus festif des DJ anglais. Qu'il anime quelques-unes des soirées les plus courses de Grande-Bretagne -Heavenly Social ou The End à Londres. Big Beat Boutique à Brighton -, qu'il travaille sur les remixes d'autres artistes (Cornershop, Beastic Boys...) ou qu'il produise ses propres disques - les tubes The Rockafeller Skank, Gang-

Boby -, tout semble réussir à ce trentenaire souriant.

Londonien de naissance, il s'est installé très tot à Brighton. « Au début des années 80, J'ai déménagé là-bas pour sortir en boite, dit-il en riant. Je m'y suis d'abord intéressé pour l'alcool, les filles et les disques. La danse et la drogue sont venues plus tard. » En dix ans, la station bainéaire est devenue la capitale de l'hédonisme house. La clientèle fournie par l'université, les weekenders londoniens et la plus grande communauté gay d'Europe ont su convaicre de nombreux DJ de s'y installer. A son arrivée, Norman Cook entretenait avec la musique des relations schizophrènes. Amoureux des rythmes noirs, il joue comme bassiste dans un groupe de pure pop blanche. Disciples des Smiths, les Housemartins connaitront un immense succès en Grande-Bretagne.

L'échantillonneur lui permettra

ster Trippin, tirés de son deuxième de faire le lien entre sa passion des album, You've Come a Long Way, platines et ses talents de musicien. showman déchainé . « J'aime bou-A la séparation des Housemartins, en 1988, Norman Cook est d'abord peu sensible à l'acid house naissante, préférant s'investir dans un mélange de funk, de soul et de reggae avec des groupes comme Beats International ou Freakpo-

PUBLICITAIRE DE L'ECSTASY

Une série de hits n'empêchera pas la dépression et une absence de deux ans de la scène. A son retour, le musicien est devenu un autre homme, par la grâce des musiques de danse et d'une petite pihile. Alors que la presse britannique ne cesse de condamner les ravages de la drug culture, Norman Cook vante les mérites de l'ecsta-

Parmi les nombreux personnages que l'ancien bassiste, devenu DJ à plein temps, s'est amusé à créer, celui de Fatboy Slim a connu le succès le plus spectaculaire. En

ger derrière mes platines, danser comme un fou et divertir le public de grands gestes et de cris. » Musicalement, Fatboy Slim a pris le parti d'additionner les éléments rythmiques et sonores les plus orgiaques. « Le punk m'a appris à ne respecter aucune musique en particulier. l'utilise et je trafique tout ce qui me plait. Rock, hip-hop, reggae, house, rhythm'n'blues... >>

Cet adepte de la jouissance a accouché d'un style musical, le big beat, dont Norman assume la paternité avec d'autres DJ comme Jon Carter ou les Chemical Brothers. Efficaces, dróles, les disques de Fatboy Slim peuvent épuiser l'auditeur autant que les danseurs. « Le seul défaut de Fatboy, s'amuse Norman Cook, est qu'il ne s'arrète jamais pour réfléchir. Honnétement, i'ai essavé de rendre ce nouvel album plus sérieux. l'ai échoué. »



Susan Buirge, chorégraphe

« La danse doit participer à la survie de l'homme »

Buirge, originaire de Minneapolis et disciple du maître Alwin Nikolais à New York, Installée à Paris depuis 1970 par amour de la France, incarnation de la vieille Europe, fait ses premiers pas au Théâtre de la Ville. Cette invitation si tardive est un événement, une injustice réparée. La chorégraphe présentera Le Cycle des saisons, œuvre forte, à nulle autre pareille, qu'elle entreprenait en 1992 à Kyoto, avec sept danseurs exceptionnels et l'Ensemble Ichihime du compositeur Tomihisa Hida. Pourquol l'artiste américaine at-elle décidé, au tournant des années 90, de partir pour le Japon, s'absentant plusieurs mois par an de Paris? La réponse tient à la fois du malentendu artistique et du de-

Dès son arrivée, devenue très vite professeur réputé, elle défend les bases de son enseignement : prééminence de l'abstraction, règles strictes de composition. Notions austères qui se heurtent de plein fouet à une jeune danse française, caracolante, lyre de narrations éclatées, citant jean-Luc Godard pour le récit, le Living Theatre pour la transgression du corps. La réussite de Parcelle de ciel, qu'elle signe en 1985, pièce lente, hiératique, arrive trop tard pour infléchir le lugement

de ses contemporains. A-t-elle eu raison trop tôt? Blessée que son travail soit si peu reconnu. elle quitte Paris et entreprend un voyage, sorte de coup de dé, afin d'étudier la représentation de l'espace dans le théâtre non occidental. Elle hésite à se fixer en Ethiopie, en Syrie, et finit par trouver au Japon sa terre d'élection. A Kvoto, ses rencontres avec le musicien Tomihisa Hida, par ailleurs prêtre shintoïste - il l'initiera à la de l'Institut français du Kansal - il choisit la chorégraphe pour inaugu-

À PRÈS de soixante ans, Susan à la Villa Kujoyama - la détermineront à relancer sa carrière aux antipodes. Stratégie buirgienne? Son père voulait qu'elle soit diplomate...

Elle était pourtant loin de se douter qu'elle allait émouvoir à ce point les spectateurs. L'Arsenal de Metz en premier, puis les festivals de Montpellier, de Saint-Florent-le-Viell, et enfin d'Avignon, subjugués par la force de Susan Buirge à la reconquête d'elle-meme, décident de présenter les œuvres japonaises, au jour. Cet été, à Avignon, Le Cycle des saisons fut l'un des grands succès du festival. Ce travail pose une question apparemment simple, au cœur d'un débat très actuel ; « Comment réinsérer la danse dans la vie ? >

« L'avant-garde n'est jamais là où on le croit »

« Une Occidentale peut-elle enraciner sa danse dans une pensée asiatique, comme le shintoïsme japonais ?

- Un proverbe chinois dit: */usqu'à quarante ans, tout est école. A quarante ans, on sait comment faire. A cinquante ans, ce qu'il faut faire. A sobante ans, on sait pourquoi on le fait. » Pour moi qui approche de mes soixante ans, ce proverbe est une évidence : ces six ans passés à créer au japon m'ont progressivement dévoilé pourquoi le danse. Cette prise de conscience s'est révéiée à travers les kagura, danses très anciennes du shintoisme qui rythment aulourd'hui encore la vie du village. Elles ont lieu à date fixe. pour des événements précis. Etroitement liées au cycle agraire, donc der les hommes à passer les seuils. Le danseur est là pour rappeler à la terre, au soieil, à la pluie, aux

Une idée qui permet

plus de 6000 emplois,

une mauvaise idée!

Depuis 3 ans, la fondation VIVENDI a pour vocation d'encourager la création d'emplois

de service et de proximité. Elle a aujourd'hui soutenu l'initiative de 800 porteurs de projets.

FONDATION VIVENDI, L'EMPLOI COMMENCE PRÈS DE CHEZ VOUS

Ceux-ci, grâce à leur énergie, leur créativité et aux subventions accordées

ont pu créer plus de 6000 emplois. Vous avez un projet social utile .' Ecrivez-

nous. Si votre démarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons

Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08

à 800 projets

ce n'est pas

de créer

nuages de faire en sorte que les êtres aient toujours de quol se nourrir. La racine de la danse est dans cette responsabilité première de "veiller au grain", au sens large. Elle participe à la survie de l'homme, renoue avec sa fonction sociale, communautaire.

- N'est-ce pas une attitude passéiste que de vouloir créer des danses ritualisées en Oc-

- C'est une démarche éminemment contemporaine! Je ne prêche pas le retour à la tribu. Comme tout le monde, j'adore l'eau chaude, le téléphone, mais le progrès doit être réexaminé d'urgence. Nos sociétés, essentiellement urbanisées, se sont déchargées sur les techniologies de cette responsabilité de vigilance. On ne sait plus ce qu'on mange, ni g comment les choses poussent. On commence tout juste à s'occuper de la qualité de l'air. Pour moi, la question est la suivante : comment réamorcer l'idée qu'il faut des vellleurs? Les danseurs doivent jouer un rôle. Notre désir, à Hida et à moi, n'est pas de reconstruire des

danses anciennes, mais de bâtir des kagura contemporains. Comme autant de signes pour déchiffrer vers quoi on tend. Je trouve de bon augure qu'en France, aujourd'hui, quelques chorégraphes interrogent l'esprit des danses traditionnelles pour avancer, féconder leur art. L'avant-garde n'est jamais là où on

– L'université shintoïste d'Isé a été sermée par les Américains pendant de longues années après la seconde guerre mondiale : n'êtes-vous pas gênée par la collusion de cette pensée avec

- Il faut clarifier les idées. Au moment de l'ère Meiji, en 1868, le shintoisme devient une religion d'Etat. Il va engendrer le nationalisme, shintoïsme d'avant le bouddhisme,



La danse des kagura (il en existe plus de soixante mille) est une écriture d'avant l'écriture des idéogrammes, apparue au Japon vers le VI siècle. C'est pourquoi elle est extrêmement élaborée, détaillée, li-

- Le passage au troisième millénaire excite-t-il votre imagina-

- Comment quitter, comment entrer dans les choses? En juin 1999, je créerai Le Jour d'avant. La choréeranhe Karine Saporta m'a demandé de lui écrire un solo. Elle sera en scène avec quinze enfants de la maîtrise de Radio France. Patrice Markland écrit la musique. La pièce inscrite au programme que propose mai 2000. Il s'agit d'une danse pour cinq danseurs et un chanteur. Elle sètera la fin de ma résidence d'artiste-associée à l'Arsenal de Metz.

- Vous-même, que ferez-vous pour le passage en l'an 2000 ? - Je resteral dans mon lit i »

> Propos recueillis par Dominique Frétard

★ Le Cycle des saisons. Les 1e et 2 décembre, Hiver et Printemps. Les 3 et 4, Eté et Automne. A 20 h 30. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, Paris 4º. Mº Châtelet. Tél.: 01-48-87-22-77. Le 8 déde Bourges; le 10, au Théatre qu Parvis de Tarbes; le 12, à l'Espace Malraux de Chambéry.

DÉPÈCHES

EDITION: Jean-Marie Le Pen et le Front national attaquent en diffamation Les éditions POL et l'écrivain Mathieu Lindon pour son roman Le Procès de Jean-Marie Le Pen, paru le 27 août (Le Monde du 27 août). La maison d'édition a fait savoir qu'elle faisait, depuis le 27 novembre «l'objet d'une citation à comparaître le 18 décembre devant la 17º chambre du tribunal de grande instance de Paris ». M. Le Pen a donc agi à l'extrême limite des trois mols dont il disposait pour déposer plainte, Paul Otchakovsky-Laurens, PDG des éditions POL, estime cette action judiciaire « stupide puisqu'il s'agit d'un roman, donc de personnages

sonnage réel ».

ARCHITECTURE: les prix d'architecture de la revue Bauwelt out été décemés pour la première fois le 23 novembre, par un jury d'architectes comprenant nonment l'Anglais David Chipperfield et le Français Yves Lion. Ces prix sont attribués pour des édifices bâtis dans le monde entier (350 dossiers avaient été soumis pour cette première année), classés en six catégories. Deux équipes allemandes (agence Mey et Pan-zer, agence Liquid) figurent parmi les lauréats. Les autres projets sont suisse, danois, hollandais et français. Le projet français est un ensemble d'Odile Seyler, qui vient par ailleurs d'être primé par le jury des éditions du Moniteur. ■ ARCHÉOLOGIE : une cité pha-

raonique localisée au nord du Caire par un magnétomètre. Ahmad Gouda, directeur du département électromagnétique de l'Institut égyptien de recherches astronomiques (IERA), a annoncé la découverte d'une ville enfouie, vieille de 3 000 ans, de l'époque de Ramsès II, qui occupe une surface de 1 kilomètre carré. Elle est située sous un champ, à Qantir, dans la province de Charqiya, à 130 kilomètres au nord du Caire. Les experts ont utilisé un magnétomètre qui mesure la résistance électrique et le niveau magnétique dans le sol, et donne une image de ce qu'il y dans le sous-sol. Une autre expél'Egypte, a permis de localiser des tombes et douze bateaux solaires.

MILLIAMS

gableau de Mone

calcurres d'art spa

Le ballet de Nancy en état d'urgence

La ville, l'Etat et la région n'ont pu se mettre d'accord sur le budget 1999

de notre correspondante

Les quarante danseurs du Ballet national de Nancy et de Lorraine n'ont plus le moral. Ils viennent de descendre dans la rue pour alerter le public sur la précarité de leur situation. Le ballet est en effet menacé de mort lente. Au même moment se tenait à l'hôtel de ville de Nancy un conseil d'administration honieux qui a débouché sur une impasse, la ville, l'Etat et la région n'ayant pu se mettre d'accord sur le budget de l'année 1999. « Si rien ne se passe avant le 31 décembre, le Ballet national sera en cessation de paiements », a constaté tristement André Larquié, président de la compagnie, qui s'efforce de calmer le jeu. Celui-ci présentait pourtant un budget dans lequel la part de la ville était réduite et celle de l'Etat augmentée de 800 000 francs. Cela n'a pas suffi. Les ennuls financiers du ballet, qui a connu une époque brillante lorsque Patrick Dupond

le dirigezit, ne sont pas nouvezux. A l'origine de cette crise, la décision du maire de Nancy de placer ses partenaires devant leurs responsabilités. La ville, après avoir soutenu un plan de redressement entre 1994 et 1997, n'entend plus subventionner aussi fortement cette institution installée à Nancy depuis vingt ans et comptant soixante salariés. Le contribuable nancéien apporte 8 des 20 millions qui constituent le budget du ballet. Cette somme inclut la mise à disposition des locaux. L'Etat verse 7 millions et la région Lorraine

■ PROBLÈME DE PRÉQUENTATION » André Rossinot a laissé entendre qu'il allait réduire de moitié sa participation à une compagnie nationale trop lourde pour une ville de 100 000 habitants. « Morseille et ses 800 000 habitants verse 8 millions de francs et Bordeaux 6,5 millions pour 450 000 habitants. Proportionnellement, le contribuable nancéien est le plus sollicité. A la fin de l'été, il y avait un déficit de près de l million de francs, explique Dominique Flon, l'adjoint à la culture. A cela s'ajoute un problème

fondation

VIVENDI

de fréquentation. On nous dit que l'évolution globale du nombre de émises à l'intérieur sur les choix spectateurs est positive. D'accord, mais ce sont les tournées à l'étranger qui voient cette hausse, alors

qu'à Nancy le nombre de spectateurs décroît. »

L'analyse de la ville est simple. Pourquoi les Nancéiens supporteraient-ils la charge d'une compagnie dansant surtout à l'étranger? André Rossinot engage donc une épreuve de force, risquée politiquement, dans une ville où la culture est importante. En mai, le ministre de la culture a lancé une réflexion de fond sur l'organisation des activités symphoniques, lyriques et musicales lorraines. Les premières conclusions n'ont pas permis de dénouer une crise qui tourne au psychodrame avec la remise en question de l'administra-

artistiques.

«Les danseurs ont envie que les directions artistique et administrative changent. Ce n'est un secret pour personne qu'il aurait fallu trancher bien plus tôt », confie un des danseurs, excédé. Pour l'heure, les trois tutelles ont convenu de se réunir d'urgence avec le ministère de la culture. A la mi-décembre, Catherine Trautmann, out doit tenir une conférence de presse sur la politique de la danse, ne manquera certainement pas d'évoquer le cas de Nancy. En attendant, les danseurs réfléchissent à des moyens d'action spectaculaires avec leurs camarades d'autres ins-

Monique Raux

L'Equerre d'argent à Rem Koolhaas

L'ÉQUERRE D'ARGENT, récompense décernée chaque année à une œuvre architecturale par les Éditions du Moniteur, a été attribuée lundi 30 novembre à la maison construite pour un client privé par le Néerlandais Rem Koolhaas à Floirac (Glronde) (Le Monde du 18 février). Ce bâtiment construit pour une famille « autour » du handicap du maître d'ouvrage, atteint de paraplégie, a fortement impressionné le monde de

l'architecture, suscitant des réactions passionnelles. Le jury a décerné deux mentions, l'une à un ensemble de logements PLA à Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine) construit sur une commande de la ville par Vincen Cornu et Benoît Crépet; l'autre à une résidence pour étudiants à Evry (Essonne), dont le mattre d'ouvrage est la Sonacotra. Le Prix de la première œuvre va à un collège de Mathieu Poitevin et Pascal Reynaud, construit à Marsellle, une mention étant attribuée à Odile Seyler, dont ce n'est plus, il est vrai, la première et unique ceuvre, pour un ensemble de logements locatifs, rue des Lyanes à Paris. Le jury, placé sous la présidence de Marc-Noël Vigier, comprenait moment l'architecte italien Vittorio Gregorti, le critique et architecte lacques Lucan, et les lauréats de l'Equerre d'argent 1997, Jean-Marc Ibos et Myrto Vitart (Palais des beaux-arts de Lille).



CULTURE

Un tableau de Monet vient ajouter au trouble sur les œuvres d'art spoliées pendant l'Occupation

Détenu par le Musée des beaux-arts de Caen, il aurait été volé par les nazis au marchand Paul Rosenberg

Alors que s'ouvrait, lundi 30 novembre, la confé-rence de Washington sur la spoliation des juifs pen-dant la seconde guerre mondiale, la commission

Mattéoli publie un rapport d'étape sur les MNR (Musées nationaux récupération), ces œuvres retrouvées en Allemagne et qui n'ont pas été restituées à appartenu au marchand Paul Rosenberg.

LA QUESTION des œuvres d'art ou directement auprès de partispoliées durant l'Occupation est désormais au centre d'un débat de plus en plus public, Alors que s'ouvrait lundi 30 novembre la conférence de Washington (Le Monde daté 29-30 povembre), le député (Verts) Noël Mamère devait interpeller à ce propos la ministre de la culture Catherine Trautmann sur l'attitude des Musées nationaux. La commission Mattéoli publie par ailleurs un rapport d'étape sur l'état de ses recherches. Les biens culturels y font l'objet d'un compte-rendu de deux pages qui apporte peu d'éléments nouveaux. Il se borne à rappeler l'histoire, aujourd'hul bien connue, des MNR (Musées nationaux récupération), ces œuvres retrouvées en Allemagne et qui n'avaient pas été restituées à leurs propriétaires ou aux héritiers de ces derniers quand la commission de récupération a clôturé ses travaux. Elles ont été confiées à la direction des Musées de France (DMF), à titre de détenteur provi-

On sait que depuis la publication des recherches d'Hector Feliciano (Le Musée disparu, Editions Austral, 1995), plusieurs de ces toiles ont été réclamées par des descendants de familles spoliées. C'est ainsi que le Musée national d'art moderne a restitué un Gleizes et un Picabia aux héritiers du collectionneur Alphonse Kann, Le rapport de la commission Mattéoli annonce que deux tiers des 1000 tableaux concernés « ont été examines de manière exhaustive » et que « la majorité d'entre eux a fait l'objet de transactions auprès de marchands d'art, en vente publique

cullers (...) sans qu'il soit possible, à ce jour, de déterminer les conditions dans lesquelles ces œuvres se sont présentées sur le marché et donc de savoir si elles ont été spoliées ; pour d'autres, la spoliation ou le vol semble probable ou même certain, même si pour l'instant l'identité des propriétaires demeure inconnue ». Les recherches, promet-on, pourraient être achevées « vers la fin de l'année prochaine ».

On pourrait objecter que ce sont précisément les « conditions » et «l'identité des propriétaires» qui sont les points essentiels et qu'une enquête qui ne les établit pas n'a guère de valeur. On pourrait observer aussi que celle-ci aurait di avoir lieu depuis fort long-

écoulé depuis le retour de ces

ceuvres d'art en France. Un cas précis vient ajouter au trouble actuel. Il s'agit d'un Claude Monet, Les Nymphéas, de 1904, toile d'assez grandes dimensions, 90 centimètres de haut et 92 de large, signée et datée en rouge, exemple parfait de cette période de Monet et de ce motif, inspiré des pièces d'eau de Giverny, C'est même un exemple si parfait que le tableau a été prêté par son actuel détenteur, le Musée des beaux-arts de Caen, à l'exposition « Monet au XX siècle » qui s'est tenue jusqu'à la fin d'octobre au Museum of Fine Arts de Boston et doit se tenir à Londres à partir du 23 janvier. Premier point: il s'agit d'un MNR, le numéro 214 de la liste. Il a été attribué au Louvre par l'Office

Une plainte contre le Centre Georges-Pompidou

Après la fin de non-recevoir opposée par le Centre Pompidou aux héritiers d'Alphonse Kann qui réclament la restitution du Joueur de guitare de Braque (Le Monde du 27 janvier), ceux-ci contre-attaquent. Par l'intermédiaire de Me Antoine Comte, ils ont déposé plainte contre le Centre lundi 30 novembre pour recel de vol. Le tableau a été acquis pour le Musée national d'art moderne en 1981. Or, à cette date, estiment-ils, le musée était en mesure de savoir que la toile avait été volée par les pazis au domicile d'Alphonse Kann. Deux documents fondent la démonstration. Un rapport de la DGER, en 1945, fait état de la spoliation et décrit le processus d'échange « art dégénéré » contre art ancien organisé par les nazis. Plus précise, une note de Rose Valland au directeur des musées en date du 10 mars 1942 détaille l'opération au cours de laquelle le Braque a été livré à un marchand en échange d'une peinture convoitée par Goering. La totle est explicitement désignée avec son titre et ses dimensions. Ces textes figurant dans les archives officielles et étant accessibles aux conservateurs, ceux-ci auratent dû refuser l'achat de la toile. Ainsi serait constitué le délit de recel. Cette plainte est la première du genre en France et les suites qui lui seront données permettront de mesurer la volonté de transparence de l'Etat en cette matière.

à Caen en 1975. Deuxième point : selon toute vraisemblance, il s'agit d'un tableau volé par les nazis dans la résidence du marchand Paul Rosenberg à Floirac, L'histoire de la toile est connue assez précisément : elle a été dérobée avec bien d'autres - des Degas, des Braque, des Corot, un David... - le 15 septembre 1940 et transférée aussitôt dans l'ambassade d'Allemagne, rue de Lille. Là, elle avait été « confiée » à Joachim von Ribbentrop, ministre des affaires étrangères de Hitler, qui la fit envoyer à Berlin où elle oma son ministère ou sa résidence privée. Ce fait est attesté par de nombreuses preuves, qu'Hector Feliciano cite dans son ouvrage. Mieux: en 1995, il précise, page 66, que le Monet est « de la série des Nymphéas, mesurant 90 × 92,5 cm m. Il est pour le moins surprenant qu'aucun rap-

descriptions. Le sort de la toile dépend désormais de la législation de l'état du Massachusetts et des conventions qui réglissent les prêts entre musées. De cette situation dépend la possibilité pour les héritiers de Paul Rosenberg de demander la saisie du tableau aux Etats-Unis, comme ce fut le cas récemment pour un Schiele exposé au Museum of Modern Art de New York. En tout état de cause, la question sera posée par la suite d'une restitution de la toile par la direction des Musées de France. Cinquante ans trop tard.

prochement n'ait été fait, ni à

Caen, ni à la DMF, entre ces deux

La « Méridienne verte », premier jalon français du troisième millénaire

La chaîne d'arbres devrait couvrir 1 200 kilomètres

ministre de la culture et de la communication, a planté mercredi 25 novembre à Saint-Martin-du-Tertre (Val-d'Oise) le premier arbre de la future « Méridienne verte », qui, en l'an 2000, courra de Dunkerque, dans le Nord, a Prats-de-Mollo, dans les Pyrénées-Orientales et au-dela jusqu'en Catalogne. Premier symbole du passage au troisième millénaire en France, le jeune chêne a été planté en alignement de huit autres arbres, l'ensemble symbolisant les huit régions françaises, plus la Catalogne, que traverse la ligne virtuelle du méridien de Paris, Amiens, Saint-Denis, Fresnes, Sully-sur-Loire, Bourges, Chirac-Bellevue, Saint-lust-sur-Viaur, Mazamet ou Carcassonne sont quelques-uns des grands noms de cette épopée bucolique, qui faillit facher les paysans lorsqu'il fut initialement question de réensemencer de vulgaires coquelicots. Depuis la copie a été corrigée pour satisfaire chacun.

MONUMENTAL ET ÉCOLOGIQUE

Cette méridienne est une idée sympathique de l'architecte Paul Chemetov, qui marche alnsi sur les brisées de son fils Alexandre, paysagiste. Le monumentai et l'écologique se trouvent donc réconciliés par la Mission de célébration de l'an 2000. Le projet prendra définitivement forme dans un an, quand les enfants des 337 communes regroupées dans les vingt départements que traverse le méridien de Paris auront planté les quelque 10 000 arbres prévus. Une convention entre l'assemblée permanente des chambres d'agriculture et la Mission de célébration pour l'an

CATHERINE TRAUTMANN, 2000 a été signee le 25 novembre pour sensibiliser le monde agricole à ce projet, dont le coût global - 40 millions de francs - représente un dixième du budget total de la dotation pour les célébrations de l'an 2000.

> Le président de la mission, Jean-Jacques Aillagon, souligne que la Méridienne verte « refuse la théatralité des espaces spectaculairement liés à l'histoire et à la mémoire ». « Ce monument n'est pas autoritaire, insiste-t-il. C'est un monument vivant qui invite à l'intelligence des sols, des climats, des essences. « Le 14 juillet 2000, la Méridienne sera donc le site d'un pique-nique géant auguel seront conviés, a précisé M. Aillagon, tous les Français, Mais le succès de ces plantations et de cette chaîne humaine repose encore sur les bonnes volontés des futurs sponsors, des collectivités locales, des simples particuliers, des écoles, aidés par les services de l'Etat, en particulier les mairies.

> Le méridien de Paris avait été choisi en 1799 par la Republique française comme référence pour le compte du temps et la mesure de l'espace. Il a en particulier servi à définir le mètre-étaion qui en est la dix-millionième partie du auart »: mais la communauté internationale lui ayant préféré celui de Greenwich, 2 20' et 14" plus à l'ouest, la France s'est alignée en 1911 sur cette ligne qui passe un peu à l'est de Bordeaux, de Valence (Espagne), et rejoint Oran (Algérie) et Lomé (Togo). Le méridien, à Paris comme à Greenwich, mesure 40 000 kilomètres. La Méridienne verte en occupera I 200.

> > Frédéric Edelmann



CUBA GOODING, JR.

ANNABELLA SCIORRA

Jamais aucun film ne vous avait conduit aussi



Jacques Bonnaffé place le cancer au péril de la scène

COMME DES MALADES, d'Hervé Prudon. Mise en scène: Jacques Bonnaffé. Avec Jacques Bonnaffé, John Michael Barris, Ariane Dionyssopoulos, Philippe Richard, Philippe Vieux, Julie Denisse, Dominique Lemonier. THEATRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris-11°. Mº Bastille. Tél.: 01-43-57-42-14. Vendredi, samedi, lundi, à 19 h 30 ; dimanche à 15 h 30. 60 F et 80 F. Durée: 1 h 15. Jusqu'au

Mieux vaut ne pas alier voir Comme des malades un jour de blues, quand le calendrier vient rappeler des souvenirs d'hôpital, avec deuil assuré à la clef. C'est du cancer qu'il s'agit, dans ce spectacie qui n'en est pas un : à l'entrée du théâtre, on vous signale almablement que vous allez assister à un « work in progress ». Sans penser à l'ironie fumeuse que l'expression chic dégage : work in progress », mort en progrès... En riant, d'abord. Mèlés aux spectateurs qui attendent debout dans le hall, des hommes en pyjama et des filles en blouse blanche détournent des propos de comptoir sur le cancer, racontent des histoires drôles et des petits poèmes joufoques. Le tout est vif, incisif, signé Hervé Pru-

Vingt minutes plus tard, tout le monde se retrouve dans la saile du haut où sont installés des matelas, des téléviseurs et divers apsions. Ne seralt-il plus question de rigoler? Si. Puisque, de toute façon, tout est joué, autant en

Dans le dossier du spectacle. Jacques Bonnaffé annonce son projet : « Une fois, J'ai décidé d'une hospitalisation, "hospithéàtralisation" peut-être, dix jours, dix nuits, des draps propres à l'arrivée, les clés du théâtre, acteurs, musiciens, un auteur... On ferait de la résidence... On viendrait s'assigner à création. A partir des carnets d'hôpital d'Hervé Prudon. Les spectateurs auraient chaque soir un "droit de visite" du travail en cours. *

L'HÔPITAL SERVI CRU

Voilà donc Jacques Bonnaffé et ses amis comédiens-musiciens, dans un feuilleton poussé au comble du roman-feuilleton : désespéré. Attente. Auscultation, Examens, Visites, Verdicts, Boults de voisinage. Envie du dehors. Impossibilité du dehors. Plateaux-repas. Télévision. journaux (à la « une » de France-Dimanche: Gilbert Bécaud, son combat douloureux contre le cancer). Urgences. Pin-pon, pin-pon. Blouses. Pyjamas. Petite radio. « L'hôpital..., l'occipital..., la peine capitale..., il y a toujours un point final », écrit Hervé Prudon.

Les histoires foireuses qu'on peut se raconter, les moments d'hilarité devant le pire, les assauts de dignité pas toujours bien maîtrisés - tout y est. En direct, servi cru: l'hôpital comme champ de bataille. A en oublier presque le théâtre. Aux saluts, les comédiens sont rappelés plusieurs fois. On se demandera longtemps ce que les spectateurs applaudissent.

Brigitte Salino



Le violoniste Christian Tetzlaff et le Quatuor Prazak se jouent de la grisaille

De Bach à Brahms, deux moments d'excellente musique

INTÉGRALE DES SONATES ET PARTITAS POUR VIOLON SEUL, de Bach (1ª partie). Christian Tetzlaff (violon). Théâtre des Abbesses, le 28 novembre, à

QUATUOR OPUS 76 Nº 1, de Haydn, QUATUOR OPUS 25 Nº 4, de Zemlinski, QUINTETTE POUR PIANO ET CORDES OPUS 34, de Brahms. Quatuor Prazak (quatuor à cordes), François-Frédéric Guy (plano). Théatre des Bouffes du Nord, le 28 novembre, à 20 h 30.

Place des Abbesses, dernier coin de ciel avant la nuit et la pluie. Les terrasses des cafés débordent de clients assis autour des poêles; une vie qui bat ce soir-là plus fort qu'ailleurs. 17 heures tapantes, sur la scène de la petite salle du Théâtre des Abbesses. Entrée d'un petit jeune homme blond, un air de premier de la classe, simple, discret. Adagio de la Sonate en soi mineur. Dès les premières notes, une certitude : la pureté a rendezvous avec l'élégance. Très vite, le violoniste donne

l'impression de tutoyer ces œuvres réputées altières. Très vite aussi, il montre un art raffiné des plans et arrières plans qui tient moins de la polyphonie elle-même que d'une manière de registration. Ce son qui file droft après l'attaque et se fait rattraper au coup d'archet suivant, souple et fluide. ce phrasé au-delà de la mélodie : plus qu'une manière, un style. Si contenue, la mélancolle contemplative de la sicilienne retient son vibrato, avant le dynamique et

de la destructuration. Il y a chez Christian Tetzlaff un reste d'enfance - très maîtrisé - et une impressionnante maturité. La Partito nº I et ses hult danses mettront en valeur un jeu soudain proche de l'articulation d'un clavecin (allemande). Si la courante prend des allures d'indifférente, c'est pour mieux laisser le double nous surprendre, un rien trop paganinien ! Suavité toute baroque dans la sarabande, que suit l'ombre de son double pris dans le lointain du son, puis, avec le couple de bourrées, le retour nodal à la danse. On retiendra de la Partita nº 2 un art subtil de la suspension (grave sur ie fil), et de la Fugue son admirable et apparente facilité : unité de couleur, égalité des doubles cordes, dialectique entre détaché et legato, et surtout jamais la moladre dureté tant dans l'articulation que dans le son. Si l'andante file un peu rapidement, l'allegro, comme pris d'écarts de conduite, s'amuse avec une ligne mélodique se parant coquettement d'ornementations. Suite et fin du voyage, le 12 décembre. Mais, en avant-propos et en bis, la gavotte en rondeau de la Partita

PERSPECTIVES VISIONNAINES

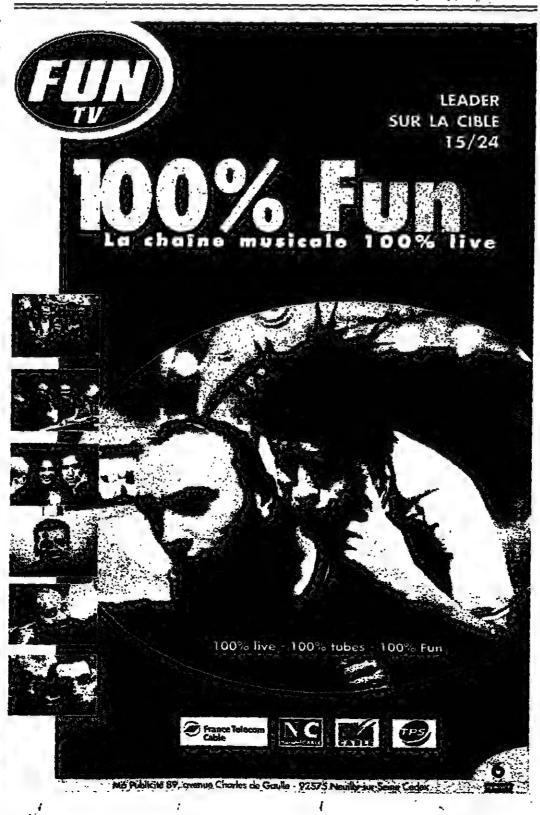
Direction les Bouffes du Nord pour un week-end avec le Quatuor Prazak. Cette fois, le concert aura une bonne demi-heure de retard pour cause d'embouteillages, mais le public est bonne fille. Un petit Haydn pour commencer. Les plus haute importance. Un Haydn ceau. vigoureux, passionné, fervent et moelleux presto final, à la limite autoritaire vous empoigne et vous

tient jusqu'à l'adagio, joué dans une intensité mezza voce, et le frémissant menuetto. Le dernier mouvement, en mineur, ouvre sur des perspectives résolument visionnaires. Les Prazak le défendent bec et ongles sans que sa dimension d'humour et d'alacrité

soit perdue. Si Haydn laisse pantelant, que dire de Zemlinski? Cette œuvre pour Berg, l'ami disparu, Zem linski l'a voulue jumelle de la Suite lyrique, avec ses six mouvements en perpétuelle alternance dynamique. Du statisme suspendo du prélude au sauvage du burlesque, crépitant comme une piule de tambours arrachée au bois des archets. Musique du vertige, lyrisme retenu à en devenir fou - introversion - et séquences de pure énergie, la musique de Zemlinski se sent chez les Prazak comme chez

Après la contention zemlinsklenne et un entracte réparateur, Brahms, avec François-Frédéric Guy en guest star. Est-ce la proximité des œuvres ? Notre Viennois de Hambourg paraît sage, un rien compassé. Il faut un certain temps au quatuor pour trouver ce délicat équilibre à cinq avec un piano aux sonorités un peu mates, même si la réexposition donne enfin cet élan de liberté tant attendue. L'andante, cette oscillation entre la danse et le chant, manque de plénitude vocale, faute peut-être de laisser à la musique le temps d'osciller tout à fait... Mais scherzo (tout de forces vives confinant cercle pour une conspiration de la nale finiront par enlever le mor-

Marie-Aude Roux



SORTIR

60 F et 80 F.

entation du bleu, du rouge, du blanc, représentation de la couleur, concept. Représentation de la douleur, concept. » Dans cette idée de la représentation selon Ludwig Wittgenstein, le théâtre est exclu. Cela n'a pas empêché un comédien, Réginald Huguenin, d'aller cherchet ce qui, dans le Tractatus lagico-philosophicus, pouvait être convié en scène. Aidé de Jean-Claude Pentin, il a trouvé ce qui, dans l'obsession logique du philosophe autrichien, donne matière à une soirée à une voix : le jeu incessant sur le langage. La Ménagerie de verre, 12-14, rue Léchevin, II. Me Parmentier. Du 1e au 19 décembre, à 20 h 30. Relâche dimanche. Tel.: 01-43-38-33-44.

« Re-pré-sen-ta-tion. Je me fais telle

Prôler les pylônes Il y a bientôt trois ans, le metteur en scène Philippe Lacascade rencontrait les élèves du Groupe 30 de l'Ecole du Théâtre national de Strasbourg, avec lesquels il a travaillé sur Le Songe d'une nuit d'été, de Shakespeare, avant de les diriger dans leur spectacle jubilatoire de fin d'études, présenté à Avignon cet été. Les revoilà, qui jouent à Frôle les pylônes - une création nourrie d'improvisations, portée par la tentation du dérèglement et le désir de « courir après la grâce », selon le metteur en scène. Théâtre national, 1, avenue de la Marseillaise, 67005 Strasbourg. Du 1º au 19 décembre, à 20 heures ; le jeudi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Relâche le 6 et le lundi. TEL: 03-88-24-88-24.



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

En plein cœur Hors jeu de Karim Oridi (France, 1 h 31).

Jaya, fille du Gange de Vijay Singh (France-Inde, 1 h 25). Les Kidnappeurs de Graham Guit (France, 1 h 40). Kurt & Courtney de Nick Broomfield (Grande-Bre-

tagneÆtats-Unis, 1 h 39); dessin animă de Tony Bancroft et Barry Cook (Etats-Unis, 1 h 28). de Pascal Kané (France, 1 heure). L'Objet de mon affection de Nicholas Hytner (Etats-Unis,

Pages cachées d'Alexandre Sokourov (Russie-Allede John Frankenheimer (Etats-Linis, 2 h 02).

Tang le onzième de Dai Sijie (France, 1 h 30). de Florent Emilio Sirl (France, 1 h 28).

TROUVERSON FILM Tous les films Paris et régions sur le

36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de Madeleine et parvis de la gare Mont-parnesse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. LA CITACHO CASSA

de Heinrich von Kleist, mise en scène de Philippe Berling. Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris-20". MF Pelleport. Le 1", à 20 h 30. Tél.: 01-43-54-80-80.

90 F et 140 F. Gauche uppercut de Joël Jouanneau, misé en scène de Serge Tranvouez. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard

Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Mª Saint-Denis Basilique. Le 1º, à 93 Saint-Denis. 21 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F. d'après Charles Dickens, mise en scène de Nedeljko Grujic. Espace Peris-Plaine, 13, rue du Géné-ral-Guillaumat, Paris-15". Mª Porte-de-

Versailles. Le 2, à 15 heures. Tél. : 01-40-43-01-82. 45 F. de Llonel Spycher, mise en soène de

Théatre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Mº Saint-Denis Basilique. Le 17, à 19 heures. Tél.; 01-48-13-70-00, 50 F Les Chantiers du Théâtre ouvert de Noëlle Renaude, mise en scène de Robert Cantarella et Noëlle Renau Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, ci-té Véron, Paris-18°. Mº Blanche, Le 2, à 16 heures. Tél.: 01-42-62-59-49. Entrée libre sur réservation. Lella Haddad

La Danse des sept voiles. Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92 Maiakoff, Mª Maiakoff-Plateau-de-Vanves Le 1", à 20 h 30. Tél. : 01-46-55-43-45. De 85 F à 120 F. Brigitte Baileys (mezzo-sopr

François Marthouret (récitant) illy Eidl (plano)

Debussy, Ravel, Bréville, Sauguet et

Tolbiac), quai françois-Mauriac; Paris-13°. Mº Qual-de-la-Gare. Le 1°, 4 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F. Vienna String Sextet Mozart: 'Ouintette' à 'cordes KV 515. Debussy: Rhapsodie pour clarinette et piano. Reger: Quintette pour cla-rinette et cordes op. 146. Sabine

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. Me Porte-de-Pantin. Le 1", è 20 heures. Tél.: 01-44-84-44

84, 120 F. Ensemble orchestral de Paris

4.50

Nautre statue débou

Sammartini : Concerto grosso op. 5 nº 6 « Pour la nuit de Noël ». Florentz: Magnificat: Bach: Magnificat BWV 243. Marie-Paule Lavogez (soprano), Jacqueline Mayeur (mezzo-soprano), Gilles Ragon (ténor), Michel Piquemal (basse), Ensemble vocal Mithei Piquemai, John Nelson (direc-

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8*. Mª Ternes, Le 1*, à 20 heures. Tél. : 01-44-70-64-10. De 60 Fà 210 F. L'Orchestre de contrebasses Théâtre du Renard, 12, rue du Renard,

Paris-4. Mª Hôtel-de-Ville, Le 1ª, à 19 heures. Tél. : 01-42-71-46-50, 120 F. Instants chavirés, 7, rue Richard-Le-noir, 93 Montreuil, Le 1+, 5 20 h 30, 76l.: 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F. lay Jay Johanson, Little Rabbits Elysée-Montmartre, 72, boulevard Ro-chechouart, Paris-18", Mª Anvers. Le

1", à 19 h 30, Tèl. : 01-44-92-45-45. **Elliot Murphy Band** New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Peris-10-. Mº Château-d'Eau.

41. De 110 F à 130 F. Mano Solo La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Pa-ris-9-. Mr Maubert-Mutualité. Le 1*, à 20 h 30, Tél. : 01-40-46-15-71. 160 F.

Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14. Mº Galté. Le 1º, à 22 heures. Tel.: 01-43-21-56-70.

Herminia (Cap-Vert) Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe, Paris-11*. Me Bastille: Le 1*, à 20 h 30, Tél. : 01-43-57-24-24, 100 F.

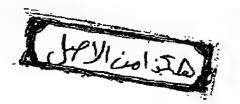
RÉSERVATION ? ~

Amnesty International avec Kassav, Tracy Chapman, Alanis Morrissette, Asian Dub Foundation, Peter Gabriel, Axelle Red, Radiohead, Youssou N'Dour... Palais omnisports de Paris-Bercy, 8,

boulevard de Bercy, Paris-9* Le 10 dé-cembre, à 18 heures. Tél. : 01-44-68-44-68. De 220 F à 330 F. DERNIERS JOURS

5 décembre : Le Voyageur et son ombre d'après Friedrich Nietzsche, mise en sonne de Michel Véricel. Théatre l'Echangeur, 59, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Bagnolet. 181 : 01-43-62-71-20. 35 Fet 55 F.

Le Corps et la ville : Johan Van der Keukan et leroen de Vries Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris-7. Tél.: 01-53-59-12-40; 20 F.



EN VUE

grand-père.

a inauguré, dimanche

■ L'ex-roi Michel de Roumanie

29 novembre, à Timisoara, le buste du roi Ferdinand, son

■ Lundi 30 novembre, alors

qu'on dévoilait à Londres la

conduite indécente », Peter

Tatchell, qui, la veille, avait

protester contre l'attitude de

interrompu un sermon de

l'Eglise anglicane envers

d'une loi de 1860.

aux travaux forcés pour

statue d'Oscar Wilde, condamné

l'archevêque de Cantorbéry pour

l'homosexualité, était inculpé de

« conduite indécente » en vertu

Elisabeth II visitait, lundi

Musée national qui, parmi

de la préhistoire à nos jours.

choisie par Tony Blair,

expose une guitare électrique

30 novembre, à Edimbourg, le

10 000 objets symbolisant l'Ecosse

KIOSQUE

L'Australie et la répression au Timor-Oriental

Le « Sydney Morning Herald » révèle que Canberra connaissait l'ampleur du massacre d'indépendantistes commis en 1991 par l'armée indonésienne dans l'ancienne colonie portugaise

EN NOVEMBRE 1991, au Timor-Oriental, ancienne colonie portugaise annexée par les militaires indonésiens fin 1975, un officier indonésien est assassiné au cours d'une manifestation indépendantiste. Une demi-heure plus tard, deux pelotons de militaires arrivent de Dili, la capitale de l'île, et tirent sur les indépendantistes. On parle de 50, puis soudain de 19 morts. Par la suite, diverses enquêtes indiquent que le bilan réel est bien supérieur, et que les militaires indonésiens ont continué leur merie dans la petite ville de Santa Cruz, bien après l'affrontement

L'Australie se contente des chiffres les plus faibles et accorde pen de crédit aux reportages mettant en cause l'armée indonésienne. Le ministre des affaires étrangères de l'époque, Gareth Evans, conteste même, en juin 1994, la crédibilité d'un documentaire intitulé Mort d'une nation, diffusé peu de temps auparavant en Angleterre, Ce documentaire, réalisé par le journaliste John Pilger, fait état d'un second massacre et affirme aussi que Gareth Evans a couvert l'Indonésie pour faciliter l'exploitation pétrolière australienne aux abords de Timor. En effet, selon des documents confidentiels obtenus par le Sydney Morning Herald, l'ambassadeur australien a été informé, quelques jours après le bain de sang, que le bilan de l'intervention sanglante de l'armée indonésienne était bien supérieur au bilan officiel. La conversation ent lieu entre l'ambassadeur australien à Djakarta de l'époque, Philip Flood, et



le lieutenant-colonel Prabowo Subianto, gendre du président déchu Subarto. Trois ans plus tard, l'information passa à Canberra, Et le ministre des affaires étrangères, Gareth Evans, en fut informé, au moins à ce moment-là, si ce n'est

auparavant. L'Australie est l'un des rares pays au monde à avoir reconnu l'annexion par l'Indonésie de la province du Timor-Oriental,

ancienne colonie portugaise, envahie fin 1975. Des 1974, le premier ministre travailliste australien, Gough Whitlam, s'était déclaré en faveur de l'« intégration » de Timor à l'Indonésie auprès du général Suharto. Sans que cela ne soit jamais dit, l'Indonésie, grand voisin du nord, dix fois plus peuplé, est perçu comme l'envahisseur potentiel, avec lequel il convient donc d'avoir des liens politiques et militaires étroits. Fin 1995, un « accord pour maintenir la sécurité » a été signé entre les deux pays. Ce genre de pacte de non-agression fut enrichi, un an plus tard, d'un programme de dix ans de « développement des relations militaires » bilatérales. En outre, les deux pays ont réglé, il y a deux ans, leur différend quant aux 3 000 kilomètres de frontières maritimes communes,

On a également appris récemment que Canberra était au courant de l'invasion du Timor-Oriental. Mais les autorités australiennes n'ont pas alerté du danger imminent cinq journalistes travaillant pour des médias australiens, morts le 16 octobre 1975. Selon un nouveau témoin, interrogé sur la chaîne nationale ABC, les cinq journalistes furent exécutés par des militaires indonésiens qui répondaient alors aux ordres du capitaine Yunus Yosfiah, aujourd'hui ministre de la communication à Djakarta. Le rapport officiel australien rendu en 1996 dans l'espoir de faire taire les rumeurs sur ces morts concluait que les cinq journalistes avaient été pris dans un « feu croisé ».

+ La télévision les rend passifs ». Florence de Changy mais, selon ses concepteurs britanniques, Jump Ahead Baby (. Saute en avant bébé »), jeu sur le projet de loi consacré à video pour les nourrissons. équipé d'un écran, d'un clavier et d'une souris, aide au développement intellectuel des François Giffart, palsible

instituteur de Rouen, qui a donné « en urgence » trois coups de pieds aux fesses à un elève bagarreur, encourt la révocation. Mercredi 25 novembre, le tribunal correctionnel de Montpellier a condamné un enseignant pour un seul coup ajusté au même endroit.

Après un échec scolaire. Said al-Kachach, jeune Jordanien, ne supportait plus les pressions de son entourage : il vient de passer en jugement pour avoir massacré onze parents (et un ami de la famille qui se trouvait là).

■ Les femmes d'une entreprise de BTP de l'Oural qui les paye, faute de roubles, en bouteilles de vin. préféreraient de l'huile ou de la farine, depuis qu'en buyant leur salaire les hommes se dissipent pendant les heures de travail.

■ Anestis Dermetzogiou fermier du village d'Ano Apostolon, près de Kilkis, au nord de Salonique, a été arrête pour proxénétisme hôtelier : quatre Ukrainiennes, une Russe et une également des pages personnelles Moldave se livraient à la rapportant des légendes locales. prostitution dans son étable aménagée en maison close.

> ■ La justice belge qui, pour vérifier comment Andras Pandy, pasteur belgo-hongrois, avait élimine les membres de sa famille, avait en valn plongé dans du « Destop », produit pour déboucher les canalisations, le corps d'un homme légué à la science, a réussi à dissoudre, en moins de vingt-quatre heures, un deuxième cadavre - y compris ses dents - dans un bain de « Cleanest », acide hyperpuissant.

> > Christian Colombani

■ Le Figoro s'était abstenu, jusqu'à

DANS LA PRESSE

LE FIGARO ives de Chaisemartin

ON

1 A

ce jour, de prendre position dans le débat qui, ces demiers temps, agite le microcosme parisien : le président du Conseil constitutionnel doit-il démissionner? Aujourd'hui, devant l'ampleur inouie d'une campagne qui tourne à la chasse à l'homme, nous sommes contraints de réagir. Oh, il ne s'agit pas pour nous d'émettre un jugement quelconque sur le fond ni de venir au secours de M. Roland Dumas! Personne ne peut soupconner Le Figaro de partager

toutes les idées ou valeurs de l'homme politique, voire de l'homme privé. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour réaffirmer notre attachement à des principes qui sont les fondements mêmes de notre démocratie.

D'abord, la justice doit exercer sa mission, toute sa mission, rien que sa mission. Aucun texte, aucun principe n'oblige un citoyen mis en examen à démissionner. Les juges ont ce pouvoir, immense : les mesures de contrôle judiciaire dont ils décident souverainement leur permettent d'interdire à un ministre ou à un chef d'entreprise de remphr ses fonctions. Quand

faire, au nom de quoi les médias ou les politiques devraient-ils le décider à leur place ?... Ensuite, respectons également la vie privée de chacun, y compris des bommes publics. Les mêmes qui ont défendu, à juste titre, le président Clinton contre l'hypocrisie de la morale puritaine, incarnée par le procureur Starr, martèlent inlassablement: « M. Dumas doit démissionner parce qu'il avait une maitresse, qui plus est sulfureuse. » De quel droit s'arrogent-ils le pouvoir de juger la « moralité » [de] relations privées (...)? Il faut dire halte aux Start médiatiques français. (...) Le lynchage médiatique n'est ni les juges n'estiment pas devoir le plus ni moins qu'une régression au

temps de l'exécution sommaire. Que M. Dumas soit jugé, qu'il soit condamné s'il le mérite, mais qu'il ne soit pas lynché par voie de presse. Respect de la justice, de la vie privée et de la présomption d'innocence : voilà trois principes qu'il appartient au Conseil constitutionnel de protéger. Dans ces conditions, la démission de son président serait pis qu'une erreur. une faute. Ce n'est pas l'homme que nous défendons ; c'est l'honneur de la Justice.

LIBERATION

Serge July ■ Si l'on devait juger la qualité du réformisme jospinien uniquement

l'audiovisuel, l'équipe du premier ministre passerait pour un groupe de bricolos pétris, au mieux, de bonnes intentions, apprentis sorciers par voie d'inconséquence et, au surplus, suspects de sympathie à l'égard de l'audiovisuel privé (seul grand bénéficiaire) et pas toujours exempts d'arrière-pensées électorales. Le gouvernement a raison sur le point de départ : l'audiovisuel public a besoin d'une grande réforme. Il a tort sur les movens, et. à l'arrivée, c'est encore un rendez-vous manqué qui se profile. A ce jour, ce projet est d'abord une insolente victoire des lobbyistes de TF 1 et de M 6.

SUR LA TOILE

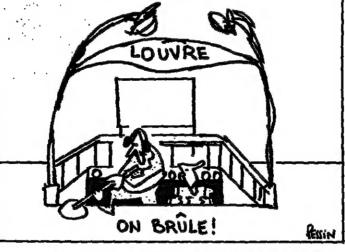
Une mystérieuse organisation péruvienne baptisée « Association pour la défense de la vérité » a ouvert un site web affichant une « liste noire » de journalistes et de personnalités de l'opposition au gouvernement du président Pulimori, assortie de renseignements biographiques détaillés sur les personnes visées et de menaces. Un groupe de journalistes péruviens, qui a mené une enquête, affirme que les services secrets de leur pays sont dernière cette opération d'intimidation. Le site web est Floride - (AP.)

■ Le casino ESB de Montego Bay (Jamaique) a intenté un procès en diffamation contre Kenneth Weitzner, propriétaire du webmagazine américain The Prescription consacré aux paris sportifs, pour avoir classé ESB dans sa liste des « casinos de mauvaise reputation ». Les responsables d'ESB, qui sont américains, réclament 5 millions de dollars (28 millions de francs) de dommages et intérêts et une interdiction pour M. Weitzner de parler de leur casino lors du colloque sur « la réglementation et la gestion des sites de leux sur Internet » qui a fieu cette semaine à Washington. - (AP.)



forêt de Prétoy. A Frayssinet-de-Fouques, en Lozère, quatre mille écus d'argent dorment au creux d'un mur. Près de Donnai, dans le Calvados, l'or de la diligence Buquet attend d'être découvert dans les champs alentour... Selon Stéphane Bonjean, auteur de ce guide des trésors sur le Web, la Prance abriterait dans ses bois, ses grottes, ses ruines, ses lacs et ses souterrains une fortune approchant les 500 milliards de francs. Si certains de ces trésors, enfouis profondément ou engloutis au fond des eaux, demeureront inaccessibles, beaucoup d'autres, abandonnés jadis dans nos campagnes. attendent d'être découverts.

Stéphane Bonjean, qui, à vingtquatre ans, se considère encore et même l'issue des recherches. « qui comme un simple amateur, recense sur son site plus de 200 trésors déjà



www.tresors.com

renseignements dont il dispose sur avant tout reconstituer l'aventure de des fiches techniques classées par département. Il n'hésite pas à garantir l'authenticité de ses informations ne peuvent être que fructueuses ». Mais le véritable chercheur n'est pas

ceux qui, jadis, ont d'abord caché leur trésor, souvent mai acquis, avant de le perdre, de l'oublier ou de disparaitre, parfois pris dans la grande tourmente de l'histoire de France: persécutions religieuses, guerres ou révolutions...

procedant ainsi il a falt ses propres

découvertes, qu'il préfère garder

« La bibliothèque est le point de

départ de toute recherche, qui se

poursuit souvent par une visite aux

archives nationales ou régionales.

Mais délà Internet permet de trou-

ver des informations inédites. Des

documents longtemps inaccessibles

sont aujourd'hui numérisés et affi-

chés sur des sites comme celui de la

Bibliothèque nationale de France

ou des sites régionaux. On trouve

Cela dit, rien ne remplace l'enquête

sur le terrain, carte en main, et les

discussions avec les anciens du

Stéphane Bonjean assure qu'en

secrètes. Il espère que son guide en ligne lui donnera assez de légitimité pour approcher la communauté très fermée des grands chercheurs de trésors professionnels. En attendant, il suit quelques pistes qu'il a eu la sagesse... de ne pas mentionner sur

Sylvie Dodeller

connus des spécialistes. Il livre les poussé par l'appât du gain : Il veut Abonnez-vous au Une autre statue déboulonnée

LA VÉRITÉ COURT désormais plus vite que les statues. Elle est aussi devenue plus corrosive. Aucune rouille historique ne kul échappe. Les légendes vivantes elles-mêmes ne sont pas épargnées. Qui eut dit que la gloire d'un Kissinger serait un jour aité-rée par la décrépitude d'un Pinochet? Ce dear Henry, qu'on croyait moulé dans un bronze indéboulonnable... Le voilà cité à comparaître, à son tour, devant le tribunal des trous de mémoire. Lui qui fut, pendant une décennie, l'illustre guide de la diplomatie américaine! Lui qui fit la renommée de deux présidents des Etats-Unis! Lui qui mit fin à la guerre du Vietnam! Lui dont l'action planétaire, de 1968 à 1977, fut récompensée par un prix Nobel de la paix! Le voila, lui aussi, rattrapé

documents produits sur Canal aussi sa part de connivence dans s'annonce abrasive...

Plus par les enquêteurs du « Vrai le déclenchement des crimes journal » de l'iconoclaste Kari contre l'humanité commis sur l'île Zéro sont, cette fois, incontesplus officielles. Ils disent que Henry Kissinger porte une éminente part de responsabilité individuelle dans le complot de 1973 contre la démocratie chilienne. Ils attestent que ce dear Henry, en parfait accord avec Richard Nixon. avait personnellement demandé à la ClA de « mettre la pression » sur l'économie chilienne pour provoquer la chute de Salvador Allende. Ils témoignent des encouragements de la Maison Blanche aux putschistes. Il y a présomption de complicité de crime contre la

Il est même à craindre, pour la réputation de l'imagerie made in USA, que le statut d'icône conféré à ce dear Henry ne soit définitive-La vérité n'étant pas saucisson- ment ébranlé par le résumé du tion de la justice internationale nable, il n'y a rien à objecter. Les « Vrai journal » sur ce que fut devant la raison d'Etat américaine

indonésienne de Timor, à partir de tables. Ils émanent des sources les 1975, au lendemain d'une visite de Gerald Ford à lakarta, par le régime pinochettesque de Suharto. Car, dans ce pan filmé et sonore de sa carrière, Henry Rissinger avoue lui-même son cynisme: « Au sujet du "machin" de Timor, moi, Kissinger, j'ai violé les lois. Combien de gens le savent ? (_) Pour nous, Timor, regardez sur une carte: c'est une île grosse comme une tête d'épingle... Alors, quand les Indonésiens nous ont informés, nous n'avons dit ni oui ni non. (...) Timor n'était pas un point stratégique significatif pour les Etats-Unis... » Etc.

Les rescapés de ces crimes « stratégiquement insignifiants » ayant été honorés, eux aussi, par le Nobel de la paix, la comparu-

Jusqu'à d'économie soit semaines de lecture Office valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : □ 3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F° au lieu de 1 170 F°

Pro de vente au numero (Tant en France métropolitaine uniquement) je joins mon réglement soit : _____ F 801 MO 007 D par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Date de validité L_L_L Signature: ☐ M. ☐ Mme Nom: ___ Prénom:

Adresse: Località · Code postal: USA-CANADA

1 AN 2190F 595 F 790F

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vocances, un changement d'adresse, le palement par preleve-ment automatique mensuel, les tants d'abonnement pour les autres pays etrançers Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi Sulletin à renvoyer accompagné de votre réglement à: LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclero 89646 Chantilly Cedex

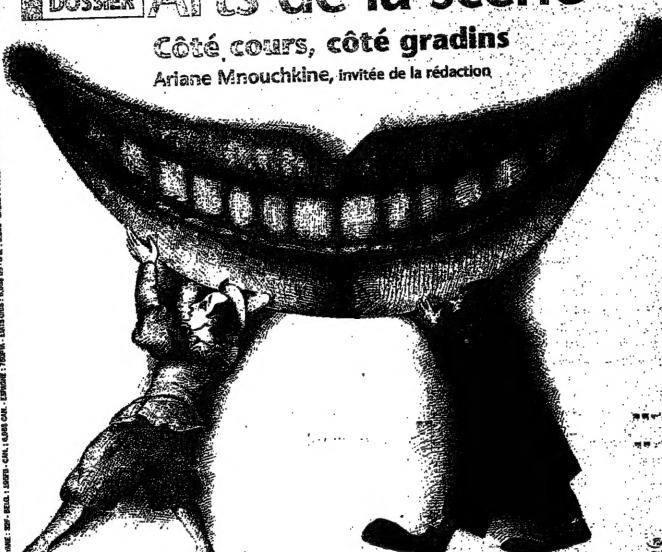
par sa part d'oubli.

EVCEES Amalyse d'un mouvement de fond

FEDICATION

FIREEE DELAFORMATION

MDOSSER ATES de la scène





CULTURE La technologie bouleverse l'art

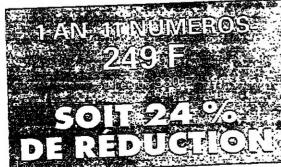
LE MENSUEL ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ



Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 3 décembre à 17 h 30 à la Fnac Saint-Lazare sur le thème : « Comment promouvoir les arts de la scène, de l'école à l'université ? »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT!

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde de l'éducation - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'ou 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures



- OUI, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour **150 F seulement** au lieu de 180 F, soit une économie de **30 F**.

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire o	postal à l'ordre du <i>Monde de l'obdesse</i>
Je préfère règler par carte bancaire :	

- Copper		
Nº:		
Date d'expiration :	Date et signature obligatoires :	L

Adresse:			 **********	
		710) IA M MINISTER I IN IA	 	
Code postal :	111	Ville ·		
Code hoster .		* ILIG : man	 	-
To this pay to be readed that a) for a person personal about a second			 	

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accèr



COELA SOIREE

SETEVISION

MAR SHIP BE

22.50 La Liste de Schindler ■ ■

23.20 Nora E

Steven Spielberg (Etats-Unis, 1994, N., v.o., 190 mln). Cinéstar 2

20.15 Western Beat. enregistré à Montreux, en 1992, lors du Festival de jazz. Muzzik

Symphonie nº 4, de Mendelssohn.
21.35 Symphonie nº 3 en re mineur,
dite Wigner Symphonie, de Bruckner.
22.35 Symphonie en tros mouvements,
de Stravinsky.
Par Forchestre symphonique
de la Radio bavaroise.

Muzzi

France 3

RTL 9

20.59 Soirée spéciale sir Georg Solti.

21.40 Leonard Bernstein. Songfest. Par Porchestre symphonique

Par l'Orchestre symphs de la Radio bavaroise

VARIÉTÉS

20.55 Que la musique

TELEFILMS

commence!

21.20 Histoires d'hommes, Olivier Langlois,

23.05 The Debussy Film,

23.50 L'Amour à l'ombre. Philippe Venault.

20.30 L'instit. Les Chiens et les Loups.

20.55 La Vie à cinq. Paternité.

21.45 Ally McBeal. The Kiss. The Affair (v.o.).

21.55 Les Rois maudits. (6/6).

22.35 Perry Mason. Le Rétour de Perry Mason.

23.05 Star Trek, la nouvelle génération.

23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Moins Q (v.o.). Canal Himmy

22.45 L'Extravagant Mir Deeds

N. v.o., 120 ming. Cinetosie

22.45 La colline a des yeux a m
Wes Craven (Etats-Unis, 1977,
90 min). Cinéstar 2

23.25 Estata (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 113 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 113 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 113 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 113 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats-Unis, 1997,
v.o., 109 min). Canai +

25.00 Alleita (Esats

23.25 Femme ou démon II II George Marshall (Etats-Unis, 1939, N. v.o., 95 min), Ciné Classics

23.45 Nuit française. Avec Leon Fleisher, piano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Georges Prètre. Mezzo

the Vienna Art Orchestra. Montreux 1994.

Paris Première

Muzzik

13ton Rue

TMC

TMC

Série Club

Série Club

MUSIQUE

19.25 Leonard Bernstein.

21.50 Musica. Edipse Aver équestre Zingaro.

1.00 An Evening with

18.30 Duplex. Michel Lang.

20.40 Le Visage du passé. Patrick Dromgoole.

20.50 Une vie bouleversée. Carlo Rola.

23.40 Sleepwalker. John Cosgrove.

SERIES

20.40 La Randonnée tragique. Tim Burstall.

18.00 Les Aventures de Sinbad-Au pays du diable.

18.50 Priends. Celui qui était

1936 Equalizer. Dompteurs d'éléphants.

.20.10 Harpy Days.

20.15 Priends.
-Celui qui devient papa.

Un navire dans une bouteille.

20.40 Homicide. Les derniers batellers. 20.55 Blanche. (3/11 et 4/11).

20.55 Madame le proviseur.

22.15 Two. Les parents nourriclers.

22.35 Ally McBeal. Le baiser.

23.25 Damon. The White Guy (v.o.).

23.55 Susan! Pour le medieur,

20.00 Quoi de neuf docteur?

20.13 Alfred Hitchcock présente.

20.30 Star Trek, la nouvelle génération.

21.55 Presque parfaite. Le coup de foudre (v.o.). Canal Jimmy

22.30 Priends. Celul qui a une nouvelle flancée (v.o.). Celui qui détestait le lait maternel (v.o.). Canal Jimmy

23.00 3° planète après le Soleil. Dick the Vote (v.o.). Série Club

23.20 The New Statesman. L'économie protège du besoin (v.o.). Canal Jimmy

23.25 Dharma & Greg. Coup de foudre et mariage express.

TELEFILMS

22.55 Black Sessions.

Frank Capra (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 120 min). Cinéta

Un navire dans une bouteille (v.o.). Canal Jimmy

SÉRIES

22.15 Dernier voyage à Glasgow. Jean Stewart.

22.15 Amour, justice et trahison. George Case.

français. Ken Russell.

22.35 Los Angeles, guerre des gangs. Alan Metzger. M 6

impressions d'un compositeur

MARDI 1" DÉCEMBRE

ARTE

19.00 Archiméde.

19.45 Météo, Arte info.

20.15 Dieu sans frontière.

21.50 Solrée thématique

20.45 ► La Vie en face. Genevieve de Gaulle-Anthonioz ou l'engagement.

0.40 Viens done a table

18.00 Les Aventures de Sinbad.

19.54 Le Six Minutes, Météo.

19.00 FX, effets spéciaux.

20.10 Notre belle famille.

20.40 E=M6 découverte.

20 35 La Famille Touvahien

1.10 Fausto. Film. Remy Duchemin

22.10 Un agneau dans la peau du loup. 22.55 La Championne olympique **3** Film. Herbert Achtembusch (v.o.).

20.35 Mes meilleurs copains
| lean-Marie Poiré (France, 1988, 115 min).

Robert Redford (Erats-Unis, 1988, v.o., 120 min). Paris Première

Odyssée

Arte

Arte

Mezzo

Odyssée

Planète

Odyssée

AB Sport

TV 5

Odyssée

22.30 Milagro

19.00 Arctique. [7/13].

19.30 A corps et à cordes.

19.55 Plans de vol. [5/13].

20.10 Marcellin. Zémidjan.

20.15 Dieu sans frontière. La Revanche de Dieu.

20.25 Otages du solcil. [3/3].

20.45 ▶ La Vie en face. Geneviève de Gaulie-Anti ou l'engagement.

20.45 Un siècle de danse. [4/5].

romains. [1/6]. César.

21.40 Histoire de l'aviation. [47]. Routes du ciel (1927-1939).

21.55 Solrie thematique.
Herbert Achtembusch, artiste, anarchiste et Bavarols.
22.00 Corpus Christi.
[5/12] Barabbas.

Portrait de Jorge Semprun;

22.25 Dauphin mon voisin.

22.30 L'Ecriture ou la Vie.

23.00 Méditerranée. [8/12].

23.30 Sida d'ici et de là-bas.

23.50 Macao. Le vice chinois.

0.15 La Finne. [1/2]. La maison des Windsor.

20.00 Hockey sur glace. Grenoble - Fribourg.

19.30 Philippe Giusiano. Œuvres de Chopin.

0.00 Conférences de presse. 14 janvier 1963 [3/3].

5PORTS EN DIRECT

19.55 Football, Championnat de D 2 : Saint-Étienne - Caerl. Euro

19.05 Champ d'honneur **II II** Jean-Pierre Denis (France, 1987, 85 mln). Groé Gnér

22.30 Week-end en famille **II II** Jodie Foster (Etais-Unis, 1995, 190 min). Cinéstar I

23.45 Un siècle d'écrivains. Boris Pasternak, 1890-1960. France 3

17.45 Lagrimas Negras. Les messagers de la musique cubaine. Odyssée

17.50 Les Yeux de la découverte. La Vue. La Cinquième

Planete

Muzzik

Planete

Histoire

Odysséc

TSR

Arte

0.35 Nimbus. Sur les traces des loups.

Le corps antique.

DOCUMENTAIRES

18.00 Les Nouveaux Ravages

de la maiaria.

19.00 Connaissance.
Descentes aux enfers.

[8/12]. Rome, vers l'unité.

19.00 Les Métiers. Picardie:

la forêt miraculée.

18.00 Born to Swing.

19.00 Méditerranée.

19.40 Bialowiesa,

20.35 L'Aventure

20.55 Les Français

21.40 Plans de vol. [\$/13]. Voler léger.

21.55 ➤ Ecole 27.

19.55 Le Fleuve jaune. La voie du Bouddha.

20.15 Dieu sans frontière

Mgr Teissier, arch

20.45 Himalaya. [1/4]. La vallee des dieux.

21.30 Marcellin, Zemidjan.

22.00 Las Olvidadas. Mémoires de l'Argentine inondée.

amer de l'or rose.

23.50 Neil Armstrong, premiers

pas sur la Lune. [2/5].

22.50 Musica.
Bartabas à New York.
23.05 Histoire de l'aviation.
[47] Les routes du ciel.
23.15 Profil. Que ça ne fasse pas mal. Arte

22.05 A corps et à cordes.

22.35 Cayerme ou le goût

de la Ve République.

qui ont changé de vie.

18.45 Le Trac.

0.00 La Lucarne. Africa Dreaming. Arte

iy **m is** ian (Etats-Unis, 1995, RTBF 1

20.35 Mission impossible **2** Brian DePalma (Etats-Unis, 1996, 115 min).

21.05 Sommersby # # Jon Amiel (Etais-Unis, 1992, 115 min).

21.20 Kansas City M R Robert Altman (Etab 120 min):

22.45 Histoires d'opéras. [2/4].

22.45 Histoire de la symphonie. [3/6]. Berlioz.

de la Vª République.

19.15 L'Aventure

20.35 ➤ Ecole 27.

21.00 Les Empereurs

10

M 6

Paris Première

FILMS DE LA SOIRÉE

18.55 Femme on démon

George Marshall (Entrs-Unis, 1999, N., v.o., 95 min).

Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

19.00 Sans solell = Chris Marker (France, 1982, T20 min).

17.10 Le Débat. Le Pacs. Invités : Thierry Mignard ; Alain Touret ; Bernard Reynis ; Jean-Pierre Mignard.

17.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les dockers de Liverpool.

19.10 Le Rendez-vous. Invité : Jean-Marc Ayrautt.

20.50 Fréquenstar, Lara Fablan.

21.90 Le Gai Savoir.

La famille, les homosexuels et le Pac
invirés : Christine Boutin;
Eric Dubreuil; Pierre Combescot;
Evelyne Sullerot;
Dominique Fernandez;
François Cérésa. Paris Prem

23.05 Place de la République. Portrait de Mouloud Bensallah.

Du cœur entre les menottes. La bibliothèque Medem : la plus grande bibliothèque yiddish d'Europe.

23.35 Nimbus. Sur les traces des loups, invités : Pierre Migot ; Geneviève Carbone ; Luc Vallet ; François Moutou.

Alimentaire, mon cher Watso Faites sauter la banque.

0.15 Capital. Pétrole : un univers impitoyable.

0.55 Strip-tease. Perdu de vue.

1.05 Le Cercle, Langage, invités: Stanistas Nordey Christian Schiaretti; Max Rouquette,

DOCUMENTAIRES

N., v.o., 105 min).

N., 105 min).

17.00 Sans soleii 東世

DEBATS

11.10 et 17.10 Le Débat.

13.00 D'un monde à l'autre.

75.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les dockers de Liverpool.
 16.00 Saga-Cités. Massilia en Provence.

18.30 Nuile part ailleurs. invités : Jack Lang, Derek Jacobi, john Maybury, Jean Galtione, Delakota.

Detaions. Canal +

20.00 Comment ça va ?

L'eri : pour quelques disièmes de plus.

Acqualité : L'épitepsie, la fin d'une

maladie honteuse. Les nouvelles pisses
génétiques de l'auxisme. TV 5

20.00 20h Paris Première. Avec judith Godrèche. Paris Première

20.15 Faits divers.

commerce merveilleus fous du vélo avec RTBF 1

Ces merveilleus fous du vélo avec leurs dribles de seringues... RTBF 1
20.45 Lès Mercredis de l'Histoine.
Europe, notre histoire [1/3]: 19451955, une paix de charbon-acier. Arte
20.55 Combien ça coûte ?

20.55 Combien ça corite?

Manger bien ou mal.

Auec Muriel Robin, Elie Semoun. TF 1
20.55 La Marche du Siècle.

Gauche-droite: Ça PACS ou ça casse l
Invites: Castherine Tasca, Roselyne
Bachelor, Philippe de Villiers,
Jacques Desallangre, Cury Hascouet,
Plorience Gumpel, Patrick Devedjian,
Dominique Mancilhacy,
Philippe Malaurie, Monseigneur
Andre Vingt-Trois, Eric Dubrezil,
Marie-Laure Olivier. Francé 3
21.00 Exite divere.

21.00 Faits divers. Eisabeth pour mén

21.00 Les Dossiers de l'Histoire.

Les camps de concentration nazis [12].

22.45 Ca se discrite.
Tics, rituels et obsessions:
Pent-on les dominer?

23.00 Le Magazine de l'Histoire.

Invités : Jean-Louis Loubet, Laure Adler, Pierre Associine, Marie-Anne Matard.

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Barbra Streisand.

Erroi Flynn.

Thème : Majorité plurielle. Invités : Paul Loridant,

15.15 Le ciel est à vous E E a jean Grémillon (France, 1943,

la mémoire obstinée.

FILMS DU JOUR

15.50 No Smoking # # Alain Resnais (France, 1993, 145 min). Ciné Ciné Cinémas

17-25 La Liste de Schindler E E Steven Spielberg (Easts-Unis, 1994, N., 190 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

Chris Marker (France, 1982, 120 min).

18.00 Chili,

74.30 Nora 🖺 🖼

The Same And the

N.

20.00 Temps présent. Tableaux d'un pillage.

20.00 20 h Paris Première.

18:30 Nulle part ailleurs. Inwites: Charital Goya; Cabaret Citrouille; Cypress Hill; Mika Halddnen; Walter Salles. Canal +

DÉBAT

MAGAZINES

The state of

The second

Water .

Bank

May sur.

of the stage

Sec.

A.S.

400

-

- 20-4

Y ...

\$ 100

K

47.

***

100

A Section

e sange 44-- -24 3. 7 100 26.

 $p_{n,k}(u,v) \in \mathbb{R}^{n \times n \times n}$ 19.50 3.50

god - Table 1, see

23.07 Les Greniers de la mémoire. Betsy Jolas. Œuvres de Berlioz, Debussy, Jolas.

RADIO-CLASSIQUE 18.30 Le Maeazine. 20.15 Les Soirées.

Une journée avec... 20.50 Une vie bouleversée. Teléfilm. Carlo Rola. 22.35 Ally McBeal. Le baiser. 23.25 Dharma & Greg. Coup de foudre et mariage express.

20.40 Décrochage info,

RADIO FRANCE-CULTURE

23.55 Susan ! Pour le meilleur, mais sans le pire.

19.45 Les Enjeux internationaux. 20.02 Les Chemins de la musique.

A l'occasion du 50° anniversaire
de l'étair d'Israel. Des musiques juives
des origines aux musiques
d'Israel d'aujourd'hui [3/5].

20.30 Agora. Anthony Rowley & propos de La Culture de la hame, de Peter Gay

21.00 Philambule.

Autour de Schopenhauer.

22.10 Fiction. Premier roman, première dramatique. Dehors et pas d'histoires, de Christophe Nicolas.

23.00 Nuits magnétiques. Si loin, si proche : le fil qui palpite (1/2).

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude. 20.00 Israel au miroir des artistes. Œuvres de Schubert, Dvorak. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Racot, Beytelmann

Double concerno FK 45, de W.F. Bach. 20.40 Œuvres de Liszt. 23.10 Les Soirées... (suite). Œurres de Lisat, Patoini, Mozart, Humperdinck.

 20.35 TSR Mes Meilleurs copains

NOTRE CHOIX

Quatre quadragénaires français retrouvent une rock-star dont ils ont partagé le culte en mai 1968. Avec elle, et un cinquième larron, ils passent un week-end mouvementé dans la résidence beauceronne de l'un d'eux. Avec ce film, réalisé en 1988, Jean-Marie Poiré s'est détaché du comique de café-théâtre pour une comédie de mœurs nostalgique, très bien réalisée. - J. S.

22.50 Cinestar 2

La Liste de Schindler Fin 1939, à Cracovie, en Pologne nazifiée, un industriel allemand prend la direction d'une fabrique d'articles de cuisine au service de l'armée. Il recrute des travailleurs juifs auxquels il offre ainsi une planche de salut. Il va en venir à sauver des prisonniers, puis à éviter, en 1944, la déportation de onze cents juifs dont il a dressé la liste. C'est une histoire vraie. Pour le film - contribution à la mémoire de l'Holocauste -, elle a été adaptée d'un roman et fortement dramatisée avec ce sens physique de la mise en scène que possède si bien Steven Spielberg. Un film très émouvant, qui a prêté aux controverses à cause de la manière dont

● 1.40 Ciné Cinéma III

cutions. - J. S.

Apollo 13 En avril 1970, le vaisseau spatial Apollo 13, qui doit se poser sur la lune, est endommagé dans l'espace. Depuis la Terre, une opération de sauvetage des astronautes commence... Reconstitution très réussie, avec d'étonnants effets spéciaux, d'un drame réel. Excellente interprétation. - J. S.

l'émotion est sollicitée dans la re-

présentation des persé-

20.40 Tout le sport. 20.55 Que la musique commence! 23.00 Météo, Soir 3.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

20.00 Journal, Tiercé, Météo

22.35 Perry Mason. Le Retour de Perry Mason.

1.05 TFI nuit, Météo.

17.55 Hardey, coeurs a vif.

20.00 Journal, Météo.

20.55 Jane Eyre. Film. Franco Zeffirelli

22.55 Bouche à oreille.

0.45 Journal, Météo.

FRANCE 3

FRANCE 2

18.50 Friends.

20.35 Les Amies de ma femme Film. Didier Van Cauwelaert.

0.15 Le docteur mène l'enquête.

19.10 1000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ? 19.55 Au nom du sport, Météo.

23.00 Déclaration universelle

23.05 Place de la République.

18.50 Un livre, un jour. 18.53 L'Euro, mode d'emploi.

des droits de l'homme. Art. 21 : Suffrage universel.

18.20 Questions pour un champion.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Le Kouij de 20 heures,

18.25 Exclusif.

19.05 Le Bigdil.

23.35 Nirobus. Sur les traces des joups 0.30 Magazine olympique. 0.55 Strip-tease 1.55 Saga-Cités.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma 20.40 Matilda. Film. Danny De Vito.

22.15 Dernier voyage à Glasgow. Téléfilm, Jean Stewart. 0.00 Turbulences à 30 000 pieds. Film, Robert Butler (v.o.). 1.40 Rugby. Test matches.

PROGRAMMES

0.15 Capital.

M 6

RADIO FRANCE-CULTURE 21.00 Poésie studio

20.50 Fréquenstar, Lara Fabian. 22.35 Los Angeles, guerre des gangs. Téléfilm, Alan Metzger.

22.10 Mauvais genres. Le fantastique dans les salles obscures. 23.00 Nuits magnétiques. Le fil du 505. FRANCE-MUSIQUE

19,45 Portraits. Concert donne par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Jonathan Nott. Œuvres de Debussy, Jarell.

22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses. RADIO-CLASSIQUE

20.40 Le Festival de musique

LA CINQUIÈME/ARTE

17.50 Les Yeux de la découverte.

20.15 Dieu sans frontière. Mgr Teissier, archevèque d'Alger

23.15 Profil. Que ça ne fasse pas mai.

0.00 La Lucarne. Africa Dreaming. Mumlambo. La Dernière Image.

2.15 Le Petit Frère d'Huguette. Court métrage. Jacques Mitsch.

Le Retour de Saphie

1.20 Chasseurs de virus.

17.00 Des clips et des bulles

18.00 Les Aventures de Sinbad

19.54 Le Six Minutes, Météo.

20.10 Notre belle famille.

20.35 La Famille Touvabien.

19.00 FX, effets spéciaux, la série.

M 6

13.30 M 6 Kid.

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Europe, notre histoire [1/3]: 1945-1955, une paix de charbon-acier.

27.45 Les Cent Photos du siècle. Le suda, une photo d'A. Reininger, 1986. 21.50 Musica. Eclipse. 22.56 Barnabas a New York.

18.25 Le Monde des animaux.

19,00 Descentes aux enfers. Désastre à Devirs Gate. 19.45 Météo, Arte info.

15.10 En juin, ça sera bien.

17.25 100 % question.

18.20 Météo.

13.40 Les Chenaguetta de Mauritanie.

14.35 Modes de vie. modes d'emploi.

de chambre de Jérusalem.
Lieder, de Brahms: Lieder, de Richimann: Puraphrase, de Verdi; Vanations sur Helia; Jái pendu mon amant, de Mozant; Vanations sur lich bin der Schneider kokadu, de Beethoven; Ouintette over piana La Trane, de Schubert.
Les Soniées. (Suite) 22.44 Les Soirées... (suite). Œuvres de Chostakovito

MERCREDI 2 DÉCEMBRE =

TFI

LES FANS de « docu-soaps » peuvent être contents. Pendant des années, on n'a pas vu un seul de ces feuilletons documentaires, écrits comme des fictions, dont raffolent les Britanniques. Et vollà qu'ils se bousculent sur nos écrans... Tandis que « Le Temps des vendanges », le premier prototype français, vient de démarter sur France 3 (chaque samedi et dimanche à 20 h 05). deux chaînes du câble et du satellite programment simultanément deux docu-soaps parmi les plus populaires de la BBC: «L'Hôtel en folie », à partir de cette semaine sur Planète, et « Airport », depuis

Peut-on imaginer pareil bordel dans un grand hôtel! Avec trois hires de vieux palace tranquille. Pourtant c'est le foutoir nermanent tannia Adelphi, à Liverpool, soit il dont le voi a été retardé... ils ne Femmes de ménage au bord de la jolies scènes au fil des trois épiles couloirs pour empêcher que les

Catherine Humblot

* « Airport », chaque samedi à 20 heures, rediff. le dimanche à 13.30 et 23 heures, sur Voyage.

NOTRE CHOIX

• 11.10 Planète

D'un « docu-soap » à l'autre

le 28 novembre, sur Voyage. cent quatre-vingt dix chambres, 5 kilomètres de couloirs, il a des alsi l'on en croit cette série réalisée par Belinda Cherrington. Au Brin'y a pas assez de clients, soit il y en a trop. La direction, qui s'arrachait les cheveux devant les chambres vides, doit faire face à l'arrivée impromptue de centaines de touristes en partance pour les Caraïbes et sont pas de bonne humeur! crise de nerf, cuisinier assez méchant, la caméra filme les coups de feu, les engueulades, le stress, la standardiste totalement zen au milieu de ses lignes en panne comme la patronne dirigeant son monde d'une poigne de fer. Le comique est parfois vulgaire mais il y a quelques sodes: la directrice courant dans

ceinte jusqu'aux dents (plaisanteries du personnel dans les offices!\... « Airport », dix-sept épisodes qui racontent les mille et une péripéties de l'aéroport d'Heathrow, près de Londres. Passagers perdus, phobiques, en retard, arrivée de la reine Elizabeth et tracas d'un pho-

L'Hôtel en folie

tographe...

TÉLÉVISION

13.55 Les Feux de l'amour. 14.45 TF! jeunesse 17.30 Les Vacances de l'amour. 18.30 Exclusif.

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal. 20.35 Du côté de chez vous. 20.40 Le Résultats des courses, Météo. 20.55 Combien ça coûte ? Manger bien ou mal, combien ça coûte ?

mar, combien ça coure ?

23.15 52 sur la Line. Miss France:
une année dans les étoiles.

0.15 Minuit sport.

0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.50 et 18.45 Un livre, des livres. 13.55 Demick.

15.55 Tiercé. 16.05 La Chance aux chansons. 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.25 Cap des Pins. 17.55 Hartley, cœurs à vif.

18.50 Friends. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Out est aut ? 19.50 et 20.45 Tirage du Loto. 19.55 Au nom du sport.

19.56 Météo, Journal, Météo. 20.55 Madame le proviseur. Bob et Samantha. 22.35 Déclaration universelle

22,45 Ca se discute. 1.10 Le Cercle, Courrier international,

FRANCE 3

13.25 Parole d'Expert. 14.25 Les Craquantes. 14.58 Questions au gouvernement 16.00 Saga-Cités.

17.45 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.52 L'Euro, mode d'emploi, Météo. 20.05 Le Kouij de 20 beures. 20.35 Tout le sport. 20.55 La Marche du siècle. Gauche-droite : Ça • PACS • ou ça casse | 22.40 Météo, Soir 3.

femmes de chambre ne se mettent en grève, l'arrivée d'une mariée en-Même type de caméra dans

23.45 Un siècle d'écrivains.

23.15 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie?

13.35 Science-fiction, le futur au présent [1/4]. 14.30 Le journal du cinéma. 14.35 H. [6/20]. 15.00 Blague à part. [2/20]. 15.25 Décode pas Bunny. 15.55 La Légende de Calamity Jane. [11/13].

CANAL +

16.15 C+ Cléo. ► En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le lournal du cinéma. 21.00 Le Fan ■ Film. Tony Scott. 22.50 Ennemis rapprochés **II II** Film. Alan J. Pakula (v.o.).

0.40 South Park (v.o.). 1.00 Spin City. Une étoile est née 1.25 Drancy avenir # Film. Arnaud des Pallières.

23.15 52 sur la Une. Miss France : une année dans les étoiles. 0.10 Histoires d'opéras. [24]. Les bohémiers d'Hollywood. Planète Le Monde public chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les pro-grammes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Gin pent voir.

El Ne pas manquer.

El Chef-d' curré do classiques.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

45 747 San San Manager Street wing the to All . . Capped . W. S. . .

e personal and the 21 4 garage and the And the second

specific and the second The state of the state of · 主要被表现的人。

Le fugitif

ÉVIDEMMENT, l'attaque est toute trouvée : un condamné à mort s'est échappé! Et voici, en direct, comme au cinéma, ou ce qui revient au même aujourd'hui, comme à la télévision, que tout un pays suit la traque. Rien n'y manque. Ni les meutes de chiens. Ni les hommes armés. Ni les hélicoptères. Ni les forêts impénétrables. Ni les marais inhospitaliers. Ni les crocodiles, ni les serpents, ni les araignées, qui se disputent l'honneur d'en finir avec le fugitif. Ni les caméras qui, elles, se bousculent au spectacle de la chasse à l'homme.

Un condamné à mort s'est échappé. Et il y va désormais de l'honneur des gardiens, de la réputation de la prison de haute sécurité de Huntsville (Texas). Soixante-quatre ans que cela n'était pas arrivé! Soixantequatre ans, depuis que trois membres de la célèbre bande de Bonny and Clyde avalent réussi, en 1934, à se faire le belle de cette prison réputée infaillible! C'est dire si l'imaginaire, là encore, fonctionne. Comme au cinéma, comme dans un film.

il le leur faut, celui-là, mort ou vif! Il le leur faut vralment, car, dans la vie réelle des pénitenciers. pas celle fictive des scénarios. force revient toujours aux poursuivants. «L'Histoire est du côté de la police, a dit le porte-parole du département de la justice du Texas, Larry Told. Chaque fois qu'une évasion s'est produite au Texas, les fuvards ont été repris ou localisés. » Et. de fait. même les gens de la bande à Bonny furent repris et exécutés. A la vie comme au cinéma.

S'il n'est pas mort délà dans les marais, Martin Gurule, vingt-neuf ans, sera repris. Il reprendra sa place, mais sans doute aux avantpostes prioritaires, dans l'intermi-nable file des 454 condamnés à mort de Huntsville en attente d'exécution. S'll a échappé aux serpents, aux crocodiles, aux araignées, aux balles, aux chiens, il n'échappera probablement pas à son destin : la mort du condamné à mort. Martin Gurule n'est pas n'était pas? - un enfant de chœur, voué à la peine capitale pour le meurtre de deux personnes lors d'un braquage dans un restaurant en 1992. Simplement, son évasion, là encore, comme dans une fiction - un soir de Thanksgiving, quand les gardiens festoyaient -, en a fait un acteur moins anonyme de la grande et permanente poursuite entre le Bien et le Mai, entre aussi la fiction et la réalité. Il a désormais un nom, en plus d'un matri-

Un tel sujet interdit évidemment toute transition. Et pourtant, l'on a fort envie de parier d'une autre histoire de justice. * basique * celle-là. Il devait y avoir grève ce mardi dans les écoles de Seine-Maritime, grève de solidarité déclenchée par les enseignants et les parents d'élèves. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'un instituteur de Rouen coupable d'avoir donné « trois coups de pied aux fesses » à un élève violent va passer en conseil de discipline. Le crime de l'instituteur remonte au 5 octobre. Ce jour-là, voyant un élève en frapper un autre dans les couloirs, il lui ordonne à plusieurs reprises, d'arrêter. Puis il finit par faire ce qui lui est reproché. La mère de l'élève dépose plainte. L'instituteur, unanimement apprécié, risque la révocation. Et toute une région estime qu'il y a vraiment là des coups de pied aux fesses qui se perdent! A tort?

Victoire en demi-teinte pour le Parti québécois de Lucien Bouchard

Le bon score des fédéralistes limite la marge de manœuvre du premier ministre

de notre correspondante Une vraie victoire pour gouverner le Québec, mais un mandat affaibii pour le mener à l'indépendance: c'est le sens qu'on peut donner aux résultats des élections générales organisées, lundi 30 no-

vembre, dans la province. En votant massivement pour les candidats-députés du Parti québécois (PQ) - qui remporte 75 sièges contre 48 pour le Parti libéral du Québec (PLQ) ~, la population a surtout dit « oui » à Lucien Bouchard, chef du PQ et premier ministre du Québec depuis 1996. pour qu'il puisse poursuivre l'ac-tion gouvernementale entamée par le PQ en 1994.

A ce titre, le vote donne pleine autorité à Lucien Bouchard pour parachever le redressement des finances publiques et dégager bientôt, selon ses espoirs, des surplus qui seront affectés, d'une part, à un allègement du fardeau fiscal, et, d'autre part, à de nouvelles dépenses dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Comme il s'y est engagé, le chef péquiste devra, à cet égard, corriger le tir d'une réforme du système de santé qui a connu de sérieux ra-

d'un grand charisme personnel

PROFIL

tés ces demiers mois. Le « oui » des Québécois au PQ inclut aussi un « oui » à un gouvernement provincial fort vis-à-vis d'Ottawa, capable sans tarder de récupérer certains pouvoirs et budgets du gouvernement fédérai, en s'alliant autant que possible aux autres provinces du Canada anglais.

Le « oui » des Québécois au PQ inclut aussi un « oui » à un gouvernement provincial fort vis-à-vis d'Ottawa

En matière de relations entre Québec et Ottawa, la population de la province a clairement exprimé par son vote qu'elle faisait davantage confiance à Lucien Bouchard qu'au libéral Jean Charest pour défendre les intérêts du Québec au sein de la fédération cana-

Bien gouverner la province et

dans l'opinion publique québé-

wa : le mandat du Parti québécois s'arrête cependant là, selon les suffrages exprimés lors de l'élec-

·Car en accordant 43,6 % de leurs voix au Parti libéral québecois, et seulement 42,9 % au Parti québécois, la population semble donner au fédéraliste Jean Charest une victoire « morale », et limiter d'autant la marge de manœuvre de M. Bouchard pour organiser à brève échéance un référendum sur la souveraineté. Franchir la barre des 45 %, disait-on dans son entourage, était l'une des « conditions gagnantes », que Lucien Bouchard s'était fixées.

Lucien Bouchard a pris acte du message, soulignant qu'il aurait du « pain sur la planche » en tant que chef du gouvernement. Il a ajouté qu'il entendait « contrer toutes nouvelles intrusions » du gouvernement fédéral dans les programmes que le Québec veut lui-même gérer et que, pour le reste, il espère, fort de ces résultats, que le peuple québécois gagne en « confiance » pour ailer de l'avant dans la « poursuite de son destin ».

Lorsque Martin Brisac refuse, la machine s'emballe. Jeudi soir, au moment où débute le sommet des chefs d'Etat africains à Paris, le microcosme bruit de la nomination de Jean-Marie Borzeix. Le décret devait être signé vendredi soir, pour passage au journal officiel, afin de permettre la ratification par mandat de M. Chizel.

Jean-Paul Cluzel

est finalement

à la tête de RFI

JAMAIS la nomination du pré-sident de Radio-France Internatio-

nale (RFI) n'aura donné lieu à tant

de suspense. Avant la reconduction

de lean-Paul Cluzel à ce poste par

le Conseil supérieur de l'audiovi-

suel (CSA), mardi 1ª décembre, la

décision aura agité, pendant une semaine, trois cabinets ministériels,

dont celui du premier ministre, le

CSA et quelques candidats. En lice : outre le président sortant, Jean-

Marie Borzeix, ancien directeur gé-

néral de France-Culture, Daniel

Carton, journaliste, Jean-Pierre

Hoss, ancien PDG de la SFP, Ghis-

lain Achard, directeur délégué à

La semaine dernière, deux candi-

dats avaient pris le pas sur les

autres: Jean-Paul Chuzel et Jean-

Marie Borzeix. Mais, dans le même

temps, les conseillers des ministres

et le président du CSA, Hervé

Bourges, s'efforçaient de

convaincre Martin Brisac, PDG

d'Europe Développement Interna-

tional (EDI), une filiale d'Europe 1,

de se présenter à ce poste. L'idée

est de rééditer l'opération TV5,

dans laquelle Jean Stock, un pro-

fessionnel de l'audiovisuel, a été

nommé à la présidence en rempla-

177. 17

2.77

1

cement d'un énarque.

France 2, et quelques autres.

reconduit

Durant le week-end, la confusion est totale. La décision est reportée an samedi soir. Mais rien ne vient. En réalité, ce n'est que hundi en fin de matinée que Lionei Jospin signe le décret. Entre-temps, le CSA, soucieux de son indépendance à l'égard du pouvoir, en profite pour pousser son avantage et montrer son désaccord à l'égard de ce système de nomination qui lui échappe. Dans son avis sur le projet de loi sur l'audiovisuel public, le CSA a d'ailleurs souhaité que le PDG de RFI soit, comme les autres responsables de l'audiovisuel public, nommé par hui seul. Hervé Bourges fait savoir que, certes, le gouvernement nomme les administrateurs, mais que c'est au CSA qu'il revient de désigner le président. En tefusant d'avaliser le choix du gouvernement, l'institu-

tion peut bloquer le système. Or, le CSA n'a jamais critiqué l'action de M. Cluzel. Lors de la discussion de son budget, les « sages » hui avaient même délivré un satisfecit. « Cela n'a aucun sens de changer pour changer. La seule condition pour le faire aurait été de trouver nettement mieux >, explique Hervé Bourges. Apparemment, son avis est partagé au ministère des affaires étrangères. Hubert Védrine ne souhaite pas le départ de M. Cluzel. Mais, comme ses collègues, il essaie d'infléchir certains aspects de la politique de ce PDG notamment en matière budgétaire et de gestion du personnel.

Cet inspecteur des finances de cinquante et un ans conserve donc pour trois ans de plus les rênes d'une entreprise dont le budget s'élève à 754,3 millions de francs pour un effectif de 780 personnes.

Françoise Chirot

■ SNCF: les contrôleurs pour suivaient leur mouvement de grève, mardi' le décembre, perturbant pour la cinquième journée consécutive la circulation des trains. Une réunion intersyndicale devait être convoquée dans la matinée. En moyenne, deux trains sur trois circulaient sur l'ensemble du territoire, à l'exception de la région lie-de-France où le trafic était normal. Sur le réseau à grande vitesse, Eurostar, Thalys et le TGV Nord-Europe fonctionnaient ; la circulation rentrait peu à peu dans l'ordre sur le TGV Atlantique.

Tirage du Monde daté mardi 1º dé-

Science Vie

Inconscient, Freud avait-il raison?

Des expériences dévoilent la face cachée du cerveau.

Exclusivité: Paris: Nos ancêtres, les Romains

Grippe: Le virus mortel viendra-t-il de Bretagne?

Consommation: Que valent les ordinateurs pas chers?

Encyclopédie du XX^e siècle : Nº5 : la découverte du cerveau

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

UN « CHEF » il caracolait ainsi en tête des sondages de popularité au Québec POUR LA PROVINCE

bien avant d'avoir quitté la scène politique fédérale. Ancien avocat. Fin octobre, Lucien Bouchard af-M. Bouchard a été ambassadeur du firmait que la campagne pour les Canada en France de 1985 à 1988. élections du 30 novembre serait le iusqu'à ce que son ami politique de l'époque, le conservateur canadien « combat politique » le plus impor-Brian Mulroney, l'appelle auprès de tant de sa vie. Présidant le Parti québècois depuis janvier 1996, à la lui. Deux ans plus tard, il démisaveur de la démission de Jacques sionne avec fracas après l'échec de l'accord du lac Meech, qui devait Parizeau, Lucien Bouchard avait acdonner un statut de « société discédé automatiquement au poste de premier ministre du Québec. tincte » au Québec dans la Consti-Homme de conviction, ne mantution canadienne. Il crée alors un parti, le Bloc québécois, souveraiquant pas de panache, communicateur hors pair, Lucien Bouchard niste et défenseur des intérêts du qui aura soixante ans dans quel-Ouébec à Ottawa. ques jours - jouit depuis des années

Lucien Souchard participe ensuite activement à la campagne ré-

férendaire sur la souveraineté du Québec en 1995, d'où le Parti québécois sortira défait et affaibli, mais toujours au pouvoir. A la tête du gouvernement, il imprime sa marque, poussant des réformes impopulaires tout en promettant des lendemains meilleurs. Doté d'une forte personnalité, l'homme a l'allure plutôt austère ; il est marié à une Américaine et père de deux enfants. La sympathie des Québécois lui sera témoignée de facon appuyée lorsqu'il traversera une très difficile épreuve, fin 1994. Il faillit perdre la vie à la suite d'une attaque virulente de myosite nécrosante - due à une bactérie mangeuse de chair - et les médecins

durent l'amputer d'une jambe.

Pour Noël, notre premier cadeau est de vous offrir du temps.



Boutiques Montblanc

Paris 6º: 47, rue de Rennes - Paris 8º: 60, rue du Faubourg Saint Honoré Bordeaux : 26, Cours Georges Clêmenceau - Nice : 2, rue Paradis

Nocturnes exceptionnelles les 3-4, 10-11, 17-18 et 22-23 décembre dans les boutiques de Paris et Bordeaux.

